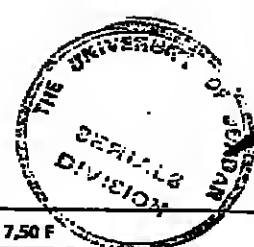


مكتبة الأهل



Le Monde

CINQUANTE-TROISIÈME ANNÉE - N° 16314 - 750 F VENDREDI 11 JUILLET 1997 FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

LE MONDE INITIATIVES
Peurs et espoirs
des syndicats
8 pages
d'annonces classées

L'Europe se prépare à réduire ses subventions à l'agriculture

LA COMMISSION européenne doit présenter, le 16 juillet à Strasbourg, ses nouvelles propositions de réforme de la politique agricole commune (PAC). L'idée est de poursuivre la modernisation de la PAC, engagée en 1992, et de mieux intégrer l'Europe verte à l'agriculture mondiale, alors que les règles du commerce international vont limiter de plus en plus les exportations subventionnées. Bruxelles propose notamment des baisses sensibles des prix d'intervention des céréales et de la viande bovine à partir de l'an 2000, compensées, partiellement, par un relèvement des aides directes versées aux producteurs. Avant même la présentation officielle du projet, les organisations syndicales agricoles françaises le critiquent pour des motifs divers.

Lire page 2

Le Rwanda a aidé M. Kabila

Le vice-président rwandais, Paul Kagame, reconnaît avoir soutenu « jusqu'au bout » les rebelles de Laurent-Désiré Kabila et permis leur victoire au Congo-Kinshasa.

p. 4

Les familles du PCF

A l'intérieur du Parti communiste, qui exclut toute scission à l'italienne, les courants divergents se multiplient.

p. 6

La commission Truche jugée

Les propositions de réforme sur le parquet, remises au chef de l'Etat jeudi, sont jugées trop timides par les organisations de magistrats.

p. 9 et 13

Les dames du noir

Les femmes écrivent de plus en plus de romans, avec un succès croissant. Portrait de huit contemporaines, dont les nouvelles paraîtront dans Le Monde cet été.

p. 26

Francophonies, treizième

Plus de cent trente groupes et artistes participeront au grand rassemblement de la chanson francophone de La Rochelle.

p. 24

Chamonix malade de ses camions

En 1995, sur l'ensemble des routes des Alpes et des Pyrénées, 100,9 millions de tonnes de marchandises ont circulé.

p. 11

Allemagne, 3 DM ; Argentine, 9 PT ; Australie, 25 A\$; Belgique, 40 BF ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Chili, 800 P\$; Espagne, 166 P\$; France, 100 F ; Grèce, 200 Dr ; Hongrie, 100 Ft ; Italie, 200 L ; Japon, 100 ¥ ; Mexique, 20 P\$; Pays-Bas, 100 f ; Portugal, 200 Esc ; Royaume-Uni, 1 £ ; Suède, 100 Kr ; Suisse, 100 Frs ; Taiwan, 100 N\$; USA, 1 \$; Venezuela, 100 Bs.

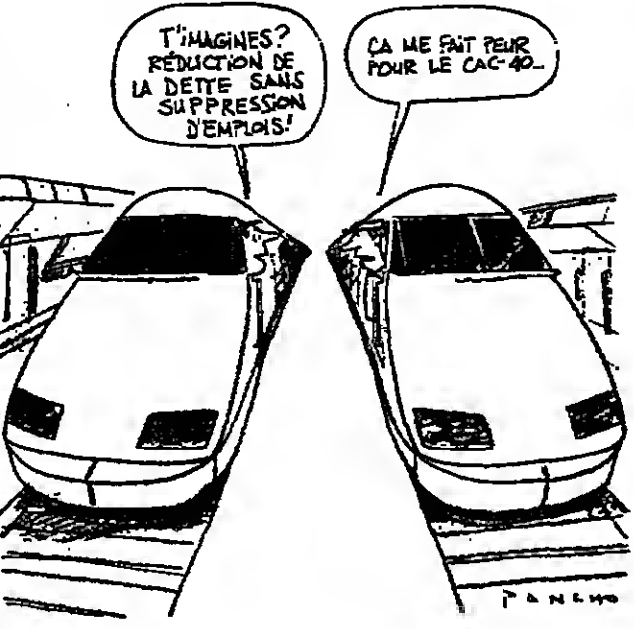
M 0147-711-750 F

La SNCF désendettée de 20 milliards de francs va créer 2 000 emplois supplémentaires en 1997

Hausse des tarifs en Ile-de-France et mise en place d'un « chèque transport » pour les chômeurs

LA SNCF va embaucher. Jean-Claude Gayssot, ministre des transports, a demandé au président de la société, Louis Gallois, de procéder avant la fin de l'année à 1 000 recrutements supplémentaires et à 1 000 recrutements dans le cadre des emplois-jeunes annoncés par le premier ministre. La SNCF, qui devait supprimer 2 200 emplois cette année, verra donc ses effectifs stabilisés. Elle est la première entreprise publique à être mise à contribution pour l'effort national en faveur de l'emploi. M. Gayssot devait également annoncer, jeudi 10 juillet, les grandes lignes de la « réforme de la réforme » qu'il avait promise pour la SNCF.

Le ministre avale l'architecture de la réforme du secteur ferroviaire préparée par le gouvernement Juppé et votée par le Parlement en février. Le Réseau ferré de France (RFF), dont le conseil d'administration doit adopter le premier budget vendredi 11 juillet, ne sera pas remis en cause. Il recevra



8 milliards de francs tirés des recettes de privatisation. Le ministre des transports a obtenu en échange que l'Etat réduise de 20 milliards de francs la dette de la SNCF, qui passe de 68 à 48 milliards de francs. Cet allègement par transfert sur l'Etat soulagera de 1,3 milliard de francs la charge financière de l'entreprise ferroviaire. Le coût des 1 000 embauches supplémentaires est évalué à 200 millions de francs et les 1 000 emplois-jeunes seront financés à 80 % par l'Etat.

M. Gayssot a annoncé également une hausse des tarifs de transport en Ile-de-France de 3,9 %, au lieu des 4,8 % prévus. Il s'agit, selon M. Gayssot, de « l'augmentation la plus faible depuis 1991 ». Un « chèque transport » sera alloué aux chômeurs les plus démunis et un carnet de 10 tickets pour la banlieue sera créé, avec un rabais de 20 %.

Lire page 15 et notre éditorial page 14

La lettre d'Alain Juppé à Lionel Jospin sur l'état des finances

DANS UNE « Note sur la situation économique et financière » qu'Alain Juppé a remise à Lionel Jospin, le 2 juin, lors de la cérémonie de passation des pouvoirs, et dont Le Monde révèle le contenu, l'ancien premier ministre admet que la situation des comptes publics est préoccupante. S'il souligne que sa gestion a créé « les conditions d'un redressement de l'activité », il admet plusieurs dérapages pour 1997, à hauteur de 35 milliards de francs, soit un peu plus de 0,4 point de produit intérieur brut. Il confirme donc implicitement que, sans « mesures de réajustement », la France ne pourra pas honorer son engagement de réduire ses déficits à 3 % du PIB. Pour 1998, il évoque même une prévision supérieure à 4 % du PIB.

Lire page 32

Le mea culpa de l'épiscopat catholique aux protestants et aux juifs de France

C'EST UN DOUBLE mea culpa en direction des communautés protestante et juive qu'enfonce l'Eglise catholique de France à la veille de la visite du pape à Paris du 21 au 24 août. Cette démarche de pardon, amorcée jeudi 10 juillet au cours d'une conférence de presse, s'inspire d'un souci d'obédience au vœu de Jean Paul II qui avait invité, le 14 novembre 1994, toutes les Eglises locales à engager des processus de réconciliation avec les communautés qui ont souffert de l'intolérance de l'Eglise romaine.

Le choix du dimanche 24 août, anniversaire des massacres de la Saint-Barthélemy, pour clore les journées mondiales de la jeunesse que le pape présidera à Paris et à Longchamp, a été considéré comme une provocation par une minorité de protestants. Rédigée par le département jeunesse de la Fédération protestante de France, une lettre a été adressée à Jean Paul II lui demandant de sa venue à Paris, de « faire mémoire de la tragédie de la Saint-Barthélemy ».

Sans préjuger de ce que dira le pape, le cardinal Lustiger, archevêque de Paris, et Mgr Louis-Marie Billé, président de la Conférence des évêques, ont voulu couper court à

toute ambiguïté. Ils ont annoncé - en présence du pasteur Jean Tartier, président de la Fédération protestante - une veille de réconciliation le 19 août à l'église parisienne de Saint-Germain-l'Auxerrois. Les Eglises protestantes parisiennes (réformée, luthérienne, baptiste, etc.) seront invitées à cette cérémonie conçue comme un acte de mémoire. De même, les représentants de toutes les confessions seront conviés à l'accueil du pape, le 21 août au Champ-de-Mars.

Dès la conférence de presse du 10 juillet, l'archevêque de Paris a tenu à informer Henri Hajdenberg, président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), de l'intention de l'Eglise catholique de témoigner aussi à l'égard de la communauté juive, pour des événements bien sûr différents, d'un égal poids de « repentance ».

Deux occasions pourraient être mises à profit cet automne pour aider les catholiques à relire leur histoire vis-à-vis de leurs compatriotes juifs : la commémoration du statut des juifs (3 octobre 1940) et le cinquantième de la conférence de Seelberg (Suisse) qui avait marqué, après-guerre, la première prise de conscience de responsables protestants et catholiques du lien à établir entre

l'enseignement du mépris (Jules Isaac) et le génocide des juifs. Au Vatican comme dans les Eglises locales (Allemagne, Pologne), des documents et des gestes - comme la visite du pape à la synagogue de Rome en 1986 - ont amorcé cet examen de conscience critique sur l'attitude catholique pendant la période nazie. Mais, du côté juif, l'attente est grande d'actes décisifs, notamment depuis la promesse d'un document sur la shoah faite par Jean Paul II, en septembre 1987, à Castelgondolfo. Cet automne, lors d'un symposium au Vatican sur l'Eglise et antisémitisme, le pape devrait prononcer une solennelle autocritique.

Pour leur part, les évêques français vont engager ce travail de « purification » de la mémoire demandée dans la lettre de Jean Paul II sur le troisième millénaire. Ils entendent tirer les leçons des compromissions et des silences passés de l'Eglise, tout en soulignant les responsabilités collectives dans cette dérive du discours et du droit qui, en particulier à partir du statut des juifs, ont débouché sur la persécution, les déportations, l'extermination organisée et systématique.

Henri Tincq

La main américaine tisse la Toile d'Internet

L'ÉTAT d'urgence décrété par les Etats-Unis pour développer le commerce électronique mondial a de quoi surprendre, dans cette période où les signes d'une ferme reprise en main américaine du destin d'Internet se multiplient.

Le 1er juillet, Bill Clinton a donné le signal de ce nouveau départ. Mardi 8 juillet, les représentants de 29 pays européens réunis à Bonn pour la conférence sur les réseaux mondiaux d'information ont invité William Daley, secrétaire d'Etat américain au commerce. « Il semble que nous partions du même point », a déclaré ce dernier.

Le lendemain, les représentants de l'Union européenne recevaient à Magasin, conseiller du président Clinton, pour « échanger des points de vue et explorer les terrains d'entente en matière de commerce électronique ».

Si ces rencontres coïncident avec une convergence sur le rôle moteur des entreprises privées, elles achoppent sur la place dévolue aux Etats. Selon Bill Clinton, cette place doit rester aussi discrète que possible. Les Européens voudraient, eux, fournir le cadre nécessaire à un développement du commerce électronique qui ne leur échappe pas totalement.

La rhétorique de ces débats sur les modalités fiscales ou juridiques du fonctionnement d'Internet, menés sur un apparent pied d'égalité,

risque de masquer l'immense fossé qui s'est creusé entre les Etats-Unis et l'Europe.

Au lendemain de la profession de foi de Bill Clinton, Christian Pierrat, secrétaire d'Etat à l'Industrie, a déclaré que « le commerce électronique, pour lequel la France a été pionnière grâce à son avance dans la télématique, va connaître une croissance exponentielle dans

les prochaines années ». Tout se passe comme si la France répondait à l'appel de l'aviation à réaction en se lançant à l'exploration d'un rôle de précurseur dans le développement du bimoteur à hélices. Comme si le Minitel protégeait l'Hexagone de la déferlante d'Internet. Nouvelle version de la stratégie éprouvée de la ligne Maginot? Incompréhension du scénario qui est en train de se jouer?



TEMP SPORT

Un Tour pelotonné

DEPUIS le début du Tour, les sprinters font la loi et le peloton met fin à toutes les échappées. Ainsi, jeudi 10 juillet, au départ de l'étape Le Puy-de-Fou - Le Châtré (261,5 km), l'impeccable italien Mario Cipollini (Saeco) était toujours porteur du maillot jaune tandis que, la veille, son compatriote Nicola Minali (Batli-Monte) s'était imposé au sprint devant Frédéric Moncassin, battu de 4 millimètres. Comme Thierry Gouvenou (Big Mat-Auber 93), lundi, et François Simon (GAN), mardi, Philippe Gaumont (Cofidis) a été happé, mercredi, par le peloton après une escapade de 94 km.

Lire pages 20 et 21

Chères universités

ALORS que les inscriptions à l'université ont commencé, une polémique se développe sur le montant des droits de scolarité. La Fédération des associations générales d'étudiants (FAGE), deuxième organisation représentative, vient de rendre publique une enquête réalisée dans 64 établissements et qui montre une pratique abusive de droits complémentaires demandés aux étudiants. Seuls 8 établissements se dispensent de demander ces droits supplémentaires qui, au total, pèsent environ 100 millions de francs. Les droits nationaux ont, pour leur part, augmenté de 50 % depuis 1990, et varient de 774 francs à 1 339 francs. Une « remise à plat du système » est demandée par les étudiants et les présidents d'université.

Lire page 8

Le « tout-info » de Canal Plus



PIERRE LESCURE

DANS un entretien au Monde, Pierre Lescure, PDG de Canal Plus, annonce que sa chaîne d'informations en continu devrait être lancée au printemps 1998. Il commente aussi le retrait d'Allemagne de la chaîne cryptée et note que la concurrence de TPS a « fouetté » les équipes commerciales de Canal Plus en matière de télévision numérique.

Lire page 29

International	2	Jour	25
France	6	Météorologie	25
Société	8	Culture	24
Caractères	10	Guides culturels	27
Régions	11	Annuaire classés	28
Horizons	12	Communications	29
Entreprises	13	Abonnements	30
Finances/marchés	18	Radio-Télévision	30
Aujourd'hui	20	Kiosque	31

PAC La Commission européenne présentera le 16 juillet les grandes orientations de la réforme de la politique agricole commune (PAC) qu'elle préconise pour 1999. Cette

réforme, qui s'inscrit dans la même logique que celle de 1992, vise à mieux adapter l'agriculture européenne aux marchés mondiaux, ainsi qu'à la préparer à l'élargissement

de l'Union européenne. ● **DES BAISSES SENSIBLES** des prix d'intervention sont proposées par Bruxelles, notamment pour les céréales et la viande bovine. ● **CES**

PROPOSITIONS s'inscrivent dans l'« Agenda 2000 » de la Commission, c'est-à-dire le programme des principales négociations entre Européens pour les dix-huit mois à venir. Outre

la PAC, cet agenda inclut la réforme des fonds structurels, le budget de l'Union pour la période 2000-2006, et la liste des pays candidats à l'adhésion à l'Union européenne.

Bruxelles prépare la deuxième réforme de la politique agricole commune

La Commission souhaite une meilleure intégration de l'Europe verte aux marchés mondiaux. Elle suggère notamment, pour les céréales et la viande bovine, des baisses des prix d'intervention qui ne seraient que partiellement compensées par des aides directes aux producteurs

BRUXELLES
(Union européenne)
de notre correspondant

Baisses sensibles des prix d'intervention (prix minimum en dessous duquel Bruxelles intervient) des céréales et de la viande bovine, compensées, partiellement seulement, par un relèvement des aides directes versées aux producteurs, légère diminution du prix du lait, dont l'effet serait atténué par l'octroi d'une prime à la vache laitière : les nouveaux aménagements que la Commission européenne envisage d'apporter aux principales organisations communales de marché (OCM) se veulent le prolongement logique de la réforme de la politique agricole commune (PAC) de 1992.

L'idée est de mieux intégrer l'agriculture européenne aux marchés mondiaux, afin de lui permettre de développer ses exportations sans enfreindre pour autant les règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), mais aussi de la préparer à l'élargissement de l'Union à trois ou quatre pays d'Europe centrale. La Commission manifeste encore le souci d'opérer, au sein de l'Europe verte, un certain rééquilibrage au profit des produits animaux, jusqu'ici moins protégés que les grandes cultures. Elle accentuera par ailleurs sa pression en faveur d'une agriculture moins intensive, plus soucieuse de l'environnement.

Le soutien par des prix garantis, qui était la règle avant la réforme de 1992, va devenir de plus en plus secondaire. S'agissant des céréales, des oléagineux et des pois (protéagineux), la baisse des prix qui est envisagée à partir de la campagne 2000/2001 est de 20 %,



en une seule étape. Les prix communautaires, en particulier ceux du blé, se trouveront alors, en moyenne, au niveau des prix mondiaux, ce qui permettra d'exporter sans avoir à verser de « restitutions », subventions permettant de compenser la différence entre les cours obtenus sur le marché mondial et ceux fixés pour le marché intérieur. C'est important, alors que la demande mondiale est à la hausse, mais que le nouveau cycle de négociations, qui s'engagera en 1999 dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), risque fort, sous la pression de pays comme les États-Unis, l'Australie ou l'Argentine, d'aboutir à une limitation accrue

des exportations subventionnées. La Commission préconise en contrepartie la suppression du système de jachère (5 % en 1998, mais pouvant atteindre 17,5 %), imposé ces dernières années pour limiter les surfaces cultivées et réguler le marché en équilibrant l'offre et la demande. La baisse des prix laisse en effet espérer des débouchés nouveaux, à la fois à l'exportation et aussi en donnant son plein effet à la « reconquête » du marché des aliments du bétail par les céréales communautaires. Celle-ci a déjà été brillamment engagée grâce à la baisse des prix de 29 % intervenue après 1992 : les ventes de céréales fourragères indigènes ont progressé de 17 millions de tonnes, à

comparer à un objectif affiché de 12 millions de tonnes en 1992, qui était alors considéré comme irréaliste par les organisations professionnelles. Ce regain d'attraction pour les orges et blés communautaires s'opère en partie au détriment de substituts (maïs, corn gluten feed) importés des pays tiers.

Grande ovation, nécessaire pour éviter à la fois les dérapages financiers et les tentatives à la surproduction, ces baisses de prix ne seraient plus intégralement compensées (comme c'est le cas depuis 1992) par des aides directes. Les services de Franz Fischler, le commissaire chargé des affaires agricoles, suggèrent que la compensation soit limitée à 50 %. Ils font remarquer cependant que les prix de marché au sein de l'Union devraient se situer normalement sensiblement au-dessus des prix d'intervention (ceux-ci étant alignés sur les cours mondiaux) et que, dans ces conditions, la compensation serait supérieure à la moitié de la perte de revenu théorique.

M. Fischler suggère encore que les aides directes accordées aux producteurs d'oléagineux, nettement plus élevées que celles versées aux céréales, soient ramenées à leur niveau. Une telle formule, pénalisant pour les régions les moins compétitives, aurait l'avantage d'affranchir les Européens des contraintes acceptées lors de l'Uruguay Round : en contrepartie du droit de verser des aides « spécifiques » à ses producteurs, l'Union s'était engagée à limiter les surfaces plantées en céréales et tournesol « un carreau doit les intéressés réclamer régulièrement la disparition.

La Commission se prononce également pour la suppression de la prime versée pour le maïs d'ensilage, au même titre que pour les autres céréales. Une correction logique, dans la mesure où la culture de cette céréale est le plus souvent associée, notamment dans l'ouest de la France, à un élevage intensif que Bruxelles veut décourager ; d'autant plus logique que cette scorie de la réforme de 1992 coûte autour de 1,2 milliard d'euros par an (7,8 milliards de francs) !

Comme la réforme de 1992, le projet mis sur la table est conçu à l'avantage d'une agriculture compétitive

La réforme applicable à l'élevage serait moins radicale que celle touchant les grandes cultures. Pour la viande bovine, la Commission préconise une baisse du prix d'intervention de 30 %, en trois campagnes (de 2000/2001 à 2002/2003), qui succéderait donc à celle de 15 % mise en œuvre depuis 1992, avec l'espoir, non garanti, que les producteurs des quinze se rapprocheraient suffisamment des prix pratiqués sur le marché mondial pour pouvoir, là aussi, exporter sans restitutions. M. Fischler propose que la nouvelle diminution des prix soit compensée à 80 % (à comparer donc aux 50 % préconisés pour les céréales). Dans le cas du lait, ce n'est que

l'amorce d'une réforme qui est envisagée : une baisse des prix de 2,5 % par an pendant quatre ans, avec comme compensation une prime pour les vaches laitières qui serait fixée au même niveau (ce qui facilite les contrôles) que celle octroyée aux vaches allaitantes.

Autre innovation, ces diverses primes seraient désormais plafonnées par exploitation, comme cela se passe aux États-Unis, où le seuil maximum se situe autour du million de francs. A ce stade, cependant, la Commission, qui vent d'abord recueillir les réactions de la profession, ne cite aucun montant. De façon générale, les services de M. Fischler s'attendent à des réactions plutôt favorables du côté français et hostiles du côté allemand. Comme la réforme de 1992, le projet mis sur la table est conçu à l'avantage d'une agriculture compétitive, capable de s'ouvrir pour exploiter ses atouts, mais cependant suffisamment encadrée pour réduire les atteintes à l'environnement.

Le coût de la réforme, dans ce premier jet, est évalué à 4 milliards d'euros par an (26 milliards de francs), un montant somme toute raisonnable. Elle est considérée comme indispensable par M. Fischler pour que l'Union aborde bien armée tant le prochain cycle de négociations commerciales multilatérales que l'élargissement. Paradoxalement, ce qui inquiète les dirigeants bruxellois, c'est la situation relativement favorable de l'agriculture européenne. L'expérience montre en effet qu'il faut d'urgence le penchant naturel des quinze, en particulier de leurs ministères de l'Agriculture, est l'immobilisme.

Philippe Lemaître

L'« Agenda 2000 »

Le 16 juillet, le président de la Commission européenne présentera au Parlement européen l'« Agenda 2000 » : les propositions de la Commission sur l'élargissement aux pays d'Europe centrale et la réforme des politiques communales qui devraient l'accompagner.

● **L'élargissement.** Dix pays d'Europe centrale sont candidats, plus Chypre : pour ce dernier, l'Union s'est déjà engagée à ouvrir les négociations en janvier 1998. Les pourparlers seront ouverts soit à trois pays (Pologne, Hongrie et République tchèque), comme l'estiment souhaitables les services de la Commission, soit à quatre ou cinq – en ajoutant la Slovaquie et l'Estonie –, comme le préféreraient certains commissaires. La Commission doit trancher d'ici à mercredi.

● **Le budget.** Les dispositions actuelles, valables jusqu'à la fin 1999, plafonnent à 1,27 % du PIB des quinze les crédits pouvant être affectés au budget européen. En 1997, celui-ci correspond à 1,17 % du PIB. Répondant par avance au souhait d'une majorité d'États membres, dont la France, la Commission propose de maintenir pour sept ans le seuil de 1,27 %.

● **Les politiques structurelles.** Il s'agit de l'aide fournie aux régions en retard par l'intermédiaire des « fonds » communautaires. Les principaux bénéficiaires en sont l'Espagne, la Grèce, l'Irlande et le Portugal. L'enveloppe affectée à ces transferts atteignait 200 milliards d'euros pour 1994/1999 ; la Commission propose de la porter à 270 milliards d'euros pour la période 2000/2006. Une partie de ces crédits devra bénéficier aux nouveaux adhérents d'Europe centrale.

● **La nouvelle PAC.** L'idée de la Commission est de poursuivre la modernisation de la PAC engagée par la réforme de 1992 et de mieux intégrer l'Europe verte à l'agriculture mondiale.

La Fédération des syndicats d'exploitants qualifie d'« aberrantes » les propositions communautaires

LES ORGANISATIONS professionnelles et syndicales ont encore en mémoire les accords « sélectifs » qui avaient débouché, en 1992, sur la « mouise » réforme de la politique agricole commune et le compromis, selon elles « désastreux », du GATT. C'était clair : le gouvernement de Pierre Bérégovoy était allé à Canossa. Il ne faut surtout pas que la mésaventure d'aujourd'hui se renouvelle pour la deuxième réforme de la PAC qui entrera en vigueur en 1999.

Aussi les principales formations prennent-elles les devants. Chaque congrès, chaque rencontre, est l'occasion de mises en garde et de communications solennelles. Le président de l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture (APCA), Jean-François Hervieu, d'ordinaire très mesuré, estime que le projet communautaire « va à l'encontre des propositions des Chambres qui tentent de concilier, par des approches différenciées, les hommes, les produits et les territoires ».

Pour le lait, notamment, l'APCA critique un projet qui privilégie la baisse des prix et « qui risque d'hypermédier l'avenir de certaines exploitations malgré de nouvelles aides ». La position de la Commission, en revanche, va encourager les industriels (coopératives ou privés) qui, en voulant diminuer de 2 centimes le prix du litre payé aux producteurs, avaient provoqué une bronca dans les campagnes il y a un mois.

« **LOGIQUE ANTI-JEUNES** »
« Ce projet est plein d'incohérences majeures ! Il amplifie les recours aux aides directes en compensation de baisses de prix supplémentaires », s'exclame la présidente du Centre national des jeunes agriculteurs (CNJA), Christine Lambert, qui reproche au président de la Commission européenne, Jacques Santer, de ne pas changer les modalités d'attribution des soutiens, et donc de « renforcer encore les liens entre compensations

et capital au détriment du travail ». Le projet conforte « la logique anti-jeunes et les rentes de situation, et il n'est donc pas possible de le cautionner, d'autant qu'il privilégie une approche réduite aux seuls marchés ».

En l'absence de son président, Luc Guyau, en voyage aux États-Unis, la Fédération nationale des

syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) a diffusé un communiqué qui, ironie du calendrier, note qu'elle s'opposera vigoureusement « à une politique agricole trop inspirée par un modèle d'autre-Atlantique qui ne correspond pas à l'identité européenne » et qu'elle qualifie, dans l'état actuel des informations, « d'orientations aberrantes ».

La Bretagne profite de la peste porcine

Les cours du porc en Bretagne – qui est la principale région productrice de cette viande – connaissent depuis le début de l'année une véritable envolée qui n'est due ni aux aides ni à des interventions communautaires, mais simplement au jeu du marché. Selon la lettre de conjoncture de juillet du conseil régional et de la préfecture de région, à Rennes, le prix du porc a atteint 13 francs le kilo en mai (soit en hausse de 16,3 % sur un an) pour une moyenne de 10,5 francs le kilo sur les cinq premiers mois de l'année. Par rapport à la même période de 1996, la production progresse de 2,5 %. Cette excellente conjoncture s'explique par le développement de la peste porcine aux Pays-Bas et en Allemagne (deux autres pays de forte production qui ont dû abattre plusieurs centaines d'animaux), ce qui oblige les acheteurs du nord de l'Europe à modifier leurs circuits d'approvisionnement.

Les milieux politiques restent sur une prudente réserve. Cependant, Christian Jacob, député RPR de Seine-et-Marne, et éleveur laïc, proche de Jacques Chirac, redoute en généralisant un système de primes à chaque vache laitière « on aille tout droit vers une nouvelle crise de surproduction de la viande bovine ».

L'ancien président du CNJA met en garde un projet qui fait la part trop belle à un « modèle autrichien d'occupation paysanne du territoire. Si la nouvelle PAC conduit les quinze à se reconquérir, à condamner l'exportation ou les progrès de la génétique, je dis non ». Quant au ministre lui-même, il ne souhaite pas délivrer de message hâtif, même si les organisations le pressent de prendre parti. Les ministres des quinze ont rendez-vous les 21 et 22 juillet et c'est à cette occasion que Louis Le Pen se expliquera la position française.

François Grosrichard

Rapprochement américano-européen sur le commerce électronique sur Internet

A BONN mardi 8 juillet comme à Bruxelles le lendemain, les émissaires du gouvernement américain ont trouvé l'essentiel de ce qu'ils étaient venus chercher : un accord de principe des Européens en matière de développement mondial du commerce électronique. Néanmoins, la pression de Bill Clinton rencontre quelques résistances.

Lors de la conférence organisée par l'Union européenne (UE) sur le réseau mondial d'informations rassemblant 40 ministres-représentant 29 pays et 80 hauts responsables d'entreprises à Bonn, une déclaration d'intention a été signée pour attribuer un « rôle clé » au secteur privé dans le développement du commerce électronique. Néanmoins, « le rôle actif » du secteur public a également été souligné. Selon ce texte, les gouvernements doivent « élaborer le cadre de tra-

vail » et « stimuler de nouveaux services ». William Daley, secrétaire d'État au commerce des États-Unis, s'est déclaré satisfait de « la déclaration forte » des Européens qui, selon lui, reconnaissent que « le secteur privé doit traiter un grand nombre des questions (concernant Internet) et que le gouvernement doit rester en arrière ». Il en a conclu qu'Européens et Américains semblaient « partir du même point ».

La politique américaine en matière de limitation des exportations de systèmes de cryptage des communications a été critiquée. Martin Bangemann, commissaire européen, a jugé trop restrictive la loi américaine. Bernard Vergnes, président de Microsoft Europe, a qualifié cette dernière de faillie dans la stratégie de Bill Clinton. Il a déclaré qu'il s'agit là du « principal

obstacle au commerce sur Internet ». Un autre point de discordance a éclaté au sujet de la protection des données personnelles lors des discussions de Bruxelles. Ira Magaziner, conseiller du président Clinton, y a rencontré Hans Bessler, directeur général de la politique commerciale à la Commission européenne. Une directive européenne de 1995 impose des règles strictes de protection des données « à caractère personnel » lors des transactions sur Internet. Aucune réglementation de ce type n'existe aux États-Unis.

PAS DE NOUVELLES IMPOSITIONS

À partir de d'octobre 1998, la directive prévoit que la communication de ces données (informations d'ordre privé ou financières) ne pourra plus s'effectuer qu'avec les pays garantissant leur protection.

En d'autres termes, cela signifie que les échanges pourraient être interdits avec les États dont les lois ne réglementent pas le traitement de ces données à des fins de prospection commerciale par les entreprises. Dans l'état actuel des législations, les États-Unis tomberaient sous le coup de cette exclusion. « Ce serait une erreur que l'Union européenne s'isole d'elle-même », a lancé Ira Magaziner sous forme d'avertissement en notant que « l'UE a une approche plus dirigée ».

Dans ce domaine, l'administration américaine rejette toute intervention de l'État. Elle estime que l'industrie évitera les dérèglements d'elle-même et qu'elle s'auto-régulera, afin de préserver ses propres intérêts, en ayant recours à des solutions techniques. Une approche identique à celle que les États-Unis ont adoptée à l'égard de la protec-

tion des enfants contre le contenu pornographique du réseau. Dans les deux cas, l'Europe n'est pas du tout sur la même longueur d'onde.

Enfin, en matière de taxation, la Commission approuve la volonté américaine de ne pas créer de nouvelles impositions sur le commerce électronique. Mais elle précise que cela ne remet pas en cause la perception de la TVA. Pourtant, les discussions ne semblent pas avoir traité des moyens d'appliquer cette taxe lors d'achats électroniques internationaux.

Ces accrochages ne découragent pas Ira Magaziner qui va continuer à prêcher pour la position américaine à Paris, Londres et Tokyo. De nouvelles discussions entre l'Union européenne et les États-Unis sont prévues à Washington le 21 juillet.

Michel Alberganti

Les Etats baltes espèrent être r...
deuxième vague d'élargisse...

Les Etats baltes espèrent être r...
deuxième vague d'élargisse...

Les Etats baltes espèrent être retenus dans une « deuxième vague » d'élargissement de l'OTAN

Dans ces trois pays, la crainte d'être « laissé de côté » reste forte

Bill Clinton a quitté Madrid, jeudi 10 juillet, pour la Pologne, la Roumanie et le Danemark. Mercredi, le sommet atlantique s'était achevé par la

signature de la charte OTAN-Ukraine et par la première réunion du Conseil du partenariat euro-atlantique regroupant quarante-quatre Etats.

Jacques Chirac a eu des entretiens avec les présidents ukrainien Leonid Kouchma, tchèque, Václav Havel, et macédonien, Kiro Gligorov.

TALLINN, RIGA, VILNIUS de notre envoyé spécial Dans l'ombre projetée par la forteresse médiévale de la ville estonienne de Narva, quelques

REPORTAGE
L'opposition de Moscou nourrit la rumeur d'une entente secrète entre l'Occident et la Russie

Couples flânent le long de la rivière du même nom, profitant d'une douce soirée d'été. De l'autre côté du cours d'eau, en territoire russe, se dresse le château d'Ivangorod, aux donjons de bois, bâti en 1492. Un pont relie les deux rives qu'empruntent, à pied, quelque deux cents personnes par jour. La frontière le coupe en son milieu, au niveau d'une borne rouge. Narva, peuplée à près de 96 % de russophones, sera-t-elle un jour le décor d'un avant-poste de l'OTAN, à 140 kilomètres seulement de Saint-Petersbourg ? A la recherche d'une garantie irréversible de sécurité face au géant russe, l'Estonie le souhaite ardemment. Moscou ne veut pas en entendre parler.

L'OTAN ne doit s'étendre à aucun pays issu de l'ex-URSS, a déclaré à plusieurs reprises Boris Eltsine. Les dirigeants des trois jeunes Etats baltes, qui n'ont recouvré leur indépendance qu'à la faveur de l'effondrement soviétique en 1991, ont tenu publiquement de ne voir dans cette position russe qu'un regrettable retour à la rhétorique du passé. Nul doute toutefois que ces propos ont profondément inquiété les responsables estoniens, lettons et lituaniens, et attisé en eux la crainte d'un « marché secret », conclu à leur déperdre, entre l'Occident et la Russie.

Les rumeurs d'un tel accord avaient enflé en mars, avant le sommet entre les présidents américains et russe, Bill Clinton et Boris Eltsine, à Helsinki. Les Russes, croyait-on deviner à Tallinn, Riga et Vilnius, ne s'opposeraient plus à l'élargissement de l'Alliance en Europe centrale, en contrepartie d'un retour des Républiques baltes dans leur sphère d'influence. En dépit des assurances occidentales, la peur d'un « droit

de veto » de Moscou ne s'est pas complètement dissipée. La déclaration finale adoptée, mardi 8 juillet, lors du sommet de Madrid consacré à l'élargissement de l'OTAN, souligne les « progrès » accomplis sur la voie de la stabilité par les « Etats de la région balte ». Conscients qu'en 1999, lorsque la « deuxième vague » de l'extension de l'OTAN sera à l'ordre du jour, la Roumanie et la Slovaquie seront mieux placées qu'eux, les Baltes s'efforcent désormais de tirer le meilleur parti du texte de Madrid. « Nous allons tout mettre en œuvre pour remplir les conditions requises [pour l'adhésion]. Deux ans nous semblent un délai suffisant », a déclaré mercredi le président lituanien, Algirdas Brazauskas. Plus

ancrant définitivement les Baltes à ses côtés. A défaut d'intégrer rapidement l'OTAN, ces derniers devront s'accommoder d'une coopération renforcée avec l'Alliance au sein du Partenariat pour la paix. Plusieurs « lots de consolation » leur sont par ailleurs proposés : une « charte » américano-balte a été évoquée, et la coopération militaire est activée, en particulier par le Danemark. L'Union européenne (UE) constitue l'autre grand objectif de la diplomatie des trois ex-républiques soviétiques. L'entrée dans l'OTAN et l'UE sont « des processus parallèles, aussi importants l'un que l'autre, comme une veste et un pantalon », estime le président estonien Lennart Meri. « Votre main droite est-elle prioritaire par rap-

port à votre main gauche ? », renchérit M. Birkav. « Nous travaillons dur dans les deux directions et un double rejet serait très mauvais », ajoute-t-il. Depuis leur indépendance, les Etats baltes ont engagé de vastes réformes pour s'adapter à l'économie de marché. Les résultats ont été plus ou moins lents à venir selon les pays. L'Estonie est généralement considérée comme la plus avancée dans ce domaine, attirant plus d'investissements étrangers que ses voisins. Cette course à qui réussira le mieux à copier l'Occident et à le séduire ne se déroule pas sans creuser les inégalités entre une minorité aisée et les couches les plus défavorisées de la population.

Dans les trois capitales baltes, les « nouveaux niches » roulant en

La Roumanie conquise par Jacques Chirac

Alors que Bill Clinton doit se rendre, vendredi 11 juillet, à Bucarest, pour une visite-éclair de quelques heures, le « héros du jour » pour l'ensemble de la classe politique roumaine est Jacques Chirac, au lendemain du sommet de Madrid. Ce dernier « s'est battu pour la Roumanie jusqu'au bout, malgré l'opposition américaine », commente la presse roumaine, en notant l'« étonnant plaidoyer » du président français à Madrid en faveur de l'intégration de ce pays dans l'OTAN.

Bill Clinton doit rencontrer vendredi son homologue roumain, Emil Constantinescu, ainsi que plusieurs responsables de la coalition au pouvoir et de l'opposition. Cette visite, deuxième étape d'une tournée européenne qui le conduira également en Pologne et au Danemark, doit permettre au chef de l'administration américaine de présenter en détail le projet de « partenariat stratégique » entre les Etats-Unis et la Roumanie. (AFP)

prudent, le président letton, Guntis Ulmanis a préféré parler de « quelques onnées ». « Le principal obstacle à l'adhésion des Baltes à l'OTAN, comme à l'Union européenne, est géostratégique ; ils sont trop proches de la Russie », estime le directeur de l'Institut letton de politique étrangère, Ais Lejins. Les Occidentaux ont-ils intérêt à risquer leurs relations avec Moscou pour un ensemble de quelque huit millions d'habitants (dont de fortes minorités russes en Estonie et Lettonie) ? Certains responsables baltes, dont M. Lejins, en doutent. Pour le vice-président du Parlement estonien, Tunné Kelam, « inutile d'essayer de calmer un gros ours ! L'Occident devrait, par conséquent, avoir le courage de prendre une décision politique » en

port à votre main gauche ? », renchérit M. Birkav. « Nous travaillons dur dans les deux directions et un double rejet serait très mauvais », ajoute-t-il. Depuis leur indépendance, les Etats baltes ont engagé de vastes réformes pour s'adapter à l'économie de marché. Les résultats ont été plus ou moins lents à venir selon les pays. L'Estonie est généralement considérée comme la plus avancée dans ce domaine, attirant plus d'investissements étrangers que ses voisins. Cette course à qui réussira le mieux à copier l'Occident et à le séduire ne se déroule pas sans creuser les inégalités entre une minorité aisée et les couches les plus défavorisées de la population. Dans les trois capitales baltes, les « nouveaux niches » roulant en

port à votre main gauche ? », renchérit M. Birkav. « Nous travaillons dur dans les deux directions et un double rejet serait très mauvais », ajoute-t-il. Depuis leur indépendance, les Etats baltes ont engagé de vastes réformes pour s'adapter à l'économie de marché. Les résultats ont été plus ou moins lents à venir selon les pays. L'Estonie est généralement considérée comme la plus avancée dans ce domaine, attirant plus d'investissements étrangers que ses voisins. Cette course à qui réussira le mieux à copier l'Occident et à le séduire ne se déroule pas sans creuser les inégalités entre une minorité aisée et les couches les plus défavorisées de la population. Dans les trois capitales baltes, les « nouveaux niches » roulant en

Benoît Peltier

Photos et querelles de famille à Madrid

JAVIER SOLANA, le secrétaire général de l'OTAN, est un homme plein de ressources. C'est à lui que les chefs de délégation ont confié la révision du communiqué final pour autant rédiger par d'éminents ministres des affaires étrangères. Il doit se faire aussi le Monsieur Loyal des photos de famille qui deviennent traditionnelles dans les rencontres paneuropéennes. Il y en a eu au moins trois, en deux jours, à Madrid, d'abord avec les seize membres de l'OTAN, puis avec tous les invités au banquet du roi d'Espagne, enfin avec les quarante-quatre participants du Conseil du partenariat euro-atlantique.

Après une journée d'après-négociations sur l'élargissement, le mercredi 9 juillet a été consacré aux célébrations. La charte OTAN-Ukraine, adoptée fin mai, a été signée ; ensuite les quarante-quatre chefs d'Etat et de gouvernement du Partenariat pour la paix se sont mutuellement félicités d'appartenir à cette grande famille. Elle compte des pays aussi divers que l'Ouzbékistan et l'Islande ; elle vient d'accueillir la Suisse, la neutralité chatouilleuse. Les Hongrois, les Polonais, les Tchèques étaient heureux d'avoir été admis dans l'OTAN ; les Roumains et les Slovaques étaient satisfaits de ne pas avoir été totalement oubliés ; les récalcitrants s'efforçaient de faire bonne figure. Même l'envoyé de Boris Eltsine eut le bon goût de rester discret sur l'erreur que constitue à ses yeux l'élargissement de l'OTAN.

Comme dans les meilleures familles, les petites querelles n'ont pas manqué. Les Britanniques me-

nacent de mettre leur veto à l'intégration de l'Espagne dans les structures militaires de l'OTAN si Madrid persiste à interdire aux avions de la Royal Air Force de se poser à Gibraltar. Entre alliés, ce sont des choses qui ne se font pas, a déclaré Robin Cook, secrétaire au Foreign Office.

AMITIÉS ET FRUSTRATIONS

Entre les frères ennemis turc et grec en revanche, le climat se réchauffe. En présence de Madeleine Albright et de Javier Solana, le président Süleyman Demirel et le premier ministre Costas Simitis ont promis de se consacrer désormais à la recherche de « la paix, la sécurité et le développement continu de leurs relations de bon voisinage ». En 1988, à Davos, le même M. Demirel et Andreas Papandreu avaient pris des engagements similaires, restés sans lendemain. L'amitié n'empêche pas les frictions. Les Allemands n'ont pas apprécié que du côté français on ait laissé entendre que Bonn « avait lâché Paris » à propos de la Roumanie et de la Slovaquie. Un officiel allemand a répliqué en mettant sur le compte de la cohabitation la « versatilité » de la diplomatie française, manifeste dans son obsession à vouloir changer l'ordre des phrases dans des communiqués agréés par les ministres des affaires étrangères.

Querelles de famille, querelles de chiffres aussi. Combien coûtera l'élargissement de l'OTAN ? 1,3 milliard de dollars (environ 7,5 milliards de francs) sur dix ans, estiment les experts de l'OTAN. Des

études américaines parlent de sommes vingt fois supérieures. Jacques Chirac a été formel : l'élargissement ne doit pas coûter un sou ; en tout cas la France n'a pas l'intention d'augmenter sa contribution à l'Alliance. Plus réaliste, Bill Clinton affirme que les dépenses supplémentaires seront modestes, en tout cas dans les moyens des Etats-Unis.

Un autre élargissement débuttera à la fin de l'année par une photo de

Luc Rosenzweig et Daniel Vernet

Washington veut conquérir les marchés de l'armement en Europe centrale

Un frein à l'industrie européenne

« QUAND on veut voyager en première classe, on achète un billet de première classe ». C'est un sénateur américain – en la circonstance, Joseph Biden, démocrate du Delaware – qui a fait cette recommandation à un chef militaire polonais, en lui rappelant que « la liberté et la sécurité n'ont pas de prix ». Sous-entendu : l'OTAN, c'est la première classe et, si la Pologne et, avec elle, d'autres pays membres de l'ancien « bloc » militaire de l'Est y accèdent, il leur faudra consentir des efforts pour moderniser leur défense et la mettre au même niveau que celle des Etats occidentaux.

A sa façon, William Cohen, le secrétaire américain à la défense, ne dit pas autre chose. Reprenant une rhétorique que les Etats-Unis avaient développée au début des années 80 en menaçant de retirer leurs forces si les Européens ne dépensaient pas plus pour la défense collective du continent, Washington – par la voix de M. Cohen s'adressant récemment au ministre tchèque de la défense – réclame, aujourd'hui, des pays candidats à l'entrée dans l'OTAN qu'ils prennent à leur tour une part du « fardeau commun » de la sécurité nord-atlantique.

L'ouverture de l'OTAN à d'autres pays pose, en termes militaires, une série de problèmes, dont les deux principaux – qui, de fait, sont liés – touchent à la structure des commandements et à la standardisation, voire à l'interopérabilité des armements. S'il s'agit d'obtenir des nouveaux venus qu'ils respectent l'article 5 du traité de l'Atlantique-nord, à savoir l'obligation pour chacun des pays signataires d'assister l'un des membres de l'OTAN qui aurait été agressé, c'est toute une organisation communautaire et jusqu'à une pratique opérationnelle qui sont à revoir.

Il n'est pas simple, comme on a pu déjà le constater avec le projet d'identifier une structure militaire proprement européenne au sein de l'OTAN pour des actions auxquelles les Américains ne participeraient pas, de faire coïncider deux souhaits : l'entrée de nouveaux membres désireux d'exercer des responsabilités et la réduction à une vingtaine, au lieu des soixante-cinq actuels, du nombre des commandements de l'Alliance. La suppression d'un état-major dans un pays est aussitôt interprétée par lui comme le signe qu'il n'a plus la même place, ni le même rôle dans la hiérarchie des commandements. A sa façon, l'élargissement de l'OTAN crée, au sein des structures militaires, un effet déstabilisant du système.

Mais l'affrontement de quelques-uns des Etats européens de l'Alliance avec les Etats-Unis relève aussi d'un autre secteur tout aussi crucial : celui de la technologie d'armement et, donc, de l'industrie de défense.

Le sentiment qui prévaut chez les Européens, singulièrement en France, en Grande-Bretagne, en Al-

lemagne mais aussi en Russie même, est que les Etats-Unis – en prônant une standardisation accrue des matériels – ont des visées économiques. Forts de la thèse selon laquelle les nouvelles technologies, sur lesquelles ils règnent souvent en maîtres incontestés, garantissent la souveraineté nationale de demain, les Américains sont, au nom de l'élargissement de l'OTAN, partis à la conquête des marchés dits « émergents » en Europe de l'est, et tentent d'en exclure leurs rivaux.

Plusieurs exemples peuvent en témoigner. Sur le point de fusionner avec Boeing – qui presse la compagnie aérienne tchèque de lui acheter des moyen-courriers pour remplacer ses Tupolev – McDonnell-Douglas, avec son F-18, mais aussi Lockheed Martin, avec son F-16, prospectent la Pologne, la République tchèque et la Hongrie, trois pays qui frappent à la porte de l'OTAN (avec l'appui de Washington) et qui envisagent de moderniser leurs armées de l'air. Le marché global pourrait, dit-on, atteindre quelque deux cents appareils. Il n'est pas jusqu'à la Roumanie, dont la candidature est pourtant écartée par les Etats-Unis mais soutenue par la France, qui ne souhaite acquérir des F-16 et des hélicoptères Bell américains, rejetant l'achat de Mirage 2000-5 français ou d'hélicoptères franco-allemands.

LES DIVIDENDES DE LA PAIX

Dans un rapport destiné au Congrès, le département d'Etat américain a estimé à environ 30 à 35 milliards de dollars (l'équivalent de 170 à 200 milliards de francs) le prix à payer, par les futurs membres de l'OTAN, pour ce qu'il a lui-même appelé « l'absolue nécessité de créer une capacité mature de défense ». Même s'ils disent insister auprès des pays de l'Est pour qu'ils donnent la priorité à des réformes politiques et économiques, plutôt que militaires, les Etats-Unis imaginent être en mesure de s'approprier – grâce à des prêts de faveur qu'ils accorderaient à une clientèle dont les moyens financiers sont modestes – une très large partie de ces débouchés et, ainsi, marginaliser l'industrie européenne.

Avec ces ventes, les Américains escomptent d'autres avantages. C'est, en effet, tout un environnement qu'il s'agit de mettre en place avec l'ouverture de ces marchés. Il aboutit à des échanges de militaires, à l'organisation d'exercices communs, à l'apprentissage de l'anglais et, d'une manière générale, à familiariser les personnels des armées de l'Est avec les procédures et les techniques américaines en usage dans l'OTAN à un moment où le Pacte atlantique change sa culture. Derrière ces atouts immédiats, en réalité, c'est aussi la possibilité offerte à l'industrie américaine, autre que militaire, de gagner les dividendes de la paix.

Jacques Isnard

EDGAR MORIN

Edgar Morin s'interroge, pour notre pur plaisir, sur ces trois «complexités» énigmatiques qui illuminent nos vies : l'amour, la poésie et la sagesse.

Editions du Seuil



Le Rwanda revendique la victoire de M. Kabila au Congo-Kinshasa

Dans un entretien au « Washington Post », le vice-président rwandais, Paul Kagamé, confirme qu'après avoir visé le démantèlement des camps de réfugiés hutus dans l'est du Zaïre, Kigali a pris la décision de soutenir « jusqu'au bout » les rebelles de l'Alliance

Paul Kagamé, vice-président et ministre de la défense du Rwanda, a confirmé, dans un entretien publié par le « Washington Post », que son pays avait participé à la planification et à la mise en œuvre de l'action mili-

taire qui a permis le renversement du régime du maréchal Mobutu Sese Seko dans l'ex-Zaïre. Selon M. Kagamé, qui est considéré comme « l'homme fort » du régime de Kigali, le Rwanda souhaitait « détruire la

structure » des milices hutues – responsables du génocide antitutsi de 1994 – présentes dans les camps de réfugiés du Kivu, puis aurait pris la décision de soutenir les rebelles de Laurent-Désiré Kabila « jusqu'au

bout », car ils n'étaient « pas capables » d'arriver seuls jusqu'à Kinshasa. Ses propos démentent les affirmations du nouveau président de la République démocratique du Congo : M. Kabila a en effet toujours nié la

participation des Tutsis rwandais à l'action militaire qui l'a porté au pouvoir. Paul Kagamé estime en outre que les États-Unis ont « pris les bonnes décisions » pour permettre le succès de M. Kabila et de ses alliés.

WASHINGTON

Si l'intention de Paul Kagamé, vice-président et ministre de la défense du Rwanda, était à la fois de souligner que Laurent-Désiré Kabila, président de la République démocratique du Congo (RDC, ex-Zaïre) n'a été qu'un pion pour les dirigeants de Kigali, et de préciser ce que fut la responsabilité des États-Unis dans la chute de l'ex-président Mobutu, il vient de réussir un sans-faute. Dans un entretien accordé au « Washington Post », il attribue en effet à son pays la mise en œuvre de l'offensive militaire des rebelles de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo (AFDL, l'actuel parti au pouvoir à Kinshasa).

Les forces rwandaises ont participé et, en réalité, dirigé les combats qui ont précipité la chute des principales villes zaïroises (Kisangani, Lubumbashi, Kenge et Kinsbasa), affirme M. Kagamé, grâce aux « commandants intermédiaires » rwandais placés au sein des troupes de M. Kabila. Celles-ci ont été entraînées et armées dès l'origine par le Rwanda, c'est-à-dire bien avant le début des troubles, en octobre dernier.

DÉMENTI INDIRECT

A en croire le ministre rwandais de la défense – formé dans une académie militaire du Kansas, M. Kagamé aurait été qualifié de « visionnaire » par le général George Joulwan, commandant en chef des forces de l'OTAN –, la préparation de ce soulèvement a été conçue à Kigali.

Les propos de M. Kabila, qui a longtemps soutenu que ses troupes étaient d'origine zaïroise – alors même que la forte présence de Tutsis (ethnie qui dirige l'armée et le gouvernement du Rwanda), rendait cette affirma-

tion suspecte –, reçoivent donc un démenti indirect. M. Kagamé explique que l'objectif de Kigali était de démanteler les camps de réfugiés hutus, de « détruire la structure » des milices de la même ethnie qui entouraient ces camps,

enfin de renverser M. Mobutu. Le ministre rwandais estime qu'il aurait été bien préférable que les rebelles de M. Kabila eussent été en mesure d'accomplir ce triple objectif mais, manifestement, « ils n'étaient pas capables de le

faire seuls ». Les dirigeants rwandais ont donc décidé de prendre les choses en main, « jusqu'au bout ».

L'un des chefs militaires désignés pour « nider l'armée du Congo » était James Kabari, un Tutsi à la nationalité longtemps incertaine. Elle ne l'est plus : c'est un officier de l'armée rwandaise, reconnaît M. Kagamé.

LES « BONNES » DÉCISIONS

Quelle fut, au cours de cette période, l'attitude des États-Unis, alliés traditionnels du Rwanda et de l'Ouganda ? Sur ce point, M. Kagamé est moins explicite, encore qu'il ne fasse pas mystère du soutien tacite que lui a accordé Washington. Plusieurs mois avant le début de la guerre, le ministre rwandais de la défense avait clairement indiqué aux dirigeants américains que son pays prendrait des initiatives militaires pour vider l'abîme des camps et,

ultérieurement, renverser M. Mobutu.

M. Kagamé dit ne pas savoir si les États-Unis ont armé directement M. Kabila, mais il reconnaît aux Américains le mérite d'« avoir pris les bonnes décisions » pour permettre à la rébellion de se poursuivre. De même, si les éléments rwandais ont continué à diriger les opérations jusqu'à la chute de Kinshasa, c'est afin de « remplir les conditions des Américains pour un « soft landing » : pas de morts parmi les civils ». Toute la question est bien sûr de savoir pourquoi M. Kagamé choisit de faire des révélations si peu diplomatiques. Si la réponse n'est pas claire s'agissant de la mise en cause de l'administration américaine, en revanche, il semble bien que Kigali éprouve le besoin de rappeler à M. Kabila qui sont ses véritables « protecteurs ».

Laurent Zecchini

Washington souhaite s'impliquer avec prudence

Les États-Unis souhaitent s'impliquer en République démocratique du Congo (RDC, ex-Zaïre), mais manifestent une grande prudence devant le « bilan partagé » de l'action des dirigeants de Kinshasa, selon William Twaddell, le secrétaire d'État adjoint en charge des questions africaines. Les États-Unis ont exprimé leur inquiétude sur les difficultés rencontrées par l'ONU pour pouvoir équilibrer sur les atrocités commises.

Le porte-parole du département d'État, Nicholas Burns, a indiqué que la visite à Washington du ministre des affaires étrangères de la RDC, Bizima Karaha, permettrait d'évoquer les différents sujets de préoccupation. M. Burns a rappelé que les États-Unis attendaient une « coopération entière » de Kinshasa avec l'ONU. Il a insisté sur la nécessité d'organiser des élections « dès que possible » et a souligné que la principale personnalité de l'opposition, Etienne Tshisekedi, avait le droit de participer à la vie politique du pays. (AFP)

L'ONU nomme une nouvelle mission d'enquête sur les massacres de réfugiés commis dans l'ex-Zaïre

Les militants des droits de l'homme critiquent la décision de Kofi Annan de changer, sous la pression de Kinshasa, la composition de l'équipe d'experts

NEW YORK (Nations unies)

Une nouvelle équipe d'experts des droits de l'homme, nommée par le secrétaire général de l'ONU, devrait effectuer « dès que possible » l'enquête sur les massacres de réfugiés dans la République démocratique du Congo (RDC, ex-Zaïre). Soutenue avec « certaines réserves » par le Conseil de sécurité, la décision de Kofi Annan de changer, sous la pression de Kinshasa, la composition de l'équipe d'experts, est fort contestée par les militants des droits de l'homme.

Le rapporteur spécial de l'ONU, le Chilien Roberto Garretón, ne fera donc pas partie de la nouvelle équipe, le président Laurent-Désiré Kabila ayant refusé de coopérer avec lui. M. Garretón avait déjà présenté, fin mars, un rapport accablant sur les témoignages de massacres de réfugiés dans l'est du Zaïre. Il a été déclaré persona non grata par le nouveau gouvernement de Kinshasa.

Face à l'intransigence de Kinshasa, estime le secrétaire général, le choix était entre la nomination d'un autre rapporteur ou l'abandon de l'enquête. « L'important

n'est pas qui fait le rapport, mais que celui-ci soit fait », dit M. Annan. En sortant d'une réunion « difficile » avec les membres du Conseil de sécurité, mardi 8 juillet, le diplomate ghanéen a dit : « Cette situation est unique et la solution a dû être trouvée ». Justifiant sa décision, il a ajouté : « Nous devons aux victimes de faire une enquête et de signaler que la culture de l'impunité n'est intolérable ». Si l'équipe change, le mandat reste celui qui avait été confié à M. Garretón et à son équipe : préparer le rapport sur les massacres de réfugiés rwandais dans l'est de la RDC.

La réaction du Conseil de sécurité face à ces violations des droits de l'homme par les forces armées de Laurent-Désiré Kabila sera déterminée par le rapport. « Le mot sanction est déjà dans l'air », explique un ambassadeur, membre du Conseil.

La logique de M. Annan est rejetée par les organisations des droits de l'homme qui font état d'un « précédent désastreux ». « Le message envoyé aux gouvernements abusifs est qu'ils peuvent accepter ou refuser à volonté les enquêteurs de l'ONU », a expliqué au Monde le président de Human Rights

Watch, Ken Roth. Il refuse l'argument de l'ONU selon lequel le choix serait soit l'exclusion de Roberto Garretón, soit l'abandon de l'enquête. « Il existe un troisième choix qui a été délibérément ignoré par la communauté internationale », dit-il.

« Le message envoyé aux gouvernements abusifs est qu'ils peuvent accepter ou refuser à volonté les enquêteurs de l'ONU »

Selon lui, l'aide économique, « tant importante » pour Kinshasa, devrait être refusée tant que ce gouvernement refuse de coopérer à l'investigation.

M. Roth accuse l'ambassadeur américain à l'ONU, Bill Richardson, d'être à l'origine

d'un accord entre Laurent-Désiré Kabila et Washington sur l'exclusion de Roberto Garretón. Accusation niée par Washington. Selon un diplomate américain, qui a participé à la réunion entre l'ambassadeur Richardson et Laurent-Désiré Kabila, en mai dernier, à Kinshasa, « le seul but de la réunion portait sur le principe de l'enquête ». Selon ce diplomate, « aucune allusion n'a été faite à Roberto Garretón ». Cet interlocuteur américain défend la décision du secrétaire général de l'ONU d'exclure « toute personne dont la présence donne de nouvelles excuses à Kinshasa pour arrêter l'investigation ». « Il faut absolument que l'on sache si les troupes de Kabila ont commis les horreurs dont on parle depuis des mois déjà. Plus on argue sur l'identité du rapporteur, plus les preuves seront détruites ». Quant à l'argument avancé par les militants des droits de l'homme sur le refus de l'aide économique à Kinshasa, le diplomate américain rappelle que Washington, depuis 1991, a déjà rompu toute relation économique avec le Zaïre. « Nous n'avons toujours pas repris notre aide ».

Un autre diplomate occidental va plus loin en défendant la décision du secrétaire

général : « dans l'intérêt de la vérité, M. Garretón aurait dû lui-même démissionner car il est évident que, sans la coopération du gouvernement concerné, aucune enquête ne sera possible ». Cette position est défendue par un grand nombre de diplomates. Les ONG, elles, rappellent que c'est la première fois que l'ONU décide de modifier la composition de son équipe d'enquêteurs pour cause de non-coopération d'un gouvernement. « Je peux vous nommer l'Irak, l'Iraq, Cuba et le Soudan entre autres, qui ont systématiquement refusé l'accès aux enquêteurs. Cela ne les a jamais empêchés de faire des rapports basés sur des témoignages directs », explique le président de Human Rights Watch, Le rapporteur spécial pour l'ex-Zaïre, M. Garretón, est particulièrement apprécié par les ONG pour avoir signalé des massacres dès le printemps dernier. « Il a essayé la méthode préventive et n'a pas voulu attendre que les massacres soient achevés pour les signaler. A cause de cela, il a perdu son travail », dit-on encore chez les militants des droits de l'homme.

Afsané Basfir Pour

La Knesset entérine le remaniement du gouvernement israélien décidé par Benyamin Nétanyahou

JÉRUSALEM

Après trois semaines de marchandages coûteux pour les finances de l'Etat et dévastateurs pour l'image du gouvernement, c'est sans enthousiasme excessif et en l'absence de libération de plusieurs témoins du Likoud, le parti du premier ministre, que la Knesset, par 52 voix contre 46, le second remaniement gouvernemental effectué par Benyamin Nétanyahou depuis son élection il y a un an.

Proche du premier ministre, mais non élu et non inscrit à un parti politique, Yaakov Neeman a été nommé ministre des finances. Députés Likoud, Michaël Eytan et Silvan Shalom, qui voulaient tous deux le ministère des sciences – vacant depuis la démission de Bené Begin il y a six mois – ont été respectivement nommés ministre des sciences et vice-ministre de la défense. Les deux hommes se sont mis d'accord pour permuer dans un an.

Déclenchée le 18 juin avec la démission, provoquée par M. Nétanyahou, de son principal rival du Likoud, Dan Méridor, ministre des finances, la crise qui paralysait le gouvernement est officiellement réglée. « Jusqu'à la prochaine », ironisaient cependant la plupart des commentateurs locaux, soulignant notamment la forte dégradation des rapports entre M. Nétanyahou et son puissant ministre des infrastructures, Ariel Sharon.

Présenté pendant trois semaines à la place laissée vacante par Dan Méridor, le « bulldozer du Néguev », qui exigeait d'être associé aux négociations israélo-arabes, s'est vu barrer la route par Itzhak Mordechai, ministre de la défense, et David Lévy, chef de la diplomatie. Ayant une nouvelle fois mis sa démission dans la balance, ce dernier a obtenu un nouvel engagement écrit de M. Nétanyahou, faisant de lui le responsable numéro un des négociations avec les Palestiniens – au point mort depuis quatre mois – lors de leur éventuelle reprise.

M. Sharon, qui a brutalement mis fin au bout de trois minutes à un entretien avec M. Nétanyahou mercredi, « prépare activement sa vengeance », estiment les commentateurs politiques.

Les colons et tous les partisans du « Grand Israël », qui comptent beaucoup sur la présence du « faucon des faucons » aux finances pour favoriser un peu plus l'accélération de la colonisation des territoires palestiniens occupés, ont salué avec effusion la nomination à ce poste

sensible entre tous de M. Neeman. Titulaire de la justice pendant deux mois dans le premier gouvernement Nétanyahou, le nouveau ministre des finances, qui avait été contraint à la démission pour une affaire de subornation de témoins dans laquelle il fut finalement blanchi, est également partisan du « Grand Israël ». Moins « voyant » que M. Sharon, cet avocat fiscaliste, ami personnel de M. Nétanyahou, est considéré comme un libéral en matière économique.

UNE NOMINATION « MONTEUSE »

Agé de cinquante-sept ans, religieux militant réputé « sérieux et travailleur », M. Neeman, qui fut directeur du ministère de l'économie de 1979 à 1981, est depuis toujours considéré comme un compagnon de route du Parti national religieux, l'organisation relais des colons à la Knesset. Disciple et bienfaiteur financier du Goush Emounim, le « Bloc de la foi » qui est le fer de lance de la

colonisation messianiste des territoires occupés. Yaakov Neeman, avocat conjugal informel de Sara Nétanyahou – l'épouse du premier ministre – s'était rendu célèbre en 1986 en obtenant une amnistie pour un officier du Shin Beth qui, sur ordre de son supérieur, avait exécuté deux prisonniers palestiniens coupables d'une prise d'otages.

Cet officier, qui s'est vanté l'an dernier dans la presse d'avoir « écrasé la tête des prisonniers à l'aide d'une grosse pierre », s'appelle Elhoud Yatom. Frère cadet du général Dany Yatom, chef du Mossad, il a été nommé la semaine dernière « conseiller anti-terroriste » au bureau du premier ministre. La principale organisation israélienne des droits de l'homme, Betsalem, a demandé que la « hantaise nomination d'un individu » comme M. Yatom « à un poste aussi sensible » soit rapportée. Sans succès.

Patrice Claude

Des dizaines de Libanais sont détenus « illégalement » par Israël et l'ALS

ON NE PARLE jamais d'eux, parce que la mini-guerre que se livrent Israël et le Hezbollah libanais au sud du pays du Cèdre est le seul aspect médiatisé du conflit israélo-libanais. Ce sont, selon la formule d'Amnesty International, « les otages oubliés d'Israël », c'est-à-dire les « Libanais détenus depuis des années » par l'Etat juif ou sa milice auxiliaire libanaise, l'Armée du Liban-sud (ALS), en « violation des normes internationales relatives aux droits de l'homme ».

Dans un rapport publié jeudi 10 juillet, l'organisation de défense des droits de l'homme, dont les démarches à ce sujet auprès des autorités israéliennes sont demeurées vaines, dénonce les conditions de détention de ces détenus, dont « au moins 21 » sont incarcérés en Israël et « quelque 130 » sont détenus par l'ALS, dans un centre de détention situé à Khiam, dans la bande de territoire qu'Israël occupe au Liban-sud et appelle « zone de sécurité ».

MONNAIE D'ÉCHANGE

Tous, souligne Amnesty, visent à « servir de monnaie d'échange dans le marchandage avec les groupes armés islamistes ». Certains de ceux qui sont incarcérés en Israël sont privés de liberté depuis près de dix ans, sans inculpation, ni jugement. D'autres, jugés et condamnés, ont été maintenus en détention après l'expiration de leur peine. Beaucoup n'ont reçu aucune visite de leur famille. Deux sont incarcérés en un lieu secret.

Ceux qui sont passés en jugement après avoir été arrêtés au Liban ont été en vertu du code pé-

nal qui autorise les tribunaux à juger « quiconque commet à l'étranger » un acte qui aurait été « une infraction s'il avait été commis en Israël et qui a porté atteinte au statut de l'Etat d'Israël ». Ceux d'entre eux qui ont fini par être remis en liberté ont affirmé avoir été torturés.

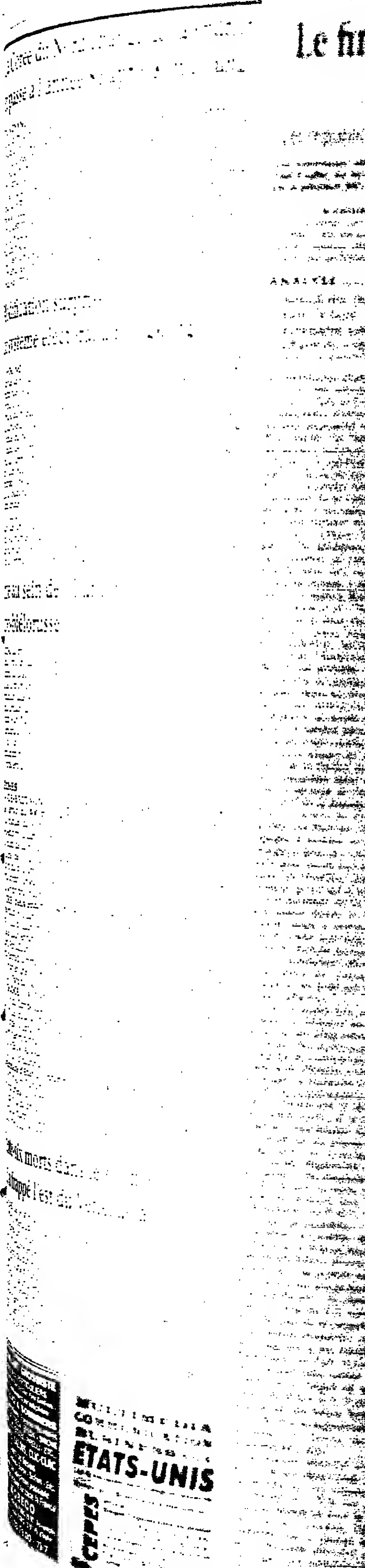
« Privés de statut légal », les quelque 130 Libanais incarcérés à Khiam « n'ont que très peu de droits ». Certains n'ont, eux non plus, jamais été inculpés ni jugés. La seule femme du groupe, Souha Béchara, qui, en novembre 1988 a tenté d'assassiner le général Antoine Lahad, chef de l'ALS – blessée à l'épaule et au bras – est dans ce cas. D'anciens prisonniers nommément cités ont affirmé avoir été torturés. Les conditions de vie extrêmement difficiles qu'étaient les leurs se sont améliorées depuis que des délégués du Comité international de la Croix-Rouge ont été autorisés à visiter le centre en 1995.

Amnesty rappelle qu'« en tant que puissance occupante » Israël est « responsable, aux termes du droit international, de ce qui se passe dans la « zone de sécurité » ». L'Etat juif est notamment « invité » à organiser des « procès équitables » pour ceux des Libanais qui seraient « inculpés d'infractions prévues par la loi », à libérer tous ceux qui sont détenus sans jugement, notamment à Khiam, ou ceux qui sont maintenus en « détention administrative en Israël » et à mettre fin à la torture et aux mauvais traitements.

M. N.

Le Monde
«IMMOBILIER»
TOUS LES
LUNDIS DATÉS MARDIS ET
MERCREDIS DATÉS JEUDIS,
PASSER VOTRE ANNONCE AU
01.42.17.39.45

Ouvert Juillet et Aout
DU BEAU VETEMENT A
LA SIMPLE RETOUCHE
LEGRAND
Tailleur sur mesure
Depuis 1894
Hommes et Dames
3 000 belles draperies
27, rue du 4-Septembre, Paris 2e
Tél : 01.47.42.70.61



Congo-Kinshasa

Après avoir visé
le «pout» les rebelles de
la région de
la capitale Kinshasa

Après avoir visé le «pout» les rebelles de la région de la capitale Kinshasa, les forces armées du gouvernement ont lancé une offensive contre les rebelles de la région de la capitale Kinshasa.

Après avoir visé le «pout» les rebelles de la région de la capitale Kinshasa, les forces armées du gouvernement ont lancé une offensive contre les rebelles de la région de la capitale Kinshasa.

Après avoir visé le «pout» les rebelles de la région de la capitale Kinshasa, les forces armées du gouvernement ont lancé une offensive contre les rebelles de la région de la capitale Kinshasa.

Après avoir visé le «pout» les rebelles de la région de la capitale Kinshasa, les forces armées du gouvernement ont lancé une offensive contre les rebelles de la région de la capitale Kinshasa.

Après avoir visé le «pout» les rebelles de la région de la capitale Kinshasa, les forces armées du gouvernement ont lancé une offensive contre les rebelles de la région de la capitale Kinshasa.

Après avoir visé le «pout» les rebelles de la région de la capitale Kinshasa, les forces armées du gouvernement ont lancé une offensive contre les rebelles de la région de la capitale Kinshasa.

Après avoir visé le «pout» les rebelles de la région de la capitale Kinshasa, les forces armées du gouvernement ont lancé une offensive contre les rebelles de la région de la capitale Kinshasa.

Après avoir visé le «pout» les rebelles de la région de la capitale Kinshasa, les forces armées du gouvernement ont lancé une offensive contre les rebelles de la région de la capitale Kinshasa.

Après avoir visé le «pout» les rebelles de la région de la capitale Kinshasa, les forces armées du gouvernement ont lancé une offensive contre les rebelles de la région de la capitale Kinshasa.

Après avoir visé le «pout» les rebelles de la région de la capitale Kinshasa, les forces armées du gouvernement ont lancé une offensive contre les rebelles de la région de la capitale Kinshasa.

Après avoir visé le «pout» les rebelles de la région de la capitale Kinshasa, les forces armées du gouvernement ont lancé une offensive contre les rebelles de la région de la capitale Kinshasa.

Après avoir visé le «pout» les rebelles de la région de la capitale Kinshasa, les forces armées du gouvernement ont lancé une offensive contre les rebelles de la région de la capitale Kinshasa.

Après avoir visé le «pout» les rebelles de la région de la capitale Kinshasa, les forces armées du gouvernement ont lancé une offensive contre les rebelles de la région de la capitale Kinshasa.

Après avoir visé le «pout» les rebelles de la région de la capitale Kinshasa, les forces armées du gouvernement ont lancé une offensive contre les rebelles de la région de la capitale Kinshasa.

Après avoir visé le «pout» les rebelles de la région de la capitale Kinshasa, les forces armées du gouvernement ont lancé une offensive contre les rebelles de la région de la capitale Kinshasa.

Après avoir visé le «pout» les rebelles de la région de la capitale Kinshasa, les forces armées du gouvernement ont lancé une offensive contre les rebelles de la région de la capitale Kinshasa.

Après avoir visé le «pout» les rebelles de la région de la capitale Kinshasa, les forces armées du gouvernement ont lancé une offensive contre les rebelles de la région de la capitale Kinshasa.

Après avoir visé le «pout» les rebelles de la région de la capitale Kinshasa, les forces armées du gouvernement ont lancé une offensive contre les rebelles de la région de la capitale Kinshasa.

Après avoir visé le «pout» les rebelles de la région de la capitale Kinshasa, les forces armées du gouvernement ont lancé une offensive contre les rebelles de la région de la capitale Kinshasa.

Après avoir visé le «pout» les rebelles de la région de la capitale Kinshasa, les forces armées du gouvernement ont lancé une offensive contre les rebelles de la région de la capitale Kinshasa.

Après avoir visé le «pout» les rebelles de la région de la capitale Kinshasa, les forces armées du gouvernement ont lancé une offensive contre les rebelles de la région de la capitale Kinshasa.

Après avoir visé le «pout» les rebelles de la région de la capitale Kinshasa, les forces armées du gouvernement ont lancé une offensive contre les rebelles de la région de la capitale Kinshasa.

Après avoir visé le «pout» les rebelles de la région de la capitale Kinshasa, les forces armées du gouvernement ont lancé une offensive contre les rebelles de la région de la capitale Kinshasa.

La Corée du Nord change de calendrier et passe à l'année 86 après Kim Il-sung

PYONGYANG. Un nouveau calendrier officiel a été adopté, mercredi 9 juillet, dont le point de départ est la naissance de l'ancien dirigeant Kim Il-sung, a annoncé, mercredi 9 juillet, l'agence de presse officielle KCNA. Ainsi, la Corée du Nord vit désormais en l'an 86 et non plus en 1997, comme la plupart des autres pays du monde. Révéré comme un dieu, Kim a dirigé son pays d'une main de fer jusqu'à sa mort, à l'âge de 82 ans, le 8 juillet 1994. Par ailleurs le 15 avril, jour anniversaire de la naissance de Kim, a été baptisé « le jour du soleil », a précisé l'agence de presse à l'occasion de la clôture des trois années de deuil officiel qui ont suivi la disparition de Kim Il-sung. Cette date était déjà la plus grande fête nationale coréenne. Surnommé « le grand leader », Kim a son portrait dans toutes les loges et sa statue orne les rues des villes. Sa dépouille est conservée dans un gigantesque palais dont la construction, selon certaines estimations, a coûté au pays - l'un des plus démunis de la planète - près d'un milliard de francs. - (APF)

Modification surprise du système électoral à Hongkong

HONGKONG. Une semaine après être entrées en fonction, les nouvelles autorités de Hongkong ont aboli le système électoral en vigueur sous les Britanniques pour la composition du pouvoir législatif, un scrutin uninominal à un tour, pour le remplacer par des élections à la proportionnelle qui risquent de diminuer fortement la représentation des milieux démocrates. Le nouveau système favorisera les petits groupements politiques qui pourraient être créés et financés par la Chine ou ses amis sur place, ces formations ne tombant pas sous l'interdiction faite aux partis de s'appuyer sur des ressources étrangères. L'opposition démocrate a dénoncé la manœuvre - entérinée par le patron de la région administrative spéciale, Tung Chee-hwa, et soutenue par les milieux d'affaires d'obédience pro-Pékin - comme « un grand pas en arrière » pour la démocratie à Hongkong. « Nous ne voyons pas de justification, quelle qu'elle soit, à des changements du processus électoral utilisé en 1995 », a déclaré de son côté le porte-parole du département d'Etat, Nicholas Burns. Au moment de prendre son poste, M. Tung avait annoncé des élections pour 1998 conformément aux engagements pris par la Chine envers la communauté internationale. - (Corresp.)

Crise au sein de « l'union » russo-biélorusse

MOSCOU. Le premier ministre russe Viktor Tchernomyrdine a vivement dénoncé, mercredi 9 juillet, une décision du président biélorusse Alexandre Loukachenko, de priver d'accréditation le correspondant de Minsk de la première chaîne de télévision russe, Pavel Cheremet, accusé de pratiquer une « désinformation permanente ». M. Tchernomyrdine, principal artisan de l'accord d'union russo-biélorusse, contesté par les « libéraux » en Russie et les démocrates en Biélorussie, a parlé de « mesure outrageuse ». Son premier adjoint Boris Nemtsov a précisé que la Russie va « exiger des explications et prendre des mesures ». Il a ajouté que l'intégration économique partielle prévue par le traité s'est révélée jusqu'à présent un échec. - (AFP)

DÉPÊCHES
■ **GRANDE-BRETAGNE :** le gouvernement a annoncé mercredi 9 juillet l'envoi de 400 militaires supplémentaires en Ulster pour faire face aux risques de « graves violences » autour des marches orangistes du week-end prochain, à Belfast et Londonderry en particulier. Selon un dernier bilan de la police, 116 personnes, dont 56 civils ont été blessées en 72 heures de violences et émeutes à travers la province, à la suite de la décision du gouvernement d'imposer, dimanche dernier, une marche orangiste controversée à Portadown. Un protestant a été tué par l'explosion de son propre engin explosif. - (AFP)
■ **ALGERIE :** deux enfants, âgés de 9 et 10 ans, ont été retrouvés décapités mardi 8 juillet sur les hauteurs de Bougara, un fief islamiste à 20 km au sud d'Alger, indique jeudi le quotidien *El Watan*. Après avoir égorgé les deux enfants, leurs meurtriers sont partis en emportant les moutons. Par ailleurs, des journaux ont indiqué jeudi que l'attentat à la bombe mercredi contre un cinéma de Belcourt (faubourg est d'Alger), a fait un mort et une vingtaine de blessés. La victime a succombé à ses blessures à l'hôpital, selon la même source. - (AFP)
■ **CAMBODGE :** l'ASEAN a suspendu jeudi 10 juillet le processus d'adhésion du Cambodge à la suite des combats qui ont eu lieu entre factions rivales du gouvernement, a indiqué l'agence malaisienne Bernama, citant des sources non identifiées. Dans le même temps, le « second » premier ministre cambodgien, Hun Sen, a mis en garde jeudi les pays de l'ASEAN (Association des nations du Sud-Est) contre toute tentative d'ingérence dans les affaires intérieures de son pays.
■ Le secrétaire d'Etat à l'Intérieur Hor Sok, un proche du copremier ministre Norodom Ranariddh, a été tué par des inconnus alors qu'il venait d'être arrêté, a affirmé mardi 8 juillet un responsable gouvernemental du rival du prince Ranariddh, Hun Sen. Le prince Ranariddh a accusé mardi matin les alliés de son rival, le copremier ministre Hun Sen, d'avoir « assassiné » Hor Sok. - (AFP)

Trente-six morts dans le séisme qui a frappé l'est du Venezuela

CARACAS. Le séisme d'une magnitude de 6,3 sur l'échelle de Richter, qui a affecté, mercredi 9 juillet, l'est du Venezuela a fait, selon un dernier bilan officiel provisoire, 36 morts et 150 blessés. De nombreuses personnes sont encore ensevelies sous les débris des constructions qui ont été détruites par le tremblement de terre qui a surtout touché les villes de Cumana et Carisaco, situées à quelque 350 km à l'est de la capitale, Caracas. Le gouverneur de l'Etat de Sucre, Ramon Martinez, qui coordonne les opérations de secours, n'a pas écarté l'idée de faire appel à l'aide internationale. L'épicentre du séisme, qui s'est produit à 15 h 23 locales (19 h 23 GMT), a été localisé dans la Mer Caraïbe, au nord du promontoire de Paria, selon l'institut vénézuélien de sismologie. - (AFP)

DETAILLANT GROSSISTE
VEND AUX PARTICULIERS
Recherchez les meilleurs prix pour vos achats.
Pour commander par téléphone
MATELAS & SOMMIERS
Toutes dimensions - Pairs ou rebordables
SWISSFLEX - TREGA - EPEDA - SIMONS
DUNLOPILLO - BULTEX - FRELLI - ETC.
CANAPES, SALONS, CLIC-CLAC
Cuir ou tissu
Stellar - Corbin - Burel - Shifon - Etc.
Vente par téléphone possible
Livraison gratuite sur toute la France
MOBECO
247, rue de la République - 93100 St. Denis
Tél : 01 42 08 71 00 - 71 77

ULTIMEDIA COMMUNICATION
USINESS AUX
ATS-UNIS
Specialisation avec succès en entreprise
Marketing Studies in America Inc.
212 Avenue Kings Highway 100, Suite 100
CALIFORNIE FLORENCE
CHIFFRE POPULAIRE
Cours, engagement et rapidité faciles
Marketing Management
Tél : 01 45 50 26 28
COURS ET FORMATION 2001
www.ats-unis.com

Le financement de la campagne de Bill Clinton dans le collimateur du Congrès

Les républicains misent sur les auditions parlementaires pour entamer la popularité du président

Une commission sénatoriale s'est penchée, mercredi 9 juillet, sur les méthodes douteuses utilisées par le président Bill Clinton et son entourage pour recueillir des fonds de campagne. Les républicains, qui disposent d'une majorité à la commission - comme dans l'ensemble du Congrès - se sont em-

WASHINGTON
de notre correspondant
Au Parti républicain, certains ca-
ciques vendent déjà la peau de
l'ours : les auditions télévisées de
ANALYSE
Objectif des républicains :
réussir à faire
l'amalgame avec
l'affaire du « Watergate »
M. Clinton a donc fait une croix
sur le tour de vis fiscal qu'il avait
imposé, en 1993, aux Américains
se situant dans cette tranche de
revenus. Réalisme et pragmatisme
ont fait leur œuvre, d'autant
plus que, une fois encore, M.
Clinton peut se targuer d'avoir
gagné la bataille médiatique.
La vieille tactique des démocrates
consistait à brocarder les
républicains comme le « parti des
riches », fonctionnant parfaitement,
comme viennent de l'attester une
série de sondages. Arguments de

la commission d'enquête du Sénat, qui ont commencé, mardi 8 juillet, devraient avoir pour conséquence d'entamer la désespérante popularité dont bénéficie Bill Clinton. Les Américains, espèrent-ils, ne manqueront pas d'établir un parallèle entre l'étalage des financements douteux ou illicites acceptés par les démocrates lors de la campagne présidentielle, et les auditions mettant en cause Richard Nixon, au moment de l'affaire du « Watergate ». Cet amalgame, les républicains tentent de l'établir depuis plus de deux ans, sans succès le moins du monde à déstabiliser le chef de la Maison Blanche.
La chance et l'habileté de M. Clinton peuvent-elles être contrées ? Aussi longtemps que ses concitoyens auront le sentiment que l'Amérique se porte bien, il est probable que le président sera en quelque sorte immunisé contre les attaques partisans, du moins tant que les « affaires » ne feront qu'effleurer sa responsabilité personnelle. Or les Etats-Unis connaissent leur septième année de croissance soutenue et l'indice de confiance des Américains dans leur avenir collectif ne cesse de s'élever.
Le chef de la Maison Blanche a d'autres motifs de satisfaction : au-delà des frictions avec les Européens, le sommet de Madrid sur l'élargissement de l'OTAN représente pour lui un succès diplomatique. Les conseillers présidentiels estiment qu'il s'agit d'une sorte de couronnement de la stratégie post-guerre froide de l'administration visant à mettre en place une nouvelle architecture de sécurité en Europe incluant la Russie. Cet optimisme officiel peut-il être remis en cause par les échecs de politique intérieure et les « affaires » ?

Depuis plusieurs semaines, celles-ci se résument aux négociations sur les allègements fiscaux proposés respectivement par le Congrès et l'administration. Il s'agit d'un élément central de la loi visant à instaurer l'équilibre des finances publiques à l'horizon 2002. Républicains et démocrates ont certes scellé un accord à ce sujet, le 2 mai dernier, mais celui-ci portait sur les grandes masses budgétaires, les économies d'un côté, et les allègements d'impôts de l'autre. C'est notamment la répartition des seconds (135 milliards de dollars, soit environ 778 milliards de francs, sur cinq ans), qui fait problème.
Le Sénat, la Chambre des représentants et la Maison Blanche ont des propositions distinctes. Les divergences ne portent pas sur le principe d'un allègement de la pression fiscale - M. Clinton s'est rallié en douceur à la volonté des Républicains de récompenser l'investissement productif - mais sur le dosage social des bénéficiaires. Répondant au Parti républicain, qui souhaite faire baisser le taux maximum de l'impôt sur les plus-values de 28 % à 20 %, le président a proposé une baisse limitée à 27,72 %, et une augmentation des dépenses en faveur des programmes éducatifs.
La Maison Blanche souligne que 65 % des allègements fiscaux souhaités par les républicains profiteront aux 20 % des Américains se situant en haut de la pyramide des revenus. Chiffres confirmés par la plupart des experts, lesquels ajoutent cependant que les démocrates acceptent sans états d'âme d'accorder à cette même catégorie de contribuables aisés le tiers de « leurs » allègements fiscaux.

1998, et le vice-président Al Gore, l'œil fixé sur l'échéance présidentielle de 2000, a entrepris une course assidue des électeurs du New Hampshire, Etat-symbole de la campagne des « primaires ».
Le bilan et la réputation de Bill Clinton, mais aussi l'avenir politique de Al Gore, sont donc largement en jeu à l'occasion des travaux de la commission d'enquête du Sénat (celle constituée par la Chambre des représentants commencera ses travaux plus tard). Pour tenter de désamorcer

ser un trésor de guerre électoral aux origines plus que douteuses.
Au centre de cette véritable toile d'araignée financière, deux personnages-clés apparaissent : John Huang et Charlie Trie, précieux intermédiaires qui servaient à rabattre les dons de la communauté américano-asiatique. Ensemble, ils ont récolté quelque 4 millions de dollars (23 millions de francs), dont plus de la moitié a dû être remboursée par les dirigeants démocrates. On sait aujourd'hui que le président a lui-même encouragé le recrutement de M. Huang. Jusqu'à quel point le chef de la Maison Blanche était-il au courant ? Des pays étrangers (la Chine en l'occurrence) ont-ils cherché à « acheter » une influence au sein de l'administration américaine ? Telles sont quelques-unes des questions auxquelles la commission va essayer de répondre.
Son président, le républicain Fred Thomson, a convoqué plusieurs dizaines de témoins, dont les moins récents ne sont pas Harold Ickes et Bruce Lindsay, proches conseillers de Bill Clinton, ainsi que Don Fowler, ancien président du Parti démocrate. Avec gourmandise, les responsables du parti Républicain attendent de ces auditions des révélations suffisamment fracassantes pour déhoulonner la statue de « Clinton Imperator ». Jusqu'à présent, l'exploitation politique des scandales impliquant le chef de l'exécutif n'a fait que lasser l'opinion américaine, ce qui fait une sérieuse différence avec l'affaire du « Watergate ».

Laurent Zecchini

Bonnes vacances avec les rendez-vous de

L'EVENEMENT DU JEUDI

L'ÉTÉ DES GRANDS PHOTOGRAPHES
Thierry des Ouches, James Nachtwey, Patrick Zachman, Martin Parr...

LE TOUR DE LA FRANCE DES LÉGENDES
Les fêtes de la dune de Bouboul, la ballade de la ville d'Ys, la pierre à Passel...

LES PLUS GRANDES INTERVIEWS DU SIÈCLE
Trotski par Simenon, Mao par Malraux...

LES MOTS CROISÉS LES PLUS CÉLÈBRES
d'Alphonse Allais à Georges Perec

DES CONTES POUR L'ÉTÉ PAR DE GRANDS ÉCRIVAINS
Alessandro Baricco, Manuel Vazquez Montalban, James Crumley...

ET UN GRAND CONCOURS EDJ

Gagnez des voitures et des croisières en méditerranée

L'EVENEMENT DU JEUDI, CET ÉTÉ, JAMAIS UN HEBDO N'A ÉTÉ AUSSI VIVANT

FRANCE

LE MONDE / VENDREDI 11 JUILLET 1997

GAUCHE Le Parti communiste, sous la direction de Robert Hue, ne dissimule plus de fortes différences de « sensibilité » en son sein. Des orthodoxes ou ultra-orthodoxes aux européens, les courants manifestent leurs options distinctes jusqu'au comité national et dans le groupe communiste de l'Assemblée nationale. ● LA CGT cultive son indépen-

dance par rapport au PCF et se recentre sur son propre champ d'action. Face au « pragmatisme » affiché par Louis Vianet, les conservateurs de la centrale veulent dé-

connecter les liens entre le politique et le social. ● LES TROTSKISTES du Parti des travailleurs, sur la base d'une hostilité commune à Maastricht, courtisent les ultra-orthodoxes du PCF et de la CGT. ● ALAIN BOCQUET, président du groupe communiste de l'Assemblée, veille à préserver l'unité du parti tout en respectant les différences.

Robert Hue dirige un Parti communiste devenu lui-même « pluriel »

La diversité de la majorité affecte sa deuxième composante : elle n'est plus depuis longtemps la formation monolithique qu'elle voulait être. L'attachement des communistes à leur unité leur épargne, cependant, les scissions qu'ont connues d'autres PC européens

C'EST COMME un jardin d'Arlequin. Sur la carte électorale, des « noirs » - les bastions - et des « blancs » - les déserts - se dessinent. Un parti, un groupe parlementaire, des fédérations qui, la tête baute, revendiquent leur indépendance. Au sein d'entre eux, une « diversité » - l'euphémisme est labellisé par la place du Colonel-Fabien - qui surprend les observateurs et commence à griser les communistes eux-mêmes. Pas encore de fissures, même si les lésions sont là, avec des refondateurs dûment étiquetés, des cadres « hultes » et des conservateurs qui savent se reconnaître entre eux, des orthodoxes fiers de l'être, et, autour de quelques revues, universités ou coordinations, quelques « pol-potiens » nostalgiques comme disent, pour rire, les communistes d'ouverture.

Le contexte est favorable à l'affichage des différences. Même bridées, les consultations et le « bouillonnement d'idées » invoqués par Robert Hue lors de la préparation du vingt-neuvième congrès, puis, en juin, à l'issue du second tour des élections législatives, crée des habitudes. La situation nouvelle de participation gouvernementale, qui reste, avec l'éclatement de l'Union soviétique, le grand traumatisme des militants communistes, ancre les débats.

D'autant que ce gouvernement devra « gérer » le passage à l'euro, grand épreuve unificateur, fournissant aux résistances à la « mutation » un « contenu » pratique.

Culturellement, les communistes placent l'unité du parti avant toute chose. Dans les cellules, les sections, les fédérations, les militants ne se reconnaissent pas, disent-ils, dans ces cartes du Tendre. « Le paysage, d'ailleurs, est changeant », observe Pierre Biotin, numéro deux du parti. Difficile d'immobiliser des familles qui se dessinent ou se redessinent, passent des alliances de revers, et résistent à l'alignement sur un axe droite-gauche. Les refondateurs, disposent d'un hebdomadaire, *Autours*, d'un financement propre, de nombreux élus et de quelques intellectuels qui revendiquent ce label. Ils sont à la fois plus et moins progressistes que le secrétaire national, Philippe Herzig et ses amis économistes, qui ont quitté le parti en décembre 1996, formaient l'autre aile du parti ; les refondateurs sont plus européens que M. Hue, mais souhaitent un contrat de gouvernement et plaident pour la constitution d'un « pôle de radicalité » à la gauche du PS.

Les communistes sont légitimes.



Quand ils rencontrent des responsables du parti, ils viennent, inquiets, prendre des nouvelles de Georges Marchais, qui dit avoir reçu « des milliers de lettres » lors de son hospitalisation, mais ils suivent très majoritairement M. Hue. Les cadres les plus engagés sont « hultes », ou, pour rire, « mutants » : c'est le cas des deux ministres Marie-George Buffet et

Jean-Claude Gayssot. En revanche, beaucoup de maires, d'élus, de nouveaux députés quoique favorables à la « mutation », conservent l'indépendance de leur ancrage local.

Persone ne nomme plus aujourd'hui « marchaisiens » un Jean-François Gau, un Francis Wurtz ou Pierre Zarka, directeur de *L'Humanité*, ou encore Alain Bocquet. Pas non plus « marchaisiens », les fédérations opposi-

tionnelles comme le Pas-de-Calais, la Somme, Paris, ou la Savoie - à l'exception peut-être du Val-de-Marne. L'opposition de ceux qui ne se retrouvent pas dans la politique de M. Hue est plus sourde, désunie en tout cas. Orthodoxes : le mot les agace ou les fait sursauter. Ils acceptent parfois « conservateurs ».

Orthodoxe, en revanche, Maxime Gremetz le revendique. Le député de la Somme, qui s'est fait depuis le congrès de décembre 1996 l'opposant officiel de la direction, est toujours « contre ». Pourtant, si ses réticences face à la participation gouvernementale, sa manière de flatter une base ouvrière, son anti-européanisme farouche trouvent de réels échos parmi les militants communistes, l'ancien responsable de la politique extérieure est seul, et fidèle au parti, contre lequel il n'envisage aucune tentative de fraction.

La myriade de mandats nostalgiques de la Coordination communiste, de l'ancien journaliste Henri Alleg (qui veut « rester communiste dans l'esprit du congrès de Tours »), d'anciens du comité Erich Honecker, créé en 1991 pour défendre la mémoire d'octobre 1917, ou simplement de « révolutionnaires et anti-staliniens », comme la Gauche

Alain Bocquet, un bras de fonte pour « tenir » les députés

SAINT-AMAND-LES-EAUX (Nord) de notre envoyé spécial « C'est un Nordiste », disent ses amis pour excuser sa réserve. « C'est un communiste », suscitent ses adversaires pour dénoncer sa réticence. « Pas besoin de trois

heures pour faire le tour de la bête : je suis brut de fonderie », grogne Alain Bocquet sous les ors de l'Assemblée nationale. Coquette de député ? Quand il hume l'air du Valenciennais, quand il perçoit les cloches de sa bonne ville de Saint-Amand, le président du groupe communiste retrouve ses malices.

« Sans ma gloire, je ne veux rien. » Fils et petit-fils de mineur de Marquillies, né en 1946 d'une famille MRP, M. Bocquet est un pur Ch'ti. A vingt ans, il passe « à nuit de noces devant les houts-faur-neaux », juste après son adhésion au PCF, « promotion Maurice Thorez » : comme pour les vrais communistes, le parti règle toutes les cérémonies initiatiques qui balaient vie privée et vie publique. Pour le parti, il démissionne sept fois en dix ans, avant de « construire » un pavillon à Saint-Amand, petite ville d'eau célèbre depuis les premiers « Intervilles », riche de cinq églises et de cinq prêtres, et que rien ne prédisposait à devenir communiste avant que M. Bocquet n'en soit élu maire en 1995.

Tres tôt, Gustave Ansart, le patron de la fédération du Nord, a repéré ce jeune éducateur sérieux. « Lui aussi, il avait l'image d'un conservateur. Pourtant, s'il y avait un homme ouvert, au parti, c'était bien lui ! », dit M. Bocquet, qui, dans le Nord, se plaint de l'image de « rescapé de Jurassic Park » qu'on lui fabrique dans la capitale. Le maire lui livre les préceptes essentiels : la main tendue quand il faut, l'unité du parti avant tout. Avec Pierre Mauroy, dont il fut l'adjoint à la mairie de Lille, M. Bocquet entretient « des rapports de vieux rhinocéros ». A l'Assemblée, il papote plus facilement avec Philippe Séguin et Pierre Mazeaud qu'avec Laurent Fabius. « Question d'ex-

traction populaire et de républicanisme », sourit Philippe Vasseur, qui dîne volontiers avec lui, le soir, au restaurant du Palais-Bourbon.

Entré au comité central en 1976, il succède en avril 1982 à « Gustave » comme premier secrétaire de la fédération du Nord. En 1978, il est élu député et n'a jamais, depuis, perdu son siège. Fin 1994, la presse le cite comme possible successeur de Georges Marchais, mais le secrétaire général finit par choisir un « bleu ». Même s'il s'en défend, l'algèbre guette le député du Nord. N'aurait-il pas fait aussi bien, sinon mieux ? Certains, comme le refondateur Guy Herminet, saluent son « sens de l'Etat plutôt que du pouvoir », le pensent. Les amis de M. Hue en doutent. « L'ouverture, c'était la logique », assure M. Bocquet.

Pendant les mois qui suivent, le député du Nord donne l'impression de miser sur l'échec de M. Hue. Il ferraille contre l'« opposition constructive » et la participation à un gouvernement socialiste : « Il n'y a pas de ministère du bonheur ». Le congrès de décembre 1996 semble sonner son glas. Il n'est plus que vaguement chargé de la « coordination des élus communistes » et du comité régional du Nord-Pas-de-Calais, tandis qu'Annick Mattighello, nouvelle dirigeante de la fédération du Nord, entre au bureau national. M. Bocquet comprend qu'en mars 1998 il risque d'être chassé de la présidence du groupe parlementaire : la place du Colonel-Fabien songe à le remplacer, par exemple, par Jean-Claude Gayssot.

La dissolution et la « diversité » des députés éligibles au soir du premier tour le sauvent. Et s'il était le seul à pouvoir préserver l'unité d'un groupe où les « hultes » apparaissent minoritaires ? Au bureau national, il rentre ses critiques ; il conserve, en retour, ses responsabilités au Palais-Bourbon, tandis que son amie Michelle Demessine devient secrétaire d'Etat au tourisme. Avec ses trente-six députés, Alain Bocquet peut désormais faire et défaire une majorité. Mardi 8 juillet, devant Lionel Jospin, il a rappelé la nouvelle devise du groupe, toute d'ambiguïté : « Notre loyauté est dans notre authenticité ».

La CGT se recentre sur son propre champ d'action

« A L'AISE », c'est la manière dont Louis Vianet, secrétaire général de la CGT, aime à définir sa position à l'égard du gouvernement de Lionel Jospin qui comprend trois ministres communistes. La période actuelle n'est absolument pas comparable à celle de 1981-1984, où, à travers le modèle de la « courtoisie de transmission », le politique dictait ses orientations au syndicat. « Du côté du Parti communiste, on ne peut plus, du côté de la CGT, on n'en veut plus », explique un chercheur spécialiste des relations entre les deux organisations.

De fait, la situation présente est beaucoup plus ouverte. Le départ de M. Vianet du bureau national du PC, au cours du 29^e congrès, en décembre 1996, a symboliquement marqué cette nouvelle répartition des rôles. Dans le même temps, onze des dix-sept membres du bureau confédéral de la CGT sont aussi membres du PC, soit plus que dans les périodes antérieures où la parité entre communistes et non-communistes était soigneusement observée au sein de cette instance. Les liens entre les deux organisations demeurent, mais chacune se recentre désormais sur son propre champ d'action.

« L'ancien modèle a éclaté, sans

qu'un nouveau modèle arrive à se construire », précise un membre de la commission exécutive de la CGT.

Il n'y a plus de véritables correspondances politiques et syndicales. Parmi les courants communistes qui traversent la CGT, il y a des nostalgiques d'avant 1981 qui souhaiteraient le maintien d'un « modèle léniniste ». Les connexions demeurent fortes entre la CGT et le PC dans certaines unions départementales et dans des fédérations très traditionnelles comme celles des travailleurs de l'Etat, de l'équipement, de la santé et de l'énergie. Mais tandis que les cégétistes réunis au sein de la sensibilité « Continuer la CGT » vivent repliés sur leurs organisations en espérant des jours meilleurs, les conservateurs de la centrale sont parmi les plus convaincus qu'il faut déconnecter les liens entre politique et social.

Deux autres courants traversent la CGT : ceux qui veulent reconstituer une position « radicale », en s'appuyant sur le mouvement social pour transformer l'ancien modèle de fonctionnement, et les pragmatiques, parmi lesquels se range M. Vianet. Pour ce dernier, ce n'est plus au sommet des organisations que doivent se traiter les

relations entre le politique et le social. Enfin, Robert Hue n'a aucune influence sur l'axe rénovation de la CGT dont les membres ne participent généralement plus aux instances du PC. « Au niveau de ses cadres dirigeants, la CGT est soit composée de PC qui restent au PC mais qui n'ont plus d'expression dans le parti, soit d'ex-PC », commente René Mouriaux, du Cevipof.

EXIGENCES IDENTITAIRES

Réuni le 11 juin, soit au lendemain de la grande manifestation CFDT-CGT contre le chômage en Europe, mais surtout entre la formation du gouvernement et le discours de politique générale de Lionel Jospin, le comité confédéral national (CCN) de la CGT - le parlement de la centrale - a pu débattre de ses orientations. Intitulé « Permettre au mouvement social d'aller au bout de l'espace qui s'ouvre » et présenté par Marjorie Dumas, secrétaire chargée des questions revendicatives, le rapport introductif constituait un vibrant plaidoyer en faveur du mouvement social, base de tous les rapports de forces et des luttes à mener.

Petit catalogue des exigences identitaires de la CGT, ce rapport

n'inscrit le mouvement social que dans un pur rôle de protestation. A aucun moment, le mot « négociation » n'y est inscrit, alors qu'il figure dans les conclusions du CCN tirées par M. Vianet. Le secrétaire général de la CGT plaide certes pour donner un élan au mouvement revendicatif et il rappelle les exigences de la CGT, mais il se montre beaucoup plus souple et pragmatique quant à la manière de conduire l'action de la CGT.

Pour préparer la conférence nationale sur les salaires, l'emploi et le temps de travail, des contacts ont été noués entre la direction de la CGT et les différents ministères. De même, M. Vianet n'ignore pas l'attitude du patronat qui peut faciliter les initiatives gouvernementales ou les faire capoter. Alors qu'après dix-sept ans de gels les contacts au sommet avaient été renoués, début 1995, entre le CNPF et la CGT, ils ont depuis marqué le pas. La CGT met en cause l'incapacité du CNPF à conduire des négociations et à donner du grain à moudre. Mais M. Vianet se retrouve dans une position symétrique à celle de Jean Gandois, prisonnier des réticences de sa base.

Les lambertistes courtisent les communistes et les cégétistes ultraorthodoxes

DISCRÈTEMENT, les trotskistes du Parti des travailleurs (PT) courtisent les communistes et les cégétistes ultraorthodoxes. Le flirt ne manque pas de saveur : les lambertistes ont toujours été les plus anti-Staliniens des trotskistes. Mais Maastricht prête aux recompositions. Farouche adversaire de la monnaie unique, le PT, fondé par l'ex-Parti communiste internationaliste (PCI), jorigne sur ces minoritaires qui, au PCF ou à la CGT, ont bataillé contre le « réformisme » de Robert Hue ou de Louis Vianet. Selon son secrétaire national, Daniel Gluckstein, entre lambertistes et communistes, « le mur de Berlin est tombé ».

A la CGT, c'est sur une base « étatisée » et « antimarché » que l'alliance entre les ultra-orthodoxes et des responsables du PT a pu être contractée. Ayant pignon sur rue à FO, des responsables du PT ont d'abord lancé, en avril 1995, le « Manifeste de 500 pour l'indépendance syndicale », qui se prononçait en faveur d'une réunification de FO et de la CGT et qui regroupait deux cent cinquante signataires de chaque organisation. En décembre 1995, lors du congrès de la CGT, ils ont, avec l'aide des nostalgiques de la CGT, rassemblé un tiers des voix contre la modification de

l'article premier des statuts de la centrale qui visait à supprimer, dans les buts du syndicat, « la suppression de l'exploitation capitaliste, notamment par la socialisation des moyens de production et d'échanges ».

Le 29^e Congrès du PCF, en décembre 1996, ouvre le champ des grandes manœuvres partisans. A la Défense, les orthodoxes s'estiment « lâchés » par un parti qui veut aller au gouvernement sans engagement précis sur le moyen de « dépasser Maastricht ». Ils n'hésitent pas à arborer sur leur table des petits drapeaux rouges, indice provocateur de velléités fractionnelles : la fédération du Pas-de-Calais, comme un tiers des militants parisiens, votent contre le texte de la direction. Le discours, très léniniste, du délégué Jean-Jacques Karman, lui-même adjoint au maire refondateur d'Aubervilliers, Jack Ralite, trouve un écho. « Je suis révolutionnaire et antistalinien », précise M. Karman, pour prendre ses distances avec ses camarades du Pas-de-Calais ou de la Somme.

Ecarté du comité national, M. Karman lance La Gauche communiste, qui compte désormais son journal, pour « revenir aux sources du mouvement communiste international », en « déposant les vieilles querelles ». Parmi les signataires, on retrouve des marxistes nostalgiques, souvent membres du Comité Erich Honecker - créé en 1991 pour défendre octobre 1917 - ou de la Coordination communiste du journaliste Henri Alleg. Aujourd'hui, Rémy Auchède, ancien « patron » de la fédération du Pas-de-Calais, et M. Karman citent Alexandre Hébert, Daniel Gluckstein et Pierre Lambert dans le très officiel Comité national pour l'abrogation du traité de Maastricht. La première manifestation organisée à Paris par le comité, le 31 mai, a rassemblé près de dix mille personnes. « Le Parti des travailleurs a eu l'intelligence de comprendre que le PCF était fragile du côté de Maastricht », explique Georges Gastaud, de la Coordination communiste. Certains militants de La Gauche communiste n'y voient pas malice, ou sont simplement attirés par la lumière. Enrisme ? M. Karman se défend d'être un lambertiste caché, comme l'assurent certains connaisseurs du milieu. Son comité, en tout cas, affiche avec imprudence son adresse : 87, rue du Faubourg-Saint-Denis. Celle du PT.

A. B.-M. et Ar. Ch.

La direction collégiale du RP à toutes les sensibi

Le maire socialiste d'Istres est de

GRANDES ÉCOLES
LEMONDE

La direction collégiale du RPR sera ouverte à toutes les sensibilités

M. Lellouche cite en exemple la rénovation du Parti socialiste

Dans l'attente de l'annonce, par Philippe Séguin, de la composition de la future direction du RPR, les balladuriers continuent d'accentuer la pres-

sion pour qu'une place de choix soit réservée à Nicolas Sarkozy. De son côté, Pierre Lellouche, proche de Jacques Chirac, a conseillé à M. Sé-

guin de suivre l'exemple de Lionel Jospin au Parti socialiste, en proposant un rajeunissement et une féminisation de la direction du RPR.

CELA PARAÎT plus compliqué encore que la formation d'un gouvernement. La composition de la nouvelle direction collégiale et provisoire du RPR ne devait pas être annoncée avant jeudi 10 juillet, en fin de journée, ou vendredi matin. Philippe Séguin devait auparavant déjeuner avec le président de la République. On fait toutefois valoir, dans son entourage, que ceci est purement formel: le déjeuner habituel, qui réunit les deux hommes le mardi, a été reporté, cette semaine, en raison du sommet de l'OTAN à Madrid.

La nouvelle direction devrait être resserrée, féminisée et ouverte à toutes les sensibilités. Elle comprendrait une douzaine de personnalités, parmi lesquelles Elizabeth Hubert et Françoise de Panafieu. Michèle Alliot-Marie, qui est aussi susceptible de participer à cette entreprise de féminisation, pourrait préférer la présidence du groupe RPR de l'Assemblée nationale, qui sera libérée par la démission effective de M. Séguin le

16 septembre. Trois membres du précédent gouvernement devaient aussi faire partie de la nouvelle direction, les chiraquiens Eric Raoult et Guy Druet, et le séguiniste François Fillon. Le secrétaire départemental de la fédération RPR des Bouches-du-Rhône, Renaud Muselier, qui avait été le premier à accueillir, à Marseille, M. Séguin lors de sa brève « tournée des popotes » précédant les assises, doit aussi faire partie de cette équipe.

Nicolas Sarkozy, autour duquel le débat s'est focalisé, ne serait pas secrétaire général. Pour mieux marquer le caractère provisoire de cette structure, chargée de préparer la rénovation du Rassemblement d'ici à la fin de l'année, aucun titre ne sera d'ailleurs distribué, à la différence de la précédente commission exécutive. Mais l'ancien ministre du budget serait chargé d'une mission particulière de coordination.

En attendant que la fumée blanche s'échappe de la rue de Lille, siège du RPR à Paris, les es-

carrouches ont continué. Accusé, à peine à demi-mots, par l'entourage d'Edouard Balladur, d'être à l'origine de l'incident créé aux assises par les porteurs de pancartes « Sarko, petit salaud », Hervé Gaymard a démenti au Monde être pour quoi que ce soit dans ce qu'il estime être « un montage ». « Je suis de ceux qui ont trouvé inacceptables les sifflets et les huées à l'encontre d'Edouard Balladur et de Nicolas Sarkozy », nous a-t-il affirmé.

« QUERELLES DE CHEFS » Les proches de M. Sarkozy continuent, de leur côté, de s'activer. Après l'appel à la « réconciliation » de quarante-six parlementaires (Le Monde du 10 juillet), une dizaine de secrétaires fédéraux devaient signer un communiqué commun allant dans le même sens, jeudi en fin de matinée. Ancien président du comité de soutien à Jacques Chirac et ancien député des Côtes-d'Armor, Christian Daniel a publié son propre appel dans Ouest-France pour que M. Sarkozy « obtienne le poste de

secrétaire général ». Sur RTL, le même jour, Patrick Devedjian a dénoncé « l'équipe désastreuse » qui aurait fait du RPR « une secte ». Une fois encore, il a plaidé pour que « Nicolas Sarkozy soit le numéro deux » du mouvement. « Peu importe comment on l'appelle, l'essentiel est qu'il soit le numéro deux », a précisé le député des Hauts-de-Seine. De son côté, le député de Paris, Pierre Lellouche, proche de M. Chirac, a souhaité, jeudi sur Europe 1, « un immense renouvellement » dans le mouvement, et déploré les « querelles de chefs qui donnent une image déplorable » du RPR. M. Lellouche a aussi cité en exemple l'œuvre entreprise par Lionel Jospin au sein du Parti socialiste: « Philippe Séguin serait bien inspiré de faire ce qu'a fait Lionel Jospin au PS, un immense renouvellement, rajeunissement, une féminisation de l'équipe du RPR: qu'on sorte de ces querelles de chefs ».

J.-L. S.

Salman Rushdie est reçu par l'Assemblée nationale

JACK LANG, président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, a voulu marquer « l'attachement qu'il porte aux droits de l'homme » en invitant, jeudi 10 juillet, l'écrivain britannique Salman Rushdie, condamné à mort par le régime iranien, à s'adresser aux députés français. M. Rushdie devait également être reçu par Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale. « Je souhaite que les droits de l'homme figurent au premier rang des préoccupations de la commission » des affaires étrangères, estime M. Lang. N'étant « pas enfermée dans les relations d'Etats », la commission doit jouer, selon lui, « un rôle d'éclaircisseur qui ne soit pas limité à l'audition de personnalités officielles ». M. Lang envisage une série d'auditions de personnalités internationales n'appartenant pas obligatoirement à la sphère politique ou diplomatique. Il travaille également à l'organisation d'un grand rassemblement consacré aux droits de l'homme à l'occasion du 50^e anniversaire de la déclaration universelle de 1948.

« Le gaullisme n'existe plus », affirme Claude Allègre

« LE GAULLISME n'existe plus », déclare Claude Allègre dans un entretien au Figaro du jeudi 10 juillet. « Le dernier gaulliste, c'est Pasqua, assure le ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie. Les autres, ce sont des pompidoliens, un croisement de gaullisme et de libéralisme, c'est-à-dire deux aspects différents. Or, les hybrides de la première génération sont stériles, c'est une règle en biologie. » Pour M. Allègre, « la question posée est donc: les chrétiens-démocrates auront-ils le courage de ne plus être les cirriformes des RPR pompidoliens... ». Commentant les déclarations de M. Séguin aux assises du RPR, M. Allègre estime qu'« il nous a servi un discours partisan, partial, bâtement anti-Jospin et ambigu sur les grandes orientations politiques, appel du pied aux électeurs du Front national et aux libéraux. Ce n'est pas en se reliant que Séguin renouvellera la droite ! ».

Le patronat critique le gouvernement Jospin

DENIS KESSLER, vice-président du CNPF, a déclaré, mercredi 9 juillet, que « toute décision qui modifierait la rentabilité des entreprises serait préjudiciable pour l'emploi ». Interrogé sur les premières décisions du gouvernement Jospin, M. Kessler estime que, « lorsque les caisses de l'Etat sont vides, il faut être extrêmement prudent quand il s'agit d'engager des dépenses nouvelles de façon à ne pas alourdir les déficits, ce qui impliquerait une hausse des prélèvements obligatoires et donc le ralentissement de l'activité économique, puis une aggravation des déficits et l'augmentation du chômage ». Le CNPF juge que « le problème numéro un n'est pas la consommation, mais l'investissement qui est en panne depuis sept ans ».

DÉPÊCHES

■ **QUINZIENNAIRE**: près des deux tiers des Français (63 %) souhaitent que le président de la République organise, avec l'accord du premier ministre, un référendum pour ramener le mandat présidentiel de sept à cinq ans et qu'il s'applique le quinquennat à lui-même, selon un sondage réalisé par CSA, le 7 juillet, auprès d'un échantillon national représentatif de 1 006 personnes publié par L'Evénement du jeudi (daté 10 juillet).

■ **CONFIANCE**: un mois après sa nomination, le premier ministre, Lionel Jospin, recueille 59 % d'opinions favorables, contre 26 % d'opinions négatives, tandis que 15 % ne se prononcent pas, selon un sondage Gallup, réalisé les 4 et 5 juillet auprès d'un échantillon national représentatif de 962 personnes et publié par L'Express (daté 10 juillet). De son côté, le président de la République profite de la cohabitation pour retrouver une cote de confiance positive: il recueille 47 % d'opinions favorables, contre 39 % de défavorables.

■ **ALLIANCE**. Pierre Bernard, maire (divers droite) de Montfermeil (Seine-Saint-Denis) et ancien suppléant d'Eric Raoult à l'Assemblée nationale, s'est prononcé, mercredi 9 juillet, pour « une union » entre la droite et le Front national.

M. Jospin nomme un médiateur pour le dossier du nickel néo-calédonien

DIX JOURS après avoir longuement reçu une délégation du Front de libération nationale kanak socialiste (FLNKS), le premier ministre, Lionel Jospin, a nommé, mercredi 9 juillet, une sorte de médiateur dans l'affaire du nickel néo-calédonien. Il s'agit de Philippe Essig, ancien directeur général de la RATP et ancien président de la SNCF, qui fut aussi un éprouvé secrétaire d'Etat au logement, en mai-juin 1988, dans le premier gouvernement de Michel Rocard.

M. Jospin avait promis de s'impliquer personnellement dans le dossier néo-calédonien, pour lequel il est conseillé par Alain Christnacht, ancien haut commissaire du territoire. De leur côté, les indépendantistes canaques, qui nourrissent un projet d'usine de traitement du nickel, en association avec l'importante société canadienne Falconbridge, ont fait du règlement de la question minière un préalable à la reprise du dialogue politique. Peu après son retour à Nouméa, Bernard Lepeu, président de l'Union calédonienne, principale composante du FLNKS, avait ainsi adressé, mardi 8 juillet, un ultimatum au gouvernement. Il demandait le remplacement, dans les quarante-huit heures, d'Yves Rambaud, PDG d'Eramet - dont l'Etat, via le groupe Erap, est majoritaire - coupable, à ses yeux, d'entraver le projet d'usine du Nord.

Faute de quoi, de nouvelles actions étaient promises sur le terrain, pour bloquer l'exploitation du minerai ou l'exportation du métal.

Le gouvernement n'a pas cédé. S'il confirme « son souhait de voir se construire une usine de transformation du nickel dans le nord de l'île, afin d'assurer le réajustement économique » du territoire, le gouvernement précise que sa « démarche sera respectueuse du droit et propre à préserver les intérêts d'Eramet et de ses actionnaires minoritaires », principalement des fonds de pension américains. La « mission d'évaluation » confiée à M. Essig devra être achevée avant la fin de l'été.

« SOLUTION ÉQUILIBRÉE »

L'ancien ministre délégué à l'outre-mer, Jean-Jacques de Peretti, avait déjà confié une mission comparable au préfet Gilbert Carrère, mais le nouveau gouvernement considère qu'il ne dispose pas encore de tous les éléments de ce dossier complexe. Il regrette qu'au cours des derniers mois M. de Peretti, impuissant à faire prévaloir le point de vue de l'Etat au sein d'Eramet, ait pris des engagements inconsidérés pour aboutir à un échange de massifs entre la SLN, filiale d'Eramet, et la Société minière du Sud Pacifique (SMSP), le bras économique des

indépendantistes calédoniens. A Matignon, on parle à ce propos de « fuite en avant ». On déplore aussi que la nouvelle équipe dirigeante de l'Union calédonienne multiplie les préalables, dans la mesure où la maîtrise du sol et du sous-sol du « Caillou » fera forcément partie de la future négociation politique.

Le conseil d'administration d'Eramet, qui se réunissait mercredi 9 juillet, a exprimé sa satisfaction devant ces nouvelles orientations. Dans l'entourage de M. Rambaud, on estime que le gouvernement abandonne la « stratégie d'offensive » au profit de la recherche d'une « solution équilibrée ». Reportée à plusieurs reprises, à cause des élections législatives et du changement de gouvernement, l'Assemblée générale d'Eramet, où M. Rambaud risquait d'être « débarqué », a été convoquée pour le 31 juillet. Les actionnaires minoritaires y présenteront une résolution destinée à garantir leurs droits. En revanche, c'est une nouveauté, le conseil d'administration s'ouvrira à « deux personnalités calédoniennes », l'une indépendantiste, l'autre anti-indépendantiste. L'objectif est de mieux faire partager les logiques internes de l'entreprise aux partenaires locaux.

Jean-Louis Saux

Le maire socialiste d'Istres est démis d'office par le préfet

Jacques Siffre et son premier adjoint, François Bernardini, sont en outre mis en examen

MARSEILLE

de notre correspondant

Abaissement d'une procédure de gestion de fait, le préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Jean-Paul Proust, a notifié, le 7 juillet, un arrêté démettant d'office de leurs mandats le maire d'Istres, Jacques Siffre (PS), et deux conseillers municipaux de cette ville nouvelle de l'étang de Berre, Claude Ecoffet et François Bernardini. M. Bernardini est également député européen, vice-président du conseil général des Bouches-du-Rhône, et il occupe depuis 1990 les fonctions de premier secrétaire de la fédération départementale du Parti socialiste, la troisième de France par le nombre de ses militants.

Le préfet a appliqué l'article L.

236 du code électoral, qui prévoit une démission d'office pour les conseillers municipaux qui n'ont pas obtenu le quinquage de leur gestion de fait dans les six mois suivant le jugement de la chambre régionale des comptes. Avant de prendre cette mesure, qu'il qualifie lui-même de « grave », M. Proust avait reçu les trois élus, le 25 juin; il leur avait proposé de donner leur démission spontanément sous huitaine.

« Je suis le premier maire démis de son mandat par un préfet depuis Vichy et je ferai tout pour que cette injustice ne devienne pas effective », a déclaré M. Siffre, le 8 juillet, lors d'une conférence de presse organisée à Istres. M. Bernardini considère, de la même manière, qu'il n'avait pas à se démettre de son

mandat. « Cela aurait été reconnaître une culpabilité que je nie », a-t-il commenté. Les trois élus ont annoncé leur intention de saisir d'un recours le tribunal administratif de Marseille, qui dispose de deux mois pour se prononcer sur l'arrêté du préfet.

Le 20 avril 1995, MM. Siffre, Bernardini et Ecoffet avaient été déclarés gestionnaires de fait par la chambre régionale des comptes Provence-Alpes-Côte d'Azur à la suite d'un contrôle de la gestion d'une association paramunicipale, Istres Promotion, dont les caisses étaient exclusivement alimentées par des subventions de la commune (9 430 000 francs de 1986 à 1995). La vérification des juges financiers avait révélé que l'activité de cette association était en fait assez éloignée de son objet, « la promotion de la ville nouvelle afin d'inciter les chefs d'entreprise à s'installer sur place et à créer de nouveaux emplois ».

Au lieu de dynamiser l'économie locale, cette structure « sans réelle vie associative » avait pris en charge des dépenses telles que l'achat de places de matches de football, la cérémonie annuelle des vœux du maire, le salaire d'un agent mis à la disposition d'une autre association, etc. « Istres Promotion n'a été que l'instrument passif d'une entreprise organisée par les dirigeants de la commune d'Istres », avaient écrit les magistrats de la chambre régionale des comptes dans leur jugement.

Ces investigations financières, ainsi que de nombreuses autres menées au sein de plusieurs associations municipales istréennes,

avaient conduit, le 12 juillet 1996, à l'ouverture d'une information judiciaire. Juge d'instruction du tribunal de grande instance d'Aix-en-Provence, Serge Mackowiak a mis en examen, le 10 juin, M. Siffre et, le 19 juin, M. Bernardini pour détournements de fonds publics, abus de biens sociaux et abus de confiance.

« Je suis le premier maire démis de son mandat par un préfet depuis Vichy et je ferai tout pour que cette injustice ne devienne pas effective »

M. Bernardini bénéficiant d'une immunité parlementaire, seul le maire d'Istres s'est vu infliger une mesure de contrôle judiciaire et le versement d'une caution de 1 million de francs. En revanche, des perquisitions ont eu lieu au domicile du député européen et dans les locaux du syndicat d'agglomération nouvelle Istres-Fos-Miramas, dont il est l'un des dirigeants.

A plus ou moins brève échéance, M. Bernardini pourrait perdre également son mandat de conseiller général du canton d'Istres-Sud. Cette décision ne peut être prise

que par une délibération de l'assemblée départementale, que préside le socialiste Lucien Weygand. Depuis de longs mois, les deux hommes, tous deux fabiusiens, s'affrontent dans une « guerre de chefs », chacun souhaitant assurer sa suprématie sur la fédération socialiste départementale.

Une lettre circulant parmi les militants appelle la direction nationale du PS à « mettre à plat le fonctionnement de sa fédération des Bouches-du-Rhône afin d'en finir avec le clientélisme et les pratiques de secret ». En réplique, M. Bernardini adressait, le 19 juin, un courrier aux adhérents, affirmant: « Je tiens à dire publiquement mon mépris et ma colère à ceux qui, au sein même de notre parti, à l'intérieur ou à l'extérieur de ses instances, utilisent cette procédure qui me concerne pour tenter de remettre en cause ma légitimité de premier secrétaire. »

Fragilisé par ces revers judiciaires et comptables, M. Bernardini entend conserver les rênes de la fédération départementale, affirmant qu'il a pour cela l'accord de François Hollande, premier secrétaire délégué du PS. « J'assumerai en toute sérénité mon mandat de premier secrétaire jusqu'à son terme statutaire et je soumettrai ma candidature pour un nouveau mandat », indique-t-il dans cette même lettre. Le congrès du Parti socialiste, convoqué pour novembre, donnera lieu en effet à un renouvellement des premiers secrétaires fédéraux, dont les statuts prévoient l'élection par les adhérents.

Luc Leroux

PUBLICATIONS JUDICIAIRES

Régisseur O.S.P.
136, rue de Crémée, 13100 Istres
9223 NEUILLY SUR SEINE Cedex

TEL.: 01.46.40.26.07 - FAX.: 01.46.40.70.06

Cabinet de Me Gérard CHOURAQUI, Avocat à la Cour, 17 bis, avenue Foch à Paris (75116).
Extrait du jugement de déclaration d'absence du T.G.I. de PARIS, du 30 Mai 1997 et vu les articles 122 et suivants du Code civil, constate que M. Charles REYNAUD, né le 30 Octobre 1934 à PARIS (20ème), fils de Roger REYNAUD et de Denise DERY, ayant été domicilié à PARIS (19ème), 110, rue de Crémée, célibataire, n'a plus reparu au lieu de son domicile ou de sa résidence, ni donné de ses nouvelles depuis Juin 1954, le déclare absent.

« A la demande de Maître Patrick MAISONNEUVE, Conseil de Monsieur Gilles MENAGE, il est demandé de procéder à la publication judiciaire suivante: »

Par jugement du Tribunal correctionnel en date du 27 Mai 1997, Monsieur Francis ESMENARD, directeur de la publication des Editions ALBIN MICHEL, et Monsieur Paul BARRIL, ont été condamnés à une peine d'amende de 50.000 Ffrs chacun et au paiement de dommages-intérêts, pour avoir commis, au préjudice de Monsieur Gilles MENAGE, le délit de diffamation publique envers un citoyen dépositaire de l'autorité publique, en publiant dans l'ouvrage « GUERRES SECRÉTES A L'ELISEE », divers propos lui imputant une part de responsabilité dans le décès de Monsieur François De GROSSOUVERE »

même « pluriel »
monothétique qu'elle vouait être
10 autres PC européens

re champ d'action

les égyptistes ultra-réactionnaires

SOCIÉTÉ

LE MONDE / VENDREDI 11 JUILLET 1997

ÉDUCATION Alors que l'inscription des nouveaux bacheliers à l'université a débuté, la FAGE, deuxième organisation étudiante, rend publique une enquête qui montre « une

pratique abusive » des droits complémentaires demandés aux étudiants. **● OUTRE LES DROITS NATIONAUX**, dont une augmentation va être décidée ces jours-ci, seules huit établisse-

ments universitaires se dispensent de demander des redevances complémentaires. Ces sommes représentent au total environ 100 millions de francs. Étudiants et présidents d'un-

versités dénoncent l'« hypocrisie » de ce système et demandent « une remise à plat ». **● PAR AILLEURS**, l'Observatoire de la sécurité des établissements scolaires et d'enseigne-

ment supérieur a rendu public, mercredi 9 juillet, un premier bilan. 12 % des locaux universitaires ne répondent pas aux normes de prévention contre l'incendie.

Les universités multiplient les suppléments aux droits d'inscription

Outre les droits nationaux, dont une hausse va être décidée, une enquête révèle que les établissements ont recours à « une pratique abusive » de redevances complémentaires, qui atteignent au total environ 100 millions de francs

LA POLÉMIQUE sur le montant des droits d'inscription à l'université est relancée sans attendre la prochaine rentrée. Dès la publication des premiers résultats du baccalauréat, les universités ont ouvert, depuis le 8 juillet, les procédures d'inscription, alors qu'elles ne disposent pas encore des nouveaux montants nationaux fixés par arrêté ministériel. C'est le moment qu'a choisi la Fédération des associations générales d'étudiants (FAGE) pour jeter un pavé dans la mare. Sur la base d'une enquête réalisée dans soixante-quatre établissements, la deuxième organisation représentative chez les étudiants engage une campagne pour dénoncer la pratique « abusive » des redevances complémentaires.

Prévu par la loi Savary de 1984, ces « droits spécifiques » qui s'ajoutent aux droits nationaux devaient rester exceptionnels. Sous réserve qu'ils soient « facultatifs », ils devaient aussi être clairement identifiés pour financer des services complémentaires. En clair, les étudiants ne peuvent être pénalisés dans leurs études s'ils s'abstiennent de verser ces droits censés améliorer la qualité de vie sur les campus (lire ci-dessous). Ce qui est loin d'être toujours le cas.

Malgré des condamnations pro-

noncées par les tribunaux administratifs à l'égard des universités de Grenoble-II, Lyon-III et plus récemment de Paris-IX (Dauphine), dont le budget 1996 a été annulé, la plupart des universités ont multiplié les dérives. Sur les soixante-quatre établissements passés au crible par la FAGE, seuls huit s'abstiennent d'alourdir les droits. En l'absence de contrôle des recteurs, les universités rivalisent d'ingéniosité pour inclure le paiement de prestations variant de 25 francs à 296 francs (Lyon-II), qui s'ajoutent aux droits nationaux.

RÉALITÉS DIFFÉRENTES

Pour minimes qu'elles soient – 50 % des universités demandent moins de 100 francs –, ces sommes recouvrent des réalités différentes. La pratique la plus courante concerne les activités sportives, dont l'organisation et le financement devaient normalement être intégrés à la formation. Il en va de même pour la médecine préventive, dont la contribution (15 francs) n'a pas varié depuis 1984. Enfin, pour améliorer l'état de leurs finances, voire pour se concentrer sur des activités de recherche ou de prestige, les universités ont ajouté des contributions spécifiques de frais de dossier, de gestion ou d'affranchissement, de

photocopies et autres frais divers. Au total, le montant de ces prestations additionnelles devrait atteindre 100 millions de francs, soit 10 % des recettes évaluées des droits d'inscription. Ces derniers pèsent 1 milliard de francs, 10 % du budget de fonctionnement des universités. Pour certains observateurs, le « scandale » est plus profond encore. L'enquête de la FAGE n'a pas pu mesurer les charges spécifiques demandées par certaines composantes, qui n'hésitent pas à exiger des sommes pouvant at-

teindre 5 000 francs. Pour la FAGE, cette généralisation n'est autre que le résultat d'« une politique de l'outrage de l'Etat ». Son président, Michaël Pinault, considère qu'« il est temps de remettre à plat un système d'une hypocrisie généralisée qui se traduit par la tolérance de dérives institutionnelles croissantes, et intolérables ». Dans un premier temps, il serait nécessaire, estime-t-il, que les établissements pratiquent la transparence en détaillant la nature des prestations obligatoires et facultatives.

Des hausses de 4 % à 80 %

● La hausse des droits d'inscription. Le projet d'arrêté, élaboré par les ministères de l'éducation et des finances, prévoit une augmentation de 4 % du taux de base de la scolarité, qui passerait de 744 francs à 774 francs. La hausse est de 8 % pour les formations technologiques et professionnelles (maîtrise des sciences et techniques, maîtrise des sciences de gestion, doctorats...), qui, de 1 240 francs en 1996, seraient fixées à 1 339 francs. Le même pourcentage est appliqué

en médecine et dans les écoles d'ingénieurs (2 008 francs). Aligné sur les filières professionnalisantes, les diplômés d'études spécialisées de troisième cycle (DESS) subissent une hausse de 80 %, de 744 à 1 339 francs. Elle pourrait toutefois être étalée sur deux ans.

● Bourses. Le taux des bourses serait réévalué de 1,9 % et le barème d'accès de 2 %.

● Imbroglio. En l'absence de texte officiel, certaines universités pratiquent les anciens tarifs et se privent de ressources supplémentaires. D'autres se conforment à des tarifs « officieux » susceptibles d'être modifiés.

Evidemment, il n'est pas question non plus, pour cette organisation, d'accepter un transfert par une augmentation généralisée des droits nationaux.

La polémique sur la contribution des étudiants au financement des universités n'est pas nouvelle. Malgré une augmentation de 50 % depuis 1990, cette prestation, qui varie de 774 francs à 1 339 francs, ne représente qu'une très faible part du coût des études. Elle est aussi largement inférieure aux tarifs pratiqués dans certains pays voisins, notamment anglo-saxons. Depuis plusieurs années, la Conférence des présidents d'université (CPU) milite pour une nouvelle répartition du financement des établissements entre l'Etat, les collectivités locales, les entreprises, mais aussi les étudiants. « A condition », précise M. Saint-Girons, le nouveau président de la CPU, que cette augmentation soit raisonnée » et « qu'elle soit accompagnée de mesures sociales en faveur des étudiants ».

Le débat ouvert par la FAGE pourrait fournir le prétexte pour relancer les négociations. « Pour identifier les abus et procéder à une clarification de droits illégaux qui ne sont pas pour autant illégitimes », M. Saint-Girons propose une augmentation généralisée des droits

d'environ 100 francs, une condition pour supprimer l'ensemble des prestations annexes et illégales. Il évoque aussi un étalement des paiements dans l'année, avec la Sécurité sociale, les mutuelles, la caution du logement...

Les syndicats d'étudiants ne sont pas forcément prêts à lier la mise en œuvre d'un nouveau plan social étudiant à une augmentation des droits de scolarité, comme cela s'était produit en 1990, avec M. Allègre, alors conseiller de Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale. A cette époque, les droits étaient passés de 500 à 600 francs avec, il est vrai, un relèvement substantiel du nombre et des montants des bourses.

Pour preuve de leur impatience, les syndicats d'étudiants mais aussi d'enseignants ont massivement rejeté, par 7 voix contre et 9 abstentions, le projet d'augmentation des droits nationaux soumis au conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche du 7 juillet (voir ci-contre). S'il a la possibilité de passer outre, le nouveau ministre de l'éducation, Claude Allègre, n'aurait toujours pas pris de décision à la veille de la table-ronde, vendredi 11 juillet, sur le plan social.

M. D.

Claude Allègre et le régime soviétique

Dans deux entretiens donnés, jeudi 10 juillet, à *Libération* et au *Figaro*, Claude Allègre, ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie, déclare qu'en transformant des heures complémentaires en emplois il entend créer 2 500 postes de maîtres de conférences, 800 allocations de recherche, 500 postes d'ATER (attaché temporaire d'enseignement et de recherche).

M. Allègre annonce également qu'il veut faire passer l'administration centrale de 4 000 à 1 500 personnes, pour qu'elle « laisse respirer les enseignants ». « L'évolution vers [...] la déconcentration est aussi inévitable que le démantèlement du régime soviétique », ajoute-t-il.

M. Allègre souhaite un débat au Parlement sur le statut social étudiant en 1998 et suggère que les universités, « quand elles ont de l'argent », donnent « elles-mêmes les bourses ». Il promet de réduire le temps de travail en classe des enseignants. François Bayrou, son prédécesseur Rue de Grenelle, a indiqué qu'au lieu « de déclarations tonitruantes » de Claude Allègre il « attendait de voir les moyens précis et les orientations précises ».

DEPUIS sa création dans les années 70, l'université d'Amiens, qui compte 21 360 étudiants, perçoit une redevance facultative supplémentaire pour les activités sportives, dont le montant était, en 1996, de 130 francs. Depuis, elle a ajouté des droits pour les activités culturelles (20 francs), les relations internationales (20 francs) et des frais de dossier (40 francs).

« Qu'est-ce qui justifie l'instauration d'une redevance supplémentaire de 210 francs versée par les étudiants ? – Cette décision remonte à la création de l'université. Le premier droit instauré était destiné à développer les activités sportives pour un maximum d'étudiants. Cela s'est traduit dans les résultats : Amiens est une des universités les plus sportives de France. Nous avons étendu cette pratique dans les sites décentralisés où les moyens normaux n'auraient pas suffi. Pour cela, nous avons créé des postes de professeurs à Beauvais, Creil, Laon, Soissons et Saint-Quentin. L'université aurait pu se contenter de laisser les étudiants s'inscrire dans les associations. Ce n'est pas le choix qui a été retenu. »

– Pourquoi avoir étendu ces

droits spécifiques à d'autres activités ?

– Nous avons souhaité développer les activités culturelles. Avec l'argent des droits, l'université verse une contribution à des organismes culturels (Maison de la culture, Comédie de Picardie, musée, salle de cinéma et de concerts) en contrepartie de tarifs et d'abonnements préférentiels inférieurs au tarif jeunes. Nous organisons aussi des concerts, expositions, ateliers de théâtre...

– Nous avons adopté le même système pour les échanges internationaux. Dans ce cas, la redevance joue un effet de levier. Les 300 000 francs récoltés permettent de mobiliser 2 millions de francs de subventions du contrat d'établissement et de la région, pour faire partir 500 à 600 étudiants, dès la deuxième année de DEUG, avec des bourses supplémentaires.

– En revanche, les frais de dossier (40 francs) ne relèvent pas d'activités nouvelles...

– Nous essayons de jouer la carte de la transparence. Les frais de dossier ont été instaurés après l'information des services pédagogiques. Fallait-il, comme dans les lycées, demander des timbres sur

enveloppe puis payer une secrétaire pour les enlever ? En dehors de ces droits, il n'existe aucune association qui fasse payer les étudiants pour des prestations parallèles, comme dans certains IUT.

– D'une manière générale, ne s'agit-il pas d'un détournement des missions classiques de l'université ?

– Il faut savoir que les boursiers – exonérés des droits nationaux – ne paient pas ces droits spécifiques. En plus, environ un millier d'étudiants demandent et obtiennent le remboursement automatique de ces redevances facultatives. Éviter cette pratique reviendrait à supprimer ces activités en se limitant aux missions classiques d'enseignement et de recherche. Notre université compte une forte proportion de boursiers, dans une région qui n'a pas de tradition de poursuite d'études. Il nous a paru important de développer l'accès à la culture en faisant jouer les principes de solidarité et de mutualisation.

– La totalité de ces droits représente plus de 10 % de la dotation de l'Etat. N'est-ce pas disproportionnée ?

– Une dotation est toujours sous-évaluée. Sur un budget hors sa-

laire de 150 millions de francs, les droits d'inscription représentent 12 % des recettes, soit 18 millions, et les droits spécifiques 3,4 millions. Ils ne sont pas destinés à assurer les fonctions de l'université. Cette recette supplémentaire est affectée à des actions bien définies au sein de l'établissement. Evidemment, nous aurions pu les éviter en finançant les activités correspondantes sur le budget global. Mais, là aussi, l'université a préféré consacrer l'essentiel de ses moyens au renforcement des investissements pour améliorer les conditions d'études.

– Demander aux étudiants une redevance supplémentaire pour

nous accompagner dans des activités nouvelles ne me paraît pas iconoclaste si, dans le même temps, l'Etat fait un effort pour des personnels et des investissements. En aucun cas, ces droits spécifiques ne doivent apparaître comme un transfert de charges.

– Les syndicats d'étudiants ne semblent pas vous suivre...
– Ils y sont opposés, bien évidemment. Mais je remarque que, chaque année, la demande de remboursement ne concerne qu'un millier d'étudiants.

Propos recueillis par Michel Delberghe

Le tribunal administratif de Pau annule trois arrêtés antimendicité

PAU de notre correspondant Le tribunal administratif de Pau a annulé, mercredi 9 juillet, trois arrêtés antimendicité pris, à l'été 1996, dans les villes de Pau (Pyrénées-Atlantiques), Tarbes et Bagneres-de-Bigorre (Hautes-Pyrénées). Il a ainsi suivi l'avis du commissaire du gouvernement, Dominique Pages, qui avait demandé ces annulations le 2 juillet.

M. Pages avait alors rappelé que les maires étaient tout à fait habilités à prescrire toutes les mesures utiles dans l'intérêt de l'ordre public. Ils peuvent donc réglementer la mendicité ou l'interdire à condition de fournir la preuve des faits allégués. Or, en l'occurrence, le commissaire du gouvernement avait estimé que, « malgré son caractère volumineux », le dossier de la mairie de Pau rapportant des « faits trop anecdotiques ou trop imprécis » n'était pas probant. « Par exemple, une lettre dénonce des actes de violence commis par des sans-abri mais ils ne sont pas forcément liés à la mendicité », avait-il remarqué.

M. Pages avait noté que les trois arrêtés étaient circonscrits dans le temps, dans l'espace et que certaines dispositions, notamment l'interdiction de rester en position allongée, étaient légales. Toutefois les arrêtés formalent, selon lui, un tout indivisible et devaient donc être annulés totalement. Le

commissaire du gouvernement prenait ainsi le contre-pied de la récente décision du tribunal administratif de Nice, qui a jugé légal l'arrêté du maire de la ville, Jacques Peyrat (RPR), tout en annulant seulement quatre articles « pour imprecision » au motif que « ces dispositions présentent un caractère divisible et n'emportent pas d'illégalité l'ensemble de l'arrêté » (Le Monde du 2 mai). Après le recul de Nice, la décision du tribunal administratif de Pau conforte ainsi la position des adversaires des arrêtés, qui mettent en avant le flou juridique qui entoure les textes et le nombre croissant de leurs annulations.

Le député et maire (PS) de Pau, André Labanère, avait déjà vu un premier arrêté invalidé, en 1995. Mercredi, face à cette nouvelle annulation, il a simplement déclaré ne pas être « un va-t-en-guerre » sur ce sujet. De son côté, le maire (UDF-FD) de Bagneres-de-Bigorre, Roland Castells, a décidé de se plier à la décision du tribunal administratif. Seul le maire communiste de Tarbes, Raymond Erracaret, a décidé de faire appel. « Cette mesure n'a fait ses preuves », a-t-il déclaré à l'AFP avant d'ajouter que la décision avait été prise « en étroite relation avec le préfet ». « Arrêté ou pas, appel accepté ou rejeté, l'ordre sera maintenu », a-t-il affirmé.

Marie-Claude Aristegui

Un bâtiment universitaire sur huit n'est pas conforme aux normes anti-incendie

L'ACCIDENT DE GRENOBLE, au cours duquel quarante et un étudiants ont été légèrement blessés, vendredi 4 juillet, après l'effondrement d'une plate-forme d'un bâtiment de l'université Joseph-Fourier, ne saurait servir de signal d'alarme. Cet incident, dont l'instruction judiciaire devrait déterminer les causes, attire certes une nouvelle fois l'attention sur les conditions de sécurité. En service depuis un an, cette construction avait pourtant bénéficié de toutes les autorisations délivrées par la commission de sécurité. Tel n'est pas le cas, en revanche, de 12 % des locaux universitaires – 15 % parmi ceux qui accueillent le plus grand nombre d'étudiants – qui, au regard des normes de prévention contre l'incendie, ont, ces deux dernières années, reçu un avis défavorable d'ouverture au public.

Ce constat découle des résultats partiels de l'enquête publiée mercredi 9 juillet par l'Observatoire de

la sécurité des établissements scolaires et d'enseignement supérieur. Sans attendre le recueil définitif des données, prévu pour la fin de l'année, son président, Jean-Marie Schleret, a voulu exprimer sa « préoccupation » à l'égard d'un patrimoine qui souffre d'un manque évident d'entretien. Analysant près de la moitié des 4 100 bâtiments des universités et des écoles d'ingénieurs, de 18 Instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM) et de 18 Crous (à l'exception des résidences), l'Observatoire dresse un tableau plus inquiétant de la situation que celle des lycées et des collèges, et même des écoles. La commission avait ainsi établi que 7 % des locaux d'enseignement du second degré et 10 % des écoles présentaient un caractère dangereux.

Déjà significatif, ce bilan pourrait s'alourdir. Selon l'Observatoire, 34 % des locaux universitaires n'ont pas reçu la visite réglementaire de

la commission de sécurité appelée à se prononcer sur le seul respect des règles d'incendie. Pour M. Schleret, cette dérive « inquiétante » résulte du flou qui entoure la gestion des établissements. Si les universités sont autonomes, le patrimoine reste la propriété de l'Etat. Envisagée dans le cadre de la réforme de l'université orchestrée par François Bayrou, ministre de l'éducation du gouvernement luppé, la dévolution des bâtiments aux établissements ne s'est finalement pas faite. En second lieu, estime M. Schleret, les commissions existantes dans les établissements se sont surtout intéressées aux questions d'hygiène, reléguant au second rang les impératifs de sécurité.

Le patrimoine universitaire compte un grand nombre de bâtiments anciens qui n'ont pas été remis aux normes. Ailleurs, avec l'augmentation des effectifs, le taux d'occupation des lieux est largement supérieur aux normes accep-

tables. Le constat avait été fait en 1996 à Nanterre. Il l'a été récemment à l'université Paris-Assas où, lors d'un exercice, il a fallu onze trop longues minutes pour évacuer 5 000 occupants. Outre l'absence de portes coupe-feu, des installations de détection et d'alarme défectueuses, l'Observatoire a relevé des insuffisances dans la protection de locaux à risques et des laboratoires abritant des produits dangereux, ainsi que des difficultés d'accès pour les pompiers.

Sur la base d'une estimation chiffrant à plus de 4 milliards de francs le montant des travaux de sécurité (hors amiante), M. Bayrou avait adopté un plan d'urgence après la crise des universités de l'automne 1995. Seule une partie de cet engagement a été réalisée. En incluant, depuis, le coût des premiers travaux de désamiantage du campus de Jussieu.

M. D.

La Cour de cassation dessaisit la chambre d'accusation dans l'affaire du document antidaté

Le monde judiciaire juge trop timides les propositions de la commission Truche

Le PS dénonce une conception « frileuse » de l'autonomie du parquet

Les propositions de réforme sur le parquet contenues dans le rapport de la commission de réflexion présidée par Pierre Truche ont été jugées trop timides par la plu-

part des organisations de magistrats. Le texte final du rapport devait être remis au chef de l'Etat, jeudi 10 juillet après-midi.

LE RAPPORT de la commission de réflexion présidée par Pierre Truche, qui devait être remis au chef de l'Etat jeudi 10 juillet après-midi, a suscité des réactions plutôt réservées au sein du monde judiciaire. Le chapitre sur le parquet, qui était à la fois le plus sensible et le plus attendu, a été jugé timide, voire ambigu. En revanche, les propositions concernant le renforcement des droits de la défense et la limitation des pouvoirs du juge d'instruction ont été bien accueillies.

Dans son rapport, la commission propose de maintenir les liens entre le ministère public et le garde des sceaux, qui resterait en charge de la définition de la politique pénale. Le subtil distinguo établi par la commission entre les instructions individuelles - interdites - et la « concertation » avec les parquets - autorisée - a fait sourire tous ceux qui connaissent un peu le fonctionnement de l'action publique.

« C'est totalement hypocrite, note le président du Syndicat de la magistrature (SM, gauche), Jean-Pierre Bouchet. Les instructions s'appelleront des avis, mais la situation restera inchangée. » « Ce sera un dialogue de Taruffi », renchérit le président de l'Association professionnelle des magistrats (APM, droite), Georges Fenech, qui est hostile à l'indépendance des parquets. Il faut des règles institution-

nnelles claires, pas un flou artistique qui autorise les discussions de marchands de tapis. »

« Il faut clairement interdire toute instruction individuelle, souligne le secrétaire général de l'Union syndicale des magistrats (USM, modérée), Valéry Turcay. Cette proposition montre combien la tradition jacobine est profondément ancrée dans ce pays. » Le PS, lui aussi, critique cette conception « frileuse » de l'autonomie du parquet. Il estime que le dialogue entre les procureurs et la chancellerie « permettrait de contacts utiles, pratique qui existe déjà actuellement et qui présente encore moins de garanties que des instructions écrites ».

« FIN DU CHANTAGE AUX AVEUX » En revanche, le renforcement des garanties de nominations des magistrats du parquet a été bien accueilli par les syndicats, qui approuvent l'idée d'un avis conforme du Conseil supérieur de la magistrature (CSM) sur toutes les propositions de nomination. L'USM et le SM souhaitent cependant que le CSM se voit confier un véritable pouvoir de proposition pour les procureurs et les procureurs généraux, ce qui alignerait totalement les conditions de nomination des magistrats du parquet sur celles du siège.

Le renforcement des droits de la défense - présence de l'avocat dès la première heure de garde à vue,

enregistrement des interrogatoires - et la limitation des pouvoirs du juge d'instruction ont été perçus avec satisfaction par les avocats. « C'est une bonne idée car la garde à vue est traditionnellement un lieu d'opacité, commente le président du Syndicat des avocats de France (SAF), Philippe Voulard. Nous approuvons également le fait de confier le placement en détention provisoire à une collégialité de trois juges qui ne comprend pas le juge d'instruction. Cela devrait mettre fin au chantage aux aveux. » Beaucoup soulignent pourtant que cette réforme exigera des engagements financiers : dans les années 80, les réformes lancées par Robert Badinter et Albion Chalandon, qui instauraient toutes deux une collégialité, ont été abrogées avant leur entrée en vigueur, faute de moyens.

Enfin, le chapitre sur la présomption d'innocence, qui interdit la divulgation des noms des personnes mises en cause dans les enquêtes et placées en garde à vue, et qui demande la création d'un observatoire des médias, est « libériste », selon le Syndicat national des journalistes CGT. « La commission Truche veut ballonner la presse et lui interdire de parler des affaires. » Pour la CGT, l'observatoire des situations litigieuses sera un « véritable conseil de l'ordre des journalistes, de sinistre mémoire ».

Anne Chemin

Un chirurgien contaminé par le sida obtient 5,5 millions d'indemnisation

La responsabilité de l'Etat a été reconnue

LE DOCTEUR Patrick Cohen, contaminé par le virus du sida lors d'une opération de chirurgie orthopédique à l'hôpital de Saint-Germain-en-Laye (Yvelines) en mai 1983, a obtenu satisfaction devant la justice. Dans un jugement rendu le 3 juillet, le tribunal administratif de Versailles a condamné l'Etat à lui verser 4,2 millions de francs au titre du risque professionnel et 1,36 million en réparation de son préjudice personnel. Le tribunal a estimé que le lien entre l'accident de travail et la maladie du docteur Cohen, défendu par M^{re} Sabine Paugam, avait été établi par le rapport d'expertise signé des docteurs Pierre Lortholary et Jean-Paul Chevrel. Il a reconnu la responsabilité de l'Etat, « chargé de définir, par voie légale ou réglementaire, les conditions de l'exercice professionnel et de la pratique chirurgicale des praticiens hospitaliers » et justifié le caractère exceptionnel de l'indemnité par le fait que « M. Cohen a été exposé à un risque qui a entraîné un préjudice de caractère spécial et d'une extrême gravité ».

« MANQUE A GAGNER » Rappelant que le chirurgien avait dû s'arrêter de travailler en octobre 1993, à l'âge de cinquante-deux ans, en raison de l'évolution de sa maladie, le tribunal a également tenu compte de son « manque à gagner professionnel ». L'Etat et l'hôpital de Saint-Germain-en-Laye devront en outre verser solidairement 150 000 francs à chacun des quatre enfants du chirurgien au titre du préjudice moral. Les indemnités accordées aux hémophiles et aux transfusés contaminés par le virus de l'hépatite B ont été mises en place en 1991, ont dépassé 2,5 millions de francs par personne. Selon le docteur Francis Chellian, fondateur de l'Union pour la protection des so-

ignants et de leurs patients, « la plus forte somme - 1,6 million de francs - avait été accordée, hors tribunaux, à Marie, une infirmière contaminée en manipulant une aiguille au domicile d'un malade ».

L'histoire du docteur Cohen, révélée dans *Le Monde* du 20 octobre 1995, a provoqué une large prise de conscience sur les risques de contamination des personnels soignants au cours de leur activité professionnelle. Une enquête épidémiologique a été mise en place par la direction générale de la santé afin de retrouver les quelque 5 000 patients opérés en dix ans par le docteur Cohen. Effectuée parmi 968 personnes ayant accepté un test de dépistage, cette recherche a révélé un cas de contamination chez une femme ayant subi deux interventions, à l'hôpital de Saint-Germain-en-Laye, en 1992 et en 1993. En janvier, le Conseil national de l'Ordre des médecins a demandé aux chirurgiens contaminés de cesser leurs activités « dans l'intérêt des malades ».

Au 1^{er} janvier, 233 cas d'infections par le VIH survenues dans un cadre professionnel étaient recensés dans le monde, dont 37 en France. La majorité concernait des infirmiers ou infirmières et des préleveurs de laboratoires blessés par piqûre. Un rapport rédigé sous la direction du professeur Jean Dormont, avait recommandé, au vu des dernières avancées scientifiques, l'administration de traitements antirétroviraux (bi ou trithérapie) tout de suite après une exposition accidentelle à du sang infecté. Une onde d'information émanant des directions générales de la santé, des hôpitaux et des relations du travail, datée du 28 octobre 1996, a repris cette recommandation pour poser le principe de la « prophylaxie du lendemain ».

Laurence Folléa

Les élus PS de l'Essonne réclament une enquête contre les époux Tiberi

LE PRÉSIDENT DU GROUPE SOCIALISTE du conseil général de l'Essonne, Michel Berson, a demandé par écrit, mardi 8 juillet, au procureur de la République d'Evry « une enquête pour l'établissement de la vérité sur la fictivité ou la non-fictivité des emplois de cabinet de la présidence du conseil général et sur les fonctions réelles assignées aux collaborateurs du président ». Cette plainte vise à faire ouvrir les poursuites contre les époux Tiberi et le président (RPR) du conseil général de l'Essonne, Xavier Dugoin, annulées pour vice de procédure (*Le Monde* daté 6-7 juillet). Le 13 juin, le conseiller général (divers gauche) Jean-Louis Englaender avait déposé plainte contre X... pour « détournement de fonds publics » sur la base du fameux rapport de M^{re} Tiberi.

DÉPÊCHES

■ **FICHIERS** : le ministre de l'Intérieur a critiqué la possibilité ouverte aux RG parisiens de mentionner la couleur de la peau dans leur fichier « Gestion des violences » (GEVI). Il « faut savoir trouver le point juste et éviter tout ce qui serait en contradiction avec les valeurs de la République et de la citoyenneté », a indiqué Jean-Pierre Chevènement, en notant que ces valeurs « s'exercent en dehors de toutes caractéristiques physiques et ethniques ». Le président de la Commission nationale de l'information et des libertés (CNIL), Jacques Favet, a souligné que l'avis favorable donné par la CNIL au GEVI n'excède « en aucun cas » le cadre du décret du 14 octobre 1991 et permet donc le fichage de « la couleur des yeux ou celle de la peau » (*Le Monde* des 8 et 10 juillet).

■ **JUSTICE** : le président du Front national, Jean-Marie Le Pen, a demandé, mercredi 9 juillet, le dépaysement de son futur procès en correctionnelle dans l'affaire de l'échauffourée de Mantes-la-Jolie (*Le Monde* du 10 juillet) lors de la campagne législative. « Le renvoi le même jour, devant la même juridiction, d'homologues politiques, constitue une évidente provocation aux désordres », explique M. Le Pen.

■ **SYNDICAT** : la cour d'appel de Montpellier a infirmé, mercredi 9 juillet, le jugement de première instance qui avait interdit à un syndicat pénitentiaire proche du Front national de se prévaloir de la qualité de syndicat professionnel (*Le Monde* du 19 décembre). La cour a estimé que la plainte - déposée par le directeur de l'Administration pénitentiaire et par plusieurs syndicats - n'était pas recevable, les plaignants n'étant pas lésés par l'existence du Front national pénitentiaire.

■ **ÉDUCATION** : aucune nouvelle session d'examen ne sera organisée par le ministère de l'Éducation nationale pour les candidats franciliens qui n'ont pu passer le concours réservé aux maîtres auxiliaires les 29 mai et 6 juin (*Le Monde* du 28 juin). A la suite de perturbations menées par le Collectif des non-titulaires, qui refusait le principe de ce concours, environ mille trois cent cinquante personnes n'avaient pas pu composer en Ile-de-France. Elles pourront uniquement se réinscrire à la session de 1998.

■ **ENVIRONNEMENT** : la Cour européenne de justice vient d'adresser un « avis motivé » au gouvernement français pour non-application de la directive de 1991 sur la collecte et le recyclage des piles contenant des substances dangereuses. La France avait déjà subi un premier avertissement en août 1996. En mars 1997, Corinne Lepage, alors ministre de l'environnement, avait rédigé un projet de décret pour transcrire cette directive dans le droit français. Le texte avait été critiqué par le Conseil d'Etat pour son absence de précision (*Le Monde* du 27 mars).

Les députés de l'opposition sont globalement satisfaits

À L'INSTAR du Parti socialiste, qui a fait part de sa « réaction mitigée » au sujet des propositions de la commission Truche, Jack Lang (PS, Loire-et-Cher) regrette « la timidité » de certaines propositions du rapport Truche. L'ancien ministre de la culture invite le gouvernement à « faire preuve d'audace et d'imagination », souhaitant qu'il « mette en application les recommandations » relatives à la réforme de la justice adoptées par le PS en juin 1996. L'ancien garde des sceaux Michel Vauzelle (PS, Bouches-du-Rhône) se félicite de la « sagesse » des propositions de la commission, et notamment du maintien du lien entre le ministre de la Justice, dont la « légitimité » procède de la représentation nationale, et le parquet. « Je veux que les procureurs soient les procureurs de la République », affirme-t-il. Le maire d'Arles se félicite des dispositions garantissant la présomption d'innocence, mais il s'interroge sur les « nouvelles tentatives d'atteinte à la liberté de la presse, c'est-à-dire à la démocratie ».

Un autre ancien ministre de la justice socialiste, Henri Nallet (Vienne) souhaite que le gouvernement aille plus loin en ce qui

concerne les rapports entre la chancellerie et le parquet : « Il faut que la réforme future présente des garanties complètes que le garde des sceaux ne donne plus la moindre instruction aux procureurs, ni par écrit ni oralement ». Tout en relevant « des avancées significatives » dans les propositions de la commission, notamment en ce qui concerne les droits de la défense, Arnaud Montebourg (PS, Saône-et-Loire) note que le rapport Truche « ne règle pas le vrai problème, qui est celui du rôle du parquet dans la gestion des poursuites ».

Porte-parole du Mouvement des citoyens, le député de Paris Georges Saure, qui se félicite du maintien du lien entre la chancellerie et le parquet, précise que « ce n'est pas l'indépendance de la justice qui est aujourd'hui un problème, c'est son dénuement et son manque de moyens ». Selon l'ancien magistrat Jean-Pierre Michel (MDC, Haute-Saône), la solution préconisée concernant le parquet, qui assure une « totale indépendance » à la carrière des magistrats, est « raisonnable ».

Pierre Mazeaud (RPR, Haute-Savoie) se dit « globalement satisfait »

par le rapport Truche. L'ancien président de la commission des lois de l'Assemblée nationale, hostile à toute coupure du « cordon ombilical » entre le parquet et la chancellerie, approuve l'essentiel des propositions. Selon lui, Jacques Chirac, qui « n'avait pas arrêté sa religion » à propos du parquet, « ne peut qu'être satisfait » de ces propositions. Patrick Devedjian (RPR, Hauts-de-Seine) se dit « assez largement favorable » à un rapport qu'il qualifie de « réformateur et prudent », et dans lequel il a trouvé « beaucoup de dispositions modernisantes et libéralisant la justice ». Claude Gossuain (UDF-FD, Paris) juge « très positives » les dispositions du rapport visant à « protéger la présomption d'innocence ». Le secrétaire général de l'UDF, qui s'est pas favorable à l'indépendance du parquet, qualifie toutefois de « jésuitique » l'instauration d'un dialogue entre le ministère de la Justice et les procureurs : « Cela ressemble beaucoup à ce qui existe actuellement, c'est à dire la pratique des coups de téléphone ».

Jean-Baptiste de Montvalon et Fabien Roland-Lévy

La torture, condition insuffisante au statut de réfugié...

PERSONNE ne met en doute la réalité des tortures endurées en août 1992, en Algérie, par Djillal Bouziani, un chanteur de raï de vingt-huit ans. « Trois hommes cogoulés m'ont obligé à monter dans leur voiture alors que je rentrais d'une soirée que j'avais animée. Ils m'ont bandé les yeux, et je me suis retrouvé dans une pièce entièrement vide, a raconté d'une voix blanche le jeune homme, vendredi 4 juillet devant la Commission de recours des réfugiés (CRR), le tribunal chargé d'examiner en appel les décisions refusant le statut de réfugié politique. Ils m'ont interdit de chanter ou nom de l'islam, ils m'ont brûlé avec des cigarettes, ils m'ont coupé la parole abdominale avec une lame de rasoir, ils ont lâché un chien sur moi (...). Au bout de six jours, ils m'ont relâché en me menaçant de mort si je revenais la police. »

Personne, parmi la dizaine de juges regroupés exceptionnellement en « sections réunies » pour statuer sur ce cas délicat, n'a ouvertement émis de doute sur la réalité de ce récit confirmé par deux certificats médicaux établis en France, quatre ans après les faits. L'un, rédigé par un médecin expert près la cour d'appel de Lyon, assure que les « les constatations faites par l'examen médical (...) sont en concordance avec le récit ». A l'audience, seul un assesseur a cru bon de demander à l'intéressé : « Ça ne vous semble pas étrange que, si leurs objectifs étaient de vous empêcher de chanter, vos tortionnaires n'aient pas otés vos arcanes ? » Jean-Jacques de Bresson, président de la CRR, visiblement gêné, a dispensé le jeune Algérien de répondre.

C'est donc un fait acquis : Djillal Bouziani a été torturé par des islamistes. Pourtant, il s'est vu refuser la

protection du statut de réfugié politique par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra) au motif qu'« il ne fait état d'aucune crainte émanant des autorités algériennes », décision confirmée une première fois par la CRR. La jurisprudence française exige en effet des persécutions émanant de l'Etat d'origine, ce qui, sauf exception, écarte les Algériens persécutés par les islamistes.

Mais le dossier de M. Bouziani embarrasse les juges du droit d'asile. Fait rarissime, la cour d'appel de Grenoble lui a reconnu la qualité de réfugié, le 13 février, en jugeant que « les autorités locales algériennes sont dans l'incapacité d'assurer sa sécurité ». Mais seule la CRR peut délivrer le statut prévu par la convention de Genève, qui permet un séjour stable et protecteur en France. Vendredi, à l'audience, le rapporteur de la CRR, Christophe Hunn de Penanster, a conduit au rejet de cette demande de statut, en estimant que sa condition de chanteur de raï ne l'empêchait pas d'être protégé par la police. L'avocate de l'Algérien, M^{me} Dominique Monget-Sarrail, s'est employée à contrer cette analyse en plaçant que « les autorités algériennes tiennent ces persécutions car elles considèrent le raï comme une musique subversive ». Elle a aussi tenté d'expliquer pourquoi son client n'avait jamais demandé la protection de la police - « Il s'en méfierait jamais cru », a affirmé le musicien -, pourquoi il avait attendu quatre ans, prostré en France, « extrêmement traumatisé », avant de solliciter le statut de réfugié. Décision dans deux semaines.

Philippe Bernard

UNE ENQUÊTE INTERNE

Prudente, la décision de la Cour de cassation devrait mettre un terme, dans un premier temps, à l'émotion qu'avait causé la découverte de ce document au tribunal de Paris. Une polémique était née entre juges et avocats, les premiers affirmant que la préparation de documents avant l'audience ou préjudiciait ou rien des décisions des juridictions, les seconds mettant en cause l'impartialité de la chambre d'accusation, soupçonnée d'être une simple chambre d'enregistrement des décisions des juges d'instruction. Une enquête interne a d'ailleurs été diligentée par le premier président de la cour d'appel, Guy Canivet, afin d'éclaircir les conditions de production du document incriminé.

L'affaire ne devrait cependant pas en rester là, puisque M^{re} Borten a déposé, lundi 7 juillet, une plainte contre X... devant le procureur de la République de Paris, pour « prise de mesure par un dépositaire de l'autorité publique, destinée à faire échec à la loi », « faux en écriture publique » et « usage de faux », en attendant que le parquet de Paris décide des suites à donner à cette plainte. M^{re} Borten s'est déclaré satisfait du dessaisissement de la chambre d'accusation de Paris au profit de la chambre d'accusation de Versailles. Il espère que cette décision permettra « un examen plus serein » du dossier de son client, placé en détention provisoire depuis deux ans, « et qui ne devra pas toujours être l'auteur des faits qu'on lui impute ».

Cécile Prieur

bits d'inscription

établissements
environ 100 millions de francs

La Cour de cassation a dessaisi la chambre d'accusation de Paris au profit de la chambre d'accusation de Versailles. Le dossier de M^{re} Borten, qui soupçonnait la chambre d'accusation de Paris d'avoir jugé le dossier de son client avant même que l'affaire soit évoquée lors d'une audience. La Cour de cassation a décidé de renvoyer l'examen du dossier de M. Lopiccolo devant la chambre d'accusation de la cour d'appel de Versailles.

aps, l'Etat fait un effort

La Cour de cassation a dessaisi la chambre d'accusation de Paris au profit de la chambre d'accusation de Versailles. Le dossier de M^{re} Borten, qui soupçonnait la chambre d'accusation de Paris d'avoir jugé le dossier de son client avant même que l'affaire soit évoquée lors d'une audience. La Cour de cassation a décidé de renvoyer l'examen du dossier de M. Lopiccolo devant la chambre d'accusation de la cour d'appel de Versailles.

bunal administratif de Paris trois arrêtés antitimidité

La Cour de cassation a dessaisi la chambre d'accusation de Paris au profit de la chambre d'accusation de Versailles. Le dossier de M^{re} Borten, qui soupçonnait la chambre d'accusation de Paris d'avoir jugé le dossier de son client avant même que l'affaire soit évoquée lors d'une audience. La Cour de cassation a décidé de renvoyer l'examen du dossier de M. Lopiccolo devant la chambre d'accusation de la cour d'appel de Versailles.

DISPARITIONS

Miguel Najdorf

Un grand maître des échecs

MIGUEL NAJDORF, joueur d'échecs argentin d'origine polonaise, est mort d'un cœdème pulmonaire dans la nuit du vendredi 4 au samedi 5 juillet. Il était âgé de quatre-vingt-sept ans.

Né en 1910 dans une famille de juifs polonais sous le nom de Mieczyslaw Najdorf, il connaît ses premiers succès échiquéens avant la deuxième guerre mondiale. Celle-ci le surprend en Argentine, où il participe aux olympiades d'échecs. Apprenant l'invasion de son pays par les troupes soviétiques et allemandes, il décide de rester en Amérique du Sud, hispanise son prénom et obtient la nationalité argentine en 1944. Quand il retourne en Pologne après la fin de la guerre, il découvre que la quasi-totalité de sa famille a été exterminée par les nazis. Il retourne donc l'Atlantique pour s'établir définitivement dans son pays d'adoption.

Nommé grand maître international lors de la création du titre en 1950, Miguel Najdorf fait partie des meilleurs joueurs d'échecs mondiaux de l'après-guerre. Il remporte de nombreux tournois et décroche, de 1949 à 1975, six titres de champion d'Argentine. En 1950 et en 1953, il participe sans succès au cycle des candidats pour la couronne mondiale.

Doué d'une impressionnante mémoire, ce patriarcal des échecs était capable de reconstituer de tête toutes les parties importantes de sa très longue carrière. Cependant, c'est surtout grâce à une innovation théorique dans la défense sicilienne que Miguel Najdorf entra dans l'histoire du noble jeu. La variante Najdorf, mondialement connue grâce à l'utilisation brillante qu'en fit le champion du monde américain Bobby Fischer, fait aujourd'hui à elle seule l'objet de livres entiers.

Pierre Barthélémy

Lucien Mazenod

Un éditeur obstiné

LUCIEN MAZENOD, fondateur des éditions Mazenod, est mort, lundi 30 juin, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans. Né en 1908 à Genève, il y fait ses études aux Beaux-Arts avant de s'installer à Paris, où il côtoie de nombreux artistes. Avec Fernand Léger, il travaille à la décoration du pavillon des Temps nouveaux, créé par Le Corbusier pour l'Exposition internationale de Paris de 1937. C'est entre Genève et Lyon que Lucien Mazenod commence son activité d'éditeur, publiant d'abord son propre ouvrage, *L'Art primitif en Suisse*, en 1942.

Dans l'immédiat après-guerre, il se met à concevoir ce qui sera son entreprise la plus illustre : la collection « L'art et les grandes civilisations », avec ses livres de 600 pages, pesant 3 à 4 kilos et comptant un millier de photographies. En 1965 paraît le premier de la série, *Préhistoire de l'art occidental*, d'André Leroi-Gourhan, véritable défi par le sujet comme par la lourdeur de l'investissement et qui allait devenir, sans tarder, un classique. Vendu à plus de 80 000 exemplaires, il ne fait pas figure d'exception dans cette collection préparée minutieusement et élaborée au rythme maximum d'un titre par an. *L'Art grec*, de Kostas Papaioannou, ou *L'Art africain*, de Lucien Stéphan et Jacques Kerchache, figurent parmi ces ouvrages impressionnants, tirés en moyenne à 25 000 exemplaires et régulièrement réimprimés. En 1984, cet éditeur obstiné perdait le contrôle de la maison qui portait son nom. Elle allait devenir, à la suite d'un règlement judiciaire, Citadelles, puis Citadelles et Mazenod.

Marion Van Renterghem

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Annick et Christian se réjouissent que

Laurence et Charles-Antoine aient donné un petit frère à

Clément :

Edouard

est né le 5 juillet 1997.

Boutroy Deloris, 56, rue de la Station, 95130 Franconville.

Carole et Jacques SÉE

ont la joie d'annoncer la naissance de

Maud,

le 5 juillet 1997.

15, rue de Chartres, 92200 Neuilly-sur-Seine.

Anniversaires de naissance

Heureux anniversaire,

Aline,

11 juillet, 21 h 15.

François.

Heureux anniversaire,

Papi Paul.

Pierre, Jeanne et Chloé.

Le 10 juillet 1997.

Tu as vingt ans.

Pierre-Edouard.

Nous t'embrassons très fort.

Papa, maman, Lili, Nana, Chouchou, Et les autres.

Mariages

Anne ESCURE,

Alain WIEDER,

sont heureux de faire part de leur mariage, célébré le samedi 5 juillet 1997.

25, rue Georges-Vogt, 92190 Meudon.

Catherine TRIADOU

et

Charles R. JAMEUX

ont le plaisir d'annoncer leur mariage, le 12 juillet, à Espalion (Aveyron).

Béatrice MULLER

et

Jean-Claude MARGUERON

sont heureux d'annoncer qu'ils se sont mariés dans l'intimité, le 5 juillet 1997.

17, rue du Château-d'Eau, 75010 Paris.

Décès

Le conseil d'administration de la Fondation d'Agustean

a la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Josette BARBÉ,

infirmière au dispensaire du ministère de la justice,

survenu le 6 juillet 1997.

Les obsèques ont été célébrées le jeudi 10 juillet, à 11 h 15, en l'église de Gouville (Oise).

Ses collègues et amis expriment leur profonde sympathie à sa famille.

— Michel Biskin, son fils,

M^{me} Lucy Casalin, M^{me} André Ridel, Toute sa famille,

Et ses nombreux amis, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Esther BIKSON,

survenu le 6 juillet 1997.

Les obsèques auront lieu le vendredi 11 juillet, à 11 heures, à la porte principale du cimetière Montparnasse, boulevard Edgar-Quinet.

— M^{me} Lucie Biskin, son épouse,

M^{me} Lucie Biskin, son épouse,

M^{me} Lucie Biskin, son épouse,

M^{me} Lucie Biskin, son épouse,

M^{me} Lucie Biskin, son épouse,

M^{me} Lucie Biskin, son épouse,

M^{me} Lucie Biskin, son épouse,

M^{me} Lucie Biskin, son épouse,

M^{me} Lucie Biskin, son épouse,

M^{me} Lucie Biskin, son épouse,

M^{me} Lucie Biskin, son épouse,

M^{me} Lucie Biskin, son épouse,

M^{me} Lucie Biskin, son épouse,

M^{me} Lucie Biskin, son épouse,

M^{me} Lucie Biskin, son épouse,

M^{me} Lucie Biskin, son épouse,

M^{me} Lucie Biskin, son épouse,

M^{me} Lucie Biskin, son épouse,

M^{me} Lucie Biskin, son épouse,

M^{me} Lucie Biskin, son épouse,

M^{me} Lucie Biskin, son épouse,

M^{me} Lucie Biskin, son épouse,

M^{me} Lucie Biskin, son épouse,

M^{me} Lucie Biskin, son épouse,

M^{me} Lucie Biskin, son épouse,

M^{me} Lucie Biskin, son épouse,

— M^{me} André Holleaux,

son épouse,

M^{me} André Holleaux,

son épouse,

M^{me} André Holleaux,

son épouse,

M^{me} André Holleaux,

son épouse,

M^{me} André Holleaux,

son épouse,

M^{me} André Holleaux,

son épouse,

M^{me} André Holleaux,

son épouse,

M^{me} André Holleaux,

son épouse,

M^{me} André Holleaux,

son épouse,

M^{me} André Holleaux,

son épouse,

M^{me} André Holleaux,

son épouse,

M^{me} André Holleaux,

son épouse,

M^{me} André Holleaux,

son épouse,

M^{me} André Holleaux,

son épouse,

M^{me} André Holleaux,

son épouse,

M^{me} André Holleaux,

son épouse,

M^{me} André Holleaux,

son épouse,

M^{me} André Holleaux,

son épouse,

M^{me} André Holleaux,

son épouse,

M^{me} André Holleaux,

son épouse,

M^{me} André Holleaux,

son épouse,

M^{me} André Holleaux,

son épouse,

M^{me} André Holleaux,

son épouse,

M^{me} André Holleaux,

son épouse,

M^{me} André Holleaux,

son épouse,

M^{me} André Holleaux,

son épouse,

M^{me} André Holleaux,

son épouse,

M^{me} André Holleaux,

son épouse,

M^{me} André Holleaux,

son épouse,

M^{me} André Holleaux,

son épouse,

M^{me} André Holleaux,

son épouse,

M^{me} André Holleaux,

son épouse,

M^{me} André Holleaux,

son épouse,

M^{me} André Holleaux,

son épouse,

M^{me} André Holleaux,

son épouse,

M^{me} André Holleaux,

son épouse,

M^{me} André Holleaux,

son épouse,

M^{me} André Holleaux,

son épouse,

M^{me} André Holleaux,

son épouse,

M^{me} André Holleaux,

son épouse,

M^{me} André Holleaux,

son épouse,

M^{me} André Holleaux,

son épouse,

M^{me} André Holleaux,

son épouse,

M^{me} André Holleaux,

son épouse,

M^{me} André Holleaux,

— M^{me} André Holleaux,

son épouse,

M^{me} André Holleaux,

son épouse,

M^{me} André Holleaux,

son épouse,

M^{me} André Holleaux,

son épouse,

M^{me} André Holleaux,

son épouse,

M^{me} André Holleaux,

son épouse,

M^{me} André Holleaux,

son épouse,

M^{me} André Holleaux,

son épouse,

M^{me} André Holleaux,

son épouse,

M^{me} André Holleaux,

son épouse,

M^{me} André Holleaux,

son épouse,

M^{me} André Holleaux,

son épouse,

M^{me} André Holleaux,

son épouse,

M^{me} André Holleaux,

son épouse,

M^{me} André Holleaux,

son épouse,

M^{me} André Holleaux,

son épouse,

M^{me} André Holleaux,

son épouse,

M^{me} André Holleaux,

son épouse,

M^{me} André Holleaux,

son épouse,

M^{me} André Holleaux,

son épouse,

M^{me} André Holleaux,

son épouse,

M^{me} André Holleaux,

son épouse,

M^{me} André Holleaux,

son épouse,

M^{me} André Holleaux,

son épouse,

M^{me} André Holleaux,

son épouse,

M^{me} André Holleaux,

son épouse,

M^{me} André Holleaux,

son épouse,

M^{me} André Holleaux,

son épouse,

M^{me} André Holleaux,

son épouse,

M^{me} André Holleaux,

son épouse,

M^{me} André Holleaux,

son épouse,

M^{me} André Holleaux,

son épouse,

M^{me} André Holleaux,

son épouse,

M^{me} André Holleaux,

son épouse,

M^{me} André Holleaux,

son épouse,

RÉGIONS

LE MONDE / VENDREDI 11 JUILLET 1997

TRANSPORTS Dominique Voynet, ministre (Verts) de l'aménagement du territoire et de l'environnement, vient de recevoir un rapport alarmant sur l'expansion démesurée

du trafic de poids lourds dans les montagnes frontalières françaises, Pyrénées et Alpes. ● CE RAPPORT, rédigé par plusieurs associations, établit notamment que la France dé-

tient le record d'Europe en matière de fret routier dans ces zones, avec un total de 100,9 millions de tonnes en 1995 (42,8 pour les Alpes, 58,1 pour les Pyrénées), soit 88 % du to-

tal route-rail : 115,1 millions de tonnes. ● 49,5 MILLIONS DE TONNES ont emprunté les routes pour le transit, 51,4 pour les échanges. ● LES AUTEURS PRÉ-

CONISENT un transfert du fret vers le rail et la voie d'eau ● DANS LA VALLEE DE CHAMONIX, les habitants sont exaspérés par la pollution due au trafic des poids lourds.

Le trafic poids lourds dans les montagnes françaises a triplé depuis 1984

Un rapport remis au ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement établit qu'une part écrasante du fret international, dans les Alpes et les Pyrénées, emprunte la route. Deux mille camions traversent chaque jour la vallée de Chamonix vers le tunnel du Mont-Blanc

ANNECY

de notre correspondant

Au pied du mont Blanc, la colère gronde. Mais le tollé des riverains de la Route blanche, la mal nommée, ne parvient pas à couvrir le vacarme des deux mille poids lourds qui l'empruntent chaque jour. « Quand on se promène sur le chemin, on a les comités ou-dessus de la tête », s'exclame Marcel Bonenfant. « Pas question de lire dehors, ni de boire l'apéritif en terrasse », renchérit son voisin Gabriel Simond. Alice Coutet a dû transférer ses chambres au rez-de-chaussée. Quand à Robert Roux, la pionnière de ces rebelles découragés, elle ne parvient plus à louer son chalet.

En 1962, ces habitants du village des Bossons ont vu leur propriété traversée par une route nationale transformée depuis en 2x2 voies. Ouvert trois ans plus tard, le tunnel sous le mont Blanc a attiré les

touristes, mais surtout les camions. Cinq mille trois cents l'ont emprunté la première année. On en a dénombré 730 000 l'an passé.

Déjà importunés par le bruit des poids lourds, les Chamonixards se doutaient de la nocivité de leurs rejets pour l'environnement. En début d'année, la publication d'analyses sur la qualité de l'air a confirmé leurs craintes et attisé leur mécontentement.

Effectuées entre mars 1995 et juillet 1996 par l'Association pour le contrôle et la préservation de l'air dans la région grenobloise (Ascoparg) à la demande des collectivités publiques, ces mesures ont révélé des taux de poussière, d'ozone, d'oxyde de soufre et d'azote inférieurs aux limites fixées par les directives européennes. En revanche, un capteur installé pendant neuf jours devant une école proche de la rampe d'accès au tunnel a enregistré cinq jours de suite un taux

de fumées noires équivalent au double des recommandations de l'Organisation mondiale de la santé.

La pollution ne se cantonne pas à la vallée. A 4 000 mètres d'altitude, on observe des phénomènes troublants. « Dans les refuges, les gardiens ne servent plus la neige fondue à boire comme autrefois », regrette le guide chamonixard Christian Mollier. Au printemps 1994, l'alpiniste Benoît Chamoux avait fait analyser de la neige ramassée de l'Everest. Elle s'était révélée vingt fois moins polluée que celle du mont Blanc. Deux ans plus tôt, un glaciologue grenoblois, François Maupetit, soulignait la possible influence du trafic routier international sur la ouature de la neige en altitude.

L'HÉGÉMONIE DU CAMION

Conscient des craintes de la population et des professionnels du tourisme, inquiet pour l'image immaculée du troisième site naturel le plus visité au monde, le maire de Chamonix, Michel Charlet (div. d.) demande depuis plusieurs années l'interdiction du trafic des poids lourds qui traversent la vallée pour se rendre au tunnel du mont Blanc. En attendant, il s'emploie à mettre en place une série de dix mesures

100,9 millions de tonnes sur le bitume

Fret international en millions de tonnes

[1995]

■ Poids lourds

□ Trains

42,8

58,1

5,5

ALPES

PYRÉNÉES

CHAMONIX

LAUSANNE

GENÈVE

ANNEMASSE

ANNÉE

CHAMBERY

FRANCE

ITALIE

20 km

178 millions de francs consacrés à la lutte contre les nuisances.

Ce discours agace Denis Du-

croix, l'ancien président de l'Asso-

ciation pour le respect du site du

mont Blanc, née de l'opposition

au projet abandonné de creuse-

ment d'un second tunnel. « C'est

du cynisme, estime-t-il. Ces gens

ont toujours considéré le tunnel

comme une tirelire. Pendant ving-

ting-cinq ans, ils ont méprisé ostensi-

blement les populations locales. »

Son successeur, Georges Unia,

fixe deux impératifs pour sauver

la vallée : la disparition dans cinq

ans du trafic poids lourds et la so-

lution alternative du ferroutage

sur l'axe Lyon-Turin (Le Monde du

8 février). Ces vœux semblent un

brin utopiques. Car le fret routier

devrait augmenter de 40 % d'ici à

2010 en Europe. Même s'il a enre-

gistré une baisse sensible depuis

cinq ans pour des raisons tarifi-

caires, on voit mal le trafic du tun-

nel sous le mont Blanc se reporter

sur le tunnel du Fréjus, qui arrive

alors à saturation. Enfin, la

réalisation de l'option fret du

TGV Lyon-Turin dépendra d'une

volonté politique de financer un

coûteux tunnel de 54 kilomètres.

Chamonix ne se débarrassera pas

facilement de ses camions.

Christophe Vincent

Les « gros culs » devront contourner Montmélian

GRENOBLE

de notre correspondante

Partout où il existe une autre traversée possible, rû-ce en s'acquittant d'un péage d'autoroute, les maires sont en droit d'interdire le trafic de transit aux poids lourds. C'est en substance ce que vient de juger le Conseil d'Etat, en donnant raison au maire (PS) de Montmélian (Savoie) : en février 1994, le maire de cette commune de 4 000 habitants, traversée quotidiennement par quelque 1 800 camions roulant en direction de l'Italie, via le tunnel du Fréjus, avait pris un arrêté contraignant les camions de plus de 12 tonnes qui n'assuraient pas la desserte locale à emprunter l'autoroute A43 Chambéry-Albertville.

Attaqué par la chambre syndicale des transporteurs routiers de Savoie, cet arrêté avait été annulé par le tribunal administratif de Grenoble, au motif que « la liberté d'aller et venir est un droit fondamental et que toute atteinte à ce droit doit être strictement nécessaire et proportionnelle à celle portée à la sécurité publique ». Obstiné, le maire prenait un nouvel arrêté, plus étayé, dans lequel il invoquait le nombre d'accidents mortels mettant en cause des camions. Il

s'appuyait notamment sur l'exemple d'Andorre, où les freins d'un camion avaient lâché, provoquant la mort de neuf personnes. « En l'absence de tout danger identifié localement », le tribunal n'avait pas retenu l'argument pas plus que celui des dommages aux immeubles riverains où les nuisances sonores évaluées pourtant par un expert à environ 73 décibels.

« Le maire a légitimement fait usage de ses pouvoirs de police », corrige aujourd'hui le Conseil d'Etat, qui souligne que l'interdiction n'est « ni générale ni absolue, et ne présente pas un caractère excessif, les transporteurs (...) pouvant contourner l'agglomération par une déviation autoroutière », même à péage. Cette décision, très attendue par d'autres maires, notamment ceux de Saint-Michel-de-Maurienne et d'Alghuebel (Savoie), qui ont pris récemment des arrêtés de même nature, inquiète la chambre syndicale des transporteurs routiers, qui dit craindre que certains transporteurs, « au bout du rouleau », ne puissent pas assumer « cette charge financière supplémentaire ».

Nicole Cabret

Alpes et Pyrénées détiennent le record d'Europe du fret routier

« POUR L'ENSEMBLE des passages frontalières des montagnes françaises, le trafic des poids lourds internationaux a été multiplié par trois de 1984 à 1995 », ainsi se conclut le Livre blanc, intitulé *Transports internationaux en montagne*, sorti de l'impression, que huit associations environnementales françaises ont remis à Dominique Voynet, ministre (Verts) de l'aménagement du territoire et de l'environnement, vendredi 4 juillet. Ce rapport, financé par la direction de la nature et des paysages du ministère de l'environnement - alors sous l'autorité de Corinne Lepage -, distingue six iniquités « originales » françaises.

Ainsi, « la France est (...) le pays d'Europe qui voit passer dans ses montagnes le plus grand volume de trafic international de fret », échanges avec les pays tiers et transit (marchandises entrant en France, puis ressortant) confondus : 100,9 millions de tonnes passent par la route, pour un total route-rail de 115,1 millions de tonnes en 1995 (51,5 pour les Alpes, 63,6 pour les Pyrénées), soit plus de la moitié du fret international de l'ensemble des montagnes frontalières européennes. Pour les seuls échanges (62 millions de tonnes), le trafic s'effectue à 83 % par poids lourds.

L'Hexagone détiend également le record

d'Europe du volume de fret de transit, avec 59,1 millions de tonnes - l'équivalent du transit suisse et autrichien - dont 49,5 millions par la route.

BLOCAGE DU SYSTÈME

Dans ces conditions, « il faut s'attendre à environ 50 000 poids lourds internationaux par jour [contre 19 000 aujourd'hui] dans les montagnes frontalières françaises d'ici vingt ans », écrit André Etchéco, chercheur au CNRS et coordonnateur de l'ouvrage, en soulignant que « ces estimations révèlent des impossibilités techniques si aucune disposition de nature politique n'intervient (...) si les habitudes des transporteurs ne se modifient pas ». Le chercheur prédit un blocage total du système, « car aucune des infrastructures routières existantes ne permettra le trafic envisageable ».

Le Livre blanc tente ensuite de proposer une alternative à cette « vague déferlante de poids lourds », en ne laissant au trafic routier à travers les massifs que les transports de marchandises répondant aux besoins locaux. Le rapporteur demande un transfert du fret vers le rail et la voie d'eau et une refonte de la prise de décision en matière d'infrastructures : les pistes esquissées dessinent une réo-

rientation radicale de la politique du « tout routier ».

Un tel changement exige « de passer d'une connaissance départementale des trafics à une connaissance nationale et internationale ». Selon les auteurs, les sources statistiques officielles « sous-estiment » ce trafic d'au moins 30 %.

Le Livre blanc insiste également sur la nécessité de connaître les besoins, tant du côté des transporteurs que des entreprises : ce recensement permettrait d'appréhender les exigences des producteurs et des consommateurs et d'envisager des circuits de transports alternatifs ou des produits de substitution.

Deuxième réforme nécessaire, celle des procédures de décision. Outre la réforme des enquêtes publiques annoncée par Lionel Jospin, « il appartient à l'Etat de présenter une alternative de projets avec pour chacun, avantages et inconvénients aux plans écologique, paysager, économique, humain », estime le rapport. En outre, les services de l'Etat devraient notamment vérifier « scientifiquement » les études d'impact, présenter des dossiers complets.

Sylvia Zappi

Jean-Claude Gayssot-Dominique Voynet : l'attelage inattendu

JEUDI 10 JUILLET pour le premier, vendredi pour la seconde, Jean-Claude Gayssot, ministre (PC) de l'équipement, des transports et du logement, et Dominique Voynet, ministre (Verts) de l'aménagement du territoire et de l'environnement, réunissent leur

première conférence de presse. Avant même ces deux rendez-vous, l'inflexion de la politique menée dans les domaines partagés par les deux ministres était déjà manifeste, avec une série de mesures annoncées très rapidement, essentiellement par M^{me} Voynet.

Pourtant, revenir sur des décisions (ouverture de l'enquête publique sur l'autoroute A 51 Grenoble-Sisteron), stopper des projets ou abandonner des équipements (canal Rhin-Rhône à grand gabarit, Superphénix), rouvrir la concertation sur l'extension de l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle (lire page 15), ne suffit pas : le gouvernement devra rapidement passer à une étape plus constructive. D'autant

que dans ces domaines, le « rythme » des réalisations - plusieurs années peuvent séparer la prise de décision du lancement d'un chantier - n'est pas à la mesure des impatiences de l'opinion, pressée de voir des résultats, notamment en matière d'emploi. Or on sait déjà, par exemple, que Dominique Voynet s'appuie à rouvrir un débat pendant au moins un an, pour rebâtir le schéma national d'aménagement du territoire laborieusement mis au point par le gouvernement précédent.

SURPRENANTE HARMONIE

Les orientations fixées par Lionel Jospin, les premières actions ponctuelles de ses ministres, permettent de dégager quelques lignes directrices : démocratisation de la prise de décision, afin d'éviter que des équipements lourds soient lancés, moins pour la défense de l'intérêt général que par la force des lobbies, des logiques financières, voire... des habitudes ; prise en compte de l'impact des grands équipements sur le territoire, non seulement en termes nationaux, mais aussi au niveau local ; rééquilibrage des différents modes de transport (rail, route, vols navigables) - le

rapport que vient de recevoir M^{me} Voynet sur l'explosion du trafic de poids lourds dans les montagnes françaises montre l'urgence d'une telle réflexion (lire ci-dessus) - et, au sein du réseau routier, entre les routes et les au-

moyens budgétaires. C'est évidemment sur ces points cruciaux que pourrait diverger l'attelage Voynet-Gayssot. Cet attelage, aujourd'hui, semble tirer dans le même sens, avec une harmonie presque surprenante, compte te-

Réformer la déclaration d'utilité publique

Lors de sa première audition devant la commission de la production et des échanges de l'Assemblée nationale, présidée par André Lajoinie (PC), mercredi 9 juillet, Dominique Voynet a annoncé la préparation, avant l'été 1998, d'une réforme de la procédure de déclaration d'utilité publique. M^{me} Voynet, qui a souligné le caractère obsolète de la procédure, une « vieille dame d'un siècle et demi », a indiqué qu'il fallait que l'opinion soit interrogée « plus en amont », sur « l'opportunité et les modalités » du projet.

M^{me} Voynet a précisé qu'il convenait de passer d'une « culture jacobine » à une « culture de concertation ». Yves Cochet (Verts, Val-d'Oise), qui s'est félicité de cette annonce, a souligné que « ce n'est pas au moment où le projet est ficelé » qu'il faut lancer une enquête publique, ajoutant qu'il fallait qu'« une idée soit débattue démocratiquement » avant qu'elle se concrétise. Le principe de cette réforme avait été annoncé par Lionel Jospin dans sa déclaration de politique générale le 19 juin.

toroutes. Il conviendrait ensuite d'ordonner ces principes dans le cadre d'une politique cohérente, axée autour de deux priorités : concilier l'aménagement du territoire avec la protection de l'environnement, le développement de l'emploi avec la stabilité des

nu des itinéraires et des personnalités très différents des deux ministres.

Sur la méthode, Dominique Voynet, sans contester plus médiatique, n'a pas peur des effets d'annonce, alors que son collègue

des transports entre dans ses dossiers avec une grande prudence. Sur le fond, le communiste a écarté d'emblée la logique du « mara-tout » autoroutier souhaité par la Verts. En revanche, les deux ministres qui, chacun à leur manière, font de l'emploi une évidence prioritaire, se rejoignent pour juger que les programmes de réhabilitation de logements sont désormais bien plus créateurs d'emplois que certains grands travaux. De même, en matière d'infrastructures routières, tous deux jugent que l'entretien et l'amélioration de la voirie existante sont moins coûteux et plus riches en emplois que le percement de nouveaux axes autoroutiers.

PRIORITÉ À L'EMPLOI

C'est une des raisons pour lesquelles le cabinet du ministre des transports voudrait transférer au réseau des routes nationales une partie de l'argent consacré au schéma autoroutier, sans cacher que le « mode d'emploi » d'un tel transfert n'est pas encore trouvé : car il s'agit, évidemment, d'opérer à enveloppe budgétaire constante.

Un problème similaire se pose pour les projets de TGV : le ministère des transports semble dési-

reux de ne pas tailler à la hache dans un programme ambitieux, ne serait-ce - là encore - que parce qu'il s'agit d'un gisement d'emplois.

Ainsi le projet de TGV-Est, un train pourtant jugé de façon générale plus « politique » qu'« économique », pourrait bénéficier, compte tenu de l'état d'avancement du dossier, d'une « première priorité ». Encore qu'il n'y ait pour le moment pas un sou pour cofinancer quelque TGV que ce soit dans le budget de l'Etat. Il faudrait donc desserrer la contrainte budgétaire, mais par le seul redéploiement de moyens existants. Vaste programme, si l'on songe aux sommes en cause...

Au bout du compte, sauf « retournements » écartés à l'avance par le premier ministre, l'impératif écologique devrait désormais être considéré comme une contrainte structurelle forte de l'action du nouveau gouvernement. Il restera à la gauche « plurielle » à apporter la preuve que cette mutation peut s'opérer sans entraver une croissance économique, aussi convoitée aujourd'hui qu'elle a pu être mise en cause dans le passé.

Jean-Louis Andrieux

HORIZONS

ENQUÊTE

A peine la nuit s'est-elle installée que, à Amran, s'esquissent la noria des Toyota. Les pick-up convergent vers le souk oléi, le marché de la nuit, à une heure de voiture de Sanaa. Il y a là les producteurs et les grossistes; les véhicules chargés, aux plates-formes recouvertes de bâches, et les 4 x 4 encore vides, qui viennent quérir leur précieuse marchandise. Jusqu'au petit jour, le négoce va battre son plein et les transactions se succéder pour que vite, très vite, les convois des revendeurs puissent gagner les confins du pays.

Car d'autres marchés vont alors s'ouvrir, ceux des consommateurs, qui attendent avec impatience l'heure fatidique de leur rituel. Sa Majesté le qat, l'imam vert du Yémen, oblige. Cette plante aux effets légèrement stimulants, interdite en France, règle la vie du pays aussi sûrement que les appels à la prière. Stûb passées les toutes premières heures de l'après-midi, il sera trop tard pour les négociants venus du « marché de la nuit ». Le Yémen presque tout entier, l'écrasante majorité des hommes mais aussi les femmes, sera occupé à « qater ». De toute façon, les feuilles nouvelles et les branches les plus tendres de la plante, que l'on mâche pour en extraire le suc au cours de longues séances collectives ou en vaquant, vaillent que vaillent, à ses occupations, ne se conservent guère plus de vingt-quatre heures après leur cueillette.

Depuis bientôt dix-huit ans, Amran tient lieu de Rungis du qat. Ce choix ne doit rien au hasard, puisqu'une bonne partie de la production se trouve concentrée sur les plateaux montagneux qui entourent Sanaa. Mais Amran doit aussi sa bonne fortune à un fait divers. Auparavant, le plus important marché de gros de la plante aduée tenait ses quartiers à Amr, fief du cheikh Abdallah bin Hussein Al Ahmar, le « patron » de la puissante confédération tribale Hached. A la suite d'une rixe, un producteur de qat fut tué par un membre de la tribu du cheikh. Pour apaiser les esprits, décision fut prise de déplacer le marché plus au sud, plus loin de la production, mais plus près des axes de communication, dont l'essor a révolutionné cette pratique ancestrale limitée, par le passé, par la faible capacité de conservation de la plante.



Pratique ancestrale, la mastication des feuilles hallucinogènes touche une majorité de Yéménites – hommes et femmes. Malgré ses effets néfastes sur l'activité des familles, cette économie informelle représenterait 25 % du PIB et 16 % des emplois du pays

celles entourées de murs de pierre censés dissuader les maraudeurs.

Dans sa ferme située à une demi-heure de route d'Amran, le qat est la première source d'argent, et cela depuis plus de vingt ans. « J'avais travaillé un peu en Arabie saoudite et j'ai compris en revenant au pays qu'on pouvait beaucoup mieux gagner sa vie avec le qat qu'en continuant de planter des céréales », explique-t-il.

HADDI tire les trois quarts de ses revenus du qat. Il a permis à son fils aîné de faire des études et de devenir directeur d'école. Son deuxième fils étudie toujours à l'université, pendant que les deux benjamins aident leur père sur l'exploitation après leurs cours dans l'équivalent du lycée local. Dans les champs surveillés jour et nuit pendant la récolte, on arrose le qat une fois par semaine. Planté il y a une dizaine d'années, celui auprès duquel s'escrime Ali, perché sur un grand escabeau de fer, a une allure de bosquet d'agrément. Les branches, hautes de 6 à 7 mètres, sont dépouillées pour la seconde fois de l'année de leurs pousses les plus tendres.

Tous les cinq ans, les arbres sont élagués pour favoriser la pousse de jeunes tiges. Le bois ainsi récolté est utilisé à la ferme pour cuire le pain. La taille réclame une grande expérience pour que le plant de qat reparte au plus vite. Cette année est bonne : la récolte

Le qat, « imam vert » du Yémen

Le directeur de la sécurité alors en poste à Amran a profité de l'occasion. Il a acheté le carré de terrain où se pressent aujourd'hui les véhicules et installé à la hâte un groupe électrogène chargé de délivrer un semblant de lumière toute la nuit. Selon les observateurs locaux, sa fortune est faite depuis longtemps. Il a d'ailleurs quitté l'administration, il y a belle lurette, pour profiter des revenus considérables procurés par le marché. Sa station-service sommaire, installée près du champ, perçoit une dime de 150 rials par véhicule. Comme plus de cent voitures se succèdent chaque nuit, l'argent gagné en quelques jours dépasse le salaire mensuel d'un fonctionnaire de l'Etat. Et il ne s'agit-là que de rentrées d'argent officielles...

Le vieil Hussein Al Beybiny, qui est chargé de collecter la taxe sur les transactions depuis quinze ans, le reconnaît sans peine : « Je ne touche que 7 000 rials [210 francs] par mois, que voulez-vous que je fasse avec ça ? C'est de l'argent de poche pour mes enfants ! L'Etat ferait mieux de nous donner plus. On ne serait pas obligé de se débrouiller, et les taxes rapporteraient bien davantage. » A Amran, comme partout au Yémen, on « s'arrange » pour le mieux. Les énormes rentrées d'argent assurées par le qat permettent à chacun de tirer son épingle du jeu. Chaque nuit, le marché dégage un revenu de 6 millions de rials. Suivant les « rallonges » glanées ici ou là par les fonctionnaires des impôts auprès des marchands, les

quantités négociées déclarées fluctuent, mais elles sont toujours nettement en dessous du volume réel des affaires.

A Amran, les négociants, les *mousavvirs*, sont les maîtres d'un exercice qui repose sur la confiance. Les cours sont fixés par la loi de l'offre et de la demande. Les boîtes de qat, rangées par six ou par dix dans des stipes de bananier pour conserver leur fraîcheur, peuvent se négocier entre 80 et 250 rials, suivant les variétés et les saisons. Les producteurs remettent leur récolte contre une promesse de règlement à deux jours. Ici, pas d'avance. L'argent de ce qat, vendu nettement plus cher sur les marchés et retourné au négociant, est utilisé pour régler les achats *a posteriori*. Tous les jours en espèces. C'est tout cela que l'on trouve à Amran dans une atmosphère de cour des miracles : le qat, bien sûr, les feuilles de bananier pour son conditionnement, la toile plastifiée pour entourer le tout, et les sacs remplis de rouleaux de billets gagnés à Taëz ou à Sanaa.

Le marché ignore les jours fériés. Chaque nuit, le rituel est reproduit à l'identique et rien n'est parvenu jusqu'à l'en faire dévier. Pas même la guerre de sécession perdue par les sudistes en 1994, trois ans après l'unité, lorsque leurs Mig s'en venaient patrouiller en zone ennemie, en quête de cibles. « A cette époque, se souvient Hussein, le black-out était contourné : les marchands fai-

saient leurs affaires une lampe de mineur collée sur le front ! »

Depuis la défaite des socialistes de l'ancienne République démocratique et populaire du Yémen, la réunification du pays a d'ailleurs consacré « le triomphe du qat », selon une note de l'Observatoire géopolitique des drogues, publiée en mars. Limitée sévèrement par les sudistes, la culture de la plante s'est étendue, de même que sa consommation. Avant l'unité, le Sud n'était autorisé à « qater » que le jeudi et le vendredi. Désormais, tout est permis, et la chique, conservée pendant tout l'après-midi dans une joue rebondie, est devenue presque aussi banale à Aden qu'à Sanaa.

La progression de la culture du qat au cours de ces dernières années est impressionnante. De 1970 à 1980, pour la seule République arabe du Yémen, au nord, les surfaces occupées étaient déjà passées de 10 000 à 70 000 hectares. Cette « révolution verte » bien particulière s'est encore accentuée, surtout depuis 1990. Aujourd'hui, en dépit de l'absence de statistiques officielles fiables, on peut tout de même estimer cette superficie à 120 000, voire à 140 000 hectares.

Selon l'Observatoire géopolitique des drogues, cette expansion s'explique par l'amélioration du niveau de vie yéménite permise pendant cette période par les revenus des travailleurs émigrés dans le Golfe. Contrairement à celui d'Ethiopie, autre grand producteur, le qat produit au Yémen ne

s'exporte pas, sauf clandestinement vers l'Arabie saoudite, et en petites quantités. C'est dans le pays qu'un grand marché de consommateurs s'est constitué. Dans le même temps, les producteurs ont pu enfin disposer des capitaux indispensables pour briguer une culture exigeante en eau – selon la Banque mondiale, elle absorberait 16 % de la consommation courante. Mais les facilités de l'aide alimentaire mondiale ont également détourné l'agriculture yéménite de l'autosubsistance au profit de cette monoculture.

« On peut beaucoup mieux gagner sa vie avec le qat qu'en cultivant des céréales »

La note de l'Observatoire, qui s'appuie sur une enquête officielle consacrée à la consommation des ménages réalisée en 1992, assure que le qat représente entre 20 % et 30 % des dépenses d'une famille. Selon les chiffres autorisés, il constitue un quart de la production agricole et 5,5 % du PNB. La Banque mondiale estime pour sa part que cette culture représente 25 % du PIB et 16 % des emplois du pays. Ces estimations sont particulièrement difficiles à réaliser parce que le rapport statistique

annuel du pays ne prend pas en compte l'économie du qat. Le plan quinquennal adopté en 1996 promet d'y remédier en prévoyant une enquête dont les résultats seraient, enfin, incorporés dans les données officielles.

Le manque d'emprise de la part de l'Etat à tenir compte d'une culture aussi stratégique, aux effets multiples sur le pays – risques d'épuisement des ressources en eau, faible productivité de l'outil économique l'après-midi, appauvrissement des consommateurs –, n'est pas fortuit. Une part considérable de l'économie informelle est alimentée par le qat. Les puissantes tribus yéménites et l'appareil d'Etat, détenteur d'une main de fer par le président Ali Abdallah Saleh, trouvent dans ce négoce des sources de revenus non négligeables.

D'un point de vue social, le qat assure également une importante redistribution des revenus des villes vers les campagnes. Cela explique aussi le manque de mobilisation contre un produit qui n'est véritablement décrié que par une petite élite intellectuelle émanée notamment par le directeur du *Yemen Times*, Abdulaziz Al Sakka.

Vivre sans le qat ? Haddi Al Hakkar n'ose y songer. Le keffieh sur le front et la jambiya – le poignard yéménite – passé dans la ceinture comme le vent la courtine, Haddi est un agriculteur éclairé. C'est lui qui a décidé ses voisins à construire un dispensaire et une école dans le petit hameau agrippé aux collines qui font face à ses par-

est abondante et les arbres ont été épargnés par les maladies. « Ici, assure Haddi, on n'utilise pas de produits chimiques, on jette de la terre sur les orbes pour les traiter. »

De fait, les feuilles des plants sont mates. A Amran, on se défie du qat trop brillant. Il trahit le recours aux traitements chimiques abusifs, qui sont à l'origine d'une expansion inquiétante des cas de cancer. C'est surtout vrai pour le qat le moins cher, le *souti*. Selon les cornasseurs, le *souti* est au qat de qualité, toutes proportions gardées, ce que le crack est à la cocaïne. Mais Haddi est fier de son champ. « La variété cultivée ici, le *meimoumi*, est la meilleure du Yémen », assure-t-il, même si on en pince, au « marché de la nuit », pour le *reili*, qui peut s'arracher jusqu'à 400 rials la boîte (une famille peut se nourrir une journée avec 100 rials).

Le cultivateur de qat est un homme respecté. La différence avec laquelle deux paysans moins fortunés s'adressent à Haddi pour obtenir l'autorisation de planter les parcelles déjà récoltées en témoigne. Le prix élevé des dots des jeunes mariées, dans les zones de production, est une autre preuve de l'aisance que procure « l'imam vert ». Choyé par le pouvoir, abasourdi, sinon béni, par l'islam, le qat a encore l'avenir devant lui. Les épais rouleaux de rials qui s'échangent à Amran restent ses meilleurs avocats.

Gilles Paris
Dessin : Freddy Cats

aut-il avoir peur des jug

Bandine Ar...

P

strale, la mastication
illes hallucinogènes
touche une majorité
éménites - hommes
et femmes. Malgré
ses effets néfastes
sur l'activité
et les ressources
des familles,
cette économie
informelle
représenterait
25 % du PIB et
16 % des emplois
du pays

Faut-il avoir peur des juges ?

par Blandine Kriegel

PASSONS aux aveux : à l'égard des magistrats, nous sommes tiraillés parce que nous avons également peur des juges et besoin de justice. La peur des juges vient du passé. Nous avons connu le gouvernement des juges et notre mémoire en demeure tourmentée. Par l'effet d'une procédure pénale méprisante des droits de la personne, trop longtemps, des magistrats ont pu, sans témoin et sans recours, prendre aux simples mortels que nous sommes, hier leur vie, naguère leur sûreté, leur dignité et leurs biens. La peur des juges a inspiré la Constitution qui n'a confié aux magistrats qu'une autorité judiciaire, se gardant de leur délivrer un véritable pouvoir.

Mais notre besoin de justice s'affirme au présent. Deux principes de la vie démocratique font irrévocablement grandir la place du juge. Le principe d'égalité qui oblige le puissant à comparaître sous la même toise que les sans-grade et exige que personne ne soit au-dessus des lois. Le principe de citoyenneté qui nous conduit à préférer l'arbitrage judiciaire a posteriori des litiges à la gestion administrative a priori du service public. Dans une démocratie, les citoyens qui veulent délibérer acceptent mal de s'en remettre à des administrateurs qui décident sans eux, au nom de l'intérêt général, des grandes orientations nationales. Ils préfèrent l'arbitrage rendu après la confrontation des parties.

Les affaires de justice ont explosé et les juges sont montés au-devant de la scène avec des procédures et un budget archaïques. La classe politique a longtemps hésité devant une réforme inévitable et difficile.

A l'égard de la présomption d'innocence s'est imposée l'idée selon laquelle son respect dépendait prioritairement de la façon dont la personne était traitée et secondairement de la façon dont elle était présentée. Pour instaurer

la présomption d'innocence, il faut réformer la procédure avant de faire la morale aux médias. Le respect de l'anonymat lors de l'enquête préliminaire, la présence d'un avocat dès la première heure de la garde à vue, l'enregistrement des interrogatoires, le désaisissement du juge d'instruction au profit d'un collège de juges après la mise en détention : autant de mesures qui doivent précéder le réajustement nécessaire au droit à l'information et à la présomption d'innocence.

Sur deux autres points, les principes de la réforme sont moins difficiles à exposer que leurs conséquences ne sont malaisées à ajuster. Tout le monde est d'accord : la réforme de la justice est la quadrature du cercle à partir du

l'action publique. Il a paru délicat de réformer à contre-courant de l'opinion, en heurtant des magistrats qui réclament aujourd'hui plus d'indépendance.

Restait alors une autre solution, sur laquelle la Commission a discuté plus longuement. On pouvait imaginer, d'un côté, trouver un équilibre en gardant les instructions particulières que les ministres donnent aux membres du parquet, en alignant toutefois le statut du parquet sur celui du siège. Mais on courait alors le risque gravissime de continuer la politisation d'une main, et d'instaurer le corporatisme de l'autre, en naufragant chemin faisant une politique nationale d'action publique.

C'est un autre équilibre, plus

nommées par les représentants élus, et en élargissant ses fonctions, elle a accru son action et mieux assuré sa légitimité démocratique. Enfin, en encadrant le principe d'opportunité des poursuites par la mise en place d'une politique de l'action publique dont les orientations et les programmes seront représentés par un rapport annuel devant le Parlement, la Commission a proposé de clarifier et de donner un enjeu national à la politique judiciaire.

Dès lors que les orientations de la politique judiciaire seront présentées au pays, acceptera-t-il que 97 % des cambriolages ne soient jamais élucidés, que 53 % des infractions avec auteur connu ne soient pas poursuivies, que le nombre - infime - des magistrats soit demeuré le même qu'en 1910 ? Se contentera-t-il d'une justice de misère ? Tolérera-t-il toujours qu'au nom de la raison d'Etat et du risque de troubles graves à l'ordre public les marins-pêcheurs puissent continuer à inonder tous les Parlements de Bretagne, les syndicalistes à s'acharner pour séquestrer les chefs d'entreprise, les séparatistes à faire exploser des bombes sans être jamais inquiétés ? Acceptera-t-il de perpétuer l'Etat de noo-droit ?

Faut-il avoir peur des juges ? Si ceux-ci, forts de l'assentiment du public pour pratiquer une politique de resserrement, oublient que leur honneur et leur devoir sont de dire le droit et d'assurer au nom de l'intérêt général une bonne justice, s'ils s'engageaient dans la voie d'un ordre replié sur lui-même, défendant sa morale étroite, alors tout serait à craindre. Il y a bien un risque, mais la réforme vaut la peine parce que l'indépendance de la justice est le premier pas de la réforme démocratique de l'Etat.

Blandine Kriegel, philosophe, était membre de la Commission de réflexion sur la justice.

Il y a un risque, mais la réforme vaut la peine parce que l'indépendance de la justice est le premier pas de la réforme de l'Etat

moment où l'opinion est unanime à réclamer en même temps une plus grande indépendance des magistrats et un plus grand contrôle des juges ; d'avantage de liberté des décisions et d'avantage de responsabilités des décideurs ; les magistrats moins soumis aux hommes politiques et plus dociles à la volonté du peuple ; un moyen efficace pour éviter la politisation et pour se garder de la peste du corporatisme ; une potion magique pour nous guérir de la peur des juges et renforcer la justice.

Deux solutions également intéressantes et cohérentes ont été écartées. La première empruntait à l'Amérique une séparation plus complète des statuts de juge et du procureur en faisant des derniers des fonctionnaires nommés par le pouvoir politique. La seconde revenait à notre passé pour ressusciter le chancelier sous les traits d'un procureur général de l'Etat qui aurait été le principal responsable de

subtil, plus complexe et plus audacieux, qui a été trouvé. Il permet de renoncer à la fois à la politisation et au corporatisme. Il repose sur quatre piliers. En supprimant solennellement les instructions particulières par lesquelles le ministre pouvait intervenir dans les affaires, il met un terme au soupçon d'une politisation de la justice. En réformant le statut du parquet et du Conseil supérieur de la magistrature, il transforme l'institution judiciaire elle-même. La Commission a proposé que les magistrats du parquet soient désormais nommés sur proposition du garde des sceaux, mais après avis conforme du CSM, se proposant ainsi de renforcer l'indépendance tout en facilitant la coopération des parquets avec la chancellerie.

En réorganisant le CSM, qui devra désormais comprendre une minorité de magistrats et une majorité de personnes qualifiées

La leçon de Jacques Duhamel

par Jacques Rigaud

Il y a vingt ans, disparaissait, à l'âge de cinquante-trois ans, Jacques Duhamel, député du Jura, maire de Dole, ancien ministre de l'Agriculture puis des Affaires culturelles, et président du Centre démocrate et progrès. Au-delà de la mémoire vive qu'en gardent ceux qui l'ont connu, sa personnalité et son parcours proposent des enseignements encore actuels.

J'ai souvent entendu déplorer le vide laissé dans la vie politique par la disparition prématurée de Félix Gaillard et de Jacques Duhamel. Ce rapprochement n'est pas seulement celui de deux êtres exceptionnellement doués ; avec brio des nuances, ils incarnaient l'un et l'autre un centre gauche, synthèse de libéralisme politique, d'esprit social et d'humanisme laïc, qui les tenait à équidistance de la démocratie chrétienne et du socialisme traditionnel. Trop à gauche pour la droite et trop à droite pour la gauche, cette sensibilité, dérangeante pour les dogmatiques mais dans laquelle se reconnaissaient bon nombre de Français, a été constamment étouffée par la bipolarisation dans laquelle le fait majoritaire a bloqué la vie politique depuis quarante ans.

Ce n'est pas un hasard si Duhamel fut un des plus ardeurs partisans de la « grande fédération » tentée en 1965 et qui échoua en raison des pesanteurs dont le MRP et la SFIO ne surent ni ne voulaient s'affranchir. Cet échec leur fut fatal. A gauche, François Mitterrand sut, à partir de sa percée lors de la campagne présidentielle de 1965, regrouper progressivement autour de lui, puis dans un nouveau Parti socialiste, la gauche non communiste, et l'engager dans une union avec le PC. Le centre n'avait d'autre choix que de s'allier à la droite, même si beaucoup, autour de Jean Lecanuet, nièrent longtemps cette lo-

gique et crurent même pouvoir s'en affranchir avec la candidature d'Alain Pöher à l'élection présidentielle de 1969.

Ce ne fut pas un choix facile pour Jacques Duhamel et ses amis Fontanet, Plevin, Claudius-Petit, qui d'opter alors pour Georges Pompidou. Ce qu'on a cru pouvoir qualifier de ralliement fut en réalité le fruit d'une négociation avec des engagements précis, notamment sur le fonctionnement des institutions et sur l'Europe. De là date vraiment une majorité de droite pluraliste. Le soutien de Lecanuet et de ses amis à Valéry Giscard d'Estaing, en 1974, devait conduire à réunifier le centre, mais à un moment où la maladie éloignait déjà Duhamel de la vie politique active.

Incontestablement social et européen, le centre a durablement influencé la droite, mais, par la suite, l'UDF a « droitisé » le centre, privé de cette sensibilité de centre gauche à laquelle des personnalités comme Raymond Barre, Simone Veil et René Monory ont pu suffire, malgré leurs efforts, à donner toute sa place. C'est en ce sens que Jacques Duhamel aura marqué à la vie politique française, à son équilibre et à sa modernité.

Il est un domaine où, à l'inverse, il laisse une trace durable : la politique culturelle. Bien qu'il n'ait passé que vingt-sept mois rue de Valois, entre 1971 et 1973, il a marqué profondément ce ministère et, au-delà, le paysage culturel. « D'abord continuer, ensuite commencer », fut sa devise. Au-delà de bien des actes positifs, marqués par la tolérance, l'ouverture et l'audace, l'apport principal de Duhamel fut de transformer une contingence en permanence, en donnant à la politique culturelle et à l'administration chargée de la mettre en œuvre une crédibilité politique et administrative que ne leur avait pas vraiment assuré le règne flamboyant mais atypique de Malraux.

C'est à partir de Duhamel que la politique culturelle est devenue une constante de la V^e République. Et la refondation qui s'impose aujourd'hui devrait s'inspirer de certaines intuitions qu'il eut, notamment un concept de développement culturel qui fait de la culture, non seulement un secteur mais une dimension de toute l'action publique et de la pratique culturelle proposée à chacun, l'une des voies d'une citoyenneté plénière.

Il est un autre legs de Jacques Duhamel. Pour l'avoir accompagné tout au long de son parcours politique et de sa carrière gouvernementale, je peux témoigner non seulement de la haute loyauté qu'il faisait de l'Etat et de la responsabilité du pouvoir, mais aussi de sa conception de la morale politique. C'était au temps où l'on dissertait moins sur cette morale qu'on ne la pratiquait, d'ailleurs sans ostentation.

Il est vrai qu'aujourd'hui le métier politique n'était pas décrit comme il l'est aujourd'hui, souvent à tort. L'itinéraire politique de Duhamel et de nombre de ses congénères semble préfigurer un parcours aujourd'hui classique : ENA, Conseil d'Etat, cabinets ministériels, députation et ministères. A ceci près que, pour cette génération, y compris pour les plus favorisés, issus de la bourgeoisie parisienne comme Jacques Duhamel ou son beau-frère, Jean-Louis Funck-Brentano, qui vient de mourir, il y eut, entre une jeunesse insouciante et prometteuse, et une carrière effectivement brillante, un temps singulier qui ne fut pas une parenthèse mais une épreuve, avec ses risques et ses choix : guerre, Résistance, combats, prison, blessures. De quoi donner à ces jeunes une gravité, une mémoire, quelques valeurs sur lesquelles on ne transige pas, et ce « plus jamais ça » qui, pour eux, s'est appelé l'Europe. De quoi aussi se souvenir, pour la vie, que l'Histoire est tragique et que la politique n'est pas un jeu, mais un service et parfois un sacrifice.

Jacques Rigaud a été directeur du cabinet de Jacques Duhamel.

Les Celtes et les bibliothèques gay par Guillaume Villeneuve

A en croire Frédéric Martel, les homosexuels français auraient grand tort de vouloir se constituer en ghetto ou de se prendre pour objet d'étude en succombant à un militantisme radical à l'américaine (*Le Monde* du 27 juin). M. Martel n'aurait peut-être pas aussi loin qu'Alain-Gérard Slama qui, dans un article du *Figaro* du 30 juin, affirme que les homosexuels jouissent d'une « tolérance acquise depuis trente ans » (sic). Du moins estime-t-il que la « porrie des droits de l'homme » n'a pas de leçon à recevoir des Américains et que ceux-ci sont homosexuels, en dignes disciples de La Fontaine, ont intérêt à être patients plutôt qu'à user « de la force et de la rage ».

Le problème, c'est que la vie est

courte et que la situation actuelle des homosexuels anonymes n'a rien de comparable à celle des intellectuels célèbres cités par Frédéric Martel. On ne jouit pas en province ou en banlieue des protections des habitudes du séral. On y est journellement traité, contre la loi, de « pédé », on y perd son travail et la sérénité des « créateurs singuliers et libres » dont l'Etat minoritaire ne provoque, à en croire notre auteur, aucune amertume, aucune souffrance.

Le problème, c'est que l'Etat lui-même, en France, exerce contre l'homosexualité une discrimination permanente, envers et contre ses propres lois. Que répondrait M. Martel au professeur radié des cadres de l'éducation nationale sous prétexte de

troubles psychiatriques - en réalité pour homosexualité, à moins que ce ne soit pour négritude - qui, au terme de huit ans de procédure, obtient enfin condamnation de l'Etat et du ministre concerné, notre très vertueux premier ministre d'aujourd'hui ? Sans doute, en très jeune enseignant du droit public qu'il est, M. Martel affirmerait-il que la justice a fini par triompher, grâce au droit français. A quel prix ?

Quelles sont les névroses qui se constituent jour après jour chez les adolescents français homosexuels ou bisexuels, soumis au martelage de la majorité triomphante et de ses modèles, faute de pouvoir exprimer impunément leur identité ? Que pensent de la société française - c'est encore un problème de minorité - les jeunes

filles voilées ostracisées qui ont obtenu du tribunal administratif, y sacrifiant certaines des années les plus importantes d'une vie, condamnation de l'Etat et de l'éducation nationale en vertu de ses lois ?

Tout se passe comme si certains, dont M. Martel, voulaient inverser le cours de l'Histoire et, mutatis mutandis, demander aux jeunes Français issus de l'immigration d'adopter un profil aussi bas que leurs parents immigrés des années 60, d'accepter bien docilement de flotter sur la Seine comme en octobre 1961. Faut-il continuer d'alimenter les bûchers de Sodome ? Ce que nos bons apôtres feignent de ne pas voir, c'est qu'on ne tolère et on ne respecte que ceux qui ont les mêmes droits que soi. Pour obtenir le droit à l'indifférence, il faut d'abord avoir justifié celui d'être différent.

Au nom de quoi, sinon d'un racisme qui n'ose pas dire son nom, interdirait-on aux homosexuels d'engager des études gay et lesbiennes, comme les juifs ou les Noirs peuvent se prendre comme objet d'investigation ? M. Martel, au nom des mêmes principes, a-t-il l'intention de bouter, au hasard, MM. Wiesel, Césaire ou Chamoiseau sous prétexte qu'ils « tombent dans le piège identitaire » ?

L'Histoire, écrite par et pour la majorité, nous prouve que n'ont subsisté que les minorités suffisamment constituées pour résister, voire s'étendre, comme les chrétiens des catacombes. Vient un jour où l'on prétend avoir dignité d'homme, non plus de rat. S'imaginer-t-on que Martin Luther King et les militants des droits civiques ont pu se contenter d'un « si l'vous plaît », tout non-violents qu'ils fussent, pour gagner leurs droits dans une société raciste ? N'en déplaît à M. Martel ou à ceux, toujours fort bien installés, qui voudraient sauvegarder tout à la fois le prétendu « modèle d'intégration à la française » et leur bonne conscience, il y a beau temps que ce modèle est mort. Il

y a beau temps que les descendants des Celtes font mentir Aristote pour qui « les Celtes tiennent en haute estime, ouvertement, l'amour homosexuel » (*Politique* 1269b 27).

Une société, cas presque unique dans le monde occidental, où 15 % d'électeurs votent Front national, dont tous les pouvoirs, politiques, économiques, éducatifs ou médiatiques, cantonnent l'immense majorité des homosexuels déclarés, des Français noirs ou d'origine maghrébine dans des rôles subalternes ou invisibles, une telle société n'intègre rien et ne pourra rien intégrer sans des changements législatifs radicaux.

Au nom de quoi, sinon d'un racisme qui n'ose pas dire son nom, interdirait-on aux homosexuels d'engager des études gay et lesbiennes ?

Oui, en l'occurrence - les droits des minorités - la France devra « importer » et étudier les solutions de l'étranger pour vraiment connaître l'égalité et la liberté qu'elle prétend, avec une inaltérable hypocrisie, incarner à la face du monde. Qu'oo le veuille ou non, elle continuera de s'américaniser en adoptant les principes d'affirmative action, de quota, qui sont, en l'état de la science politique, les seules manières pacifiques de donner leur place à ceux qui ne l'ont pas et qui ne peuvent plus accepter l'inacceptable.

Guillaume Villeneuve est traducteur littéraire.

CORRESPONDANCE

Une lettre de Pierre Bourdieu

A LA SUITE de la publication dans *Le Monde* du 27 juin du point de vue de Frédéric Martel, « Dans la solitude des bibliothèques gay », Pierre Bourdieu, sociologue, professeur au Collège de France, nous a adressé la lettre suivante :

J'ai été surpris de lire cet article dont une bonne partie est consacrée au colloque du Centre Pompidou sur les « cultures gay et lesbiennes » et qui contient une série de contre-vérités et d'absurdités.

Je n'ai pas « patronné » la création d'une bibliothèque gay ; j'ai accepté, l'an passé, de parrainer, avec Michelle Perrot et quelques autres universitaires, un projet illusoires d'archives et de documentation sur l'histoire des homosexualités. Je n'ai pas prononcé la conférence d'ouverture du colloque ; j'ai été le cinquième intervenant de la première séance. Je n'ai pas proposé de déplacer sur le terrain des études gay la radicalité que les sciences sociales auraient perdue ; j'ai dit que les études gay et lesbiennes posaient aux sciences sociales des questions qui

pouvaient contribuer à leur faire retrouver une radicalité que la routine universitaire leur a parfois fait perdre.

Si j'ai insisté sur ce point, c'est parce que je venais de m'inquiéter de la possible « ghettoisation » des études gay et lesbiennes, qui ne seraient plus seulement préjudiciables pour ces études mais pour l'ensemble de la recherche. J'avais déjà évoqué ce problème dans un article de 1990 qui fut critiqué par un des participants. Par conséquent, et contrairement à ce qui est dit dans vos colonnes, la question de la ghettoisation a été débattue. Tout comme la définition du projet même des *gay and lesbian studies*, qui a été au centre des débats de la première journée.

Loin de jouer au « prophète » du mouvement gay et lesbien, j'ai essayé de poser des questions sur ce mouvement social et sur les anti-normes auxquelles il me paraît exposé. Tous ceux qui étaient dans la salle ont compris que ces remarques d'apparence un peu scientistes avaient souvent valeur

de critique radicale. Ce colloque était une réunion internationale sur l'état des études gay et lesbiennes à laquelle ont participé des chercheurs venus des plus prestigieuses universités américaines et qui était destiné à présenter au public français (venu très nombreux) les recherches les plus avancées dans ce domaine. Ma présence n'avait pas d'autre sens que d'apporter mon soutien à cette entreprise. Je déplore que des chercheurs éminents aient pu se sentir diffamés à la « une » d'un grand journal français.

Vos lecteurs n'auront rien lu sur les travaux de ce colloque de première importance que quelques ragots caricaturaux.

Il est regrettable que la fermeture de la vie intellectuelle française soit telle que des questions qui sont discutées dans les universités de toute l'Europe et du monde entier puissent encore apparaître, et dans vos colonnes, comme l'expression d'un « complot homosexuel » contre la pensée et la culture.

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Tél. : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : <http://www.lemonde.fr>

EDITORIAL

La SNCF et la ligne du PCF

La majorité « plurielle » qui soutient le gouvernement Jospin ne durera que si l'ensemble de ses composantes obtient plus de satisfactions que de désagréments. Les Verts ont en d'embûche de quoi démontrer que leur participation n'est pas inutile (arrêt de Superphénix et abandon du projet de canal Rhin-Rhône). Les communistes, eux, ont surtout vu grandir la liste de décisions contraires à leurs demandes. Robert Hue s'est heurté au réalisme de Lionel Jospin.

« L'axe PC-PS » est central, a rappelé le premier ministre, reçu par les députés et sénateurs communistes le 8 juillet. Les décisions annoncées, jeudi 10 juillet, sur la SNCF et les transports s'inscrivent dans ce cadre : elles sont - aussi - des gages donnés au PCF. M. Jospin a besoin des voix communistes à l'Assemblée nationale. M. Hue a besoin de démontrer à ses critiques internes que la participation au gouvernement est payante.

La SNCF a été scindée en deux par le gouvernement précédent, en distinguant le Réseau ferré de France (RFF), qui regroupe les rails et les gares, et l'exploitant des trains (la SNCF). Cette scission est conforme aux directives de Bruxelles, qui veut introduire une concurrence : à terme, il pourrait y avoir plusieurs exploitants des lignes. En échange de cette réforme fondamentale, M. Juppé avait décidé de désendetter aux deux tiers la SNCF : sur ses 200 milliards de francs d'endettement, 134 milliards ont été repris par l'établis-

Du bon et juste usage des milliards agricoles

LA CONTRADICTION est flagrante. D'un côté, une population active agricole qui, malgré les obligations venues de toutes parts pour inciter les jeunes à choisir les métiers de la terre et les activités rurales, s'étiole d'année en année. De l'autre, une masse d'aides européennes qui continuent à former l'essentiel du budget communautaire des Quinze. L'agriculture française, on le sait, n'est pas une profession de l'avenir. Mais les temps changent. Il n'est pas aujourd'hui de rassemblement syndical qui n'évoque, parfois dans des conditions houleuses, le sujet jadis tabou des « soutiens publics » à l'agriculture. Une expression poétique derrière laquelle se cachent divers enjeux des plus délicats : réajustement ou redéploiement des crédits entre régions ou types d'exploitations, équilibre dans le revenu global entre la vente des produits et les subventions, versements composés, primes à l'herbe ou à la vache allaitante, indemnités pour gommer les handicaps géographiques, aides à l'exportation - ces fameuses « restitutions » qui sont la bête noire des experts de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) depuis les accords de Marrakech (1994).

Le congrès de la FNSEA à Toulouse, en mars, avait ouvert la voie. Nouveau secrétaire général de la fédération, Dominique Charbon s'était interrogé, dans son rapport, sur la façon de « renouveler la légitimité des soutiens européens » et avait proposé avec un certain courage un « réajustement des crédits entre produits, territoires et per-

sonnes », notamment en « mettant à l'étude le principe d'une prime unique à l'hectare ». Une véritable révolution. Il n'en avait pas fallu davantage pour heurter les « traditionalistes » et provoquer l'ire des représentants des grandes cultures, notamment Henri de Benoist, président de l'Association générale des producteurs de blé (AGPB), premier vice-président de la FNSEA, qui avait décidé de ne pas participer au vote.

Au début du mois de juin, le même Henri de Benoist avait dû affronter la grogne d'une partie de ses troupes, entre autres les cultivateurs des régions dites « intermédiaires », qui considèrent que la politique européenne, en raison des références aux rendements et au nombre d'hectares, conduit à les défavoriser par rapport aux plantureuses terres de Beauce ou de Picardie.

Enfin, lors du congrès du CNJA, fin juin, s'est produit un phénomène inédit depuis vingt-cinq ans : le rapport d'activité n'a été voté qu'à une majorité de 65 %, beau-

coup d'« agromanagers » craignant le glissement vers des activités de nature sociale - entretien de l'espace, accueil, animation, valorisation de la ruralité - au détriment du productivisme.

Le récent retour de la gauche au pouvoir n'a fait que décaler un peu plus une réflexion nécessaire et

une remise en cause peut-être salutaire. Louis Le Penec, le nouveau ministre de l'Agriculture et de la Pêche, a été très net devant les céréaliers : « L'agriculture n'échappera pas aux délicats exercices de codage budgétaire européen » pour la période 1999-2005. Ce qui conduit à « à poser la question de l'avenir des soutiens, leur forme, leur répartition et leur niveau ».

Enfouissant le clou, M. Le Penec a persisté et signé devant le CNJA : « Pour que les citoyens acceptent que l'agriculture reçoive des aides, il faut en échange que son utilité sociale soit reconnue par tous (...). La pérennité des aides sera d'autant mieux assurée qu'elles seront orientées équitablement entre agriculteurs sous amplitudes ou conditions naturelles de production ».

ÉCONOMIE ET ÉQUITÉ

Dans l'Union européenne, Paris est l'objet d'une vive offensive lancée par la Commission et par Londres, qui soutiennent que les producteurs de blé ou de colza de l'Hexagone ont été depuis quatre ans généreusement « surpayés » grâce aux automatismes du budget communautaire, au-delà de tout cas de ce qui était légitime. Le trop-perçu aurait atteint la somme phénoménale de 8 à 14 milliards d'euros, lesquels auraient permis de soulager les éleveurs bovins, les tripiers et les producteurs de fruits dans la tourmente. Et, pour couronner le tout, Paris a eu à se débattre avec Bruxelles pour avoir versé à ses exportateurs, en 1996, sur des fonds européens, des « restitutions » excessives évaluées à 1 ou 2 milliards de francs.

La complexité du système montre à quel point les subventions créent en France des agricultures à deux, trois, voire quatre vitesses. 97 % des concours publics versés aux exploitants de Seine-et-Marne - « temple » du blé - proviennent d'aides européennes, contre 65 % dans le Doubs (lait) et 54 % dans les Pyrénées-Orientales (salades, abricots...). Et quand, pour une moyenne nationale de 100, une exploitation de l'Oise (blé) touche 283 francs de subventions, celle de la Manche (lait) n'en obtient que 53.

Même si le fameux mot de Lionel Jospin - « le blé est la manne des nonnains » - apparaît aujourd'hui comme un peu suranné, les disparités entre exploitants restent choquantes. D'autant que ce sont plutôt les exploitations peu subventionnées et peu mécanisées (fruits, vignes, maraîchage, fleurs, porcs) qui ont tendance à créer, lorsque c'est possible, des emplois. En agriculture aussi, l'économie devrait pouvoir se conjuguer avec l'équité.

François Grosrichard

Les anges gardiens - 3 par Ronald Searle



La main américaine tisse la Toile d'Internet

Suite de la première page

Loin de fomenteur un sombre complot, les États-Unis semblent plutôt faire preuve d'un habile opportunisme. En 1996, le Congrès américain votait la Communication Decency Act (CDA). Une loi si sévère et aux termes si peu précis qu'elle pouvait enrayner toute expansion d'Internet dans un labyrinthe judiciaire sans fin. Le 26 juin, la Cour suprême annulait le CDA en le considérant incompatible avec le premier amendement de la Constitution américaine. Bill Clinton attendait-il ce « feu vert » ? Le 1^{er} juillet, il présentait un rapport de l'administration américaine traçant le cadre d'un « commerce électronique mondial ».

Ce texte (consultable sur Internet à l'adresse <http://www.whitehouse.gov/WH/New/Commerce/>) prône la limitation des interventions de l'État et l'harmonisation des règles commerciales afin de créer un espace d'échange planétaire.

En moins d'une semaine, le vent du libéralisme s'est engouffré dans les voiles d'Internet. Comme en 1992, avec le projet de « construction » des autoroutes de

l'information promu par le vice-président Al Gore, l'initiative en revient exclusivement au gouvernement américain. Cinq ans plus tard, alors que le réseau est devenu grand public et multimédia, Bill Clinton passe à la vitesse supérieure.

UNE ÈRE NOUVELLE

La libéralisation du contenu du réseau et la promotion de ses applications commerciales marquent le début d'une ère nouvelle : celle de la création d'une véritable économie d'Internet. Désormais, l'enjeu devient commercial, donc directement financier. Ce sont des centaines de milliards de dollars qui s'échangeront via Internet dans quelques années. Plus question d'abandonner un tel support économique à une expansion naturelle et spontanée et donc incontrôlable. Pour les Américains, il s'agit de reprendre, sans perdre

une seconde, la maîtrise du réseau qu'ils ont habilement laissé se développer dans le monde entier pendant cinq ans.

Le jour même de l'annonce de Bill Clinton, le département du Commerce des États-Unis publiait un « appel à commentaires » destiné à l'ensemble de la population sur le thème de la gestion des noms de domaines, les adresses de sites sur Internet. Cette démarche peut paraître aux limites de l'irréalisme. En France, l'immense majorité des citoyens ne comprendrait pas un trait de mot à l'annonce de la question. Aux États-Unis, le gouvernement choisit de rendre public ce débat déterminant. Il s'agit en effet de définir une position vis-à-vis de l'un des rares mécanismes centralisés du fonctionnement d'Internet.

En 1998, l'International Communication Union (ITU), une agence des Nations unies installée à Ge-

nève, pourrait devenir le nouveau centre du dispositif qui se déplacerait ainsi des États-Unis vers l'Europe. Pas question de prendre ce risque. Les Américains ont jusqu'au 18 août pour s'exprimer.

L'ÉCONOMIE DU RÉSEAU

Une véritable économie du réseau est prête à prendre le relais d'un financement artificiellement alimenté par des subventions plus ou moins masquées. Internet devient donc logiquement un enjeu national pour le gouvernement américain. Bill Clinton profite de la décision de la Cour suprême protégeant la liberté d'expression pour reprendre discrètement mais fermement en main le destin de la Toile. Pendant de temps, en Europe, on s'apprête à organiser des fêtes d'Internet. Mais ce sont les Américains qui mèneront la danse.

Michel Alberganti

RECTIFICATIFS

AXEL KAHN

Contrairement à ce qui était indiqué en page « Kiosque » dans nos éditions du 8 juillet, le professeur Axel Kahn (Institut Cochin de génétique moléculaire) n'est pas vice-président du Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé (CCNE), mais membre du CCNE.

FRANCE-AFRIQUE

La France ne refuse pas d'autoriser des forces multinationales composées de soldats africains pour aider au maintien de la paix

ou à la résolution des conflits en Afrique, contrairement à ce que nous avons écrit dans nos éditions du 5 juillet. Des difficultés de transmission nous ont fait introduire cette information erronée dans un article d'Afsané Bassir Pour, notre correspondante aux Nations unies à New York.

MORALE CIVIQUE

C'est dans l'emploi du temps des classes de première, et non de terminale, comme indiqué par erreur dans *Le Monde* du 3 juillet, que devraient être introduites une ou deux heures de cours de philosophie, consacrées à l'enseignement de la « morale civique »,

ainsi que l'a indiqué Claude Allègre, ministre de l'Éducation nationale, au cours de son audition par la commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale, mardi 1^{er} juillet.

PRÉCISION

HOMONYMIE

Albert Naccache, Libanais résidant à Beyrouth et professeur à l'Université libanaise, nous prie de préciser qu'il n'est pas l'auteur du document sur l'attitude du Monde à l'égard d'Israël signé d'un homonyme et commenté dans « L'avis du médiateur » daté 22-23 juin.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Fiançailles princières

LES FIANÇAILLES de la princesse Elizabeth et du lieutenant Philip Mountbatten ont été annoncées la nuit dernière par un communiqué spécial publié à Buckingham Palace. Le mariage aura lieu à Westminster Abbey avant le printemps prochain et même, croit-on pouvoir préciser, avant le 11 février 1948, début du carême.

Bien entendu, la presse de ce matin est pleine de détails sur les deux jeunes gens et sur les circonstances dans lesquelles ils firent connaissance ; on sait ainsi que la première fois qu'ils se rencontrèrent, la princesse Elizabeth avait onze ans et son fiancé seize, que celui-ci appartenait à la famille germano-danoise des Battenberg (ce qui, anglicisé, a donné « Mountbatten »), qu'il est, par là, apparenté à la famille royale de Grèce et neveu de l'actuel vice-roi

des Indes et que, pratiquement, il est britannique d'éducation - et l'est aussi, selon la loi, par la naturalisation qu'il a obtenue il y a quelques mois.

Il est actuellement officier instructeur dans la Royal Navy. Il offre ainsi le double avantage d'être de sang royal et de ne pas être ou de ne plus être un étranger.

Selon certains bruits, les liens qui l'unissent à la famille royale de Grèce auraient, toutefois, été considérés quelque temps comme un obstacle, ce raison de l'opinion des milieux de gauche. Mais sa naturalisation et le fait qu'il a servi pendant la guerre dans la marine royale ont, de toute façon, fait disparaître ces obstacles, s'ils ont jamais existé.

Jean Lequillier
(11 juillet 1947.)

Le Monde sur tous les supports

Télématique : 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minutail : 3617 code LMDOC ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30

Index et microfilms du Monde : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur Compuserve : GO LEMONDE

Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

ENTREPRISES

LE MONDE / VENDREDI 11 JUILLET 1997

TRANSPORTS La SNCF va procéder à 2 000 embauches supplémentaires en 1997 à la demande de Jean-Claude Gayssot, le ministre des transports. Louis Gallois, le président de la SNCF, s'est en-

gagé à recruter 1 000 cheminots et à prendre en charge un millier des emplois-jeunes voués par le premier ministre, Lionel Jospin. M. GAYSSOT de-

venu un désendettement supplémentaire de 20 milliards de francs pour la SNCF. La dette de la SNCF est désormais réduite à 48 milliards. M. LE RESEAU ferré de France voit son existence confirmée

par le ministre des transports qui avait promis la « réforme de la réforme » votée en février par le Parlement. Les syndicats CGT et CFTD réclamaient sa disparition. M. L'UNICITE du « service public

ferroviaire » pourrait être prochainement réaffirmée par la création d'un organisme qui coifferait la SNCF et le RFF pour harmoniser leurs positions. (Lire aussi notre éditorial page 14.)

L'État désendette la SNCF de 20 milliards de francs contre 2 000 emplois

Jean-Claude Gayssot, ministre communiste des transports, entérine la réforme de l'entreprise ferroviaire et la création du Réseau ferré de France. Un chèque transport pour les chômeurs les plus démunis sera lancé en Ile-de-France

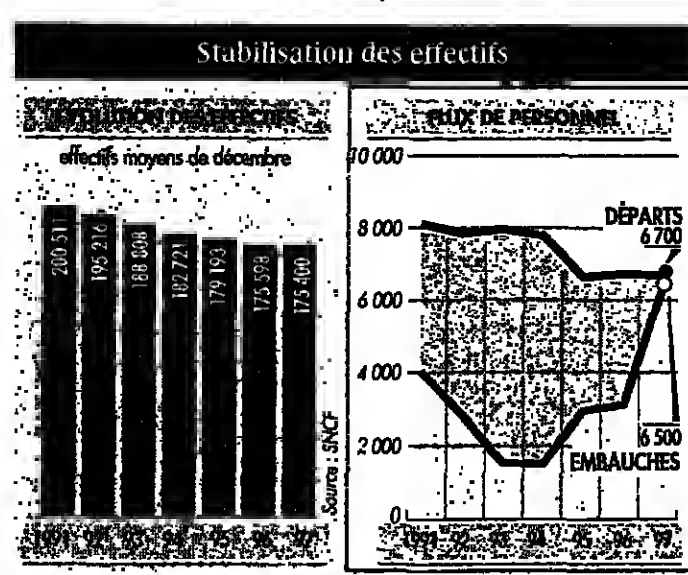
LOUIS GALLOIS, le président de la SNCF, a revu sa copie en termes d'emplois à la demande de Jean-Claude Gayssot (PC), le ministre des transports. Il procédera, avant la fin de l'année, à 1 000 embauches supplémentaires et à 1 000 recrutements dans le cadre des emplois-jeunes annoncés par le premier ministre, Lionel Jospin, et dont le mécanisme devrait être adopté par le Parlement à l'automne. La SNCF sera ainsi la première entreprise publique à être mise à contribution à cet effort national pour l'emploi.

M. Gallois avait décidé d'augmenter de 50 % le nombre de recrutements en 1997 pour renforcer l'efficacité des secteurs en contact avec la clientèle (services commerciaux, agents d'accompagnement et conducteurs de trains). Mais au total, compte tenu des départs à la retraite (6 700), le budget de la SNCF prévoyait 2 200 suppressions d'emplois en 1997. Elles sont ramenées quasiment à zéro.

L'entreprise ferroviaire voyait jusqu'à présent des effectifs diminuer d'année en année. Il y avait

200 000 cheminots en 1991. Il n'y en a plus que 175 000 aujourd'hui. M. Gayssot avait insisté auprès du président de la SNCF pour que ces nouveaux cheminots se trouvent en contact avec les voyageurs et les clients, notamment en Ile-de-France.

M. Gayssot devait également annoncer, jeudi 10 juillet, les grandes lignes de la « réforme de la réforme » qu'il avait promise pour la SNCF. Le ministre des transports a obtenu un désendettement supplémentaire de 20 milliards de francs pour la SNCF. La dette de la SNCF avait déjà été ramenée à 68 milliards de francs par le précédent gouvernement, grâce au transfert de 134 milliards de francs au nouvel établissement public Réseau ferré de France (RFF). Cette fois-ci, les 20 milliards de francs devaient être transférés au service annexe d'amortissement de la dette institué en 1990, au sein du budget de l'Etat. La dette de la SNCF est désormais réduite à 48 milliards. De source proche du dossier, on précise toutefois que l'« orthodoxie maastrichtienne » de



En déclinant d'embaucher 2 000 personnes supplémentaires cette année, Louis Gallois, président de la SNCF, stoppe l'érosion des effectifs.

ce mécanisme devra être vérifiée auprès de la Commission européenne pour ne pas risquer d'alourdir la dette de l'Etat de 20 milliards de francs avant l'échéance de l'euro. De fait, M. Gayssot a validé l'architecture de la réforme de la SNCF votée par le Parlement en février. Le RFF, dont le conseil d'administration devait adopter le premier budget vendredi 11 juillet, ne sera pas remis en cause. Il est chargé d'entretenir et de construire les voies ferrées, à charge pour lui de percevoir des péages auprès de la SNCF, cantonnée au rang d'opérateur ferroviaire. Son existence est contestée par les principaux syndicats cheminots, notamment la CGT et la CFTD. Bernard Thibault, secrétaire général de la CGT, avait écrit, le 13 juin, au ministre pour lui demander

en préalable « l'abrogation des dispositions créant RFF ». La CGT pourrait-elle accepter l'arbitrage du ministre communiste des transports à huit mois des élections professionnelles à la SNCF et au moment où le nouveau syndicat SUD a l'intention de marquer la CGT sur sa gauche ? Dans l'entourage du ministre, on explique que le recentrage des missions de la SNCF autour du métier d'opérateur constituait un « point positif de la réforme » mais qu'il convenait de « financer la réforme ». Les 20 milliards de francs de désendettement supplémentaire vont soulager la SNCF de 1,2 à 1,4 milliard de francs de charges financières. De quoi aider M. Gallois qui vise le retour à l'équilibre pour 1999, après un déficit prévisionnel de 2 milliards de francs en 1997.

Côté dépenses, les exigences du ministre d'augmenter son impact limité. Le coût des 1000 embauches sous statut est évalué à environ 200 millions de francs. Les 1000 emplois-jeunes, en principe des contrats à durée déterminée conclus pour cinq ans et payés au SMIC, devraient être financés à 80 % par l'Etat. La SNCF n'aura à financer que le solde, soit environ 50 millions de francs.

PLUS DE DROIT A L'ERREUR
Dans l'esprit du ministre, le baloo d'oxygène financier a une contrepartie : la SNCF, qui dispose des moyens de se redresser durablement, et peut-être même de renouer avec l'équilibre dès 1998, a plus droit à l'erreur. Les cheminots savent aussi que le monopole de la SNCF sur le réseau de RFF pourrait être un jour remis en cause.

L'entourage de M. Gayssot reconnaît que le financement du RFF doit encore être précisé. Le nouvel établissement a un besoin de financement de 12 milliards de francs par an. Le précédent gouvernement avait prévu de lui attribuer en 1997 8 milliards de francs, prélevés sur les recettes de privatisation, issues pour l'essentiel de l'ouverture du capital de France Télécom. La dotation de 8 milliards étant confirmée, l'origine des recettes le sera-t-elle aussi ?

Le ministre réfléchit également aux moyens d'affirmer l'unicité du « service public ferroviaire » que la SNCF n'est plus seule à incarner. Ses services travaillent à la création d'un organisme - agence ou établissement - qui coifferait la SNCF et le RFF pour harmoniser leurs positions. L'évolution future des péages, gelés pour deux ans, le niveau des investissements et le choix

des technologies sont autant de domaines sensibles pour l'avenir du fer qui devront être arbitrés. M. Gayssot n'exclut pas que cette instance de régulation soit multimodale, c'est à dire qu'elle arbitre les choix d'investissement entre les différents modes de transport, et notamment le rail et la route. Ni qu'elle soit un lieu de concertation entre les pouvoirs publics, les usagers et les gestionnaires d'infrastructure.

En obtenant le transfert au budget de l'Etat de 20 milliards de dettes et la garantie que le RFF serait l'un des principaux bénéficiaires des recettes de privatisation déjà glanées, le ministre des transports a obtenu des arbitrages budgétaires précoces.

Au-delà, il lui appartient de faire des choix au sein de son propre ministère. Il sait déjà que son budget de 140 milliards de francs ne sera pas augmenté. Contrairement à ses prédécesseurs, sera-t-il en mesure de choisir entre le RFF et le programme routier, autrement dit entre les TGV et les autoroutes ?

Christophe Jakubyszyn

Une hausse des tarifs de 3,9 % en Ile-de-France

Un chèque transport sera créé pour aider les demandeurs d'emploi les plus démunis relevant de l'assurance-chômage. « Le principe en a été arrêté le 2 juillet par le conseil d'administration de l'Unedif », devait déclarer, jeudi 10 juillet, Jean-Claude Gayssot, ministre des transports, qui souhaite que « l'aide soit opérationnelle avant fin 1997 ».

La hausse des tarifs pour les transports en Ile-de-France, à compter du 1^{er} août, sera limitée à 3,9 % contre 4,5 % prévus. C'est l'augmentation « la plus faible depuis 1991 », selon M. Gayssot. En 1996, elle avait été de 5,2 %. L'augmentation sera modulée en fonction de la distance et du prix des tickets. Celle de la Carte orange, prise en charge pour moitié par l'employeur, sera plus faible pour les zones 1-4 et 1-5. Un carnet de dix tickets sera créé sur le réseau ferré de banlieue exploité par la SNCF et la RATP, ce qui « se traduira par une réduction de 20 % par rapport au ticket vendu à l'unité », selon M. Gayssot. Le prix du billet à l'unité ne subit aucune modification et celui du carnet est fixé à 48 francs.

La CGIP remplace Daimler-Benz comme actionnaire principal de Cap Gemini

LE « FEUILLETON financier » Cap Gemini est-il clos ? Serge Kampf, le fondateur du groupe français de services informatiques, en est persuadé. Il espère pouvoir se consacrer pleinement à ses affaires après avoir tourné, mercredi 9 juillet, la dernière page d'une « saga » commencée en 1991 avec l'entrée de Daimler-Benz au capital de Cap Gemini. Le groupe allemand avait annoncé, le 25 juin, qu'il renonçait à son rôle de premier actionnaire de la société française et qu'il mettait en vente les 24 % détenus par sa filiale Debits. Le 9 juillet, le holding industriel français CGIP, qui détenait 20 % du capital, a fait savoir qu'il était disposé à reprendre ce rôle, en portant sa participation à 30 %. La part des dirigeants de Cap Gemini (17 % du capital) n'est pas modifiée. Celle de la Bourse, en revanche, monte de 39 % à 53 %.

La CGIP qui avait un droit de préemption sur les parts détenues par Debits en vertu d'un accord de 1996, a procédé en deux temps. Elle a d'abord vendu en Bourse, par l'intermédiaire de JP Morgan et de la Société

générale, une partie des actions qu'elle détenait : 14 % exactement, au prix unitaire de 344 francs, soit environ 2,9 milliards de francs. Elle a ensuite racheté les 24 % de Debits, payant 326 francs l'action, soit quelque 4,76 milliards.

En investissant 1,86 milliard de plus dans Cap Gemini, la CGIP donne le sentiment d'avoir soudain changé d'avis : le holding présidé par Ernest-Antoine Seillière avait commencé à se désengager du oméno un européen de services informatiques. « C'est vrai, reconnaît-on chez CGIP. Depuis 1991, l'idée était que Debits prenne le contrôle. » Dans cette optique, le holding ne voulait rester comme minoritaire.

Les aléas de l'alliance avec Daimler-Benz, la complexité du montage financier que ce dernier avait bâti pour sortir de Cap Gemini, et la bonne tenue boursière du titre ont conduit la CGIP à revoir sa position. Debits avait prévu de placer auprès d'investisseurs un emprunt convertible en actions Cap Gemini, mais au bout de quatre ans seulement

« Debits serait en fait resté actionnaire de Cap Gemini pendant cette période, une situation pour le moins ambiguë », souligne-t-on chez Cap Gemini.

Partenaire de Cap Gemini depuis quinze ans, la CGIP a donc décidé de poursuivre l'aventure, pour au moins trois ans. M. Seillière devrait accéder au poste de président du conseil de surveillance de Cap Gemini. M. Kampf, lui, apparaissant en pleine forme et plus du tout décidé à préparer sa retraite, indiquait mercredi qu'il a été « reconduit pour trois ans au poste de président du directoire ». Des six ans passés avec ses actionnaires allemands, il veut retenir un point positif : alors que son groupe était redouté vulnérable par de fortes pertes, « ils nous ont permis de traverser la tempête sans être attaqués, nous avons pu changer le groupe, son organisation, ses offres, ses systèmes de vente ».

Dorénavant, il va falloir dénouer les relations industrielles avec Debits en Allemagne. Cap Gemini détient 19,6 % de Debits Systemhaus, une participation évaluée entre 1 et

1,5 milliard de francs. Mais la priorité pour M. Kampf est de s'attaquer au marché américain. Cap Gemini y est présent depuis 1981 avec 3 500 personnes actuellement. Mais son activité y reste marginale : 0,4 % de part de marché, contre 6 % en Europe.

Si elle affirme qu'il « serait fou » de vouloir s'aligner sur ces 6 % aux Etats-Unis, la direction du groupe indique qu'elle entend procéder à des acquisitions outre-Atlantique. Elle précise cependant qu'il ne s'agit pas de procéder à « une acquisition unique, mais plutôt à plusieurs acquisitions de firmes spécialisées dans certains domaines ».

L'autre ambition de M. Kampf est de revenir à une marge nette de 5 %. Il laisse entendre que cela devrait être possible d'ici trois ans. Cette année, Cap Gemini prévoit une augmentation de 80 % de son bénéfice net, qui s'élevait à 282 millions pour 1996, et un chiffre d'affaires de 19 milliards (contre 14,8 milliards en 1996).

Philippe Le Cœur

Après le départ de Gilbert Amelio, Apple est à nouveau en quête d'un PDG

1985, Steve Jobs. 1993, John Sculley. 1996, Michael Spindler. Et maintenant Gilbert Amelio... Pour la quatrième fois depuis sa création, en 1976, le groupe américain Apple, quatrième fabricant mondial d'ordinateurs personnels, va changer de PDG. Mercredi 9 juillet, dix-sept mois après sa nomination, M. Amelio a été remercié par le conseil d'administration. Ce dernier « n'est pas satisfait des performances financières » du constructeur, a expliqué son directeur financier, Fred Anderson, qui a été chargé d'assurer l'interim, en attendant la nomination d'un nouveau PDG.

M. Amelio, cinquante-quatre ans, était arrivé en février 1996 aux commandes d'Apple, dont il était l'un des administrateurs depuis 1994. Il avait la réputation d'être un redresseur d'entreprise : il venait de sauver de la faillite le fabricant américain de composants électroniques National Semiconductor, dont il était PDG de-

puis 1991. Sa mission était d'enterrer le déclin industriel (pertes de parts de marché et de leadership technologique) et financier (déficits chroniques depuis 1991) du fabricant californien des célèbres Macintosh.

Son éviction signifie, à l'évidence, qu'il n'y est parvenu. « Le fait est que nous ne sommes pas sur

la voie de la croissance », a reconnu M. Anderson, qui a refusé de se prononcer sur une date de retour à l'équilibre financier, pour tant promis pour l'automne 1997 par M. Amelio. Sur les six derniers trimestres, Apple a accumulé 1,6 milliard de dollars de pertes. Sa part de marché, en 1996, est tombée à 5,2 %, contre 7,9 % un an

IBM renonce à vendre son logiciel OS/2 au grand public

Le groupe américain IBM, numéro un mondial de l'informatique, admet la supériorité de Microsoft. Mercredi 9 juillet, IBM a indiqué qu'il renonce à vendre son système d'exploitation OS/2 au grand public, devant la concurrence implacable de Windows de la firme de Bill Gates. « La bataille est terminée. Windows est devenu la force dominante sur le marché », a indiqué le patron d'IBM Europe, William Ethe- rington.

Le système d'exploitation est le logiciel qui gère l'ensemble des fonctions d'un ordinateur personnel. Le logiciel OS/2 avait été mis au point par IBM en 1987. IBM entend malgré tout poursuivre le développement d'OS/2, mais uniquement pour les gros ordinateurs personnels sur lesquels fonctionnent les logiciels « critiques » des entreprises (les serveurs), qui fonctionnent en réseaux. IBM affirme avoir vendu environ 10 millions de licences pour OS/2 à travers le monde.

plus tôt. Au cours du trimestre achevé fin mars 1997, Apple a vu ses ventes régresser à 1,6 milliard de dollars, contre 2,6 milliards un an plus tôt. En Bourse, le titre Apple s'est effondré, touchant, fin juin, son plus bas niveau depuis 1985.

M. Amelio n'a pourtant pas lésiné sur les moyens. Il a procédé à de nouveaux licenciements (près de 6 000, soit 40 % de l'effectif). Il a décidé l'abandon de certains produits considérés comme trop essentiels et recentré l'activité commerciale sur quelques marchés-clés (enseignement, édition, etc.). Le groupe a ainsi « assaini sa trésorerie et réduit ses dépenses d'exploitation », a concédé M. Anderson.

Apple a par ailleurs annoncé, en mai, une nouvelle stratégie technologique : mi-1998, il mettra sur le marché un système d'exploitation (le logiciel qui gère l'ordinateur) adapté à l'informatique de réseau, Rhapsody. Celui-ci devrait

fonctionner aussi bien sur les Macintosh que sur les autres ordinateurs, afin de profiter de tous les logiciels applicatifs développés hors du standard Apple. Rhapsody intégrera les développements menés par la société Next. Créée par l'ancien patron d'Apple, Steve Jobs, cette société a été rachetée pour 400 millions de dollars par Apple fin décembre 1996.

Le conseil d'administration entend désormais trouver un « PDG à l'écarte des clients », qui viendra « de l'extérieur ». M. Jobs, revenu chez Apple comme conseiller depuis début 1997, participera à cette recherche, confiée à un comité spécial, mais il devra surtout procéder à une réévaluation de la stratégie du groupe. Celle-ci ne devrait toutefois pas déboucher sur des « changements spectaculaires », a tenu à prévenir le directeur marketing, Guerrino De Luca.

Ph. L. C.

Jean-Louis This

Usinor ferme un train de laminage à Longwy

METZ
de notre correspondant
Le train de laminage de fil d'acier de Longwy (Meurthe-et-Moselle) sera arrêté à la fin de l'année 1998. La décision doit être annoncée par le groupe Usinor dans les prochains jours. Elle se traduira par la suppression de trois cent treize emplois. Elle constitue un nouveau coup dur pour ce bassin d'emplois qui a fait travailler, durant les « trente glorieuses », près de trente mille sidérurgistes. Après la fermeture de cette installation, il ne subsistera à Longwy qu'une seule usine sidérurgique, qui fabrique des poutrelles métalliques, avec seulement trois cents personnes.

MUTATION DE 313 SALARIÉS
L'arrêt du train de laminage de Longwy, qui a produit, en 1996, 350 000 tonnes de fil d'acier, s'inscrit dans le cadre du plan de redressement d'Unimetal, filiale productrice de longs d'Usinor. Le groupe sidérurgiste français, qui a engagé dans ce secteur un plan d'économies de 750 millions de francs, ne conservera que deux trains de laminage pour les fils et les barres d'acier. La production de Longwy sera transférée majoritairement vers le site de Schillingen, au Luxembourg, où Usinor gère une installation d'Arbed, dans le cadre de synergie de production, depuis 1993. Le groupe français, qui n'a pas déposé de plan social, proposera des mutations aux trois cent treize salariés dont l'emploi est supprimé.

« Pour Longwy, c'est une nouvelle catastrophe », affirme Jean-Paul Durieux, député et maire PS de la ville, qui a demandé à Usinor de « revoir sa copie ». Cette nouvelle fermeture intervient alors que la difficile reconversion de ce bassin marque le pas. Pour compenser le déclin de la sidérurgie, les pouvoirs publics ont initié, avec le Luxembourg et la Belgique, la création, en 1985, d'un pôle européen de développement dont l'objectif était de créer huit mille emplois en dix ans, dont cinq mille cinq cents sur la partie française. Moins de trois mille ont vu le jour aujourd'hui autour de Longwy, et deux des entreprises implantées (JVC et Panasonic, qui emploient globalement plus de quatre cents personnes) ont annoncé l'arrêt de leur production dans les jours à venir.

La banque centrale des Philippines tente d'enrayer les spéculations contre sa devise

Le peso est victime de la dévaluation du baht thaïlandais

Depuis la dévaluation du baht thaïlandais le 2 juillet, le peso philippin est devenu la nouvelle cible des spéculateurs qui s'inquiètent de la fra-

gilité du « miracle » économique de certains pays de la région. Pour enrayer les attaques, la banque centrale de Manille a porté, jeudi 10 juillet,

son taux au jour le jour à 32 %, un niveau très élevé qui pénalise l'économie du pays et a provoqué une forte baisse de la Bourse.

COMME le craignaient les observateurs, la crise financière thaïlandaise a fini par se répercuter à d'autres pays de la région. Depuis la décision surprise, annoncée le 2 juillet (*Le Monde* du 3 juillet), par la banque centrale thaïlandaise de laisser flotter sa monnaie, c'est au tour du peso philippin d'être la cible de la spéculation. Pour défendre sa devise et la parité fixe de 26,40 pour un dollar, la banque centrale des Philippines a relevé, jeudi 10 juillet, son taux au jour le jour, pour la quatrième fois depuis la dévaluation du baht, à 32 %. Il était à 15 % le 3 juillet.

Mais en portant le loyer de l'argent à un tel niveau, l'institut d'émission affecte l'ensemble de l'économie du pays. La Bourse de Manille a perdu 4,1 % mercredi et encore 3 % jeudi. Depuis le début de la semaine, le recul atteint 9,2 %. A en croire les analystes, Manille ne pourra pas défendre longtemps sa devise dans de telles conditions. « Avec des taux d'intérêt au jour le jour supérieurs à 30 %, le risque est grand de mettre à mal à la fois le marché immobilier, les banques et la Bourse », explique Malcolm Robinson qui gère à Hongkong un fonds du groupe financier Richmond Asia Pacific.

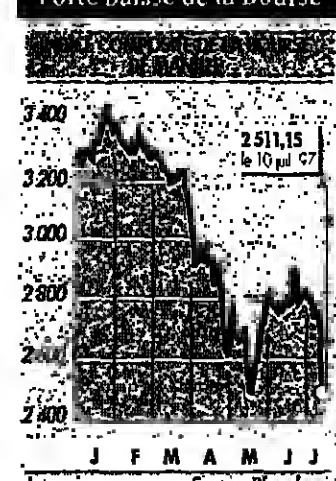
Le président philippin, Fidel Ramos, a pourtant réaffirmé mercredi sa volonté de ne pas dévaluer et

a souligné que l'économie était saine. M. Ramos s'en est pris à un « effort délibéré de sources extérieures pour saper le manoir philippin » et à une « campagne de désinformation » sur un futur décrochage du peso. Les Philippines sont confrontées, comme la Thaïlande, à des problèmes de dette extérieure, de déficit des comptes courants et de crise immobilière, mais à un degré moindre. Le déficit de la balance courante atteint 4 % du PIB contre 8 % en Thaïlande et la dette étrangère à court terme représente 15 % de la dette totale contre 50 % pour la Thaïlande.

MIRACLE ÉCONOMIQUE FRAGILE

La banque centrale de Manille a tout de même été obligée d'engager un milliard de dollars au cours des derniers jours pour soutenir le peso. Dans un communiqué diffusé mercredi, l'institut d'émission assure qu'il interviendra « de manière forte, utilisant toutes les armes dont il dispose pour maintenir le marché des changes en ordre et punir les spéculateurs ». « La banque centrale philippine a décidé de défendre le peso quel qu'en soit le coût », estime Joel Mendoza, le responsable des études de la banque Santander à Manille. A en croire les analystes, elle disposerait encore de réserves importantes de l'ordre de 10 milliards de dollars.

Forte baisse de la Bourse



La hausse à plus de 30% de son taux au jour le jour par la Banque centrale de Manille pour défendre sa devise a provoqué une forte baisse de la Bourse.

Elle se trouve en tout cas dans une situation bien plus confortable qu'en mars 1995, après la crise mexicaine, quand ses réserves étaient descendues à 6 milliards de dollars.

Comme l'était le baht thaïlandais, le peso est lié à un panier de devises dans lequel le dollar est

prédominant. La hausse rapide du billet vert depuis fin 1996 aggrave les déséquilibres commerciaux des Philippines et de la Thaïlande et provoque un net ralentissement de leur croissance économique. En laissant filer le baht, qui a perdu depuis le 2 juillet 15 % face au dollar, la Thaïlande s'est redonnée un peu d'oxygène, mais risque de faire fuir les capitaux de toute la région. D'ores et déjà, les banques étrangères ont gelé les crédits aux institutions financières de Bangkok. Pour éviter une crise de liquidité, l'Etat thaïlandais chercherait à emprunter 20 milliards de dollars. Les investisseurs, notamment anglo-saxons, qui appâtés par des plus-values rapides se sont précipités depuis plusieurs années sur les marchés financiers émergents d'Asie commencent à s'inquiéter de la fragilité du « miracle » économique des pays de la région. Si les Philippines sont les premières victimes du « précédent » thaïlandais, la Malaisie doit aussi faire face, depuis plusieurs jours, à des attaques croissantes contre sa devise, le ringgit, également lié au dollar. La banque centrale malaisienne intervient pour défendre sa monnaie et la Bourse de Kuala Lumpur a cédé plus de 5 % depuis le début de la semaine.

Eric Leseur

Grève bien suivie à British Airways

Pour le premier jour du mouvement des hôtesses et stewards, la compagnie a dû annuler 70 % de ses vols au départ d'Heathrow

LA GRÈVE de trois jours des bôesses et stewards de British Airways (BA), qui a débuté le 9 juillet, a été bien suivie : mercredi, BA a dû annuler 70 % de son programme au départ d'Heathrow. Les grévistes s'opposent à la nouvelle politique salariale que veut leur imposer la direction, sans concertation, pour réaliser 42 millions de livres d'économies (42 millions de francs). Le TGWU (Trade General Workers' Union), qui représente 9 000 des 12 000 personnes travaillant dans les cabines de BA, a averti qu'il pourrait à nouveau appeler à la grève la semaine prochaine si les négociations n'aboutissent pas.

Robert Ayling, le patron de BA, proche de Tony Blair, a pour l'instant plus utilisé l'arme de la menace que celle de la négociation. Mercredi, BA a menacé de poursuivre devant la justice l'International Transport Workers Federation (ITF), qui regroupe l'ensemble des syndicats de l'aviation civile dans le monde et qui a fait part de sa solidarité envers le

TGWU. Mervyn Walker, directeur des ressources humaines de la compagnie britannique, a écrit à l'ITF pour exiger que les personnels travaillant au sol - à la maintenance ou à l'enregistrement - dans et pour le compte de différents aéroports dans le monde ne refusent pas de travailler pour BA par mesure de solidarité. « Si BA pense que cela va nous intimider, elle se trompe », a répondu David Cockcroft, secrétaire général de l'ITF.

BA, compagnie la plus rentable du monde, a multiplié les mesures d'intimidation à l'égard des grévistes : menaces de licenciement, de suppression de certains avantages, de poursuite en justice... Cette tactique n'a, dans un certain sens, pas été sans effet : selon la compagnie, mardi, 1 600 bôesses et stewards de BA se sont portés malades, leur permettant de ne pas venir travailler les jours suivants sans être pour autant fichés comme grévistes.

Virginie Malingre

La brigade financière enquête chez George Soros à propos d'Eurotunnel

DES POLICIERS de la brigade financière se sont rendus mardi 9 juillet dans les bureaux new-yorkais du Fonds d'investissements Soros afin d'entendre deux collaborateurs du milliardaire américain d'origine hongroise, dans le cadre de l'enquête sur de possibles délits d'initié autour d'Eurotunnel. Un porte-parole du Fonds Soros, Shawn Pattison, a confirmé la venue des policiers français et précisé que les transactions de M. Soros sur les titres Eurotunnel ont été réalisées en toute légalité.

Depuis deux ans, la police et la justice françaises enquêtent, tout comme la police financière de la City, sur une augmentation de capital réalisée par le groupe Eurotunnel, en mai 1994, de l'ordre de 7,3 milliards de francs. Une vingtaine de banques avaient garanti cette émission qui avait été précédée d'une forte baisse des cours de l'action Eurotunnel (de 50 à 20 francs). L'enquête de la Commission des opérations de bourse (COB) puis du juge d'instruction Dominique de Talencé s'était concentrée, sans résultats, sur des banques (Société de banques suisses, Salomon Brothers et Natwest) soupçonnées d'avoir participé à cette manipulation de cours. Une commission rogatoire a permis d'auditionner l'équipe de George Soros.

DÉPÊCHES

■ EXTENSION DE ROISSY : le ministre de l'équipement, du transport et du logement, Jean-Claude Gayssot, a annoncé, jeudi 10 juillet, la tenue d'une table ronde sur l'extension de l'aéroport de Roissy mardi 15 juillet au ministère. Quatre députés de la majorité avaient demandé la veille au gouvernement « une remise à plat » de ce projet. Les élus souhaitent « étudier sérieusement l'ensemble des solutions alternatives écartées par les gouvernements précédents » et demandent « un moratoire de 6 mois ».

■ AIRBUS : la reprise des ventes d'appareils va permettre de créer l'équivalent de 4 000 à 5 000 emplois en France d'ici à 1998, a déclaré, mercredi 9 juillet, Claude Terrazzoni, directeur général adjoint du groupe Aerospaciale. Aerospaciale, qui détient 37,9 % d'Airbus Industrie, compte embaucher 350 personnes cette année, et plus de 400 en 1998-99. Les sous-traitants, dont la part était tombée à 30 % en heures de travail, verront leur part remonter jusqu'à 50 % en deux ans.

■ RÉMY COINTREAU : le groupe français de vins et spiritueux Rémy Cointreau a enregistré au cours de son dernier exercice (clos le 31 mars) un bénéfice net consolidé presque divisé par trois, à 36 millions de francs, contre 120 millions en 1995-96. Son chiffre d'affaires a augmenté de 5,2 %, à 7,16 milliards, contre 6,80 milliards un an plus tôt.

■ GIAT : le montant de la recapitalisation de GIAT Industries est toujours en discussion avec l'Etat actionnaire, a déclaré mercredi 9 juillet le PDG du groupe public d'armement, Jacques Loppion. Il dépendra notamment de l'accord du gouvernement pour un relèvement des prix du char Leclerc, que le groupe souhaite réévaluer de 15 %. La perte de GIAT que l'Etat devra combler d'ici à 1998 est évaluée à 11 milliards de francs, non compris celles de sa filiale belge FN Herstal.

■ CRÉDIT AGRICOLE-INDOSUEZ : Jean de Courcel, quarante-deux ans, ancien directeur adjoint du cabinet du premier ministre Alain Juppé, rejoint la filiale du Crédit agricole Indosuez comme directeur général adjoint et membre du comité exécutif. Il prendra la responsabilité des marchés d'actions dans la banque.

■ LA POSTE : la direction a signé mercredi 9 juillet avec FO, la CFDT, la CFTC et la CFE-CGC un accord salarial applicable à ses 67 000 agents contractuels. Cet accord « marque un effort particulier pour les bas salaires », précise la direction. Les salaires minimaux des personnels d'exécution sont ainsi revalorisés « de 3,5 % à 4,2 % ou 1er juillet ». Les autres revalorisations salariales s'échelonnent selon les niveaux de fonction « de 1,5 % à 2,8 % ».

■ BOUYGUES TÉLÉCOM : l'opérateur de téléphonie mobile a annoncé mercredi 9 juillet l'ouverture de son service dans les départements de l'Encre, de la Seine-Maritime et une partie du Calvados.

■ FRANCE TÉLÉCOM : l'opérateur téléphonique français et Newbridge Networks, spécialiste canadien des réseaux à large bande, ont annoncé mercredi 9 juillet la création à parité d'un fonds de capital-risque doté de 100 millions de francs. Technocom, pour favoriser l'essaimage de sociétés dans le secteur des télécommunications en France.

Le Carnet du Monde

POUR VOS HEUREUX ÉVÉNEMENTS
NAISSANCES, MARIAGES
70 F la ligne hors taxes
☎ 01.42.17.39.80
01.42.17.38.42

Merrill Lynch éclaboussée par les malversations de l'un de ses conseillers financiers

LA SEMAINE dernière, la banque d'investissement Merrill Lynch se vantait de compter parmi ses clients le plus grand nombre de millionnaires en dollars de toutes les banques américaines. Elle en revendiquait 125 000, un chiffre en progression de 67 % depuis 1994. La célèbre firme risque toutefois d'en perdre plusieurs dizaines en Asie, éclaboussée par les malversations commises par l'un de ses conseillers financiers les plus réputés à Singapour, l'Américain Kevin Wallace, quarante-six ans, arrêté puis relâché sous caution par la police de Hongkong, mardi 8 juillet.

Merrill Lynch a engagé des poursuites pénales à Singapour et Hongkong contre le « golden boy » indécrottable à la démissionnée le 15 mai, pour « transactions non autorisées, déformation au public de propos émanant de clients et faux en signatures de clients ». Selon la presse locale, les fraudes commises par l'ex-conseiller pourraient porter sur 30 millions de dollars américains (plus de 170 millions de francs). Un montant que la banque se refuse à commenter.

M. Wallace, qui gèreait plus d'une centaine de comptes de clients très fortunés, a fui Singapour pour

Hongkong dans la précipitation fin juin. Dès le 1er juillet, le gouvernement de Singapour avait adressé à l'ensemble des banques du pays un courrier leur demandant de communiquer immédiatement tous les comptes que M. Wallace pourrait détenir. Ses avoirs personnels atteindraient 15 millions de dollars et ont été bloqués à la demande de Merrill Lynch.

MOUVEMENTS SUR LA BOURSE

Un client du conseiller, l'homme d'affaires autrichien Adam Lisowski, qui a fait fortune dans le textile (avec une licence Disney), le mode et qui vient de lancer en France une chaîne de télé par satellite Fashion TV (*Le Monde* du 8 mai), a porté plainte contre la banque pour « complicité d'abus de confiance et recel d'abus de confiance ». Son dossier est instruit par le parquet de Paris. M. Lisowski dit avoir constaté que des opérations avaient été réalisées sur son compte (de 12 millions de dollars) sans son autorisation, pour des montants élevés et sur des titres qui, selon lui, « ne pouvaient pas être sur la liste des actions recommandées par Merrill Lynch ». Il cite notamment l'action du groupe canadien Bre-X. Ayant

vu des mouvements sur ce titre sur son compte chez Merrill Lynch, son attention a été alertée sur la qualité de la gestion de son portefeuille par M. Wallace, lorsque le scandale a éclaté autour de la « hausse » mine d'or indonésienne de Bre-X. Il a alors exigé de voir son compte et de récupérer tous les documents qu'il avait pu échanger avec M. Wallace. Sur courrier à en-tête de Merrill Lynch, le conseiller lui a indiqué le 23 mai avoir détruit ces documents, car il se préparait à quitter la banque. « Les mouvements sur mon compte portaient sur des sommes importantes que les services de contrôle de Merrill Lynch auraient dû avoir détectés depuis longtemps », estime M. Lisowski. Selon un autre client cité par le *Wall Street Asia*, M. Wallace lui aurait fait croire qu'il avait réalisé d'importantes plus-values alors qu'en réalité il perdait de l'argent.

De son côté, Merrill Lynch rappelle que les malversations de M. Wallace ont été détectées par ses services de contrôle. Un de ses porte-parole à Londres précise que tout client affecté par les malversations de son ex-conseiller recevra une compensation et n'aura pas à en subir les conséquences. La

banque, qui avait déjà été éclaboussée par le scandale du Comité d'Orange, la plus grosse collectivité locale ayant fait faillite aux Etats-Unis, va tout faire pour sauver sa réputation en Asie.

L'enjeu est de taille : selon des études réalisées par la banque elle-même ainsi que par le consultant londonien Gemini, d'ici à l'an 2000, l'Asie sera le deuxième marché au monde dans le domaine de la gestion d'actifs pour particuliers. Les actifs des lycéons asiatiques progressent au rythme de 15 % par an.

Si Merrill Lynch craint pour sa réputation et doit reconnaître que les principes internes de la banque ont pu être bafoués, financièrement la banque ne devrait pas être trop gênée. Après avoir dégagé un bénéfice de plus de 9 milliards de francs en 1996 (*Le Monde* du 24 juin), elle poursuit son développement en Europe et s'apprête à investir quelque 4 milliards de francs pour l'édification à Londres de son nouveau siège européen, 56 000 mètres carrés de bureaux dont une salle de marché de 2 000 postes, à deux pas de la cathédrale Saint-Paul.

Sophie Fay

La City érige une statue à la gloire des « traders »

LONDRES
de notre correspondant dans la City

Ils s'investissent à longueur de journée, jouent des doigts pour fixer un prix et parfois des poings pour intimider le rival. Ils se fient au taux d'intérêt à trois mois sur l'écu comme d'une guigne ; ils ne connaissent rien au cours de la pomme de terre, aux obligations de l'Etat italien ou à l'indice des cargaisons maritimes, des contrats sur lesquels ils parient pourtant des sommes considérables, non-stop de 7 h 30 à 16 h 20. Leurs patrons, pudiques, frémissent d'horreur mais détournent les yeux devant les frasques des « boys » brailleurs du London International Financial Futures and Options Exchange (Liffe), le marché à terme londonien. Qu'importe, tant que l'argent tourne et que les caisses se remplissent.

L'érection prochaine d'une statue en bronze représentant un trader du Liffe a cependant provoqué de vifs remous dans cette City où les mots « combien ? », « où ? » et « quand ? » dominent d'habitude les conversations. L'œuvre d'art représente un courtier échevelé, le carnet dans la poche, une veste à rayures qui lui tient lieu d'uniforme, le téléphone portable à l'oreille, le pas décidé. Commanditée par la Corporation of London, l'organisme administrant la première place financière européenne, cette statue, qui doit être inaugurée le 22 juillet, sera située à un jet de pierre du siège de la Bourse à terme. « Nous avons voulu égarer un peu le quartier. On peut parler d'un hommage ou songer de la finance », déclare le plus sérieusement du monde un porte-parole de la corporation. Faisant

vivre indirectement 25 000 personnes, le Liffe a rapporté en 1996 870 millions de livres à la balance britannique des paiements des services.

Les traditionalistes, qui n'apprécient guère cette initiative, suscitent que, jusque-là, les statues de la City avaient été dédiées à des grands de ce monde, comme le duc de Wellington, George Peabody, fondateur de la banque Morgan, ou Julius Reuter, créateur de la célèbre agence de presse internationale. D'autres jugent déplacée cette ode à la spéculation, aux gains faramineux comme aux ruines spectaculaires.

« C'est sympathique, mais peu politique. Alors que tout le monde s'interroge sur la sécurité des marchés organisés, en particulier les mécanismes de maîtrise des risques des produits dérivés, les caquiers qui nous gouvernent choisissent de mettre en évidence l'aspect du gain, la cupidité, la moins séduisante de cet endroit », commente un pilier de l'establishment, qui ne s'arrache qu'avec douleur à son univers familier. Dans les bars de Broadgate, certaines mauvaises langues poussent l'impudence jusqu'à souligner, non sans raison, l'étrange ressemblance entre le modèle stylisé et Nick Leeson, le tombeur de la banque Barings, en 1995, qui purge une peine de six ans et demi de prison à Singapour.

Ce que gagne la modernité est-il perdu pour la légitimité ? « Franchement, les édiles n'ont pas ce genre d'interrogations », réplique-t-on, un rien pincé, à la corporation. Les traders, qui, eux non plus, n'ont pas d'états d'âme, ont désormais droit de cité.

Marc Roche

CORRESPONDANCE

Une lettre d'Edouard de Ribes

À LA SUITE de l'article paru dans *Le Monde* du 26 juin, intitulé « La Banque Rivaud avait créé un système de recyclage d'argent sale », nous avons reçu du comte Edouard de Ribes la lettre suivante :

L'affirmation « Il est difficile d'imaginer que le comte Edouard de Ribes, président de la Banque Rivaud jusqu'en octobre 1996, n'ait pas été informé de ce qui était devenu l'une des principales activités de son établissement : accorder des crédits gagés sur des sommes occultes déposées en Suisse », contraire à la réalité et à la présomption d'innocence, concerne en toute occurrence des faits couverts par le secret de l'instruction et ne saurait donc faire l'objet d'un débat public. Il va de soi que j'appartiens à l'autorité judiciaire toutes les explications qu'elle pourrait me demander. Cependant, je tiens d'ores et déjà à affirmer que je n'ai jamais été informé d'éventuelles pratiques délictueuses au sein de la banque Rivaud. Plus généralement, je suis convaincu de n'avoir fait ni à l'honneur ni à la probité dans les activités que j'ai eu l'honneur d'exercer.

Le Monde INITIATIVE

Les syndicats ont b...
mais peu d'illusion

Mai 1981 le doute n'éto...

LA SEMAINE PROCHAINE
LA TOTALITE DES OFFRES D'EM...
SERA REGROUPEE DANS LE SUPP...
LE MONDE DES INITIATIVES
LE MARDI 15 JUILLET 1997

Grève bien suivie à British Airways

Le premier jour du mouvement des pilotes et stewards, la compagnie a vu 70 % de ses vols au départ d'Heathrow.

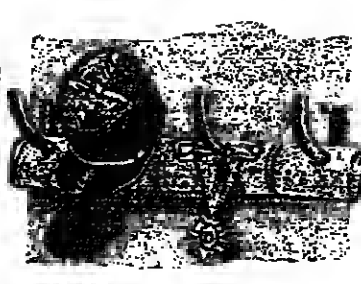
Le mouvement des pilotes et stewards de British Airways a débuté hier, dimanche 12 juillet, à 05h30. Les pilotes ont décidé de ne pas se présenter au travail, tandis que les stewards ont fait grève à 06h00. La compagnie a annoncé qu'elle allait compenser les passagers pour les vols annulés ou retardés. Cependant, le mouvement a été bien suivi, avec 70 % des vols au départ d'Heathrow maintenus. Les pilotes ont déclaré qu'ils étaient satisfaits de leur salaire et de leurs conditions de travail, mais qu'ils voulaient protester contre la politique de la compagnie. Les stewards ont déclaré qu'ils étaient mécontents de leur salaire et de leur statut. Le mouvement a été bien suivi, avec 70 % des vols au départ d'Heathrow maintenus.

Grande financière enquête chez les Soros à propos d'un dunn

La grande enquête financière menée par le gouvernement britannique à propos de George Soros et de ses activités financières a débuté hier, dimanche 12 juillet. Les enquêteurs ont demandé à Soros de fournir des documents relatifs à ses activités financières. Soros a refusé de fournir ces documents, ce qui a conduit le gouvernement à lancer une enquête. Les enquêteurs ont déclaré qu'ils étaient intéressés par les activités financières de Soros, en particulier ses activités de trading sur les marchés financiers. Soros a déclaré qu'il était un investisseur privé et qu'il n'avait rien de caché. Cependant, le gouvernement a insisté sur le fait qu'il avait besoin de ces documents pour mener son enquête.

La grande enquête financière menée par le gouvernement britannique à propos de George Soros et de ses activités financières a débuté hier, dimanche 12 juillet. Les enquêteurs ont demandé à Soros de fournir des documents relatifs à ses activités financières. Soros a refusé de fournir ces documents, ce qui a conduit le gouvernement à lancer une enquête. Les enquêteurs ont déclaré qu'ils étaient intéressés par les activités financières de Soros, en particulier ses activités de trading sur les marchés financiers. Soros a déclaré qu'il était un investisseur privé et qu'il n'avait rien de caché. Cependant, le gouvernement a insisté sur le fait qu'il avait besoin de ces documents pour mener son enquête.

DE L'ÉTRANGER
Volkswagen applique un nouveau modèle de réduction du temps de travail page III



ENQUÊTE
ARMÉES : RECONVERSIONS À LA VIE CIVILE
page IV

Le Monde INITIATIVES

VENDREDI 11 JUILLET 1997

EMPLOI

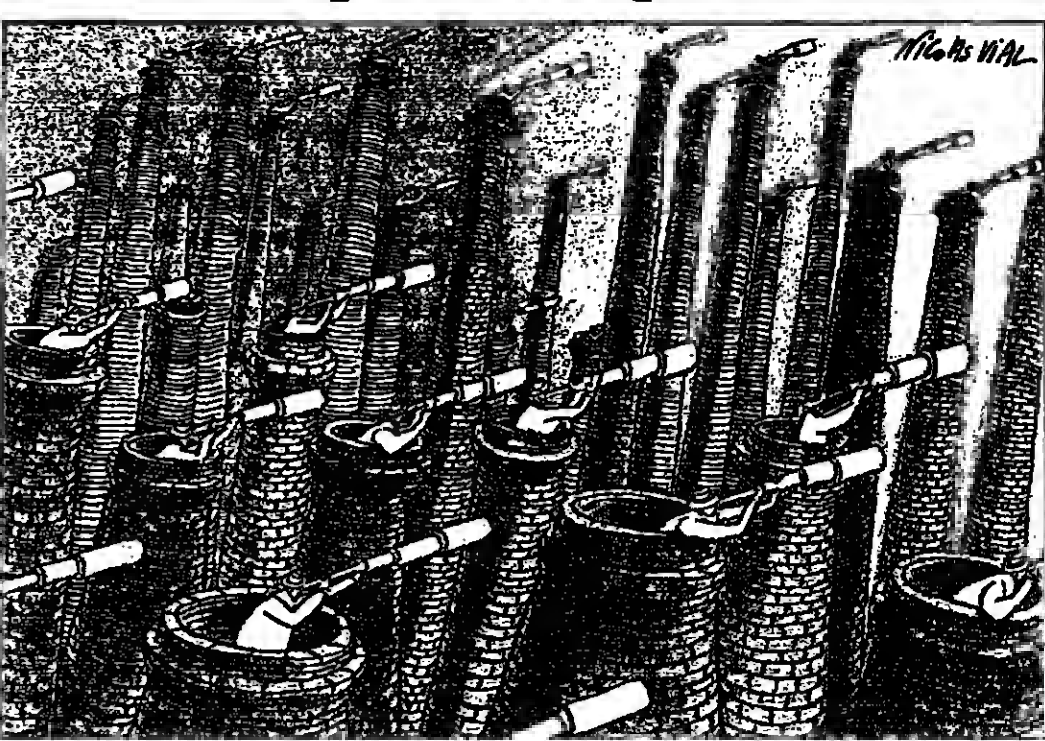
MANAGEMENT
Les « girlies » à l'assaut des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne page V

ANNONCES CLASSÉES
de la page VII à la page XIV

Les syndicats ont beaucoup d'espoirs mais peu d'illusions

Dossier Les partenaires sociaux attendent la rentrée. Certains patrons se sont dépêchés de boucler leurs plans sociaux. Et, dans les PME, on s'empresse de signer des conventions de loi Robien, par peur d'une abrogation.

Qu'ont-ils fait pendant quinze jours après le second tour des élections législatives, les employeurs du secteur de la blanchisserie-teinturerie se sont mis en congé prolongé de négociations, reportant au mois d'octobre la réunion paritaire sur les salaires et le temps de travail prévue le 1^{er} juin. François Navaranne, porte-parole du Groupe patronal Interprofessionnel d'études blanchisserie-teinturerie, écrivait ainsi, le 16 juin, aux organisations syndicales qu'il était urgent d'attendre que « la situation se stabilise », le « changement de majorité » rendant « très incertain le cadre de nos discussions ». Il invoquait notamment les « suites à l'éventuelle table ronde sociale » convoquée par le gouvernement pour septembre. La CGT, premier syndicat dans la branche, et la CFDT ont protesté. « Les salaires sont à environ 25 centimes de l'heure au-dessus du Smic. Une revalorisation s'impose d'urgence. D'autant que la hausse du Smic de 4 % casse toute la grille des salaires. Il faut donc la revoir entièrement », insiste Serge Nybelen, le secrétaire général adjoint de la fédération CGT textile-habillage-cuir. Les patrons n'ont pas cédé. « Imaginons que la table ronde sociale débouche sur une réduction du temps de travail sans perte de salaire, suppose François Navaranne. Ou bien que le gouvernement décide de raser davantage les heures supplémentaires. Et que va-t-il faire sur



l'emploi des jeunes ? Je ne sais pas moi. Mais tout cela peut avoir des incidences sur nos coûts salariaux. Je me rappelle qu'en 1981 beaucoup de choses ont été modifiées très vite. » L'état d'esprit des patrons et des syndicalistes n'a toutefois rien à voir avec celui de 1981. Chez les premiers, nulle trace de la terreur de l'époque. Seul est repérable un « attentisme technique », confirme le CNPF, les employeurs étant dans l'expectative de décisions gouvernementales. Côté syndicats, « les militants sont satisfaits du retour de la gauche. Mais ce n'est pas la confiance, constate Serge Nybelen. Ils disent : Ne connectons pas les erreurs de 1981, nous ne devons pas tout attendre du gouvernement. » Dans les blanchisseries du groupe BTB (2 300 salariés), Pierre Tanguy, le DRH, ne perçoit pour l'instant « aucun durcissement de la part des

syndicats, aucune revendication nouvelle ». A Dijon, dans la vieille usine exiguë de BTB (86 salariés), où la température grimpe à plus de 30 degrés en été et qui doit déménager en 1998, les résultats du second tour ont été peu commentés à l'atelier. « Nos problèmes sont ceux de tous les jours : des conditions de travail très difficiles. On va remanier nos manches », déclare Idalia Correla, la déléguée du personnel CGT. Chez les chauffeurs de la blanchisserie, en revanche, la gauche suscite « beaucoup d'espoirs, mais peu d'illusions, et pas mal d'inquiétudes », observe Jean Cruz, le délégué syndical CGT du site. Des collègues votent Front national. Si le gouvernement se plante, le FN passera. Les délégués ressentent aussi une « pression » de la part des salariés, qui « attendent quelque chose de différent mais sans avoir à se battre », reprend-il, décidé à entreprendre un « travail de fond dans la boîte ». « Les gens nous disent : C'est tant le gouvernement qui est au pouvoir, on va voir ce qu'il va faire. » On nous attend au tournant », résume Idalia Correla, comme acca-

« Mai 1981, le doute n'était pas permis »

C'était entre le rêve et l'euphorie. André Sainjon paraît presque étonné des mots qui lui viennent à l'esprit lorsqu'il évoque le climat après la victoire de la gauche en mai 1981. « Pour tous les salariés, un extraordinaire espoir venait de naître, et pour nous, syndicalistes, c'était l'aboutissement d'un combat de plus de vingt ans ! C'est dire si notre enthousiasme et notre adhésion étaient absolus. » Aujourd'hui député européen et vice-président du Parti radical socialiste, André Sainjon est, à l'époque, à la tête du plus gros bastion de la CGT, la Fédération des travailleurs de la métallurgie (FTM). La restructuration de la sidérurgie est en route et les dossiers à venir sont déjà pressentis comme lourds d'enjeux : aéronautique, construction navale, automobile. « Personne n'imaginait alors que la gauche pouvait échouer », poursuit André Sainjon. Quant à trahir... « C'était tout simplement inimaginable ! Lâche-t-il, presque agacé. Regardez les premières mesures prises : augmentation du SMIC, hausse des allocations familiales, retraite à soixante ans, cinquième semaine de congés payés... Le doute n'était pas permis. » Un doute d'autant moins permis que l'« attentisme » et la « confiance absolue » des salariés sont alors largement entretenus par la volonté acharnée, parmi les syndicalistes, « de ne surtout pas gêner un gouvernement de gauche ». Il est vrai qu'à l'espoir militant se mêlent des enjeux de taille : « Nous attendions l'élargissement des droits syndicaux, rappelle André Sainjon, ainsi que la possibilité d'être dans les conseils d'administration des grands groupes qui devaient être nationalisés. »

O. P.

Francine Aizicovici

LA SEMAINE PROCHAINE,

LA TOTALITÉ DES OFFRES D'EMPLOIS

SERA REGROUPEE DANS LE SUPPLEMENT

« LE MONDE DES INITIATIVES »

LE MARDI 15 JUILLET 1997

date 16 juillet

Au coeur des décisions,
au centre des projets

CHARGÉ(E)
DE MISSION

auprès d'un Directeur Général
Membre du Comité Exécutif
d'un Grand Groupe International

Rejoignez-nous en rubrique
"le Monde des Cadres"

etap

Course de lenteur pour les dossiers sociaux

▼ Dans l'expectative, patrons et syndicats restent prudents

Décidé à ne pas se faire piéger par un échec, Lionel Jospin s'efforce, depuis son arrivée à la tête du gouvernement, de donner du temps au temps, dans l'espoir de faire de la lenteur une vertu politique. Dans le même registre, Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, a, lors de sa conférence de presse du 1^{er} juillet, clairement dédié l'été à la concertation et au travail de réflexion. Tant et si bien que, hormis pour Renault-Vilvorde et la hausse du smic, la plupart des dossiers sociaux ne commenceront à se décanter qu'en septembre. C'est à ce moment-là, seulement, qu'on y verra plus clair, avec la conférence sur l'emploi et les salaires, sur l'objectif de réduction du temps de travail et, pourquoi pas, sur le droit de licenciement. A moins que les velléités des députés socialistes n'aboutissent au retour de l'autorisation administrative de licenciement, supprimée en 1986, le choix devrait être fait en faveur d'une réforme équilibrée accordant « plus de sécurité juridique pour les entreprises et les salariés », a déclaré M^{me} Aubry.

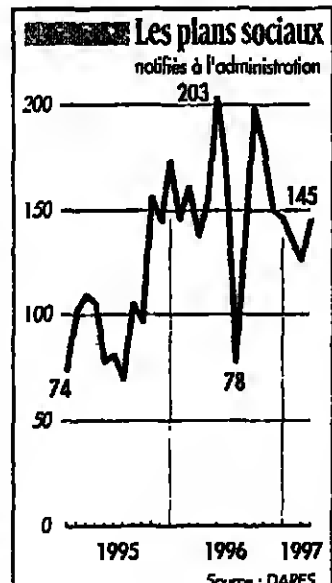
Par voie de conséquence, l'actualité sociale se trouve plus ou moins confinée dans une forme d'attente des élections. Les grandes manœuvres pour la négociation de nouveaux accords sont interrompues ou suspendues pour des raisons techniques. Le soubait en a été formulé par les branches professionnelles, quelquefois par les directions sociales des entreprises et, bien sûr, par les syndicats. Ces derniers, par exemple, n'écartent pas l'hypothèse de disposer d'un environnement plus favorable à l'automne et, certes en petit nombre, des DRH de grands groupes affirment que, depuis des semaines maintenant, les demandes de contact se font rares. Soit que les délégués ne veulent pas discuter pour l'instant des projets patronaux, soit qu'ils entendent arrêter des processus déjà engagés.

Tous les cas de figure existent. Ainsi l'Association française de banques (AFB) a reporté la discussion sur l'aménagement du temps de travail, laborieusement entreprise depuis un an, mais persiste à vouloir initier la modernisation de son système salarial. Le patronat du secteur de la blanchisserie-teinturerie a décidé de

renvoyer les rencontres à octobre, tandis que les syndicats voudraient aborder, dès maintenant, les conséquences sur les bas salaires de la grille du relèvement du smic. A La Poste, en revanche, la fédération SUD-PTT exige le blocage des restructurations, puisque « le gouvernement vient d'annoncer l'arrêt des suppressions d'emplois dans la fonction publique ». De même, l'intersyndicale de la Caisse des dépôts et consignations et de sa filiale, la Caisse nationale de prévoyance, réclame de « surseoir à toute décision pouvant engager l'avenir tant que le nouveau gouvernement n'aura pas fait connaître ses intentions ».

EXPERIENCES

Pour autant, et à quelques exceptions près, personne ne se fait d'illusion, ou, à l'inverse, n'entretient de craintes profondes, sur l'éventualité d'un bouleversement profond imposé par le pouvoir politique. Du côté des syndicats comme du côté des organisations patronales, 1981 appartient désormais au passé. L'expérience a permis d'apprendre qu'il pouvait être dangereux de s'en remettre exclusivement au législateur pour obtenir des avancées qui ne seraient pas portées par la volonté des partenaires et, pareillement, a démontré le caractère réversible ou fluctuant de certaines réformes. Les administrations spécialisées affichent une



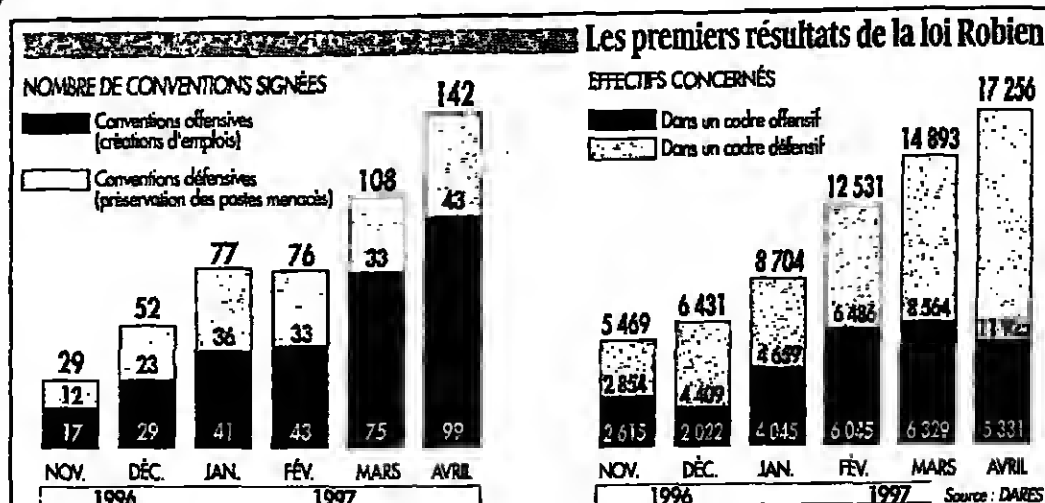
sorte de sérénité et, pariant sur la continuité, se montrent confiantes parce qu'elles ont parfaitement intégré les leçons de l'alternance. Tout au plus ont-elles noté un ralentissement de leurs activités pendant la campagne électorale ; et elles soulignent, pour tout changement immédiat, la circularité supprimant le fameux milliard de francs pour l'emploi des jeunes.

Même les attitudes syndicales demeurent mesurées. Les dirigeants évitent de prendre de grands risques et donnent plutôt rendez-vous pour septembre-octobre en délivrant des messages de tonalité préventive. Si Louis Vianet, pour la CGT, a lancé des appels en faveur de la mobilisation et signé à ses militants l'urgence de préparer des revendications ou d'interpeller les chefs d'entreprise, il n'en reste pas moins que ces incitations ne sont pas directement opératoires. En dehors de toute obligation liée aux événements soudains, l'application de tels mots d'ordre devrait uniquement prendre corps à la saison prochaine.

Sur quelques autres points, cependant, dont ceux des plans sociaux, la situation post-électorale a déjà eu des effets. Pour les entreprises qui envisageaient d'avoir recours à la loi de Robien, et qui, au minimum, avaient dépassé le stade des premières tractations, il est certain que la perspective de l'abrogation, fondée ou non, a joué le rôle d'aiguillon. Dans les PME notamment où, craignant d'être pris de vitesse, on a voulu signer des conventions avant qu'il ne soit trop tard. Les syndicats font preuve de plus de réserves : ils espèrent que les formules à venir, pour la réduction du temps de travail, seront plus avantageuses.

Par ailleurs, des employeurs tentent de boucler rapidement leurs plans sociaux, de peur d'avoir à subir une législation plus contraignante dans les mois à venir. Ce qui n'a rien à voir avec l'opération lancée par un grand capitaine d'industrie, Jacques Calvet, dès le 2 juin. En annonçant des suppressions d'emplois à cette date-là, le PDG de PSA Peugeot Citroën prenait le risque de faire apparaître sa décision comme une sanction politique à un vote qui lui était défavorable à plusieurs titres.

Alain Lebaube



Jacques Calvet, ou le passage en force

▼ Opposé à une réduction du temps de travail, le PDG de PSA a annoncé 2 816 suppressions d'emplois chez Automobiles Peugeot

Is répétée. Une vive polémique avait déjà opposé en 1991 le PDG de PSA Peugeot Citroën, Jacques Calvet, et Martine Aubry, alors ministre du travail, sur la qualité des plans sociaux. A peine cette dernière a-t-elle repris en charge les dossiers de l'emploi qu'un nouveau bras de fer s'est engagé. Le lendemain même du second tour des élections législatives, le 2 juin, Automobiles Peugeot annonçait un plan social de 2 816 suppressions d'emplois, reposant sur 1 481 départs en préretraite bénéficiant des aides du Fonds national pour l'emploi (FNE), ainsi que sur des passages à temps partiel et 495 reclassements externes.

Cette annonce n'est pas une surprise totale. Dès la présentation des résultats du groupe au printemps, Jacques Calvet avait dit que son entreprise poursuivait, « sous un accélérateur le rythme », l'adaptation de ses effectifs aux évolutions du marché et aux gains de productivité. Les syndicats s'attendaient donc à être convoqués à un comité central d'entreprise extraordinaire à la fin du mois de mai.

Mais la dissolution de l'Assemblée nationale est venue perturber le cours des choses. A l'évidence, Jacques Calvet, proche du RPR, a choisi de différer l'annonce du plan social pour éviter de gêner la campagne de ses amis. D'autant qu'on prêtait l'intention à l'ancien directeur de cabinet de Valéry Giscard d'Estaing de 1970 à 1974

de briguer le ministère des finances en cas de victoire de la droite.

Pour les syndicats, le choix de dévoiler le plan social juste au lendemain des législatives n'est pas fortuit : il manifeste la volonté de la direction de « passer en force ». Certains se demandent même s'il n'y avait pas un plan social de droite et un plan social de gauche. Car, contrairement aux affirmations de Jacques Calvet, le rythme des suppressions d'emplois s'est accéléré, passant de 1 760 en 1996 à 2 816 cette année. Quoi qu'il en soit, alors que partout ailleurs prévaut l'attentisme, Jacques Calvet a manifestement voulu prendre de vitesse le nouveau gouvernement et lui signifier qu'il n'avait nullement l'intention de modifier sa politique.

PRODUCTIVITÉ

Qui sait si la gauche, en effet, ne sera pas tentée de réintroduire l'autorisation administrative de licenciement ? Le premier ministre n'a-t-il pas demandé à son ministre de l'emploi et de la solidarité de réexaminer la législation en matière de licenciements économiques afin que « celle-ci ne puisse conjuguer précarité pour les salariés et incertitude juridique pour les entreprises ».

Par ailleurs, le gouvernement entend également présenter, à l'issue de la conférence nationale sur les salaires et l'emploi prévue en septembre, une loi-cadre ramenant la durée hebdomadaire du travail à 35 heures. Or Jacques

Calvet a toujours refusé de s'inscrire dans une dynamique de réduction du temps de travail. « Il n'a jamais envisagé l'adaptation aux fluctuations de la demande autrement que par le recours aux heures supplémentaires et ou chômage partiel. L'omélioration de la productivité, quant à elle, passe par les seules réductions d'effectifs », estime Vincent Bottazzi, délégué central CFDT.

Dénouant l'absence de mesures de reconversion, Martine Aubry a affirmé qu'elle ne reviendrait cependant pas sur ses engagements de son prédécesseur concernant les mesures FNE. Les syndicats eux-mêmes ne souhaitent pas que ce volet du plan social soit remis en cause. « Ces mesures d'âge sont légitimes. Usés, les anciens veulent partir, avance Loris Dall'O, délégué central CGT. Mais, alors que les effectifs ne cessent de décroître, notre pyramide des âges ne se rejoint pas ».

Tous plaident pour une réduction du temps de travail avec un plan d'embauche à la clé. Car, pour eux, les recrutements que le constructeur réalise aujourd'hui (835 en 1996) sont loin d'être suffisants pour permettre le nécessaire renouvellement des compétences de l'entreprise. Jusque-là, ils ont toujours essuyé un refus de la direction d'engager une négociation dans ce sens. Aujourd'hui, ils attendent du nouveau gouvernement d'être appuyés dans leur démarche.

Laetitia Van Eeckhout

Les derniers feux de la loi Robien

▼ L'engouement ne se dément pas dans les PME, d'autant que l'incertitude demeure quant à l'avenir de ce texte

Honnêtement, lorsque j'ai appris la dissolution de l'Assemblée nationale, j'ai pensé qu'il y avait un risque, en cas de changement de majorité, d'abrogation de la loi Robien », reconnaît Pierre Paillardon, président de la Compagnie médicale des grands crus, une PME d'une vingtaine de salariés installée à Blanquefort (Gironde). Tout en soulignant que la réflexion sur une éventuelle réduction du temps de travail avait été engagée « depuis plusieurs semaines », le patron de cette entreprise de distribution de vin confie néanmoins : « Compte tenu de l'occurrence du calendrier politique, on s'est dit qu'il valait mieux se dépêcher ».

Pied de nez aux échéances électorales, la Compagnie médicale a signé une convention de loi Robien à la direction départementale du travail et de l'emploi (DDTE) de Bordeaux « le vendredi d'entre les deux tours », soit le 30 mai, accord entré en application le 1^{er} juin. L'abaissement de la durée hebdomadaire du travail de 39 à 35 heures avec maintien des salaires (les salariés ne travaillant plus le vendredi après-midi et bénéficiant de trois jours de congés supplémentaires dans l'année) a permis l'embauche de deux jeunes commerciaux. Résultat plus inattendu : « La production a augmenté. Les gens sont plus productifs et leur sens des responsabilités s'est accru », poursuit Pierre Paillardon. Cet exemple illustre bien le constat de Patrick

Sauneron, directeur adjoint de la DDTE de Gironde, qui fait état d'un « léger forçage » de la part des dirigeants d'entreprise pendant la campagne électorale, « surtout parmi les responsables de PME, qui, par crainte d'une réduction massive du temps de travail, et donc d'une augmentation des coûts salariaux, se sont dit qu'il valait mieux anticiper en recourant à la loi Robien ».

D'autant que ladite loi est plutôt généreuse envers les entreprises : en échange d'une réduction du temps de travail de 10 % et d'embauches compensatoires, celles-ci bénéficient d'un abatte-

ment important sur les cotisations sociales patronales pendant sept ans (de 40 % la première année et 30 % les suivantes). Si le temps de travail diminue de 15 %, ces deux derniers chiffres sont respectivement portés à 50 % et 40 %. Enfin, la société ne s'engage à maintenir ses effectifs que sur deux ans, alors que les exonérations courent sur sept ans.

Certes, les chefs d'entreprise n'ont pas attendu l'annonce de la dissolution pour profiter de cette manne, comme en témoigne l'augmentation du nombre de conventions Robien signées

depuis l'automne dernier : au total, plus de 600, offensives (aboutissant à des créations d'emplois) ou défensives (permettant de préserver des postes menacés) ; à ce jour, plus de 65 000 salariés bénéficient de ce mécanisme de réduction du temps de travail.

Au-delà des chiffres, « il serait prématuré d'établir un lien trop net entre le calendrier électoral et le frémissement observé en faveur de la loi Robien. Celle-ci bénéficie plutôt de la dynamique actuelle en faveur de l'annualisation et de la flexibilisation du temps de travail ».

souligne Serge Dufour, responsable du secteur travail-retraites à la CGT. Il n'empêche : « Le changement de gouvernement a sans doute incité un certain nombre d'entreprises qui étudiaient cette possibilité à accélérer le mouvement et à signer une convention », affirme Bernard Graffi, inspecteur du travail à Nantes et président de l'association Villermé, qui réunit 200 spécialistes du droit social. Signer avant qu'il ne soit trop tard : autrement dit, « profiter des avantages de la loi Robien avant un éventuel réaménagement du texte qui consisterait, par exemple, à

moduler le niveau de l'aide en fonction de la taille de la société », selon la formule de Jean-François Carrara, responsable du développement du département Aménagement du temps de travail au cabinet Algae Management. Au passage, le dispositif permet d'expérimenter, expérimentations à la clé, la réduction du temps de travail en grandeur nature, surtout dans la perspective d'une loi-cadre sur les 35 heures.

Trois semaines après la déclaration de politique générale de Lionel Jospin, qui s'est bien gardé d'évoquer la question à l'Assemblée nationale, l'incertitude demeure quant à l'avenir de la loi Robien. Sans doute faudra-t-il attendre la conférence nationale sur les salaires, l'emploi et le temps de travail, en septembre, et le projet de loi-cadre qui sera présenté au Parlement dans la foulée pour en savoir plus.

En attendant, l'engouement dont bénéficient les conventions Robien ne devrait pas se démentir cet été, singulièrement dans les PME. Un responsable d'une DDTE fait toutefois état de « réticences de la part des syndicats, qui attendent des annonces sur les 35 heures : dans ces conditions, certains commencent à se demander pourquoi il faudrait négocier dans l'urgence un dispositif Robien qui ne garantit pas forcément le maintien des salaires, même si c'est généralement le cas, du moins pour les faibles revenus ».

Nathalie Mlekuz

Philippe Baverel

En attendant la rentrée...

A l'échelle des directions départementales du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (DDTEFP), l'alternance politique est manifestement passée dans les mœurs. Certes, la période de campagne électorale a été marquée par une certaine discrétion. Tenu au devoir de réserve, les directeurs départementaux et leurs adjoints ont déserté les réunions et les grandes manifestations publiques. « Nous avons eu davantage de temps pour épurer les dossiers », confie une directrice.

Depuis la victoire de la gauche, seule une directive concernant les Fonds déconcentrés pour l'emploi des jeunes (FDEJ) - présentés comme « le milliard des préfets pour l'emploi des jeunes » - est venue quelque peu bouleverser le fonctionnement quotidien. Certains l'avaient plus ou moins anticipée. D'autres pas. « Nous étions à pleine vitesse sur un dispositif qu'il nous faut maintenant orienter vers la voie de déles-

tage. Ce n'est pas facile à gérer, d'autant plus que, depuis deux mois, près de la moitié de la direction départementale planchait là-dessus », confie un directeur du nord de la France. La circularité, datée du 20 juin, prévoit que seule la première délégation de crédits, octroyée en avril dernier, pourra être dépensée, le reste devant être réaffecté « sous forme de places supplémentaires dans les mesures du programme de lutte contre le chômage de longue durée et d'insertion des publics en difficulté, en fonction des nouvelles priorités du gouvernement ».

CONTINUITÉ

Sur tous les autres dossiers, la tendance est à la continuité. Aucune réaction particulière des entreprises n'a été observée pour l'instant : « Rien ne laisse penser que nous allons être submergés de demandes émanant d'entreprises effrayées par l'éventuel rétablissement de l'autorisation administrative de licenciement », pré-

cise une directrice départementale du Sud-Ouest.

Même absence de remue-ménage chez les inspecteurs du travail. La routine s'avère de rigueur. Une routine qui se teinte toutefois de quelques espoirs. « C'est sûr qu'avoir Aubry ou Madelin comme ministre de l'emploi ne signifie pas la même chose pour le code du travail », observe l'un d'eux. Certains espèrent obtenir les moyens de mieux contrôler les licenciements économiques de faible ampleur, ceux de moins de dix personnes dans les entreprises de moins de cinquante salariés. D'autres attendent une révision de la politique d'aide à l'emploi qui, selon eux, a largement montré ses limites. En attendant, tous les regards se tournent déjà vers la conférence nationale sur l'emploi et les salaires. Les orientations nouvelles seront sans doute pour la rentrée.

CHRONIQUE

par Alain Lebaube

Avantage fiscal

Evacuée à l'occasion du Forum de l'Expansion par Martine Aubry, la révision de la déduction d'impôt accordée pour les emplois familiaux, notamment avec le cbèque emploi-service, ne semble pas faire partie des priorités. Depuis, la ministre de l'emploi et de la solidarité s'est gardée de revenir sur le sujet.

« Je ne suis pas sûre qu'on ne soit pas allé trop loin », avait pourtant, au détour d'une petite phrase, lâché M^{me} Aubry, qui connaît bien le dossier. Et pour cause : le dispositif avait été créé quand elle était déjà ministre du travail, en 1992. A l'époque, il avait été prévu que l'emploi par les ménages d'un salarié à domicile ouvre droit à une réduction d'impôt - et non à une déduction - dont le montant atteindrait 50 % des dépenses engagées dans la limite de 25 000 francs. Mais, avec le gouvernement Edouard Balladur, cette politique d'aide change de dimension, à défaut de nature. Le plafond est porté à 90 000 francs, la réduction d'impôt maximale à 45 000 francs. Ce qui, à l'origine, devait toucher les classes moyennes se transforme en un avantage fiscal on ne peut plus important pour des familles aisées et fortement imposées. Tandis que l'intérêt est moindre, voire nul, pour les milieux plus modestes.

Dopés, dès lors, les emplois familiaux vont connaître un grand succès. Plus d'un million et demi de personnes sont ainsi em-

ployées ; avec le chèque emploi-service, qui a atteint les 50 millions d'heures travaillées en 1996, cela représente l'équivalent de 250 000 emplois à temps plein. Pour l'Etat, l'opération coûte plus de 6 milliards cette année. En revanche, on peut considérer que la Sécurité sociale y gagne en cotisations supplémentaires.

Apparemment créatrice d'emplois, la formule a surtout permis de blanchir du travail au noir et, de ce point de vue, aura eu un effet moralisateur. En revanche, et pour les mêmes raisons, il s'avère presque impossible de mesurer son impact en créations nettes.

Difficile de tout arrêter quand ces activités-là montent, en dépit des critiques, l'énorme potentiel dont elles disposent ; qui plus est, à un moment où le nouveau gouvernement se met en quête d'autres espaces pour l'emploi. D'où des suggestions pour réorienter et gommer les défauts les plus visibles. Par exemple, faire porter l'accent sur le tout récent titre emploi-service. Outre que celui-ci présente l'avantage de pouvoir être abondé par les comités d'entreprise, les entreprises ou les collectivités locales, il peut aussi bénéficier à toutes les catégories. Et on peut même imaginer qu'il permette de payer des services offerts hors du domicile, puis, pourquoi pas, des petits travaux d'entretien ou de confort. De façon à sortir de l'image de l'emploi familial, domestique et féminin.

Volkswagen applique un nouveau modèle de réduction du temps de travail

BONN

de notre correspondant
Volkswagen, c'est un peu le « laboratoire social » de l'Allemagne. Depuis l'introduction de la semaine de quatre jours en 1994, le premier constructeur automobile européen est parvenu à réduire ses coûts de production sans procéder à des licenciements massifs. Résultat : l'entreprise se porte très bien, au point que les capacités existantes ne parviennent pas à répondre à la demande des nouveaux modèles ; le climat interne à l'entreprise est qualifié d'« excellent » par les syndicats - en dépit d'adaptations comme le travail du samedi. Les dirigeants de Volkswagen, qui avaient l'intention, en début d'année, de délocaliser hors de l'entreprise des services internes (comme la sécurité, la restauration, etc.), afin de réduire les coûts, ont finalement renoncé à ce projet, tout comme ils ont renoncé à imposer la suppression des « pauses pipi » de deux minutes et demie toutes les heures et de vingt minutes toutes les trois heures.

L'Allemagne reste le pays du consensus à tout prix, et c'est ce qui lui permet de mettre en œuvre de nouveaux types d'organisation du travail comme celui entré en vigueur chez Volkswagen de manière rétroactive depuis le 1^{er} janvier 1997. Avec l'introduction d'un nouveau modèle de réduction du temps de travail - le travail partiel pour les salariés âgés de plus de 55 ans, ou *Altersteilzeit* -, le constructeur, aidé par l'Etat, vient de se doter d'un instrument qui

permettra un meilleur partage du travail entre les générations. Un exemple de « flexibilité » que le chancelier Kohl aimerait voir se généraliser en Allemagne afin, comme il aime à le dire lui-même, de « réduire de moitié le chômage d'ici à l'an 2000 ».

Conclu à la fin du mois de juin entre le patronat de l'entreprise et le syndicat IG Metall, l'accord

Cette formule, déjà appliquée dans le secteur de la chimie, a été définie en détail par l'Etat et bénéficie d'un soutien financier public, en vertu d'une loi entrée en vigueur en août 1996. L'agence nationale pour l'emploi de Nuremberg prend en charge une partie du salaire (20 % du salaire net antérieur), à condition que l'entreprise embauche un jeune

DE L'ETRANGER

Avec le temps partiel pour les salariés âgés de plus de 55 ans, le constructeur automobile, aidé par l'Etat, vient de se doter d'un instrument qui permettra un meilleur partage du travail entre les générations

Volkswagen prévoit qu'un salarié de plus de 55 ans pourra réduire de moitié la durée de son travail jusqu'à 60 ans, tout en conservant 85 % de son revenu net. Ce nouveau modèle est valable, en théorie, si le salarié accepte de travailler à mi-temps avec une rétribution équivalente à 85 % du dernier salaire net grâce à un coup de pouce de l'entreprise.

La réduction de 50 % du temps de travail se fait en deux temps : pendant deux ans et demi, le salarié travaille à plein temps, période à l'issue de laquelle il cesse de travailler, tout en continuant à percevoir son salaire jusqu'à 60 ans. A 60 ans, c'est l'âge de la retraite anticipée (l'âge de la retraite étant de 63 ans, bientôt de 65 ans). Ce compromis - accompagné d'augmentations de salaires de 1,5 % en 1997 et de 2,5 % en 1998 - a été particulièrement salué par les syndicats, qui y voient la traduction parfaite d'un « contrat social entre les générations ».

pour deux postes de travail à temps partiel créés. Chez Volkswagen, 1 000 apprentis seront intégrés à l'entreprise chaque année et, en parallèle, 2 000 salariés âgés de plus de 55 ans travailleront à mi-temps avec une rétribution équivalente à 85 % du dernier salaire net grâce à un coup de pouce de l'entreprise.

Ce modèle a été conçu pour mettre un terme à une pratique qui finissait par coûter très cher à l'Etat : jusqu'en 1996, de nombreuses entreprises mettaient leurs salariés âgés de plus de 58 ans en pré-retraite, aux frais de l'assurance-chômage. On a tant abusé de cette formule qu'il a été choisi, en définitive, d'imaginer autre chose qui permette à la fois aux entreprises de rajeunir leurs effectifs et d'obtenir des garanties d'emploi pour les jeunes.

Remporté dans un contexte de bonne conjoncture pour le premier constructeur automobile eu-

ropéen, cet accord n'aurait pas vu le jour si l'entreprise ne s'était engagée à offrir de solides compensations financières aux salariés qui choisissent la formule du temps partiel. La formule « 85 % du revenu net antérieur » a été très appréciée par les syndicats, de la même façon que l'entreprise s'engage à aider les salariés afin que ceux-ci, malgré l'amodirissement de leur revenu, continuent à cotiser à 100 % pour leur retraite. A partir de 60 ans, l'âge de la retraite anticipée, Volkswagen s'engage également à subventionner les retraites des salariés concernés par ce nouveau modèle.

Au total et sur plus de cinq ans, chaque cas coûterait 150 000 deutschemarks à l'entreprise (plus de 500 000 francs). Pas étonnant si la presse allemande qualifie l'accord Volkswagen de « modèle de luxe » peu applicable au reste du secteur automobile allemand, voire à l'ensemble de la métallurgie. Des discussions sur l'*Altersteilzeit* entre patronat et syndicat du secteur de la métallurgie ont lieu depuis le début de l'année, mais n'ont pour l'instant débouché sur aucun résultat. Le patronat de la métallurgie n'est pas prêt à reprendre le modèle Volkswagen, tant sur le plan du salaire (« 85 % », c'est trop) que sur la question de la garantie d'embauche pour les jeunes. Le syndicat IG Metall lance des menaces de grèves pour faire avancer les discussions : il faudra attendre l'automne pour savoir si celles-ci se traduiront dans les faits.

Lucas Delattre

Du progrès subi à la société choisie

par Thierry Jeantet, Michel Porta, Guy Courtais, Gilles Roosen, Gabriel Fréneau

Nous vivons une ère de ruptures et de divisions. Rupture du compromis entre le système capitaliste et ceux auxquels il fait appel en tant que salariés (frappés par des licenciements massifs) et consommateurs (qui préfèrent épargner), avec son cortège d'effets dévastateurs : exclusions, pauvreté, incompréhensions, tensions. Rupture au sein des Etats, les investissements faisant les frais des arbitrages au profit d'une politique de redistribution au coup par coup sans grands effets. Rupture au sein même du monde du capitalisme au profit de sa « version » financière. Tout cela au nom d'une vision « économiciste » réservée aux tenants d'une chaîne - courte mais solide - de pouvoirs répartis dans la finance, les conglomérats et des fractions installées de la sphère politique.

Car une logique est affichée : « tenir » la monnaie, brider les dépenses publiques, favoriser les flux financiers, les concentrations privées ; elle permettrait au marché de retrouver sa liberté et de rééquilibrer les économies plus ou moins en déroute. Plus qu'une « pensée unique », il s'agit d'une dynamique entre les détenteurs de moyens de plus en plus rassemblés, entre des « agenciers » industriels et financiers. Les uns et les autres espérant tirer le meilleur parti d'évolutions réelles au premier rang desquelles la montée des technologies et l'internationalisation. De fait, cette dynamique de type « unique » risque de passer, par pertes et profits, une génération, deux générations...

Il est urgent d'insister sur la nécessité pour l'Etat de revenir sur le devant de la scène en favorisant une croissance à dimension humaine au travers de trois actions.

La première est d'opérer une redistribution du savoir et d'assurer l'accès et la maîtrise des outils de communication par tous. Si les dépenses de l'Etat ou France pour l'éducation doivent avoisiner les 23 % en 1997, celles de la défense atteindraient encore 15,5 à 16 %. Le pourcentage consenti pour la formation - qui doit être de plus en plus permanente - demeure insuffisant. Sans doute faut-il éviter un gonflement des déficits publics, mais il faut surtout un Etat mieux orienté dans son action. Comme, par exemple, rester passif devant le fait que l'absence de di-

plômes ou les faibles diplômes conduisent au chômage ? Comment accepter que le « capital humain » - si l'on ose cette expression - soit ainsi gaspillé ?

La seconde est d'assurer à notre système de santé une pérennité et une assise suffisantes. Il n'est pas acceptable que des personnes âgées, les salariés les moins qualifiés aient un accès de plus en plus aléatoire aux soins : le rapprochement social et géographique du système de santé des citoyens dans les zones urbaines « désertées » et rurales « désertifiées » constitue une urgence. Sans doute faut-il arrêter la progression, par le haut, des dépenses de médicaments et en particulier, sans doute aussi faut-il venir à un système décentralisé et plus égalitaire avec un pilotage participatif impliquant réellement les usagers.

TRIBUNE

Il est urgent que l'Etat revienne sur le devant de la scène en favorisant une croissance à dimension humaine

La troisième - décisive - est de soumettre le pays à une cure d'innovation : non pas en injectant plus brutalement encore des technologies destructrices d'emplois, mais en cherchant à profiter des innovations pour susciter un nouveau type de développement. Avant même de parler de réduction du temps de travail ou de chercher uniquement à accroître encore les emplois de services (ce qui correspond à des besoins concrets), il faut se demander si les innovations connues ou futures ne sont pas porteuses d'activités productrices et d'emplois.

La Commission de l'Union européenne a timidement mis le doigt sur cette question mais sans en débiter encore de nouvelles initiatives. Pourtant, les exemples concrets ou plus récemment des Etats-Unis montrent que des PME créatrices d'emplois sont capables d'émerger en intégrant de l'innovation et en l'appliquant. Des pistes peuvent d'ores et déjà être indiquées pour la France : la domotique, les biotechnologies, les systèmes de communication, bien sûr l'environnement. Une « politique de développement des acti-

vités et des emplois innovants » apparaît donc nécessaire, s'appuyant sur les divers organismes de recherche et de diffusion publics, mais aussi privés, ainsi que sur les financeurs et partenaires publics, privés et d'économie sociale. Une des premières « conférences nationales » à convoquer doit porter sur une telle politique.

Mais plus encore s'agit-il de tenter de créer un nouveau compromis entre les acteurs économiques comme sociaux autour de ce thème : l'innovation maîtrisée créatrice d'emplois et donc de richesses mieux réparties. Il s'agit aussi d'éviter que les emplois nouveaux soient situés de façon trop déséquilibrée dans le secteur non marchand subventionné.

Cette politique doit engager l'Etat en tant que co-financier en prenant des participations dans des entreprises en démarrage (avec obligation de se déloger au bout de cinq ou dix ans), en renforçant le rôle d'outils de garantie comme la Sofaris, en créant un système de fonds communs de placement-innovation-emplois dont les rendements seront ex parte décaissés et en appuyant le développement de coopératives d'entreprises, d'unions d'économie sociale innovantes (permettant des alliances entre les acteurs marchands et non marchands). L'Etat doit ainsi trouver un nouveau rôle d'investisseur.

Une telle politique doit s'inscrire dans un projet plus large, l'objectif étant de discipliner le progrès, de ramener l'économie et la technologie à leur rôle d'outils. Ceci suppose :

- un effort exceptionnel de recherche-prévision-planification participative : si le travail n'est pas mort, il est - en tous les cas - en train de changer radicalement.

- de susciter un mouvement alternatif entre les entreprises : toute entreprise, d'une certaine importance, pratiquant des licenciements devant s'engager à soutenir la création d'autres entreprises et d'activités.

- une politique « du temps et des activités » comportant une nette réduction du temps de travail, impliquant tous les acteurs : certes, les salariés, les employeurs aux côtés de l'Etat, mais aussi les administrations, les collectivités locales, les commerçants, les associations ; tous étant plus ou moins des co-aménageurs des temps li-

bérés et pour une partie d'entre eux, co-financiers.

- donc, de dépasser les options de RMI ou de revenu social individuel en créant un droit au revenu d'activité, assorti d'une couverture sociale complète, déterminé au cours d'une conférence nationale entre l'Etat, les collectivités locales et le secteur sans but lucratif.

Le débat de société a été rejeté, les idéologies faisant peur ; mais les recettes successivement appliquées depuis vingt ans ont conduit au résultat que l'on sait. Du coup la société est en train de changer par force et en force : la politique doit d'urgence revenir à la politique. Le temps des choix est venu en France et, entraînée par elle, en Europe entre une société participative maîtresse du progrès et une société libérale jouant du progrès comme on joue avec le feu.

Thierry Jeantet, Michel Porta, Guy Courtais, Gilles Roosen, Gabriel Fréneau sont président et co-animateurs du Mouvement d'action et de réflexion pour les réformes sociales (organisateur des entreprises pour une Croissance à dimension humaine).

PARUTIONS

Changer de logique

LE LIBÉRALISME CONTRE LA DÉMOCRATIE. LE TEMPS DES CITOYENS

d'Alain Girard et Claude Neuschwander
Cyros, 264 p., 130 F.

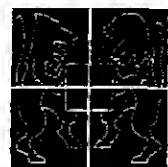
On s'attendait pas moins de Claude Neuschwander. Celui qui organisait des conseils de résidents à Sarcelles dans les années 60, puis fut le courageux patron de Lip, à la recherche de nouveaux modes de gestion, n'a rien perdu de son punch. C'est sans nul doute qu'il part à l'assaut de « l'intégrisme libéral » devenu « pensée hégémonique », notre liberté individuelle étant « confondue avec celle du capital ».

Les constats qu'il dresse et les arguments qu'il aligne pour montrer que notre société, plongée dans l'ultra-libéralisme, va mal, ont, pour la plupart, déjà été avancés. Mais il était bon de les rassembler afin de porter un diagnostic global, en l'occurrence bien étayé par de nombreuses observations.

Pour Claude Neuschwander et Alain Girard, il s'agit de « remettre l'homme au cœur de la société et l'économie au service ». Au « libéralisme sauvage », il oppose le projet « d'une économie sociale de marché », capable de garantir et de promouvoir l'intérêt collectif, la cohésion sociale, l'égalité des chances et la solidarité. Et il propose de l'appuyer sur plusieurs piliers : l'Europe (dégageant un « compromis positif des traditions rhénane, étatique et sociale-démocrate »), le secteur de l'économie sociale et les collectivités territoriales (l'Etat jouant un rôle de régulation et de maintien de la cohésion nationale). Réseaux, coopérations, initiatives des citoyens irrigueront les racines de ce regain de démocratie.

Même si on peut se demander si la mobilisation de ces différents acteurs sera assez forte pour faire tourner autrement les mécanismes du capitalisme, cet appel à l'exercice de véritables choix mérite d'être entendu.

Daniel Urbain



ScPo

Formation aux Métiers de la Ville

Cadres d'entreprises, responsables d'associations, étudiants en fin d'études supérieures,

Sciences Po a créé pour vous :

Le PEA « Métiers de la Ville »

Programme d'Études Avancées en 18 mois
cycle court pour les cadres envoyés par leur entreprise

Formation pluridisciplinaire au management urbain, assurée par des professionnels de la ville et des chercheurs.

Renseignements : Institut d'Études Politiques de Paris

Danièle SONNET 63, rue de Varenne 75007 Paris
Tél. 01 45 55 38 20 - Fax. 01 45 55 29 48 - e-mail : pea.mietiers-ville@sciences-po.fr
Date limite de remise des dossiers : 25 juillet 1997
session d'admission : septembre 1997

L'armée prépare des reconversions massives à la vie civile

Enquête. Le départ d'ici à 2002 des officiers et sous-officiers en surnombre ne devrait pas poser trop de problèmes. Mais, pour la suite, qu'en sera-t-il des nouveaux engagés ?

Une armée qui - professionnalisation oblige - passe en cinq ans (d'ici à 2002) de plus de 200 000 appelés à moins de 30 000 perd forcément un nombre important d'officiers et de sous-officiers. Même si parallèlement elle intègre plus de 50 000 engagés. Cette réorganisation, qui ressort de la loi de programmation militaire, votée en juin 1996 pour les années 1997-2002, est engagée. Son mouvement est même plus ample que ce que le décompte officiel des réductions d'effectifs qui prévoit 300 départs d'officiers et celui de 15 000 sous-officiers car il résume d'une somme complexe d'ajustements et de sous-tractions.



NICOLAS VIAL

Ainsi la gendarmerie qui devrait perdre quelque 2 500 sous-officiers d'ici à 2002 voit-elle leurs effectifs progresser légèrement en 1997 ; alors que le nombre de ses officiers augmentera de près de 1 400 en cinq ans. La marine bénéficiera, elle aussi, d'une légère progression de ses cadres. C'est dire que les autres armées perdront davantage qu'il n'y paraît : l'armée de terre notamment, qui enregistrera une perte de 1 400 officiers et de plus de 6 000 sous-officiers en cinq ans. Autre exemple : en 1997, si, globalement, 1 500 postes de sous-officiers sont supprimés, le nombre des officiers croît encore légèrement, car la loi de professionnalisation des armées a prévu d'augmenter un taux d'encadrement inférieur jusqu'ici à celui des armées occidentales comparables. La baisse du nombre des officiers ne commencera donc, au plus tôt, qu'en 1999.

Près de quatre sur cinq des 1 500 sous-officiers qui partiront en 1997 appartiennent à l'armée de terre. Mais cela correspond pour une part aux départs qui ont lieu normalement chaque année. En 1995 comme en 1996 - antérieurement donc à la loi de professionnalisation - ces derniers étaient annuels.

lement de l'ordre de 2 500. Si bien que le surcroît de départs à gérer se limite à 230 cas par an jusqu'à 2002.

C'est sans doute pour cette raison qu'on ne sent pas encore vraiment de mobilisation dans les services chargés de gérer ces mouvements. Certes, le nombre des officiers croît encore légèrement, car la loi de professionnalisation des armées a prévu d'augmenter un taux d'encadrement inférieur jusqu'ici à celui des armées occidentales comparables. La baisse du nombre des officiers ne commencera donc, au plus tôt, qu'en 1999.

ont assez d'ancienneté pour bénéficier d'une retraite immédiate et qui anticipent leur départ ; une forte augmentation des postes offerts dans les autres secteurs de la fonction publique ; et la reconduction d'une disposition permettant aux officiers de toucher une retraite supérieure à celle de leur grade s'ils la prennent rapidement. Le vif succès rencontré par l'octroi du pécule a même entraîné une sélection parmi les volontaires : pour 1997, la priorité a été donnée aux plus âgés. Les candidats à une reconversion ne seront donc pas trop nombreux. Il devrait en être de même en 1998.

Pour Dominique Conort, directeur de la fonction militaire et du personnel civil au ministère de la défense, la préoccupation majeure est, plus que les cadres, le grand nombre de militaires du rang engagés qu'il y aura à rendre chaque année à la vie civile. Il faut donc

mettre dès à présent au point une politique de reconversion beaucoup plus élaborée que celle qui existait jusqu'ici : « Nous avons le devoir de réussir le reclassement de ceux qui partent en ce moment car la qualité de nos recrutements futurs en dépend. »

« S'ils s'en vont avec le sentiment d'avoir été en quelque sorte abandonnés, ce sera un lourd handicap », réchérchit Chantal Jourdan, responsable de la Mission pour la mobilité professionnelle (MMP), chargée de la mise en œuvre de la politique de reconversion pour l'ensemble des personnels militaires. Au sein de cette instance, la mobilisation est forte. Et Chantal Jourdan parle d'un « énorme chantier », d'une « sorte de révolution culturelle à réaliser ». « Désormais, souligne-t-elle, la reconversion n'est plus un acte individuel laissé au libre arbitre de chacun, c'est un volet majeur de la gestion des ressources humaines. »

Comme la future armée professionnelle sera composée de personnels jeunes qui n'y passeront qu'un temps assez court (de cinq à quinze ans), la préoccupation de leur reclassement sera présente tout au long de leur parcours militaire. Et ce dès leur arrivée, à travers une information sur le dispositif mis en place pour les aider. Plus tard, par des entretiens d'orientation ainsi qu'une évaluation de leurs compétences et de leur potentiel, destinés à leur permettre d'élaborer un projet professionnel pour leur retour dans le civil.

Enfin, dans la dernière étape, par un congé de reconversion de six à douze mois leur permettant de se préparer activement à la réalisation de ce projet. Peu à peu cette politique commence à se concrétiser. Tout officier ou sous-officier touché par la réduction des effectifs peut en bénéficier.

Marie-Claude Betbeder

Passeport pour l'entreprise

Le Centre militaire de formation professionnelle, en Vendée, accueille 600 engagés par an

Cravate et costume bien coupés, l'adjudant joue le rôle de directeur des ressources humaines. Lui fait face un jeune engagé qui prépare sa reconversion civile dans la comptabilité. Une caméra filme « l'entretien d'embauche ». Dans la salle attenante, ses camarades observent le scénario d'un œil critique. « En quatre séances vidéo, ils progressent énormément dans la façon de se présenter », constate le capitaine chargé de « l'accompagnement vers le monde du travail ». La scène se déroule au Centre militaire

de formation professionnelle (CMFP) de Fontenay-le-Comte en Vendée, une caserne dont la mission est d'assurer la reconversion des engagés volontaires de l'armée de terre (EVAT), en partenariat avec l'AFPA (Association pour la formation professionnelle des adultes).

Chaque année, le centre accueille 600 engagés venus de toutes les régions de France, parvenus au terme des quinze ans de service réglementaire ou ayant échoué aux examens militaires de leur corps. Outre un professeur détaché de l'éducation nationale, 45 formateurs de l'AFPA, spécialement affectés à la caserne, délivrent une formation dans sept grandes familles de métiers : bâtiment ; métallurgie ; mécanique générale ; réparation automobile ; froid et électricité ; maintenance ; tertiaire (secteur hybride regroupant comptables, vendeurs, agents de restauration, garçons serveurs, opérateurs de télésurveillance...). En fin de cursus, des professionnels contrôlent les connaissances et font passer les examens (CAP et BEP).

La première difficulté avant d'entamer la formation est d'ordre psychologique : « Beaucoup préféreraient rester dans l'institution militaire parce qu'elle est rassurante : à nous de les aider à se tourner vers la vie civile », explique le colonel Gérard Laloue qui commande le CMFP. « On a toujours des regrets à l'idée de quitter l'armée, mais il faut savoir tourner la page », estime le capitaine Hillel-Jacques Storace. Engagé à dix-neuf ans avec un niveau bac professionnel en électrotechnique, il suit six ans plus tard une formation d'opérateur de station centrale de télésurveillance, après avoir participé à plusieurs missions militaires, au Gabon et au Tchad notamment.

Vient ensuite le délicat problème de l'orientation : « La plupart des engagés ne savent pas ce qu'ils veulent faire quand ils arrivent ici »,

poursuit le colonel. En fait, deux stratégies se dessinent : revenir au métier appris au lycée professionnel et profiter de l'opportunité du CMFP pour mettre à jour ses connaissances techniques ; ou délibérément opter pour une nouvelle spécialité. L'objectif est toujours le même, selon le colonel Gérard Laloue : « Ajouter un savoir-faire pro-

fessionnel au savoir-être très fort qui caractérise nos hommes, en termes d'esprit d'équipe ou de sens des initiatives ».

De la guerre du Golfe à la menuiserie

De sa participation à l'opération « Daguet » en pleine guerre du Golfe, Patrick Ballinger, trente-trois ans, se souvient surtout des alertes aux missiles Scud et du masque à gaz dont il fallait alors porter sans faillir : « Là-bas, on se servait les coudes, surtout lorsqu'on avait un coup de cafard. » Pudique, l'homme qui a également servi en Somalie, au Liban et en Bosnie en tant que « casque bleu » n'en dira pas plus. Aujourd'hui, le caporal-chef a décidé de repartir dans le civil pendant qu'il est « encore jeune ». Titulaire d'un CAP de peinture en bâtiment obtenu à l'âge de dix-sept ans, il suit actuellement un enseignement en menuiserie d'agencement (charpente et aménagement) au centre militaire de formation professionnelle de Fontenay-le-Comte, dans l'espoir d'être embauché chez un artisan. Avec, chevillée au corps, la ferme intention de s'installer un jour à son compte.

professionnel au savoir-être très fort qui caractérise nos hommes, en termes d'esprit d'équipe ou de sens des initiatives ».

REBONDIR

D'une durée qui varie, selon les spécialités, entre quatre mois et un an, la formation prévoit aussi une période d'application en entreprise, d'une durée variable. Phase décisive puisque « 40 % des engagés trouvent finalement un poste dans la société qui les a accueillis en stage », selon Pierre Gil, enseignant en fraisage au CMFP.

Outre l'apprentissage technique d'un métier, le centre de Fontenay-le-Comte veille à offrir à ses stagiaires les clés indispensables pour décrocher un premier emploi. « Certes, beaucoup ont eu à gérer des situations difficiles en Bosnie, en Centrafrique ou au Rwanda. Pour autant, ils ne connaissent pas l'univers de l'entreprise », explique le co-

mpagnement vers le monde du travail » destiné non seulement à « quitter l'uniforme avec un boulot en poche », mais aussi à « rebondir en cas de perte du premier emploi », selon l'expression du colonel Gérard Laloue.

Une cellule d'aide à l'emploi est en permanence à la disposition des stagiaires : dans cet espace, ils peuvent consulter les annonces parues dans la presse, rédiger et taper leur CV sur ordinateur, passer des coups de fil aux entreprises...

Le résultat est à la hauteur des espérances : 78 % des militaires passés par le CMFP occupent un emploi six mois après leur sortie. Tous les profils professionnels sont envisageables : un ancien n'a-t-il pas ouvert à l'autisme dernier, son propre établissement de restauration à Fontenay-le-Comte, baptisé le Coco-Nuts ?

Philippe Bayerel

Repères

● Le pécule destiné à inciter officiers et sous-officiers à un départ anticipé ne leur est accessible que s'ils ont respectivement fait au moins vingt-cinq et quinze ans de service. Son montant représente quarante-cinq mois de solde pour celui qui part dix ans avant la limite d'âge de son grade ; plus il est proche de cette dernière, plus la somme diminue. A titre d'exemple, un lieutenant-colonel, à sept ans de sa limite d'âge, touche 580 000 francs, un adjudant-chef, à cinq ans de la sienne, 270 000 francs. Pour encourager les départs rapides, le montant de ce pécule diminue au fur et à mesure que l'on se rapproche de l'an 2002.

● Avant la fin de 1997, l'armée de terre doit avoir procédé à la dissolution de vingt régiments ; la marine, désarmé huit bâtiments de surface et sous-marins ; le service de santé, fermé un centre hospitalier. Trente-deux mille emplois d'appelés doivent avoir été supprimés. Le nombre des engagés - qui doit doubler d'ici à 2002 pour atteindre 92 000 - aura commencé à progresser : il sera passé de 45 000 à 52 000 dans l'année.

Les difficultés des organismes de formation

BAISSE DU CHIFFRE D'AFFAIRES. En 1995, selon la Dares (direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques du ministère du travail), le chiffre d'affaires réalisé par les organismes de formation d'élevage, au total, à 35,1 milliards de francs. Il était en baisse de 1,7 % par rapport à l'année précédente. Mais ce qui explique encore mieux les difficultés conjoncturelles de ce secteur, c'est que, parallèlement, le nombre d'organismes de formation actifs a, lui, augmenté de 6,5 % par rapport à 1994. Cela résulte principalement du développement considérable des formateurs individuels (4-70 % en cinq ans) qui réalisent, ensemble, un chiffre d'affaires de 1,5 milliard de francs, en progression de 62 % au cours de ces dernières années. Sur les 57 200 établissements déclarés, 37 800 organismes ont réalisé au moins un franc de chiffre d'affaires. Si 92 % des organismes actifs affichent un chiffre d'affaires inférieur à 1 million de francs, les 1 700 plus importants dépassent 20 % du marché et 11 % d'entre eux dépassent les 10 millions de francs d'affaires. Près de la moitié des organismes de formation ont un statut privé à but lucratif et leur part de marché est évaluée à 38 %. Les associations et organismes privés à but non lucratif ne représentent que 28 % des organismes, mais occupent un tiers du marché.

Les organismes publics et parapublics ne sont que 5 %, en nombre, mais détiennent 20 % du marché. Ce sont ces derniers qui subissent le contrecoup de la forte progression des organismes à but lucratif : leur chiffre d'affaires a diminué entre 1994 et 1995 et leur part de marché a reculé de 8,4 points. Cela s'explique en partie par l'évolution des financements de la formation. En effet, les dépenses en provenance des entreprises ont augmenté de 3,9 % en un an, alors que celles de l'Etat et des collectivités territoriales ont diminué de 14,2 %.

Plus de formateurs mais moins de temps

PRÉCARITÉ. En 1995, selon la Dares, les organismes de formation ont employé 472 000 intervenants en formation. Le nombre de formateurs en contrat à durée indéterminée a augmenté de 22,5 % en un an et celui des bénévoles de 28 %. Cependant, les formateurs travaillent rarement à temps plein pour un seul organisme. La durée annuelle de leurs interventions est de 188 heures et va de 61 heures pour les bénévoles à 370 heures pour les formateurs individuels. Cette durée est d'ailleurs en baisse par rapport à 1994, où elle était de 216 heures.

Les administrateurs à la française

JETONS DE PRÉSENCE. Jean-Claude Lasanté et François Cam, qui animent en France le cabinet rattaché au groupe Mercator, ont fait réaliser une enquête sur les membres des conseils d'administration des sociétés françaises. Il en ressort que les administrateurs français sont en général moins bien payés, en jetons de présence, que leurs homologues américains et que, entre autres conséquences qui tiennent à la spécificité nationale, ils ont tendance à multiplier les postes. Par exemple, Jean Peyrelevade siège dans 17 conseils d'administration. Sur la cinquantaine de sociétés étudiées, les six plus généreuses versent, en moyenne, de 500 000 francs par an pour L'Oréal à 178 571 francs pour Alcatel. Dans les moins dispendieuses, cela va de 46 153 francs chez Canal Plus à 16 153 francs chez Essilor. Mais, toujours selon Mercator, ces pratiques induisent un autre problème, devenu lancinant, à savoir par rapport aux attitudes anglo-saxonnes : les modalités de choix et de rémunération des administrateurs en France empêchent que ceux-ci soient des personnalités indépendantes ou des experts qui consacrent réellement du temps à leurs fonctions.

DÉPÊCHES

■ GESTION. En association avec l'université Paris-Dauphine, le Centre de formation professionnelle des journalistes (CFPJ) met en place, pour la rentrée 1997, un MBA à destination des journalistes, axé sur le management des entreprises de presse. Cet enseignement, destiné à élargir le champ de compétences des cadres de rédaction, a pour but de favoriser une meilleure coopération entre journalistes et gestionnaires. Étalée sur une année, cette formation dure 350 heures et comprend un voyage d'études en Grande-Bretagne. De nombreux professionnels interviendront, ainsi que des universitaires et des experts. Le dossier de candidature est à retirer, à partir du 2 septembre, auprès du CFPJ. Contact : Catherine Benitah. Tél. : 01-44-82-20-81.

■ ÉVALUATION MACROÉCONOMIQUE. La Dares a procédé à une évaluation macroéconomique des politiques de l'emploi, à court et moyen terme (Premières Informations et Premières Synthèses, de juillet 1997, numéro 27-1). Il apparaît que 2,9 millions de personnes bénéficiaient d'un des dispositifs spécifiques de politique de l'emploi à la fin 1996. A court terme, au sein de ces dispositifs, les retraits d'activité agissent davantage sur le chômage que les aides à l'emploi marchand, mais, à moyen terme, la hiérarchie des mesures s'inverse. Enfin, depuis le premier choc pétrolier, la réduction du nombre de demandeurs d'emploi due à la politique de l'emploi est évaluée à 500 000 environ.

■ CHÈQUE-VACANCES. L'émission des chèques-vacances atteindra le cap des 3 milliards de francs pour l'année 1997, soit une progression de 27 % par rapport à l'année précédente. Ce titre de paiement permet l'accès à des services touristiques et de loisirs de plus en plus variés. Son impact économique est loin d'être négligeable : il représente 15 à 35 % du budget vacances des utilisateurs et l'on peut estimer qu'il induit une dépense trois fois supérieure au volume de chèques émis, soit près de 10 milliards de francs pour 1997.

AGENDA

● FORMATION. L'Association française pour l'expansion par la formation (Afeff) organise, le 11 septembre, une journée thématique intitulée : « Régénération de la fonction ressources humaines, une approche centrée "service" ». Elle aura lieu à l'hôtel Mercure, 3, rue de Caulaincourt, avec notamment la participation de Jean-François Dumortier, directeur du développement à l'Insep, de François Silva, professeur de sociologie du travail à l'École supérieure de l'aéronautique, et de Michel Juffé, professeur de sciences humaines à l'École nationale des ponts et chaussées. Contact : Afeff, 56, rue de Londres, 75008 Paris. Tél. : 01-42-94-29-76.

● FORUM EMPLOI JEUNES. Initialement prévu pour le 28 mai au Zénith, et reporté en raison de la dissolution de l'Assemblée nationale, le Forum pour l'emploi des jeunes aura lieu, le 23 septembre à 14 h 30, au Palais national de Bercy. Cette manifestation est organisée par l'Union des industries métallurgiques et minières dans le cadre de son opération « Déverrouiller l'emploi : l'emploi des jeunes ». Dix mille jeunes, enseignants, formateurs et chefs d'entreprise y participeront. Contact : UIMM, 56, avenue de Wagram, 75854 Paris Cedex 17. Tél. : 01-40-54-20-20.

● MULTIMÉDIA. Les Rencontres européennes sur la démocratie et les réseaux multimédia se tiendront, du 25 au 27 septembre, à Pithenay, ville médiatisée de la région Poitou-Charentes. Cette manifestation est organisée par Vecam (Veille européenne et citoyenne sur les autoroutes de l'information et le multimédia), qui fait partie des associations réunies au sein de la Maison Grenelle. Contact : Vecam, 21, boulevard de Grenelle, 75015 Paris. Tél. : 01-45-78-34-05.

« girlies » à l'assaut des Etats-Unis de la Grande-Bretagne

DUT d'animation culturelle souffre d'une image trop universitaire

Les « girlyes » à l'assaut des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne

Management. Deux livres, vendus à des millions d'exemplaires, expliquent aux femmes comment dominer les hommes au travail. Certains des arguments développés sont surprenants

Les Etats-Unis et l'Europe s'enthousiasment déjà pour les Spice Girls, ces cinq jeunes Anglaises qui ont vendu treize millions de disques dans le monde sur le thème du « girl power » (le pouvoir aux filles). Leur message est limpide : « Les hommes ont les meilleurs boulots, tandis que les femmes font le ménage et les courses, ça suffit. Les tâches et les avantages doivent être partagés. » Le groupe n'hésite pas à se réclamer de Mar-

celine au travail. Les titres des ouvrages sont assez explicites. *How to succeed in business without a penis* (Comment réussir en affaires sans pénis) a été écrit par Karen Salmansohn, une experte en marketing et publicité. Le second, *The Princessa - Machiavelli for women* (La princesse - Machiavelli pour les femmes) est de Harriet Rubin, une éditrice new-yorkaise qui a publié de nombreux livres de présidents d'entreprise et de gourous du manage-

ment. Les titres des ouvrages sont assez explicites. *How to succeed in business without a penis* (Comment réussir en affaires sans pénis) a été écrit par Karen Salmansohn, une experte en marketing et publicité. Le second, *The Princessa - Machiavelli for women* (La princesse - Machiavelli pour les femmes) est de Harriet Rubin, une éditrice new-yorkaise qui a publié de nombreux livres de présidents d'entreprise et de gourous du manage-

ment. Les titres des ouvrages sont assez explicites. *How to succeed in business without a penis* (Comment réussir en affaires sans pénis) a été écrit par Karen Salmansohn, une experte en marketing et publicité. Le second, *The Princessa - Machiavelli for women* (La princesse - Machiavelli pour les femmes) est de Harriet Rubin, une éditrice new-yorkaise qui a publié de nombreux livres de présidents d'entreprise et de gourous du manage-

ment. Les titres des ouvrages sont assez explicites. *How to succeed in business without a penis* (Comment réussir en affaires sans pénis) a été écrit par Karen Salmansohn, une experte en marketing et publicité. Le second, *The Princessa - Machiavelli for women* (La princesse - Machiavelli pour les femmes) est de Harriet Rubin, une éditrice new-yorkaise qui a publié de nombreux livres de présidents d'entreprise et de gourous du manage-

ment. Les titres des ouvrages sont assez explicites. *How to succeed in business without a penis* (Comment réussir en affaires sans pénis) a été écrit par Karen Salmansohn, une experte en marketing et publicité. Le second, *The Princessa - Machiavelli for women* (La princesse - Machiavelli pour les femmes) est de Harriet Rubin, une éditrice new-yorkaise qui a publié de nombreux livres de présidents d'entreprise et de gourous du manage-

ment. Les titres des ouvrages sont assez explicites. *How to succeed in business without a penis* (Comment réussir en affaires sans pénis) a été écrit par Karen Salmansohn, une experte en marketing et publicité. Le second, *The Princessa - Machiavelli for women* (La princesse - Machiavelli pour les femmes) est de Harriet Rubin, une éditrice new-yorkaise qui a publié de nombreux livres de présidents d'entreprise et de gourous du manage-

ment. Les titres des ouvrages sont assez explicites. *How to succeed in business without a penis* (Comment réussir en affaires sans pénis) a été écrit par Karen Salmansohn, une experte en marketing et publicité. Le second, *The Princessa - Machiavelli for women* (La princesse - Machiavelli pour les femmes) est de Harriet Rubin, une éditrice new-yorkaise qui a publié de nombreux livres de présidents d'entreprise et de gourous du manage-

ment. Les titres des ouvrages sont assez explicites. *How to succeed in business without a penis* (Comment réussir en affaires sans pénis) a été écrit par Karen Salmansohn, une experte en marketing et publicité. Le second, *The Princessa - Machiavelli for women* (La princesse - Machiavelli pour les femmes) est de Harriet Rubin, une éditrice new-yorkaise qui a publié de nombreux livres de présidents d'entreprise et de gourous du manage-

La création d'entreprise, une tentation

A en croire les chiffres d'une étude réalisée par la National Foundation for Women Business Owners et Dun and Bradstreet, les Etats-Unis comptent 7,7 millions d'entreprises dont le propriétaire est une femme. Elles emploient 15,5 millions de salariés. Un bond en avant de 32 % par rapport aux chiffres de 1992 qui avaient eux-mêmes progressé de 43 % entre 1987 et 1992.

Ces résultats peuvent être interprétés de différentes manières. Beaucoup de femmes qui créent leur entreprise disent le faire pour échapper à l'emprise des hommes dans le travail. Il convient aussi de relativiser le phénomène, puisque les femmes, tout comme les Asiatiques, les Espagnols, les Noirs, etc., sont considérées comme appartenant à une minorité. A ce titre, elles bénéficient d'avantages et notamment de « contrats captifs » qui les aident lors de leur installation.

garet Thatcher, faisant d'elle l'un de ses emblèmes.

Avec les Spice Girls, il faut maintenant aussi compter sur les « new girlyes », pour reprendre le titre de *The Independent*, quotidien britannique qui, tout comme le *Sunday Times*, s'intéresse à ce phénomène récent. Ni actrices ni chanteuses, elles sont femmes d'affaires et se doivent d'avoir pour livres de chevet deux succès de librairie, vendus à des millions d'exemplaires en Grande-Bretagne et outre-Atlantique. Là aussi, il s'agit de mettre un terme à la suprématie mas-

Toutes deux s'adressent aux femmes qui en ont assez de voir leur carrière handicapée en raison de leur sexe puisque les hommes se réservent en général les places les plus élevées des organigrammes. « Les deux chefs d'entreprise femmes qui figurent au top 500 de Fortune, s'offusque ainsi Harriet Rubin, vendent soit des Barbies, soit des soutiens-gorge... Serions-nous encore au temps de la révolution industrielle ? »

Chacune prodigue donc ses conseils. Karen Salmansohn sur un ton assez provocateur et tout à fait

Le DUT d'animation culturelle souffre d'une image trop universitaire

Formation. Le diplôme de l'éducation nationale n'a toujours pas trouvé sa place face à ceux du ministère de la jeunesse et des sports.

Plus de 2 000 candidats à Rennes pour 86 places, environ 1 700 candidats à Paris pour 60 places, 600 à Tourcoing pour 56 places... L'option animation socioculturelle du DUT (diplôme universitaire de technologie) est proposée par neuf instituts universitaires de technologie (IUT) séduits par un nombre d'étudiants. Créé il y a trente ans, ce cursus universitaire forme des jeunes susceptibles de travailler ensuite dans des MJC, des foyers de jeunes travailleurs, des mairies, des écoles, des services sociaux ou culturels, etc. Mais cette formation, méconnue par les employeurs - bien qu'elle intègre plusieurs mois de stage sur le terrain - est souvent perçue comme trop théorique, trop bureaucratique. Elle n'a toujours pas vraiment trouvé sa place face aux diplômes proposés par le ministère de la jeunesse et des sports, des formations techniques et de terrain.

Officiellement, pourtant, la concurrence n'existe pas. Présent depuis très longtemps dans le secteur de l'animation, le ministère de la jeunesse et des sports propose, par le biais d'organismes agréés, des diplômes de niveaux très différents allant du BAFA ou du BAFD (brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur ou de directeur, souvent exigé pour l'animation de colonies de vacances ou de centres agréés) au DEFA (diplôme relatif aux fonctions d'animation pour les postes à responsabilité), en passant par le Bapaat (brevet d'aptitude professionnelle d'assistant animateur-technicien de la jeunesse et des sports de niveau V). Ces formations sont payantes : il faut compter entre 25 000 et 30 000 francs pour un Beatep (brevet d'Etat des animateurs-techniciens de l'éducation populaire et de la jeunesse, délivré par le ministère de la jeunesse et des sports) et entre 30 000 et 40 000 francs pour

un DEFA. Leur durée peut aller de deux stages d'une semaine pour le BAFA ou le BAFD, à trois ans minimum pour le DEFA. Relevant du ministère de l'éducation nationale, le DUT (bac+2) s'intercale, lui, entre le Beatep (niveau bac) et le DEFA (niveau bac+3). En théorie, la logique est même à la complémentarité puisque les titulaires

L'avantage de la complémentarité

Les étudiants ayant enchaîné sur un DUT carrières sociales optent animation socio-culturelle (du ministère de l'éducation nationale) après un Beatep (brevet d'Etat d'animateur-technicien de l'éducation nationale) et de la jeunesse et des sports de niveau V) sont très prisés par les employeurs. De même le DUT complété par un DEFA (diplôme relatif aux fonctions d'animation pour les postes à responsabilité) acquiert une plus-value indéniable. En outre, l'obtention d'un DUT permet de décrocher le DEFA en une seule année, car il donne droit à l'équivalence de la partie théorique - soit cinq unités de formation de 160 heures chacune.

Par la voie traditionnelle, il faut au moins trois ans pour obtenir un DEFA, et nombreux sont ceux qui abandonnent en cours de route : sur les 1 100 inscrits, seuls 400 sortent chaque année avec le diplôme, et parmi eux un quart possèdent le DUT.

d'un DUT sont, lorsqu'ils préparent le DEFA, dispensés de la partie théorique.

Reste que sur le terrain, même si cela varie selon les régions, la confusion est souvent de mise. « J'ai récemment vu passer une annonce en Bretagne qui, pour un poste d'animateur, ouvrait le recrutement à la fois aux titulaires d'un BAFA, d'un Beatep, d'un DEFA ou d'un DUT », raconte encore agacé Jacques Dufeu, responsable du département carrières sociales de l'IUT de Rennes. Mieux connues, les formations jeunesse et sports partent souvent avec une longueur d'avance. « J'ai été embauché pour mon BAFA par un DUT », déplore Elio-die, passé par l'IUT de Paris et actuellement assistante éducative. « L'été dernier, j'ai postulé pour un poste d'animateur de quartier, mais

on a refusé ma candidature sous prétexte que je n'avais pas le BAFA », s'insurge Jean-Laurent, également diplômé de l'IUT de Paris et actuellement à la recherche d'un emploi.

Autre handicap : la certitude chez bon nombre d'employeurs que, pour faire de l'animation, il faut surtout une personnalité affir-

me de documentation pour la jeunesse). La tendance est aussi à la précarisation : « Les contrats à temps sont très fréquents, tant que les CES ou les CIE », indique Pierre Sacpé, responsable de l'option animation socioculturelle à l'IUT de Tourcoing. De même, le turn over est souvent très élevé. Au niveau des collectivités territoriales, cette précarité devrait toutefois s'atténuer avec le décret du 31 mai qui autorise les animateurs à intégrer les grilles de la fonction publique.

Toutefois, les diplômés de jeunesse et sports auront encore une longueur d'avance puisque l'article 4 prévoit un concours externe sur titre où la moitié des postes à pourvoir sont réservés aux candidats titulaires d'un Beatep. Une précision qui indigne Claude Géraud, responsable des stages animation socioculturelle au département carrières sociales de l'institut universitaire des technologies (IUT) de l'université Paris-V : « Nos étudiants peuvent obtenir de meilleures notes au concours et ne pas être pris. C'est un avantage inexplicable accordé aux titulaires du BEATEP ».

Face à cette situation, les détenteurs d'un DUT sont nombreux à préférer poursuivre leurs études. A Rennes, par exemple, sur une promotion de 84 personnes, 26 ont choisi de s'orienter vers une licence, une MST développement local (maîtrise de sciences et techniques) ou un DEFA. D'autres changent carrément de voie, bifurquant vers le social ou le culturel. Pour tenter de lutter contre les idées toutes faites et de mieux faire connaître leur diplôme, d'anciens élèves de l'IUT de Paris ont décidé de créer une association et d'organiser des rencontres entre employeurs, étudiants et anciens élèves.

Nathalie Mlekuz

Prévention : des expertises difficiles

Droit. Les comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail peuvent se faire aider

Encore largement méconnu, l'un des volets des lois Auroux, de décembre 1982, accorde aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) le droit de faire appel à un expert. C'est en quelque sorte le pendant du droit des comités d'entreprise (CE) de recourir à un expert-comptable depuis 1960.

Ce droit peut s'exercer en cas de « risque grave, révélé au nan par un accident du travail ou une maladie professionnelle », ou bien en cas de « projet important modifiant les conditions d'hygiène et de sécurité au sein des conditions de travail », par exemple une transformation des postes de travail, de l'organisation du travail, etc. (article L. 236-9 du code du travail). Comme pour l'expertise demandée par le CE, celle du CHSCT est prise en charge financièrement par l'employeur. Celui-ci peut contester, devant les tribunaux, la nécessité de l'expertise, le choix de l'expert, ou encore l'étendue de sa mission.

En 1991, le législateur a introduit une procédure d'agrément des experts, renouvelable, et délivrée par arrêté du ministre du travail. Actuellement, environ quatre-vingts structures seraient agréées. Les experts sont en général ergonomes de formation, psychologues ou sociologues du travail, etc. Parmi ces cabinets, certains sont plus ou moins liés à des syndicats : IN, PAC-CFDT (Institut pour l'amélioration des conditions de travail) a été créé par la CFDT ; Emergence, entre autres, est « proche » de la CGT, indique Dominique Lanoë, ergonomiste de ce cabinet. Tandis que Technologia est « proche » de FO, selon cette centrale. Chacun étant, évidemment, plus sollicité par des CHSCT à majorité syndicale de même étiquette. Enfin, des bureaux de contrôle technique, comme Apave, se sont également positionnés sur ce créneau.

Un créneau toutefois peu porteur, pour l'instant. Une centaine d'expertises par an seraient menées actuellement, alors que vingt-deux mille établissements disposent d'un CHSCT (en 1993, dernière statistique). Pourquoi si peu ? La désyndicalisation l'explique sans doute en partie, un CHSCT sans syndiqués ayant peu de chances d'être informé de ce droit. D'autant que les employeurs ne semblent pas y être très favorables. « Dans la mesure où une solution au problème posé n'a pas pu être trouvée au sein de l'entreprise, auprès des services prévention des CRAM (caisse régionale d'assurance-maladie) ou des organismes agréés pour les contrôles techniques, nous ne sommes pas opposés à cette loi », indique toutefois Jean-Pierre Peyricat, directeur de la sécurité et des

conditions de travail à l'Union des industries métallurgiques et minières (UIMM). Une position qui estime en outre que « trop souvent il est fait appel à un expert pour arbitrer entre une direction et le CHSCT. Or, dans le domaine de la prévention, il n'y a aucun compromis possible ».

POSITION DÉLICATE

D'autres raisons peuvent expliquer les réticences des employeurs. Les chefs d'entreprise estiment généralement que les questions touchant au travail et à son organisation sont de leur seul ressort. De plus, ils n'ont pas forcément envie qu'un intervenant extérieur vienne décortiquer des conditions de travail parfois d'un autre âge, comme dans cette entreprise métallurgique où « les ouvriers, qui doivent produire mille rondelles, sont, à cinquante ans, saufs, démaillés physiquement », remarque Philippe Négroni, ergonome d'IN. PAC.

De leur côté, les experts sont en position délicate. Placés entre la direction et les CHSCT, souvent appelés lorsque la situation est conflictuelle, « ils sont toujours sur le fil du rasoir », observe Francis Dupont, du cabinet Aster ergonomie. Cette difficulté se lit d'ailleurs à travers les différentes philosophies des experts. Pour Apave, « l'interlocuteur privilégié est la direction », indique Jean-Paul Mocolt, responsable prévention, tout en assurant qu'Apave est « réputé neutre dans ses conclusions ».

Tandis que, pour Dominique Lanoë, l'interlocuteur premier est le CHSCT. « La règle de base d'une expertise est de donner des éléments au CHSCT de l'éclairer pour qu'il puisse se forger son point de vue », insiste-t-il. L'expert n'a toutefois pas à se comporter en « super-syndicaliste, qu'il a dit des choses qui déplaisent au CHSCT », précise Philippe Négroni. Un travail d'équilibre, en somme, qui donne lieu à un lourd contentieux. Le droit des CHSCT à l'expertise n'est pas près d'entrer dans les mœurs.

Francine Aizicovici

Immobilier et Gestion de Patrimoine

Ecricome Entreprises et le Groupe ESC Bordeaux vous proposent un Master en alternance à Paris (stage assuré)

Sélection Juillet 97

Tél. 01 40 73 84 32

GRUPE ESC BORDEAUX

INSTITUT D'ETUDES POLITIQUES DE PARIS

L'atout indispensable pour une carrière internationale

MBA

• Un programme bilingue intensif sur 9 mois, allié à la tradition culturelle de Sciences Po.

• Un corps professoral de nationalité internationale.

• Un diplôme accrédité AMBA.

Réunion d'information le jeudi 10 juillet 1997 à 18h30 dans nos locaux

Contact : Secrétariat du Pr. Jean-Jacques Rosa

174, Bd Saint-Germain 75006 PARIS - Tél. : 01 45 43 87 43 - Fax : 01 45 43 82 92

Website : <http://www.sciences-po.fr> - E-Mail : isba@des.martin.sciences-po.fr

Le Monde EN POCHES

Le Monde

LE MULTIMEDIA LA REVOLUTION EN MOINS DE TEMPS

39F

Disponible en librairies et en grandes surfaces

Le Monde 7011095

Le Monde DE L'EDUCATION GUIDES

Le Monde

DE L'EDUCATION

REUSSIR A L'UNIVERSITE

38F

Disponible en librairies et en grandes surfaces

Le Monde 7011095

Juristes - Ressources Humaines

GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS DE LA METALLURGIE
nous recherchons

UN JURISTE INTERNATIONAL

- Vous serez responsable de l'élaboration des contrats de recherche avec nos partenaires français et européens.
- Vous assurerez la gestion et le déroulement de ceux-ci, quant à la confidentialité, la propriété, et l'exploitation des résultats obtenus.
- → vous êtes titulaire d'une formation BAC + 5 en droit de la propriété industrielle
- → vous avez de 0 - 5 ans d'expérience professionnelle
- → vous maîtrisez l'anglais.
- Merci d'envoyer votre lettre de motivation, votre CV et votre photo (sous référence 1051001) à :

LA PUBLICITE FRANÇAISE
251 boulevard Péreire - 75852 PARIS Cedex 17,
qui transmettra.

Les Ports Français
Union des Ports Autonomes et des Chambres de Commerce et d'Industrie Maritimes.
Auprès de notre Délégué Général, nous engageons notre

Chargé de mission

Questions Administratives et Juridiques
H/F

De formation juridique, DESS spécialisé en droit des activités maritimes..., homme d'analyse et de synthèse, négociateur averti, sa mission recouvre l'ensemble des dispositions de la convention collective, ses applications, son évolution et les problèmes juridiques des ports.

Interlocuteur privilégié des Directeurs et des Responsables de Personnel, au sein des structures portuaires, il leur apporte sa technicité d'expert, dans ce domaine sensible et exigeant.

Rédacteur et conseiller, il assume également le compte rendu des assemblées plénières.

Rigueur intellectuelle, adaptabilité, maturité, alliées à de réelles capacités relationnelles, seront ses atouts majeurs pour réussir son intégration et satisfaire aux attentes de nos mandants.

Poste basé au siège à Paris.

Adresser lettre + photo + CV à **JM CLOAREC**, sous référence S299, 7, rue Royale, 75008 Paris. Tél. : 02 98 53 50 51



A.C.P.

Equipementier automobile
usine proche région parisienne,
filiale française d'un groupe important,
nous recherchons notre

Directeur des Ressources Humaines

Proche du Directeur Général, membre du Comité de Direction, vous assurerez une mission primordiale pour notre entreprise :

- former, recruter, gérer l'ensemble du personnel en décentralisant les responsabilités humaines dans la hiérarchie,
- élaborer, proposer et mettre en place avec une grande autonomie une politique humaine de dialogue, communication et animation,
- gérer les relations sociales dans un climat de forte concurrence, où technicité, qualité et productivité sont nos atouts.

Homme de terrain, rompu à la négociation avec les partenaires sociaux, parlant anglais, familiarisé avec les techniques de production en milieux industriels, vous êtes prêt à promouvoir une politique de R.H. dynamique dans une entreprise performante.

Adresser lettre, CV, rémunération sous ref. M 09 à Resonance, M. d'Abouville, 61 bd Carnot, 78110 Le Vésinet.

Les premiers entretiens auront lieu à Paris seconde quinzaine d'août.

Fusions & acquisitions, fiscalité, relations sociales, propriété intellectuelle, droit des nouvelles technologies, droit des sociétés, banque, finance, arbitrage, conciliation, contentieux, concurrence, droit économique... Les 60 juristes du Cabinet développent leur expertise dans les principaux domaines de la vie juridique des entreprises.



Cette pluridisciplinarité, allée au dynamisme du Cabinet, nous permet aujourd'hui de renforcer notre potentiel en intégrant huit nouveaux collaborateurs.

AVOCATS DROIT DES AFFAIRES

- FISCALISTE débutant réf. LM 01
- FISCALISTE U.S. expérimenté réf. LM 02
- PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE / DROIT DES NOUVELLES TECHNOLOGIES (IP / IT) débutant réf. LM 03
- FUSIONS & ACQUISITIONS 2 collaborateurs expérimentés, dont 1 Avocat admis aux U.S.A. réf. LM 04
- DROIT DU TRAVAIL expérimenté réf. LM 05
- DROIT DE LA DISTRIBUTION débutant réf. LM 06
- FINANCE - DROIT BOURSIER débutant réf. LM 07

De Formation Juridique Supérieure avec spécialisation, vous possédez, selon les postes proposés, une expérience probante de 3 à 6 ans ou vous débutez.

Doté d'un fort potentiel, vous êtes apprécié pour votre rigueur, votre dynamisme et votre esprit d'équipe. Nous vous proposons des opportunités dans des domaines variés. Toutes vous permettront de révéler vos compétences et d'évoluer dans un environnement international performant, qui nécessitera de votre part une parfaite maîtrise de la langue anglaise, tant à l'écrit qu'à l'oral.

Adresser votre candidature en précisant la référence du poste choisi à :
BAKER & MCKENZIE - Responsable des Ressources Humaines
32, avenue Kléber 75116 PARIS.

Société d'Avocats au Barreau de Paris

Région Rhône-Alpes

RESPONSABLE DES RESSOURCES HUMAINES

Excellent niveau et fort potentiel

Au sein d'un groupe Industriel français en forte expansion sur le plan national et International (50 usines dans le monde), nous recherchons le Responsable des Ressources Humaines de la Direction Recherche et Développement de l'une de ses divisions.

Pour une population de 350 personnes (essentiellement Ingénieurs et techniciens) localisée sur plusieurs sites en France et à l'étranger, il assurera l'intégralité de la fonction : recrutement, formation, gestion des carrières, administration, relations sociales.

Ce poste conviendrait à un candidat diplômé d'études supérieures (Sciences Po, ESC, Droit, Ingénieur...), ayant 8 ans de vie professionnelle, dont une expérience significative et réussie dans la fonction personnel acquise impérativement dans l'industrie.

Son envergure générale, ses qualités de dynamisme et de rigueur, ses capacités de dialogue et de communication, lui permettront d'être reconnu comme un Interlocuteur efficace et avisé et d'évoluer dans un groupe performant et exigeant.

Maîtrise de l'anglais indispensable. Connaissance d'une deuxième langue européenne très souhaitée.



Ecrire sous réf.
288 3200 7M
Discrétion absolue

71, rue d'Auteuil
75016 Paris



NICHOLSON INTERNATIONAL
France

ALLIER LA NOTION DE SERVICE A UNE VRAIE DYNAMIQUE INTERNATIONALE

Créé en 1989 à Londres, Nicholson International est un cabinet de conseil en Ressources Humaines présent de Pékin à Sao Paulo en passant par Paris au travers de ses 26 bureaux

Qu'attendiez nos clients et nos candidats aujourd'hui ? Les comprendre en étant capable de leur construire une réponse sur mesure tant sur un axe domestique qu'international. Faire preuve de créativité, de professionnalisme, d'adaptabilité, de remise en cause. Avoir de la célérité dans un monde où tout change de plus en plus vite. Si vous pensez que cette réponse vous correspond et que vous connaissez déjà le monde de l'entreprise, nous recherchons plusieurs

CONSULTANT(E)S

capables d'adhérer à notre projet en France ou à l'étranger. Naturellement, vous maîtrisez au moins l'anglais.

NICHOLSON INTERNATIONAL FRANCE
(référence LM/C)14, rue Pergolosa
75116 PARIS - Fax : 01 45 00 03 20
e-mail : nifrance@nicholsonintl.fr

Responsable de Rédaction

Leader sur notre marché, nous sommes la filiale d'un important groupe international, spécialisée dans la diffusion d'informations sur différents supports à l'usage des professionnels. Dans le cadre de notre expansion, nous recherchons un(e)

Rattaché(e) au Directeur de département droit du transport, vous participerez à la rédaction et à la réalisation de tous les produits de la gamme transport.

Votre rôle consistera principalement à actualiser et à enrichir des ouvrages existants, ainsi qu'à élaborer de nouveaux produits.

De formation juridique (type DESS), vous êtes spécialisé(e) en droit du commerce international (vente et distribution à l'international / paiements internationaux / procédures douanières).

Justifiant d'une expérience d'au moins 6 ans comme Juriste d'entreprise, vous avez une bonne connaissance des ventes maritimes et des contrats internationaux.

Vos qualités sont les suivantes : facilité d'expression écrite, accompagnée du goût de l'écriture - forte capacité d'initiative - bon relationnel - bonne maîtrise de l'anglais. Poste basé à Paris.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 9705/1 à notre Conseil : OP SEARCH à l'attention d'Olivier de PREVILLE - 84 rue Lauriston - 75116 PARIS ou par Fax : 01 53 70 93 50

OP SEARCH
CONSEIL EN RECRUTEMENT

Organisation professionnelle de presse recherche

UN JURISTE

responsable des affaires juridiques et sociales.

Polyvalent(e) et autonome, il/elle aura pour principales missions :

- le conseil aux entreprises adhérentes en droit de la presse, droit social, propriété littéraire et artistique, droit commercial et fiscal ;
- l'encadrement juridique des activités du syndicat ;
- la rédaction de circulaires et notes d'information à destination des éditeurs.

Agé d'environ 28 ans, doté d'une solide formation juridique (maîtrise, 3ème cycle), le candidat doit faire état d'une expérience d'au moins trois ans, incluant de préférence le droit social.

Rigoureux et organisé, il possède les qualités relationnelles qu'exigent des contacts de haut niveau et le contexte d'une structure de taille réduite.

La connaissance du droit de la presse ou une expérience dans ce secteur d'activité serait un plus.

..... Envoyer C.V., photo et prétentions au : SPMI - 71, avenue Franklin Roosevelt - 75008 PARIS

مكتبة الأهل

Juristes - Ressources Humaines

SHL

Société de conseil en Ressources Humaines, membre de Syntec, filiale du groupe SHL International, qui est leader sur le marché de l'évaluation et du développement des hommes et présent dans 33 pays, renforce son équipe de consultants.

Consultant senior

H/F (réf. 824)

De formation supérieure (DESS Ressources Humaines, Psychologie...), et bilingue français/anglais, vous avez une expérience probante du métier de consultant dans les domaines de l'évaluation des potentiels et des compétences (Assessment et Development Centers, réalisation de bilans professionnels...).

La maîtrise de l'outil informatique est un atout.

Consultant Junior

H/F (réf. 825)

De formation supérieure (DESS Ressources Humaines, Psychologie...), vous êtes particulièrement intéressé par la conception et l'adaptation de systèmes très novateurs d'évaluation des hommes et des compétences (tests, questionnaires...) sur support informatique. Vous avez un intérêt et une maîtrise réelle de l'outil informatique ainsi qu'une bonne pratique de l'anglais.

Junior ou senior, vous souhaitez aujourd'hui saisir l'opportunité de rejoindre une équipe ayant d'ambitieux projets de développement.

Pour ces deux postes, merci d'adresser votre candidature, sous réf. choisie, à Hélène Korganoff, SHL France SA, 98 avenue de Villiers, 75017 Paris.



ADIA
L'intérêt
est un métier

Nous avons aujourd'hui une place de premier plan dans notre profession. Notre effectif est de 750 personnes. Nous cherchons notre

Directeur juridique Lyon

Vous dirigez notre service juridique (3 collaborateurs) qui couvre l'ensemble de la fonction : Droit des sociétés, Droit des affaires, Droit social, Assurances... Vous êtes le garant de notre vie juridique et le conseil avisé de notre Directeur général avec une attention particulière pour le Droit social.

Après une formation bac + 5 (DESS, DJCE...), vous avez une solide expérience en cabinet et/ou en entreprise (idéalement de services bien sûr) et êtes un réel généraliste de la fonction avec une expertise particulière en droit social. Vous parlez anglais.

Merci d'adresser votre candidature à notre conseil Robert Bernoud, sous référence 1757 LM. ALEXANDRE TIC, 7 rue Servient, 69003 Lyon.

ALEXANDRE TIC
Certifié ISO 9001

de : Thomas le Carpentier Rel. à appeler : 01 41 82 22

à : Un juriste, 35 ans environ, troisième cycle en Droit privé éventuellement complété par un diplôme de JD ou IEP... voulant mettre au service d'une industrie de pointe son expérience de praticien du Droit et sa polyvalence (Droit des sociétés, droit des contrats, propriété intellectuelle), sa pratique d'une ou plusieurs langues étrangères, dont l'anglais, et son sens aigu de la négociation.

obj : DIRECTEUR JURIDIQUE - Paris

Un groupe international coté, leader mondial dans son domaine (Hi-Tech), crée le poste de Chef des Services juridiques. Responsable du service "corporate" (un juriste) et du service des contrats (deux juristes), celui-ci participe à des opérations internationales d'ingénierie financière (acquisitions, fusions...), négocie les contrats avec les clients importants, prend en charge la politique de propriété intellectuelle. Romain aux négociations internationales, possédant le sens du client, organisateur il allie à d'excellentes qualités techniques un talent de responsable d'équipe. Ce poste évolutif est à pourvoir rapidement. Merci d'adresser CV prétentions à l'adresse ci-dessous

DEPARTEMENT JURIDIQUE

33, rue Cremieux - 75012 Paris - Tél : 01 44 75 52 00 - Fax : 01 44 75 52 01

Marketing Communication

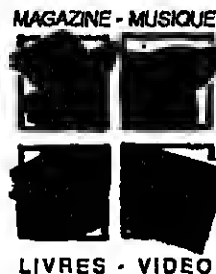
Consultant senior en communication interne

Au sein de l'équipe spécialisée d'une grande agence de communication parisienne, vous interviendrez au plus haut niveau dans les différents aspects de la communication interne et sociale (politique de changement social, évolution des métiers et des compétences, motivation des équipes...), de l'analyse de la problématique à la mise en œuvre des recommandations.

A 30/35 ans, de formation HEC, Essec, ESCP, IEP ou l'équivalent, vous avez acquis une solide connaissance de l'entreprise et des ressources humaines à travers une expérience de 5 années au minimum dans une grande entreprise et/ou en agence. Anglais courant.

Fort implication, sens de l'écoute, aptitude à rédiger et à argumenter avec clarté, goût du travail en équipe, alliés à une véritable éthique professionnelle sont autant d'atouts qui nous amèneront à retenir votre candidature.

Merci d'adresser lettre, CV, photo et prétentions sous référence 45794 à Press Emploi, 26 rue Salomon-de-Rothschild, 92150 Suresnes.



Premier groupe mondial de presse et d'édition, nous développons des produits de qualité répondant exactement aux besoins de notre clientèle nationale et internationale.

CHARGÉ D'ÉTUDES STATISTIQUES CONFIRMÉ (H/F)

Au sein du Département Marketing, votre responsabilité sera :
• d'analyser les comportements de la clientèle dans le but d'optimiser les opérations marketing.
• de contrôler, en liaison avec les chefs de produits et l'équipe informatique, le déroulement de ces opérations.
• d'effectuer les études nécessaires à l'élaboration de la stratégie Marketing.
• de proposer des innovations pour développer et enrichir le fichier clients.

Si votre formation supérieure en statistiques ou économétrie est enrichie par une sensibilité en démographie et sociologie, si vous avez déjà acquis une expérience professionnelle d'environ 5 ans en traitement de fichiers dans le domaine du Marketing Direct, si vous faites preuve de créativité, d'innovation, de force de proposition et si vous pratiquez couramment l'anglais :

vous possédez donc tous les atouts pour assurer ce poste de premier plan dont l'enjeu est stratégique pour notre société.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à Nicole Le Gouiller, Sélection du Reader's Digest, 1/7, avenue Louis Pasteur, 92220 BAGNEUX.

recrute pour son département de Développement Economique, Montpellier Languedoc Roussillon Technopole :

Chargé(e) de mission

« AGRO-DÉVELOPPEMENT ET BIO-TECHNOLOGIES »

Intégré au service « Promotion et Développement Entreprises », vous aurez à agir pour fédérer différents acteurs régionaux des secteurs de l'agro-alimentaire, de la nutrition et des bio-technologies (entreprises, centres de recherche, organisations professionnelles) autour de projets porteurs. Vous favoriserez les relations entre les différents intervenants, intensifierez les complémentarités, les entreprises, proposerez et mettez en place les outils nécessaires au développement des projets. A 30 ans environ, de formation supérieure, vous êtes Ingénieur ou vous avez une expérience de plusieurs années dans le domaine « agro-alimentaire et bio-technologies » dans une structure de développement économique et/ou en développement produit au sein d'une entreprise privée. Autonome, vous aimez les contacts et les négociations de haut niveau, maîtrisez les outils bureautiques, savez manier les données statistiques et parlez un anglais courant. Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite) sous réf. 119 N à notre Conseil PSYNERGIE - Mail Jacques Cartier - 394, rue Léon Blum - 34 000 Montpellier.

PSYNERGIE
GROUPE PRAXIA

Consultant EN CHARGE du développement

The Link Factory : membre des agences conseil du groupe Havas Advertising. Domaines d'intervention : communication pour les ressources humaines, intranet et programmes multimedia. Recherche :

Profil :
• 30 ans environ
• Sup de Co ou équivalent
• 5 ans d'expérience
• parfaite maîtrise de l'anglais
• pratique courante d'Internet
• véritable dimension de conseil en communication
• potentiel de futur manager

Mission :
• commercialiser l'offre de l'un des départements de l'agence : la communication de recrutement (presse, marketing direct, Internet, Cédérom, vidéo...) auprès des DRH et Dircos des grandes entreprises

Contact : Eric Brac de la Perrière, ebrac@linkfactory.com The Link Factory - 147149, rue St-Honoré 75001 Paris.



THE LINK FACTORY

AIDES
FÉDÉRATION NATIONALE

Créée en 1984, AIDES est une association de lutte contre le sida reconnue d'utilité publique. Avec un budget de 184 MF, AIDES, grâce à un réseau de 3 600 volontaires, est présente dans 106 villes (métropole et DOM-TOM). Son objectif : construire une stratégie de réponses adaptées à l'évolution de l'épidémie impliquant tous les acteurs de la lutte contre le sida : personnes vivant avec le virus, proches, soignants, chercheurs, institutionnels. Son action : mobiliser les énergies de tous pour développer l'entraide et l'espoir, l'action thérapeutique, l'information et la prévention.

En 1996, la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes a décerné à AIDES l'Ordre National le prix Cristal de la transparence de l'information financière.

Directeur des Ressources Privées

Vous êtes reconnu pour vos compétences dans le développement d'activités nouvelles. Vous avez piloté avec succès de nombreuses opérations de sponsoring, de co-branding et de marketing direct. Vous avez géré un centre de profit et animé des équipes. A 40/45 ans, après cette solide expérience, vous souhaitez donner un nouveau sens à votre parcours professionnel. Vous vous sentez prêt à relever avec nous le défi de la mobilisation des hommes et des ressources face à l'évolution de l'épidémie de sida et à l'émergence de nouveaux traitements.

A la tête d'une équipe de 8 personnes, vous élaborerez et mettez en œuvre les stratégies de développement des ressources privées auprès des particuliers, des entreprises et des institutions. C'est avec une large autonomie au sein de notre équipe de direction que vous prenez la responsabilité des opérations et des événements nationaux, des ventes, des dons et des legs.

Si vous êtes intéressé par ce poste, merci de nous adresser lettre manuscrite + CV + prétentions, sous référence LM-DE/DRP portée sur l'enveloppe, au Directeur Exécutif, AIDES Fédération Nationale, 23 rue de Château-Landon, 75010 Paris.

Responsable études économiques

France Telecom

Gestion - Finance

REJOIGNEZ LA FILIALE FRANÇAISE DU LEADER MONDIAL DU RECRUTEMENT SPÉCIALISÉ !

■ **LE POSTE** : Consultant au sein de la division Finance et Comptabilité (la plus importante du cabinet), vous prospecterez et développerez un portefeuille de clients et prendrez en charge des missions de recrutement de A à Z. Notre approche de spécialiste vous permettra d'être un vrai conseiller à tous les stades du recrutement.

■ **LE CANDIDAT** : De formation type Ecole de Commerce, vous avez acquis impérativement une première expérience réussie de 3 à 5 ans, soit dans une fonction financière ou au sein d'une société de services. Disposant d'une forte ténacité et d'excellentes capacités commerciales, vous recherchez un poste où votre esprit d'entrepreneur vous permettra d'évoluer au sein du groupe. Un anglais de bon niveau est indispensable.

■ Les candidats intéressés et correspondant au profil sont priés de contacter Pascal VANCUTSEM au 01 47 23 37 00 ou de lui adresser un dossier complet de candidature sous référence NPC/PPM à ROBERT HALF FINANCE ET COMPTABILITÉ, 39 avenue Pierre 1er de Serre, 75008 PARIS, ou par fax au 01 47 23 38 00 ou par e-mail format MME ou BNF, robert@half.mgn.fr. Consultez notre site internet <http://www.roberthalf.com>.

Norman Parsons  ROBERT HALF FRANCE.

Mentor Graphics
THE POWER TO CREATE™

Directeur Financier et R.H.

Reportant au Directeur Général de la Division, au Directeur Financier Europe et au DRH Europe, vous :

- suivez et contrôlez l'ensemble des flux financiers
- gérez les budgets d'importants projets européens
- assurez la gestion de nos ressources humaines, essentiellement composées d'ingénieurs.

Basé à Grenoble, vous intervenez en Europe, aux USA et en Égypte où nous avons implanté un centre de développement.

Ingénieur et MBA, vous avez une expérience professionnelle de 5 à 10 ans.

Ref. M10

Leader en CAO Electronique
nous créons deux postes clés dans notre Division
Analog / Mixed-Signal
Grenoble

Directeur Technique

Reportant au Directeur d'Ingénierie, vous :

- dirigez nos équipes de simulation analogique et de langages de description de matériels mixtes
- gérez les projets européens et les orientations techniques
- pilotez la certification ISO 9000
- assurez les relations directes et l'interface marketing/clientèle

Basé à Grenoble, vous intervenez en Europe, aux USA et en Asie.

Ingénieur Grandes Ecoles et Doctorat, vous avez une expérience professionnelle de 10 ans au moins.

Ref. M11

Ces deux postes, qui requièrent une parfaite maîtrise de l'anglais, représentent des opportunités exceptionnelles par l'exercice de fortes responsabilités, dans un secteur de pointe et avec une ouverture internationale. Adresser lettre, CV et prétentions, sous réf. choisie à ANACAD/MGC, Véronique Coradin, 11 A Chemin de la Dhuy, 38240 MEYLAN.

Explorez une nouvelle voie. Une carrière dans le conseil en recrutement de haut niveau.


Il est probable que vous n'avez jamais envisagé d'évoluer vers le conseil en recrutement. Ce marché en croissance est l'un des plus intéressants, le moins prévisible et le plus passionnant : les hommes.

Aujourd'hui, le groupe Michael Page, leader mondial et français du recrutement, réalise une très forte progression. Michael Page Finance est spécialisé dans le recrutement de cadres financiers pour l'entreprise, la banque et l'assurance. Tous nos consultants sont des anciens professionnels de ces fonctions.

Pour nous accompagner dans cette formidable ascension, nous recherchons des candidats ayant 2 à 4 ans d'expérience dans l'audit, le contrôle de gestion ou la finance, en entreprise ou en assurance.

En changeant d'un fort investissement et de l'adhésion à notre esprit d'équipe, nous vous proposons une formation complète à nos méthodes et la prise en charge rapide de missions de recrutement ; nous offrons pour cela une rémunération attractive et des évolutions au sein de notre groupe.

Si vous êtes intéressé(e), merci d'adresser dossier de candidature à Hubert de Préval, Michael Page Finance, 3 bd Bineau 92594, Levallois-Perret Cedex ou de taper votre CV sur 3617 code Minge (Candidat 24/2000) ou de vous connecter sur <http://www.mpgfinance.com> sous la référence HDP10107.

 **Michael Page Finance**
Le spécialiste du recrutement Financier

Donnez leur un nom ! Contrôleur de gestion

Dresdner Kleinwort Benson est la nouvelle banque fiduciaire des activités du Groupe Dresdner Bank dans le domaine des marchés de capitaux et de la banque d'investissement. Dans ce contexte, la Banque Internationale de Placement (BIP) s'appelle désormais Dresdner Kleinwort Benson (nord), filiale à 100 % du Groupe Dresdner Bank et pôle de compétences mondial du groupe en matière d'arbitrage. Reconnue pour notre technicité, notre capacité d'innovation et notre souplesse de fonctionnement, nous nous sommes imposés depuis 1979 sur les plus grandes places financières internationales.

Pastiché au responsable du service Analyse des Activités au sein du Contrôle de Gestion, vous assurerez le suivi de la position et du risque de change et participerez à la réconciliation des résultats de marchés. Vous offrirez au Front-Office tous les états d'aide à la gestion du risque de change. Vous maitriez en place des procédures transversales pour faciliter la justification des positions et les relations entre les différents intervenants. Par ailleurs, vous développerez les outils de rapprochement à partir du système d'information existant.

De formation supérieure scientifique complétée par un cursus financier/comptable ou bien de formation en gestion avec une forte culture scientifique, vous avez une expérience de 2 à 4 années de l'audit ou du contrôle interne dans le secteur bancaire des marchés. Vous maîtrisez la micro-informatique et les SGBD. Méthodique, rigoureux, créatif et efficace, vous saurez apporter aussi bien des solutions rapides et pragmatiques que des solutions de fond aux problèmes rencontrés. Une grande disponibilité, un bon relationnel et le sens du travail en équipe vous permettront de réussir votre mission.

Si vous souhaitez développer une expérience riche et motivante, si vous voulez prendre des initiatives, vous allez rejoindre des équipes conviviales, motivées et créatives. Ce poste pourra vous ouvrir de réelles perspectives d'évolution.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et photo, sous réf. COG, à Dresdner Kleinwort Benson (nord), Direction des Ressources Humaines, 108 bd Haussmann, 75008 Paris.

 **Dresdner Kleinwort Benson**

GRAND ETABLISSEMENT FINANCIER Engagé dans un vaste plan de refonte de son système d'information, recherche pour Paris des ORGANISATEURS DEBUTANTS

Diplômés d'un BAC + 4/5 Informatique ou Banque/Finance, vous souhaitez exercer un rôle à dominante fonctionnelle et vous orienter vers la maîtrise d'ouvrage. Vous rejoindrez notre Direction Informatique et organisation, après une formation théorique aux techniques de l'organisation (méthode de conduite de projet, accompagnement du changement...) et une insertion de 3/6 mois dans l'un de nos grands centres de back-office.

Interlocuteurs privilégiés des équipes informatiques et de la maîtrise d'ouvrage, vous serez chargés de formaliser l'expression des besoins utilisateurs, d'élaborer les cahiers des charges destinés à la maîtrise d'œuvre. Vous participerez à la validation fonctionnelle des projets et à leur intégration chez les utilisateurs. Vous animerez des groupes de travail.

Notre sens relationnel, votre dynamisme et votre goût de la communication, vous permettront de réussir dans cette fonction de coordination, et d'acquiescer un solide savoir-faire fonctionnel.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo sous la référence OD26 à RIB, Catherine BOUET, 140 rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 PARIS.

 **RIB**

La Documentation française,
éditeur et centre de documentation public,
met en place un véritable contrôle de gestion.

Pour cela, elle recrute un

CONTRÔLEUR DE GESTION

junior (H. ou F.), jeune diplômé(e) bac + 5, école de commerce, DESS ou IUP de gestion.

Envoyer lettre manuscrite + C.V. avec prétentions (sous la référence n° 9776) à :
Le Monda Publicité, 21 bis, rue Claude-Bernard, BP 218, 75226 Paris Cedex 05.

Responsable études économiques

Nous sommes à la recherche d'un Responsable études économiques à l'international.

Au sein de la Direction Financière, vous assurerez, auprès des autres directions, un rôle de soutien et d'expertise financière sur les projets. Vous serez responsable de la mise en œuvre des études économiques et financières, et vous serez en contact direct avec les équipes de la Direction Financière et de la Direction des Ressources Humaines.

A 30 ans, de formation supérieure (bac + 5) en économie/finance/gestion, vous maîtrisez l'anglais et justifiez d'une expérience similaire d'environ 5 années, dans un secteur de services.

Le poste est basé à Paris.

Outre votre professionnalisme, vos qualités relationnelles constitueront votre réussite à ce poste, au sein d'un Groupe offrant de larges perspectives d'évolution de carrière. Vous serez en contact direct avec les équipes de la Direction Financière et de la Direction des Ressources Humaines.

Merci d'adresser, sous référence REC, en précisant votre formation, votre expérience, votre maîtrise de l'anglais et votre maîtrise de l'anglais, votre lettre manuscrite et CV à : **SN CONSEIL**, 3 rue Toland, 75008 Paris.

 **France Telecom**

Réseau et Services Internationaux
Workwide Networks and Services

aines

DIRECTEUR JURIDIQUE

ARTIEMENT JURIDIQUE

meille pour son département
Développement Economique
Management Langue des Rues
Technologie

argé(e) de

DEVELOPPEMENT

PSYNERGIE
GROUPE PRAXIA

DES

Ressources Privées

مكتبة الأمل

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / VENDREDI 11 JUILLET 1997 / XI

Carrières Internationales

Notre client est une **SOCIÉTÉ INTERNATIONALE DE CONSEIL** en productivité, présente sur les cinq continents. Leader sur son marché, collaborant avec les entreprises les plus prestigieuses et les plus exigeantes d'Europe, d'Amérique et d'Asie. La qualité de ses collaborateurs et l'efficacité de son approche commerciale ont fait son succès et sa réputation dans le monde. Il **recherche**

UN VICE-PRÉSIDENT RÉGIONAL

POTENTIEL DE RÉMUNÉRATION EXTRÊMEMENT ÉLEVÉ

Afin d'accompagner sa croissance notre client recherche la collaboration d'un **VICE-PRÉSIDENT RÉGIONAL**, commercial expérimenté, capable de négocier au plus haut niveau des entreprises, et de développer un volume d'affaires important.

● Vous êtes âgé d'au moins 35 ans, et avez exercé des responsabilités importantes dans les domaines de la vente et/ou de direction générale.

● Vous avez de la créativité et l'autorité qui vous rendent crédible auprès des dirigeants d'entreprises.

● Vous maîtrisez parfaitement le français, l'allemand et l'anglais. Une expérience de consultant est un atout, mais n'est pas indispensable, car vous êtes avant tout un vendeur.

Si vous avez le sentiment que notre offre correspond à votre profil, vous pouvez nous envoyer, avec toute garantie de confidentialité, votre CV, EN ANGLAIS, à : AE/LM/1597; Litchfield Ass, Kruisweg 825A, 2132 NG Hoofddorp. Les Pays-Bas, Fax (31) 23-5626737.

Directeur Adjoint au Développement International

Zone Amérique du Sud

Ingénierie/BTP : Cette importante société d'ingénierie (3 milliards de francs de CA), filiale d'un groupe français de tout premier plan, fait partie des majors mondiales de sa spécialité : la conception et la réalisation de stations de traitement d'eau. Sa constante évolution l'amène à renforcer la direction du développement international. Basé à Paris, le Directeur Adjoint prendra en charge, plus spécifiquement, le développement de la zone Amérique Centrale et Latine. Il accompagnera, animera et motivera les responsables de zone ainsi que les directeurs de filiale sur le plan commercial et sera responsable du bouclage des soumissions. Il travaillera en étroite relation avec l'équipe support vente internationale (montage des dossiers de qualification, préparation des offres...). Ce poste intéresse un candidat de formation ingénieur, âgé de 35 ans minimum. Il aura acquis une expérience significative de développement commercial/grands projets sur le plan international, dans la grande ingénierie ou le BTP. Il aura développé une bonne expérience dans le choix de partenaires locaux. L'anglais et l'espagnol sont nécessaires. Le poste implique 50 % de temps de déplacements à l'international. Le contexte est de nature à intéresser un candidat de valeur. Les entretiens auront lieu dans nos bureaux parisiens. Merci d'adresser votre dossier de candidature avec photo et rémunération actuelle sous référence 229/MO à Henri MICHERON, QUADRA, 100 rue Pierre Duhem, BP 302, 13798 Aix-en-Provence cedex 03.

Quadra

INTERNATIONAL
Executive Search and Selection

THE INTERNATIONAL TRAINING CENTRE OF THE INTERNATIONAL LABOUR ORGANIZATION IN TURIN (ITALY), seeks qualified candidates for the position of **DIRECTOR OF THE TRAINING DEPARTMENT**

Reporting to the Deputy Director of the Centre, the Director of the Training Department is responsible for leading and managing a large-scale training operation in support of economic and social development of Member States and their constituents. He/she will work in an international environment, ensuring : * the formulation of training programmes consistent with the needs of various regions of the world * the effective promotion of the Centre's programmes * the development of new and innovative learning and training strategies and methodologies. He/she ensures also effective liaison / coordination with the various programme units of the Centre.

Qualifications: The successful candidate will have an advanced university degree - or equivalent - in social sciences, development studies, public or business administration, supplemented by at least ten years of professional experience in training management and instructional design. He/she will have the ability to lead and manage a large team of more than hundred collaborators and will demonstrate good communication, negotiation and team-building skills. A solid knowledge and understanding of the economic and social development problematic, the donor community and the UN system is required.

Candidates must be fluent in English with a proficiency level in French and/or Spanish. Knowledge of a third official language will be an advantage.

The appointment of the D2 level of UN salary scale, based in Turin, will be a full-time permanent contract of up to two years with the possibility of renewal and incorporates an attractive salary and benefits package.

Applications, with a CV and brief note as to why you see yourself as qualified for the job, should be sent to Mr. L. Socco, Personnel Administrator, Bureau of Personnel, International Training Centre of the ILO, 125, Corso Unità d'Italia, 10122 TURIN, ITALY.

Telephone : 3911 / 6936679 - Fax : 3911 / 6936699.
Applications should be received no later than 31 August 1997.

The ILO Turin Centre is an equal opportunity employer.

CAREER OPPORTUNITIES IN REPO & FIXED INCOME OPERATIONS - LONDON

Our client is a rapidly expanding European based investment bank, with a clear strategic goal of becoming one of the top five global players. The last two years' have seen an aggressive recruitment programme to build talented Front Office teams in the Repo and Fixed Income areas and the subsequent unprecedented growth in these areas has created several exciting opportunities in the Operations team in London. The Repo and Fixed Income Operations teams seek to optimise settlement efficiency and control, improve client serving and implement improved flexibility to allow change without disruption.

KEY AREAS ARE:

- Delivery Management - Repo & Fixed Income
- Asset Servicing
- Corporate Actions
- Interest Claims
- Control
- Trade Support
- Projects

The Operations Division is committed to an apolitical, meritocratic environment where clarity of focus underpins strong teams of intelligent, mutually supportive staff. Applications are invited from ambitious professionals with related financial services experience seeking a genuine career move and the opportunity to realise both technical and personal potential. Closing date for applications is Thursday 17 July 1997. Remuneration and benefits packages (including relocation expenses) will be competitive and will reflect the experience and calibre of individuals sought. Interested candidates should contact Tara Risks.

Joslin Rowe Associates Ltd
Bell Court House 11 Blomfield Street London EC2M 7AY
E-mail 101447.702@compuserve.com
(Please send files in airtel format only).

Tel + 44 171 638 5286 Fax + 44 171 382 9417

A Member of the Blomfield Group

JOSLIN ROWE
banking recruitment consultants



TAKE THE CREDIT FOR EXPANDING OUR BUSINESS

European Marketing Management

Excellent salary and benefits

Visa is a leading provider of card-based financial services, with the most widely held and accepted products in the world. To capitalise on our strong position across Europe, we are now looking not only to increase the market share of our Member credit products but also to increase awareness and to expand the market itself.

Two key management opportunities exist at different levels of seniority. Each represents a classic marketing challenge - on a Pan-European scale. Working in a team environment, you will be developing and implementing a range of marketing strategies both to generate business with Member Banks and to assist them in exploiting their own opportunities for reviving credit cards. Consequently, you will be involved in considerable research and analysis, as well as presentations at senior levels.

Understanding of individual European markets and sensitivity to different cultures will be the key to success in these highly influential positions. In each case you will be a graduate in Marketing or Business Studies, with experience spanning 5 to 10 years or more in financial services - ideally including the running of consumer credit programmes and

with in-depth knowledge of risk management techniques and exposure to credit marketing and databases. Excellent powers of analysis, diplomacy and presentation are essential, and fluency in additional European languages would be advantageous, as you will be travelling widely.

The benefits, in terms of rewards and career development within this world renowned organisation, will fully reflect your contribution to the continuing success of Visa throughout Europe.

If you can combine a broad vision with the close focus needed to identify and exploit new opportunities, please apply in English by 27th July, quoting ref: PF/LEM/3, to: Europool, 10 Heath Villas, The Vale of Ewelsh, London NW3 1AW, United Kingdom. Fax: +44 171 435 3369.



The Source of Young Europeans in Business

UNITED NATIONS NATIONS UNIES

PORTE-PAROLE ADJOINT (E) DÉPARTEMENT DE L'INFORMATION

L'Organisation des Nations Unies cherche à recruter un (e) journaliste chevronné (e) (13 années minimum d'expérience professionnelle), appelé (e) à travailler avec le Secrétaire Général, M. Kofi Annan, en qualité de porte-parole adjoint (e). Le/la candidat (e) retenu (e) parlera au nom du Secrétaire Général, voyageant avec lui dans le monde entier et le conseillera en matière de presse. Diplôme universitaire du niveau de la maîtrise dans un domaine approprié; doit parfaitement parler et écrire l'anglais et le français et être disposé (e) à voyager dans des délais très brefs et à travailler en dehors des heures normales. Le traitement offert sera compris entre 121 795 US dollars et 134 293 US dollars, selon l'expérience, et assorti d'avantages sociaux appréciables. Prière d'adresser un C.V. détaillé, avant le 21 juillet 1997, à la Section de l'appui au Recrutement, Bureau de la Gestion des Ressources Humaines, VA 97-4-DPI-060-NY/PN, S-2560, United Nations, New York, NY 10017 (USA). Télécopie (212) 963-3134; courrier électronique: Staffing@un.org.

RECRUTEMENTS INTERNATIONAUX

Le Monde

1^{er} quotidien français à l'étranger

هكذا من العمل

Le Monde des Cadres

recrute pour son département de Développement Economique, Montpellier Languedoc Roussillon Technopole :

Chargé d'Etudes
Interface entre les utilisateurs et les informaticiens

Intégré au service «Ingénierie Événementielle», vous serez moteur et acteur de la conception, de l'organisation et du déroulement d'opérations de promotion des entreprises de notre Technopole. Dans ce cadre, vous veillerez à développer des partenariats régionaux, nationaux et internationaux. Vous serez également responsable de la réalisation des opérations et de leur suivi budgétaire. A 30 ans environ, de formation supérieure, type ESC, option Marketing, vous avez une aptitude marquée pour les contacts commerciaux, la négociation et l'organisation. Compétent en marketing stratégique comme en marketing opérationnel, vous maîtrisez les nouveaux médias et la micro-informatique. Votre anglais courant est indispensable, une deuxième langue est souhaitée. Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite) sous réf. 119 O à notre Conseil : PSYNERGIE - Mail Jacques Carlier - 394, rue Léon Blum - 34 000 Montpellier.

PSYNERGIE
GROUPE PRAXIA

Si vous voulez réussir dans l'Assurance et que les mots transparence, responsabilité et proximité ont une réelle signification pour vous, Groupama vous attend. 2ème assureur français en dommages et biens, nous sommes actuellement en pleine évolution et recherchons un :

Chargé d'Etudes

Interface entre les utilisateurs et les informaticiens

Au sein du Service Etudes Techniques, vous étudierez le développement de nouveaux contrats ou fonctionnalités. Etre à l'écoute des attentes des utilisateurs, analyser les informations obtenues, établir le cahier des charges et suivre le bon déroulement du projet : tels seront les différents aspects de votre mission.

Débutant ou doté d'une première expérience, vous justifiez d'une formation Bac + 4/5 (DESS, Ecole de commerce...) orientée organisation, informatique de gestion.

Vous vous distinguez par vos qualités de rigueur et de précision, vos capacités d'analyse et de méthode et votre sens relationnel qui vous permettra d'évaluer, à terme, vers d'autres fonctions dans l'entreprise.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à : GROUPAMA, Pidf Boite Etudes, 151 avenue Paul Vallant Courcouronnes, 94250 GENTILLY.

GROUPAMA
ASSURANCES

RESPONSABLE DE LA PROMOTION DU COMMERCE INTERNATIONAL

Organisme économique régional

Contribuer à l'accroissement des échanges commerciaux des entreprises du Nord-Pas-de-Calais avec les pays étrangers en mettant en œuvre des actions auprès de ces sociétés pour favoriser leur démarche exportatrice : telle est la finalité principale de ce poste-clé au sein de cet important organisme régional installé dans la métropole du Nord.

A la tête d'une équipe d'une dizaine de personnes dont 5 cadres qu'il animeront, le cadre supérieur recherché devra être à la fois un professionnel de la vente à l'international et un bon praticien des organismes publics en France et à l'étranger. Agé d'au moins 35 ans, de formation commerciale supérieure, il aura une parfaite maîtrise de l'anglais et la pratique d'une seconde langue (allemand ou espagnol). La rémunération offerte sera fonction des compétences présentées.

Il s'agit d'une excellente opportunité de mettre au service du développement des entreprises votre savoir-faire à l'export en déployant vos qualités de stratège, de négociateur et de communicateur.

Pour la sollicitation, faites parvenir rapidement votre candidature (en indiquant votre rémunération actuelle et vos dates de congés) sous réf. 1.07.455 à Daniel LANDEAU qui, en tant que Conseil externe, vous garantit une totale confidentialité.

HUMANOR
18, Résidence Randre
59170 CROIX

Au coeur des décisions, au centre des projets

CHARGÉ(E) DE MISSION AUPRÈS D'UN DIRECTEUR GÉNÉRAL

Pour accompagner ses projets stratégiques, préparer ses dossiers et ses interventions, un grand groupe international propose la fonction de Chargé(e) de Mission auprès d'un des Directeurs Généraux de son Comité Exécutif à un candidat désireux d'aligner son sens politique et son intelligence des situations.

Développer une approche pluridisciplinaire dans un contexte interculturel, analyser dans le fond sans perdre de vue l'essentiel, écouter et être écouté, fédérer, coordonner, synthétiser et nourrir les réflexions, jouer avec aisance et finesse un rôle de porte-parole et de représentation, rédiger avec style, tels sont les multiples talents qui révéleront son haut potentiel.

Cette responsabilité particulièrement formatrice et ouverte sur des évolutions de carrière intéressantes implique une formation supérieure de type Sciences Po, Normale Sup, HEC, ESSEC, une parfaite maîtrise de l'anglais et une expérience de 3 à 5 ans dans ces fonctions permettant de développer la hauteur de vue, la vision stratégique, le savoir-faire et l'efficacité dans les relations à haut niveau ; cette expérience pourrait être acquise par exemple dans un cabinet de conseil en stratégie, une entreprise industrielle, une organisation publique ou parapublique.

Poste à Paris

etap

71, rue d'Auteuil
75016 Paris

Ecrire sous réf.
288 3188 7M
Discrétion absolue

La Banque de France recrute le personnel de direction de ses services centraux et de ses succursales.

ADJOINT DE DIRECTION

PAR CONCOURS LES 20 ET 21 SEPTEMBRE 1997

Economie (6 postes) Gestion (13 postes) Sciences (6 postes)

3 postes supplémentaires, non préalablement affectés, pourront être attribués par le jury

Les adjoints de direction sont destinés, dans un premier temps, à exercer des fonctions de gestion, d'étude et de contrôle dans tous les domaines d'activité de l'Institut d'Emission, et par la suite à occuper des postes d'encadrement supérieur.

Ce concours, comportant trois voies d'accès distinctes : «Economie», «Gestion» et «Sciences» s'adresse aux titulaires d'un diplôme national sanctionnant un 2^e ou un 3^e cycle d'études supérieures, d'un diplôme de grande école ou d'un diplôme de sortie des Ecoles Supérieures de Commerce de province (établissements d'enseignement supérieur reconnus par l'Etat, autorisés à délivrer un diplôme visé par le Ministre de l'Education Nationale), la recevabilité de tout autre titre français ou étranger étant laissée à l'appréciation du Gouvernement de la Banque.

Rattachés à un pays membre de la Communauté européenne, les candidats (femmes ou hommes - libérés ou non des obligations du service national) doivent être âgés de moins de 28 ans au 1^{er} janvier 1997 (sous réserve de prorogations pour charges de famille ou service national).

Inscriptions reçues jusqu'au 28 juillet 1997.

* Une partie de ces postes peut être attribuée au concours interne.

Documentation, dossiers d'inscription et renseignements à la Banque de France
56-1508 Recrutement Concours
75049 PARIS CEDEX 01
Tél. : 01 42 92 40 17
ou dans les succursales
Minut : 3615 LABDF

BANQUE DE FRANCE

Conseil et Audit

Consultants 1 à 4 ans d'expérience

Depuis bientôt dix ans, Altis a pris le parti d'un conseil, différent, novateur et performant. Aujourd'hui, notre champ d'intervention recouvre les domaines de la banque, de la finance, de la grande distribution, de l'assurance, des télécommunications, de l'industrie, de l'énergie, de la communication et des services. Dans le respect des personnalités et des cultures, notre approche séduit les entreprises les plus exigeantes, car elle est autant faite de rigueur que d'originalité.

Autrement dit...

Si au terme d'une expérience de 1 à 4 ans en cabinet de conseil, votre esprit curieux et inventif vous donne envie d'un autre avenir dans une structure fière de sa différence, où individualité et esprit de groupe ne sont pas antinomiques, où l'initiative prime sur les dogmes établis, c'est le moment ou jamais de nous rencontrer.

Merci de faire parvenir votre dossier de candidature à Nora Zetrouk, Altis, 40-42, quai du Point du Jour, 92659 Boulogne-Billancourt cedex

CONSEIL EN STRATÉGIE ET CONDUITE DU CHANGEMENT

CONSEIL EN SYSTÈMES D'INFORMATIONS

CONSEIL EN ORGANISATION

altis
CONSEIL EN MANAGEMENT

SOCIÉTÉ D'ASSURANCE DIRECTE (500 PERSONNES), FILIALE D'UN GRAND GROUPE INTERNATIONAL, RECRUTE UN

Statisticien confirmé

De formation supérieure en statistiques (ENSAE, IMA, DESSE...), vous justifiez d'une expérience de 3 à 4 ans dans la réalisation d'études statistiques dans le domaine du Marketing Direct (idéalement dans une société de vente par correspondance ou un cabinet d'études marketing). La connaissance du secteur de l'assurance est un plus mais pas indispensable.

Au sein de la Direction Actuariat et Statistiques et en étroite collaboration avec les autres directions de l'entreprise (Marketing, Sinistres, Ventes et Gestion), vous prendrez en charge la réalisation d'études statistiques (scoring, modèles de prévision...).

Vous contribuerez ainsi à l'optimisation des budgets marketing, de la productivité et de l'organisation des plateaux téléphoniques, des processus de traitement (gestion des sinistres et souscription...).

Vos qualités d'analyse, votre rigueur et votre aisance relationnelle vous permettront de réussir à ce poste.

Merci de bien vouloir adresser votre dossier de candidature (lettre, CV et prétentions), sous la référence 114052, à EURO RSCG FUTURS 2 rue de Maréngo - 75001 PARIS, qui transmettra.

هكذا من الأدب

LE MONDE / VENDREDI 11 JUILLET 1997 / XIII

Le Monde des Cadres

CADRES
ON LINE

RETROUVEZ TOUTES LES ANNONCES DU MONDE SUR :

INTERNET <http://www.cadresonline.com> MINITEL 3615 cadresonline (2,23 F/mn) MINITEL 3615 LEMONDE (2,23 F/mn) INTERNET <http://www.lemonde.fr/emploi>



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE
DE CHARTRES ET DE L'EURE ET LOIR

CHARTRES - CHATEAUDUN - DREUX - NOGENT LE ROTROU

recrute

UN CONSEILLER EN DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

Missions :

- Informer les entreprises sur les formalités, les procédures, les normes et les aides relatives à l'export ;
- les conseiller et les accompagner dans leur développement à l'international.

Profil :

30 ans environ, formation ESC ou équivalent, anglais, espagnol et portugais courant, et une expérience des marchés de l'Amérique du Sud et de l'ASEAN.

Envoyer lettre de motivation, photo et CV à la Chambre de commerce et d'industrie de l'Eure-et-Loir, Direction Développement Economique et International, 1, rue de l'Étroit-Degré, BP 62, 28002 CHARTRES CEDEX.

Notre client est un groupement d'entreprises en pleine expansion internationale, actif sur le marché de la logistique professionnelle et jouissant d'une solide assise financière.

Son intérêt pour la médecine et les prestations afférentes destinées à des entreprises pharmaceutiques, des hôpitaux et des pharmaciens, permet d'offrir un domaine d'activité et de développement extrêmement intéressant à un

• DIRECTEUR DES OPERATIONS (DIRECTEUR GENERAL DANS 2 A 3 ANS) •

du secteur commercial francophone, domicilié en France.

Ce poste important sera pourvu par un administrateur de 35 à 45 ans, disposant d'une bonne expérience du commerce international ainsi que d'une solide base en France.

Idealement, le candidat justifiera d'une formation de base dans l'informatique avec expérience dans le domaine médical et la branche pharmaceutique, ou sera alors économiste MBA avec expérience professionnelle dans les articles de marque, la pharmacie ou l'aviation (travel/cargo).

De langue maternelle française et possédant de bonnes connaissances de l'anglais, le candidat sera amené à travailler avec une équipe motivée de plusieurs centaines de collaborateurs.

Envoyez vos dossiers de candidature (sous réf. N° 9779) à :

LE MONDE Publicité - 21 bis, rue Claude-Bernard - BP 218 - 75226 PARIS Cedex 05

LA CAISSE AUTONOME NATIONALE de la SÉCURITÉ SOCIALE dans les MINES
recrute par concours pour ses services de Paris en septembre 1997

2 ATTACHÉS D'ADMINISTRATION

rémunération mensuelle brute : 9 540 F (plus primes)

- licence ou équivalent

- 35 ans au plus au 1^{er} janvier 1997

La caisse autonome nationale n'adressera plus de dossiers d'inscription au-delà du 25 juillet 1997

CLÔTURE DES INSCRIPTIONS : VENDREDI 1^{er} AOÛT 1997

pour tous renseignements, s'adresser à la C.A.N.S.S.M.

Service du personnel - 77 avenue de Ségur - 75714 PARIS CEDEX 15 - ☎ 01 45 66 35 92

Dirigeants

FUTUR RESPONSABLE DE CENTRE DE PROFIT

Farnell

Rhône-Alpes - Filiale du leader mondial de la distribution de composants électroniques par catalogue.

COMPONENTS nous employons 50 personnes et connaissons une croissance importante sur le marché français. Véritable bras droit de la direction générale, vous supervisez les services financier et logistique ainsi que l'équipe commerciale sédentaire. Vous prenez en charge le reporting à la maison mère, optimisez l'organisation administrative et commerciale, assurez l'interface entre les services et participez à la définition et à la mise en place de la stratégie de la filiale. 35 ans minimum, de formation supérieure en gestion type sup de co ou équivalent, vous apportez une expérience d'au moins trois ans acquise à la tête d'une filiale de distribution, appartenant de préférence à un groupe international. Doté de bases solides en finance et gestion, vos qualités d'animation, d'organisation et d'écoute faciliteront votre réussite dans la fonction. La rémunération et le caractère évolutif du poste sont de nature à motiver un candidat de valeur. Merci d'envoyer votre dossier de candidature avec lettre manuscrite, CV et rémunération actuelle à Pascale BONNET sous la référence PB/RCP - PA Consulting Group - L'Européen - 19, boulevard Eugène Deruelle - 69003 LYON - Tél. 04.72.60.60.90.

Nous vous offrons
toutes les chances
de saisir
votre chance

CADRES

Toutes les offres d'emploi
de 19 titres de presse de référence.

Web : <http://www.cadresonline.com>

3615 cadresonline (2,23 F/mn)

Pour mettre toutes les chances de votre côté, 19 titres de presse de référence s'unissent pour vous offrir en permanence grâce à CADRES ON LINE, plus de 2000 offres d'emploi cadres sur Internet et sur Minitel, régulièrement actualisées.

CADRES ON LINE, c'est aussi une palette de services uniques : évaluation de salaires, conseils pour votre CV, tests d'évaluation, annonces, commande d'ouvrages de référence...

Consultez-vous, pour avoir toutes les chances de construire votre avenir.

CADRES ON LINE regroupe toutes les offres d'emploi de ces 19 titres de presse.

L'EXPRESS
L'USINE

Le Monde
OI

LE MONITEUR
France Agricole

LSA
RIA

DI RESEAUX
AGRO
Cristalline

PROPERTY
DESIGN
INTERNE
L'EUROPEEN

LECHO
L'EUROPEEN

Notre rubrique d'offres d'emplois du vendredi*

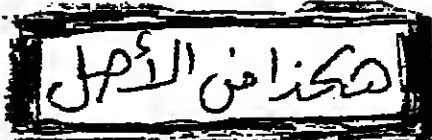
Le Monde

INITIATIVES LOCALES

est le rendez-vous hebdomadaire
des cadres de l'administration.

Contactez Sacha LAUZANNE au 01.42.17.39.34

* daté samedi.



Dirigeants

Créer notre agence en France

Agence de Marketing Direct scandinave

Avec 4 agences, ACTION est l'une des premières agences scandinaves de marketing direct et de promotion des ventes. En marketing direct, nous avons remporté 27 prix internationaux au cours des 6 dernières années. Parmi nos clients dans les pays nordiques, nous comptons des entreprises comme Mercedes-Benz, Pepsi-Cola, Colgate Palmolive, LEGO, Kraft...

ACTION fonctionne à partir d'un concept innovant qui nous garantit une approche différenciée de nos clients, des solutions créatives et des résultats durables.

Notre philosophie : concilier sciences humaines et exigences du marché.

Nos valeurs : le respect de l'individu, la croissance maîtrisée.

Nos deux règles fondamentales : pas plus de 15 collaborateurs par agence et aucun client ne représentant plus de 20% de marge.

Notre succès : ACTION, à partir de son siège au Danemark, a développé ces 3 dernières années des agences indépendantes et solides en Norvège, Suède et Finlande.

A la recherche de défis nouveaux, nous créons notre agence en France et cherchons un Directeur Général prêt à relever le défi.

Le challenge consiste à créer une agence créative et économiquement saine à la fin de 1998 et à proposer, dès le lancement, des solutions de haut niveau en termes d'analyse et de création à une clientèle constituée, comme en Scandinavie, d'entreprises parmi les plus importantes et/ou innovantes.

Etes-vous celui que nous recherchons pour développer ACTION France ?

A 35/45 ans, vous avez une formation de grande école de commerce (type MBA). Vous avez une expérience de dirigeant dans le domaine de la vente et du marketing en agence ou en entreprise, où vous avez appris à maîtriser la vente à une large clientèle de grands comptes. Vous bénéficiez également d'un bon réseau relationnel dans les entreprises qui nous intéressent. Votre pratique de l'anglais est, bien entendu, parfaitement courante et vous avez de solides connaissances en informatique.

Vous possédez également de sérieuses qualités de management et partagez nos convictions. Par exemple, celle que votre réussite personnelle dépend de la satisfaction et du succès de vos collaborateurs.

Nous vous proposons :

Un défi unique après une formation à nos méthodes à Copenhague et Oslo, où vous verrez ACTION au travail. Un salaire motivant, fonction de vos qualifications et de vos résultats.

Vous vous reconnaissez dans cette annonce ? Ce défi vous intéresse ? Merci d'adresser lettre de motivation en anglais, avec CV détaillé, en précisant la référence AC/BV, à notre Conseil EXPATRIA, 15 rue Vignon, 75008 Paris.

EXPATRIA



Human Resources

Banque internationale de tout premier plan, nous sommes implantés et leader sur de nombreux marchés ; nos résultats financiers excellents garantissent notre croissance rapide. En Europe, notre développement s'inscrit dans un environnement en pleine mutation (Euro...), et fortement concurrentiel. Pour nous permettre de mener à bien nos projets, nous recherchons un :

Directeur Adjoint des opérations

PARIS +/- 600 KF

• Vous êtes le bras droit du Directeur des Opérations et Technologie (100 personnes), vous l'assisterez dans ses fonctions de management (planning, budget...). Vous aurez la responsabilité de plusieurs départements que vous animerez au quotidien. Vous assurerez la formation et l'adaptation de vos équipes à l'évolution des métiers.

• Vous serez une force de proposition et de changement, fortement associé aux projets liés à notre développement et à la mutation de l'espace économique européen.

• De formation supérieure, vous disposez d'environ 15 ans d'expérience dans le secteur bancaire ou industriel, dans un environnement international privilégiant la notion de qualité de service client. Vous maîtrisez la gestion des traitements de larges volumes, et justifiez d'un savoir-faire en matière d'organisation et d'optimisation de processus opérationnels.

• Vous avez d'excellentes connaissances informatiques ; vos qualités de communicateur et votre capacité à travailler en équipe seront indispensables pour le succès des missions qui vous seront confiées. Le poste requiert la pratique de l'anglais courant, et votre mobilité géographique vous permettra d'envisager une carrière internationale au sein de la banque.

Merci d'envoyer un dossier complet de candidature sous référence 3839 TM par courrier à RHI Banque & Assurance, 39 avenue Pierre 1er de Serbie, 75008 PARIS ou par fax au 01.47.23.83.84 ou par e-mail (format MIME ou BinHex) «robert@half.mg.fr» qui le traitera en toute confidentialité. Consultez notre serveur internet <http://www.roberthalf.com>.



RHI BANQUE & ASSURANCE
GROUPE ROBERT HALF

LEADER MONDIAL DU RECRUTEMENT SPÉCIALISÉ DEPUIS 1948

Filiale française du leader mondial de notre marché, nous fabriquons et commercialisons des biens d'équipement destinés aux entreprises en France et en Europe, (400 personnes, 310 MF de CA en 1996). Pour accompagner notre développement, nous recherchons notre nouveau

DIRECTEUR INDUSTRIEL

Responsable du pilotage de deux sites de production (environ 200 personnes), vous serez particulièrement mobilisé sur les problématiques de développement de nouveaux produits, la maîtrise des prix de revient et l'amélioration de la réactivité. Vous gérerez directement la production en flux tendu et coordonnerez l'activité des différents services (achat, ordonnancement, logistique).

Vous êtes membre de l'équipe dirigeante et rattaché au Directeur Général.

De formation Ingénieur Grande Ecole, vous nous démontrerez une expérience significative et des compétences affirmées en gestion de production en flux tendu/MRP de grandes et petites séries, en organisation et management d'équipes. Une expérience de management dans une culture américaine serait un plus ; la pratique de l'anglais est indispensable pour les relations avec le Groupe. Poste basé à Nantes.

Merci d'adresser votre candidature sous référence FHB 141 à Florence HADJAB
ACTIDE MANAGEMENT
43/45, rue Marius Jacotot - 92800 PUTEAUX



Actide
MANAGEMENT

DIRECTEUR GÉNÉRAL FRANCE

WORLDxCHANGE, une compagnie internationale de téléphone recherche un(e) directeur(trice) général(e), très motivé(e) ayant une expérience en télécommunication, pour gérer nos opérations en France.

Le(a) candidat(e) choisi(e) sera responsable d'un bureau satellite à Paris. Ses fonctions comprendront : examen des opportunités, développement des stratégies de prix, accomplissement des objectifs de ventes, responsabilité des pertes et profits. Cette position nécessite une grande connaissance des pratiques de commerce international et de négociabilité (révisé des pertes et profits, bilan), ainsi qu'une expérience similaire de 5 ans. Le(a) candidat(e) devra être bilingue (anglais-français).

Pour poser votre candidature, envoyer votre CV à Linda Condon, WORLD xCHANGE Communication, 4350 La Jolla Village Drive # 100, San Diego, California 92122 USA, ou par fax au 001 619 625 5500 ou internet à «Linda.Condon@wvnd-cts.com».

Diriger une PME en Pays-de-Loire

Notre société (CA 35 MF - 40 personnes), filiale d'un important groupe français, est spécialisée dans les travaux électriques d'équipement et de maintenance d'installations, pour des entreprises publiques et privées. Nous consolidons en permanence notre notoriété en apportant un service rigoureux et évolutif à nos clients. Très implantés localement, notre disponibilité et notre réactivité favorisent notre efficacité.

A 30 ans environ, Ingénieur Electricien, BTP ou généraliste, nous vous confierons ce centre de profit que vous dirigerez avec autonomie et combativité, de manière à développer son volume d'affaires et sa rentabilité. Négociateur, animateur et meneur d'hommes, vous saurez mobiliser votre équipe et la faire progresser pour optimiser le service apporté à vos clients.

Vous apporterez votre expérience du pilotage de chantiers et d'affaires complexes sur le plan commercial, technique et humain. Nous vous accueillons dans une fonction de patron d'entreprise au sein d'un groupe solide, en croissance et offrant de bonnes perspectives de carrière.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature sous réf. M3294/Q à notre Conseil. Les entretiens auront lieu à Paris entre le 21 et le 25 juillet puis en région début août.



Cabinet Henri PHILIPPE - 2 bis, rue Michelet - 92441 Issy-les-Moulineaux Cedex.



MUTUALITÉ
DE L'INDRE-ET-LOIRE

Directeur Général

Par ses capacités à rassembler et animer les hommes et les femmes travaillant dans l'entreprise, il devra valoriser la synergie entre toutes les activités et renforcer l'unité et la cohésion de toutes les composantes de l'entreprise et du mouvement mutualiste.

Par son implication personnelle, il contribuera au développement du groupe Harmonie Mutualité. Pour réussir dans sa mission, il lui faudra être rompu aux relations avec tous les intervenants et partenaires habituels du monde économique, sanitaire et social : pouvoirs publics, collectivités territoriales, tutelles, caisses d'assurance maladie, organisations professionnelles, établissements de santé, etc.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. MO/DC 194 à notre société conseil : ACTECOM - 9-11 rue Benoît Malon - 92150 Suresnes cedex.

Reconnue comme un Acteur efficace dans les domaines Sanitaire, Social et Médico-Social dans l'Indre et Loire avec ses :
• Pharmacies
• Centres d'optique, audio-prothèse
• Cabinets dentaires
• Maisons de Retraites médicalisées, foyers
• Logements, soins infirmiers à domicile
• Centre de réadaptation cardio-vasculaire, Institut d'Education Motrice
• Service prévention et promotion de la santé
• Sans oublier la gestion assurance de personnes de la Touraine Mutualiste et le régime obligatoire des professions indépendantes.
C'est un réseau de plus d'une vingtaine de filiales qui emploient 750 collaborateurs pour un chiffre d'affaires de 750 MF.
LA MUTUALITÉ DE L'INDRE ET LOIRE, une des composantes majeures du groupe HARMONIE MUTUALITÉ recherche son



—NOTRE MONDE EST LE VÔTRE™

à destination rechargé à bloc.

**Pour toute information
ou réservation : 01 47 68 92 92
Internet : <http://www.delta-air.com>
Minitel : 3615 Delta Air Lines
(2,23 FF la minute)**

**Economise les batteries
et pour ainsi dire
recharge les vôtres.**



THE UNIVERSITY OF CHICAGO

■ L'OR a ouvert en hausse jeudi 10 juillet sur le marché international de Hongkong à 318,50-319 dollars l'once contre 315,50-316 dollars mercredi en clôture.

NEW YORK ↓ DOW JONES	LONDRES ↘ FT 100	MILAN → MIB 30	FRANCFORT ↗ DAX 30
----------------------------	------------------------	----------------------	--------------------------

face au mark alors que l'Allemagne est déterminée à répondre aux critères de Maastricht, même au prix d'un nouveau plan de rigueur.

face au mark alors que l'Allemagne est déterminée à répondre aux critères de Maastricht, même au prix d'un nouveau plan de rigueur.

plus-value de l'ordre de 12 milliards de francs belges. L'Union minière a dégagé en 1996 un bénéfice de 330 millions de francs belges.

Mois	Consommation (m³/hab.)
Jan	55.5
Fév	52.5
Mars	54.5
Avr	56.5
Mai	58.5
Jun	60.5
Jul	61.2
Août	60.5
Sep	59.5
Oct	58.5
Nov	57.5
Déc	56.5

NEW YORK

Les valeurs du Dow-Jones

	09/09	08/07
Alcoa	78,37	79,81
Allied Signal	85,37	87,37
American Express	74,68	78,18
Amstar	37,37	36,50
Boeing Co	55,81	56,12
Caterpillar Inc.	111,68	110,87
Chevron Corp.	74,06	75,75
Coza-Cola Co	69,90	70,76
DuPont Corp.	77,12	78,06
Eastman Kodak Co	62,63	63,12
Eastman Kodak Co	79,37	80,50
Exxon Corp.	61,43	63,36
Gen. Motors Corp.	55,81	56,68
Gen. Electric Co	64,50	69,50
Goodyear T & R	62,31	63,37
IBM Corp.	54,06	57,75
IBM	56	56,43
Intl Paper	54,87	56
J.P. Morgan Co	106,12	109,50
Johnson & Johnson	63,36	65,37
Mt. Donalds Corp.	48,43	48,73
Merc & Co Inc.	101,63	103,93
Minnesota Mining & Mfg	102,81	102,85
Phillips Morris	43	44,37
Procter & Gamble Co	149	149,37
Sears Roebuck & Co	55,81	56,62
Travelers	66,36	67
Union Carbide	67	68,68
Intl. Tech. Ind.	84,31	86
Wal-Mart Stores	33,50	35,06

NEW YORK

Les valeurs du Dow-Jones

	09/09	08/07
Alcoa	78,37	79,81
Allied Signal	85,37	87,37
American Express	74,68	78,18
Amstar	37,37	36,50
Boeing Co	55,81	56,12
Caterpillar Inc.	111,68	110,87
Chevron Corp.	74,06	75,75
Coza-Cola Co	69,90	70,76
DuPont Corp.	77,12	78,06
Eastman Kodak Co	62,63	63,12
Eastman Kodak Co	79,37	80,50
Exxon Corp.	61,43	63,36
Gen. Motors Corp.	55,81	56,68
Gen. Electric Co	64,50	69,50
Goodyear T & R	62,31	63,57
IBM Corp.	54,06	57,75
IBM	56	56,43
Intl Paper	54,87	56
J.P. Morgan Co	106,12	109,50
Johnson & Johnson	63,36	65,37
Mt. Donalds Corp.	48,43	48,73
Merc & Co Inc.	101,63	103,93
Minnesota Mining & Mfg	102,81	102,85
Phillips Morris	43	44,43
Procter & Gamble Co	149	149,37
Sears Roebuck & Co	55,81	56,62
Travelers	66,56	67
Union Carbide	67	68,68
Intl. Tech. Ind.	84,31	86
Wah-Mat Stores	33,50	35,06

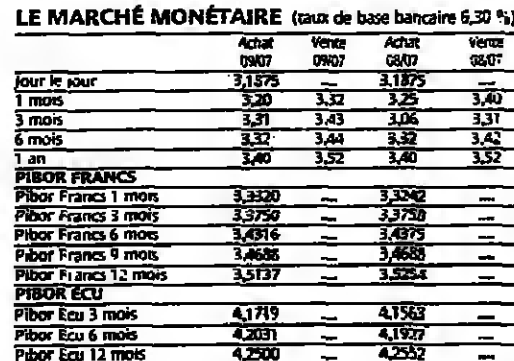
Travelers	88.36	87
Union Carb.	49.62	49.68

US/F ↗ 5,9413	US/DM ↘ 1,7004	US/Y ↘ 112,7600	DM/F ↗ 3,3738	E/F ↘ 10,0130
---------------------	----------------------	-----------------------	---------------------	---------------------

gression face aux un appel
au cours des pre- stable et

un appel mercredi soir pour que la parité dollar/yen soit stable et permette de « minimiser la progression des excédents courants et commerciaux japonais ».

Jeudi matin, le livre restait ferme et se maintenait nettement au-dessus du seuil des 10 francs à 10,044. En revanche, le franc s'effritait encore un peu face au deutschmark à 3,3794 francs contre 3,3777 francs mercredi soir.



MATIF

MATIF

Dec 97	5244	96.50	96.52	96.49	96.51
Mars 98	5244	96.50	96.52	96.49	96.51

Dec 97	5244	96.50	96.52	96.49	96.51
Mars 98	5244	96.50	96.52	96.49	96.51

6	PARITES DU DOLLAR	10/07	09/07	Var. %
---	-------------------	-------	-------	--------

6	PARITES DU DOLLAR	10/07	09/07	Var. %
---	-------------------	-------	-------	--------

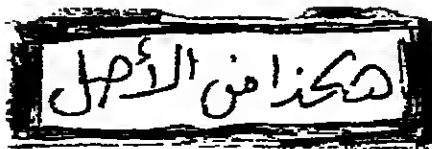
LES MATIÈRES PREMIÈRES

LES MATIÈRES PREMIÈRES

Plomb à 3 mois	648	- 649,50	SOFTS
Etain comptant	5487,50	5485	Cacao (New-York)

Piomb à 3 mois	648	- 649,50	SOFTS	\$/tonne
Etain comptant	5487,50	- 5490	Cacao (New-York)	1556
				- 1572

INDICES		METALUX (New-York)		Monco
Argent à terme	147,55	430	428,30	
Platine à terme	147,06	408,50	396,10	
Or	252,96			
CRB	252,96			
ALUMINUM (Londres)	dollars/livre			
Cuivre comptant	25,27	259,50		
Cuivre à 3 mois	22,93	242,00		
Aluminium comptant	154,25	152,50		
Aluminium à 3 mois	155,50	156,50		
Etain comptant	616	616		
Plomb à 3 mois	648	648,50		
Etain comptant	567,50	567,50		
Etain à 3 mois	551,5	550,50		
Zinc comptant	1441,50	1439,25		
Zinc à 3 mois	1457,50	1446,50		
Nickel comptant	684,50	691,50		
Nickel à 3 mois	684,50	684,50		
COCAINE (New-York)	1556	1572		
Caoutchouc (Londres)	1790	1800		
Sucre blanc (Paris)	518,70	519		
OLEAGINEUX, AGRIUMES	cents/tonne			
Soja comptant	71,15	71,15		
Soja (New-York)	71,15	71,15		



AUJOURD'HUI

LE MONDE / VENDREDI 11 JUILLET 1997

TOUR DE FRANCE 1997 La 4^e étape (223 km), qui reliait Plumelec (Morbihan) au Puy-du-Fou (Vendée), a été gagnée, mercredi 9 juillet, par l'italien Nicola Minali.

(Batik-Del Monte), qui a devancé le Français Frédéric Moncassin (GAN) de quatre millimètres. L'italien Mario Cipollini (Saeco) a conservé son maillot jaune. Le Français Philippe



Gaumont (Cofidis) a été l'auteur d'une échappée de 94 km. Au moment où il portait son attaque, une spectatrice trop avancée sur la chaussée provoqua un accident, où

elle était gravement traumatisée, et qui entraîna les abandons sur blessures de l'espagnol Vicente Garcia-Acosta (Banesto) et de l'italien Fabio Fontanelli (MG-Technogym).

Comment le peloton des cannibales dévore le coureur échappé

Plumelec-Le Puy-du-Fou. Nicola Minali (Batik-Del Monte) s'est imposé au sprint, mercredi 9 juillet, devant le Français Frédéric Moncassin (Gan), battu de 4 millimètres, au terme d'une étape marquée par 94 km d'efforts solitaires du jeune Philippe Gaumont (Cofidis)

LE PUY-DU-FOU

de notre envoyé spécial
Mercredi 9 juillet, le condamné à mort s'est échappé à 135 km de l'arrivée. Profitant, sans le savoir, d'une nouvelle chute dans le peloton, qui venait de franchir le pont de Saint-Nazaire (Loire-Atlantique), Philippe Gaumont décida de fausser compagnie à ses pairs. Il savait bien pourtant que, lundi 7 juillet, Thierry Gouvenou (Big Mat-Auber 93), après avoir roulé 115 km tout seul, avait été avalé, puis lâché sur place, par un peloton vorace. Et que, mardi 8 juillet, la même mésaventure était arrivée à François Simon (Gan).

Au diable, les mesquins du cyclisme, le gagne-petit de la course !

L'abandon d'Alex Zülle

Le coureur suisse Alex Zülle (ONCE) a abandonné, jeudi 10 juillet, au départ de la 5^e étape du Tour de France. Une clavicule cassée lors du Tour de Suisse et « raflée » à la veille de la Grande Bouffe, deux chutes depuis le départ pour faire plus mal : il n'a vraiment pas eu de chance (Le Monde du 5 juillet). Mercredi 9 juillet, il avait encore perdu 31 secondes, retardé par une chute collective. Résultat : le coéquipier de Laurent Jalabert comptabilisait au départ de Chantonnay un retard de 4 min 17 s. Manolo Saiz, son directeur sportif, a expliqué que le champion avait « essayé, mais ça n'était plus possible ». Il estimait même que son coureur aurait moins souffert en montagne, mais qu'il était trop handicapé lors des freinages. Jeudi matin, Alex Zülle a pris la route de Barcelone (Espagne), où il devait consulter avant de rejoindre sa maison de Moreira, près d'Alicante.

Philippe Gaumont, médaille de bronze aux Jeux olympiques de Barcelone, en 1992, vainqueur des Quatre Jours de Dunkerque en 1996 et de Gand-Wevelgem en 1997, tenta crânement sa chance. Le coureur de Cofidis, qui nous confiait au départ du Tour à Rouen (Le Monde du 5 juillet) « avoir une petite idée au coin de la tête », prit jusqu'à onze minutes d'avance. On n'a pas peur de la solitude quand on s'est fait ta-

tauer une magnifique louve sur l'épaule droite pour imiter Johnny Hallyday, son idole (avec Bernard Hinault). Et que l'on a purgé une peine - « méritée » dit-il aujourd'hui - de six mois de suspension pour dopage. Loin du pénitencier, Philippe caracolait en tête.

Mais arrive le moment fatal où les « matons » du peloton - dans les étapes de plat, les équipes possédant un ou plusieurs bons sprinters - estiment que la comédie a assez duré et décident de remettre l'impétrant à sa place. La mort annoncée est alors clinique et le condamné n'aura droit à aucune grâce. « Lorsqu'un coureur est tout seul devant, nous savons que le peloton peut lui reprendre une minute tous les 10 kilomètres », explique Marc Madiot, directeur sportif de La Française des Jeux. « Parisien, ajoutait-il, cela ne marche pas, soit parce que nous avons mis notre dispositif en route trop tard, soit parce que nous avons mésestimé le coureur échappé ».

Domage pour Philippe Gaumont, mais, mercredi 9 juillet, le

« dispositif » fut particulièrement efficace. Claudy Criquielion, l'ancien champion belge, aujourd'hui responsable de l'encadrement de l'équipe Mapei, explique : « Quand Gaumont a eu onze minutes d'avance, nous avons décidé de réagir et nous avons demandé à deux de nos gars de passer en tête. Alors, les autres équipes, ont, elles aussi, envoyé deux éclaireurs et le reste a suivi. » A charge pour les anciens de l'équipe, Johan Museeuw, Wilfried Peeters, Adriano Baffi, de « réguler » le « tempo » des chasseurs pour qu'ils fondent sur leur proie au moment exact où ils le désirent : ni trop tôt ni trop tard.

« C'est long... » Les boureaux, dit-on, aiment toujours le travail bien fait et n'hésitent pas à aiguiser calmement le tranchant de la guillotine. Mercredi, le coup de grâce fut très exactement donné à La Boissière-de-Montaigu (Vendée), au km 184. Englobé, Philippe Gaumont fut ensuite rejeté comme un paria et termina bon der-

nier de l'étape, à plus de onze minutes du vainqueur. On ne nargue pas impunément le Minotaure, qui appliqua au plus juste la loi du tation : onze minutes de retard pour avoir pris onze minutes d'avance. Voilà maintenant l'espoir Cofidis dans les limbes du classement général, tout près de son frère en ténacité, Thierry Gouvenou, assassiné la veille.

« C'est long, 100 kilomètres tout seul », furent les premiers commentaires de l'enfant de Picardie, qui par la suite de la « souffrance extrême » de l'exercice : « On regarde le compteur kilométrique et on se dit que c'est de plus en plus long, on se demande jusqu'où on ira. » Philippe Gaumont dédia joliment sa souffrance à Tony Rominger, le capitaine de son équipe, obligé d'abandonner, mardi, à la suite d'une chute. « Tony m'a beaucoup aidé cette année. C'est plus qu'un leader pour moi, nous sommes vraiment des amis. Je l'ai vu hier au téléphone de l'hôpital et il m'a dit : "Gagne l'étape pour moi". » Philippe n'a pas gagné. Il est pour-

tant bien décidé à « remettre ça » dès que possible et à triompher du monstre froid. « On essaie quatre fois, cinq fois, six fois, explique-t-il, on échoue et la septième, c'est la bonne ! »

Il ne repartira pas les mains vides. En plus de quelques heures de gloire, il a reçu 60 bouteilles de vin et son poids en fromage en récompense, pour avoir été le plus combatif de l'étape. Il pourra aussi se consoler en apprenant que d'autres coureurs, et non des moindres, n'ont pas davantage réussi que lui à fausser définitivement compagnie au peloton.

Dès qu'il fut rejoint, l'italien Nicola Loda (MG-Technogym) et le Belge Paul Van Hyfte (Lotto) tentèrent, un instant, l'aventure. En vain. Ce fut ensuite au tour de Laurent Brochard, Richard Virenque (Festina) et Pascal Chanteur (Casino) de vouloir jouer les filles de l'air. Telekom, la Mannschaft de Björn Riis, Jan Ullrich et Erik Zabel, les rappela aussitôt à l'ordre. Avec une telle violence - à quelques kilomètres de l'arrivée, le

moment n'est plus aux courtisanes - que le peloton fut cassé en trois et qu'une centaine de coureurs, dont Alex Zülle (ONCE), Marco Pantani (Mercatone Uno) ou Ivan Gotti (Saeco), perdirent encore plusieurs dizaines de secondes.

Le dernier mot de l'étape restera sinon à la justice, du moins à une saine conception des rapports humains. Alors que trois équipes, Telekom, Saeco et Mapei, avaient accompli l'essentiel de la sale besogne de chien de garde pour rattraper les échappés et porter leurs sprinters respectifs - Erik Zabel, Mario Cipollini et Tom Steels - aux avant-postes, ils ne faisaient que tirer les marrons du feu pour Nicola Minali, de l'équipe Batik-Del Monte : il l'emporta d'un rien sur Frédéric Moncassin (Gan) et Erik Zabel.

Beau joueur, l'italien reconnut qu'il avait « profité du travail des Telekom ». Pour 4 millimètres, Philippe Gaumont était vengé de ses 100 kilomètres en solitaire.

José-Alain Frolon

L'homme auquel il manquait 4 millimètres

Quatre millimètres, c'est rien et c'est beaucoup. Absurde mais suffisant. Bref, c'est riant, pour laisser parler Frédéric Moncassin. On a eu les coureurs des mers qui se départaient pour une poignée de minutes après des semaines de navigation. Au bout de 223 km, la quatrième étape du Tour de France s'est également décidée sur une différence infinitésimale entre deux régisseurs du peloton.

ENCORE LA POISSE

Frédéric Moncassin est resté incrédule, après la ligne. Lorsque Nicola Minali a levé les bras au ciel, il a cru au bluff. Dans l'air d'arriver, il a interrogé l'italien, afin de savoir s'il était sûr de son triomphe. L'autre a répondu péremptoirement : « C'est moi. » Le Français refusait encore la vérité. Il se précipita pour regarder les images à la télévision. Elles confirment sa défaite et une évidence : la poisse le poursuivait encore.

Depuis le début de la saison, le champion, âgé de vingt-huit ans, aligne avec constance les places d'honneur. Mais la victoire le fuit. Deuxième notamment du Tour des Flandres, malchanceux encore lors de Paris-Roubaix, Frédéric Moncassin ne cesse de trouver cette année plus fort ou plus habile sur son chemin. Même le sprint, son exercice de prédilection, ne lui rapporte qu'accès et amertumes. On

sait l'exercice périlleux et aléatoire. Mais même la loi des probabilités semble jouer contre lui. « Ça ne peut pas s'expliquer », assure la victime du mauvais sort.

Depuis le début de la saison, Frédéric Moncassin s'apparente à ce personnage du film *L'été meurtrier*, coureur amateur, qui partait chaque dimanche matin en clamant à ses proches : « Je vais gagner » et qui revenait invariablement en maugonnant : « J'ai perdu. » Les déceptions s'accumulent avec les podiums bancals. L'homme commence d'ailleurs à en concevoir quelque exaspération et trouve parfois de fausses bonnes raisons à ses échecs : après une arrivée mouvementée lors du récent Critérium du Dauphiné libéré, le puncheur des derniers mètres avait vilainement frappé Rolf Aldag, estimant que l'équipier de Telekom lui avait barré le chemin de la victoire. Plutôt placide au naturel, le coureur n'avait pu réprimer ce mouvement d'humeur qui lui valut d'être exclu de la course.

Devant ces revers répétés, Roger Legeay, son directeur sportif, s'est résolu à quelques changements tactiques relevant en partie de la méthode Coué. Cette année, l'équipe GAN avait décidé d'adopter Frédéric Moncassin à construire ses sprints, comme cela se fait dans d'autres maisons sérieuses. L'italien Eros Poli, ancien employé des établissements Cipollini,

et d'autres garçons véloces étaient chargés de l'amener en bon ordre au plus près de la ligne d'arrivée. Ce système sophistiqué n'a abouti qu'à brider l'impressionné. « Frédéric est un sprinter d'instinct, un artiste », explique Roger Legeay. Il faut le laisser libre de mener ses sprints à son gré. Au début de ce Tour de France, Frédéric Moncassin a donc renoué avec ses méthodes de pirate, se mettant par effraction dans la roue d'un adversaire, sautant de l'une à l'autre au gré des opportunités et de ses inspirations, enfin tentant à la dernière seconde de dépasser l'imprudent qui lui avait offert l'abri. Ce retour aux sources n'est pour l'heure pas très convaincant. Troisième à Forges-les-Eaux, quatrième à Vire, deuxième au Puy-du-Fou, le coureur aborde cette première semaine avec la même infortune.

Lors de la précédente édition, il s'était imposé par deux fois. « Je vais gagner ma course », assure-t-il. Son directeur sportif en est également persuadé : « Fred est dans une forme superbe. L'équipe est en grande condition, avec six coureurs dans les trente premiers du classement général. Tout est réuni pour que ça marche. Il manque seulement ce petit truc qui fait que tout se passe bien. » Un petit truc qui peut s'appeler la chance.

Benoît Hopquin

RÉSULTATS

4^e étape (223 km)

Plumelec-Le Puy-du-Fou

1. N. Minali (Ita., BAT), en 5 h 46 min 42 s (moyenne : 39,992 km/h) ; 2. F. Moncassin (Fra., GAN) ; 3. E. Zabel (All., TEL) ; 4. M. Cipollini (Ita., SAE) ; 5. J. Blijlevens (Pai., TVM) ; 6. F. Baldoni (Ita., MAG) ; 7. J. Kirsipuu (Est., CSO) ; 8. O. Grady (Aus., GAN) ; 9. R. McEwen (Aus., RAB) ; 10. N. Loda (Ita., MGI) ; 11. N. Jalabert (Fra., COF) ; 12. F. Simon (Fra., GAN) ; 13. A. Baffi (Ita., USP) ; 14. L. Brochard (Fra., FES) ; 15. A. Olan (Esp., BAN) ; 16. V. Balmou (Rus., USP) ; 17. S. Ouchakov (Ukr., POL) ; 18. M. Traversari (Ita., MER) ; 19. A. Gontcharenkov (Rus., ROS) ; 20. T. Steels (Bel., MAP) ; 21. F. Vandenbroucke (Bel., MAP) ; 22. H. Vogels (Aust., GAN) ; 23. G. Lombardi (Ita., TEL) ; 24. F. Asselin (Fra., COF) ; 25. D. Abdoussagou (Ouz., LOT) ; 26. A. Pison (Ita., FDI) ; 27. L. Jalabert (Fra., ONC) ; 28. B. Juch (Eui., COF) ; 29. S. Heudot (Fra., FDI) ; 30. J. Ullrich (All., TEL) ; 31. C. Vasseur (Fra., GAN) ; 32. M. Bogaert (Pai., RAB) ; 33. O. Camozzi (Bel., MAP) ; 34. D. Ezerbaria (Esp., ONC) ; 35. P. Lutterberger (Aut., RAB) ; 36. R. Virenque (Fra., FES) ; 37. D. Rebolin (Ita., FDI) ; 38. B. Hamburger (Dan., TVM) ; 39. C. Lamour (Fra., MUT) ; 40. L. Dufaux (Sui., Fes), m. l. etc.

Classifications : N. Minali (Ita., BAT), 20 s ; E. Zabel (All., TEL), 18 s ; F. Moncassin (Fra., GAN), 12 s ; M. Cipollini (Ita., SAE), 8 s ; P. Gaumont (Fra., COF), 6 s ; N. Loda (Ita., MGI), 6 s ; P. Van Hyfte (Bel., LOT), 4 s ; M. Traversari (Ita., MER), 2 s.

Classement par équipes (Mapei) : 1. GAN, en 17 h 20 min 0 s ; 2. Telekom, à 38 s ; 3. Cofidis, à 42 s ; 4. US Postal Services, à 56 s ; 5. Rabobank, à 1 min 01 s.

Abandons : F. Fontanelli (Ita., MAG) ; V. Garcia Acosta (Esp., BAN), A. Zülle (Sui., ONC).

Classements : 1. M. Cipollini (Ita., SAE) en 21 h 56 min 46 s ; 2. E. Zabel (All., TEL), à 4 s ; 3. C. Boorden (GB, GAN), à 35 s ; 4. J. Ullrich (All., TEL), à 37 s ; 5. F. Vandenbroucke (Bel., MAP), à 41 s ; 6. A. Olan (Esp., BAN), à 45 s ; 7. L. Jalabert (Fra., ONC), à 47 s ; 8. F. Moncassin (Fra., GAN), à 51 s ; 9. P. Loda (Ita., MGI), à 1 min ; 10. O. Camenzind (Sui., MAP), à

Classement de la montagne

1. L. Brochard (Fra., FES), 33 pts ; 2. C. Vasseur (Fra., COF), 11 ; 3. A. Kaspary (Lit., CSO), 10 ; 4. F. Simon (Fra., GAN), 8 ; 5. T. Gouvenou (Fra., BIG), 5.

Classement par équipes

1. Telekom, en 65 h 52 min 29 s ; 2. GAN, à 38 s ; 3. Mapei, à 42 s ; 4. US Postal Services, à 56 s ; 5. Rabobank, à 1 min 01 s.

Abandons

F. Fontanelli (Ita., MAG) ; V. Garcia Acosta (Esp., BAN), A. Zülle (Sui., ONC).

Classements

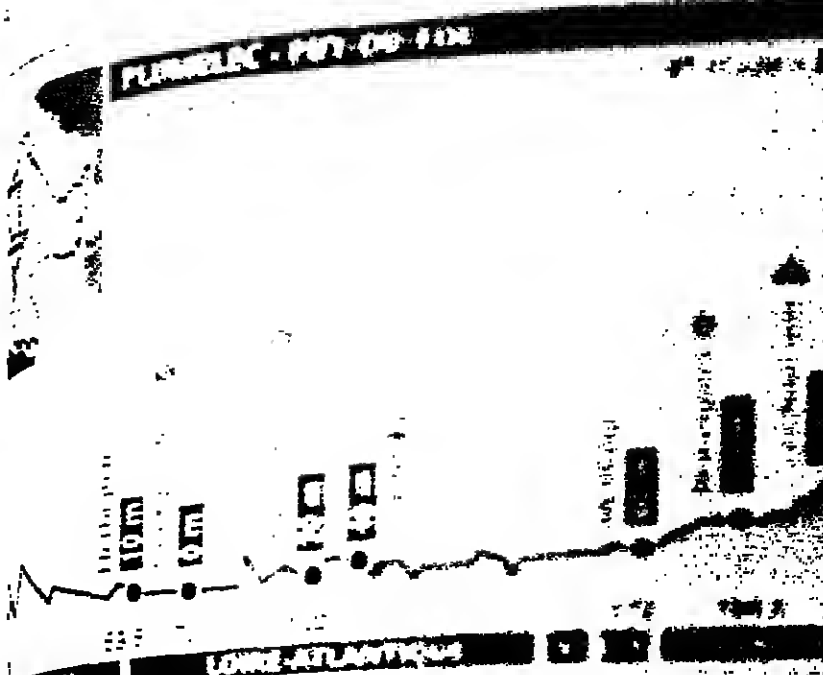
1. M. Cipollini (Ita., SAE) en 21 h 56 min 46 s ; 2. E. Zabel (All., TEL), à 4 s ; 3. C. Boorden (GB, GAN), à 35 s ; 4. J. Ullrich (All., TEL), à 37 s ; 5. F. Vandenbroucke (Bel., MAP), à 41 s ; 6. A. Olan (Esp., BAN), à 45 s ; 7. L. Jalabert (Fra., ONC), à 47 s ; 8. F. Moncassin (Fra., GAN), à 51 s ; 9. P. Loda (Ita., MGI), à 1 min ; 10. O. Camenzind (Sui., MAP), à



222,999996 km par Frédéric Moncassin, pour rien

IL EST ABASOURDI. Pour quatre millimètres, Frédéric Moncassin, le Français de l'équipe GAN, s'est incliné au sprint au terme des 223 km de la 4^e étape, mercredi 9 juillet, devant l'italien Nicola Minali (Batik-Del Monte).

Moncassin avait pourtant su profiter de la perplexité de Mario Cipollini (Saeco), privé de son équipier sprinteur Gian Matteo Farini, victime d'un saut de chaîne à 500 m de la ligne, et de l'agacement d'Erik Zabel (Telekom), marqué de près par ses adversaires, et donc gêné. Un coup de reins plus sûr, des bras plus longs, le vainqueur a justifié son surnom : Speedy Minali.



Malgré ses millions. Mapei-G

Le peloton est sans défense face à la foule de spectateurs... (The text is partially obscured and difficult to read due to the image quality and angle.)

SVP, un peu de hauteur

Grâce à eux, un peloton de lourdauds filmé au ras du goudron prend soudain l'air d'un vol d'oiseaux migrateurs revenant d'une tournée en Afrique. Grâce à eux, le mystère des brusques empièlements de vélos, de roues et de clavicles qui font désormais le quotidien des étapes est percé à jour. Grâce à eux, le béotien attentif constate avant les officiels et le champion lui-même la défaite millimétrique de Frédéric Moncassin (GAN) à l'arrivée du Puy-du-Fou. Grâce à eux, le suspense entretenu à dessin par les terriens s'évanouit. Grâce à eux, le Tour prend déjà de la hauteur.

Michel Dalloni

■ «A mille cahiers, j'arrête», avoue Claude Koch, cinquante-

■ « A mille cahiers, j'arrête », avait Claude Koch, cinquantetrois ans, employé à la direction départementale de l'équipement de Brest (Finistère), dont la passion, depuis 1957, est de coller sur des cahiers d'écolier les articles, photos, commentaires consacrés aux coureurs cyclistes. Sa collection de photos de Bernard Hinault, dès la première course gagnée en minimes, est particulièrement impressionnante, et le champlou breton l'a signée de bonne grâce.

■ Tony Rominger (Coâdis) a refusé, mercredi 9 juillet, à l'hôpital cantonal de Bâle (Suisse), de se prononcer sur une éventuelle participation au Tour d'Espagne (qu'il a gagné trois fois), aussi longtemps qu'il n'aurait pas « *retrouvé le moral* » après son abandon forcé du Tour de France. Le coureur suisse a été victime d'une double fracture de la clavicule droite, mardi 8 juillet, lors d'une chute survenue au cours de la troisième étape.

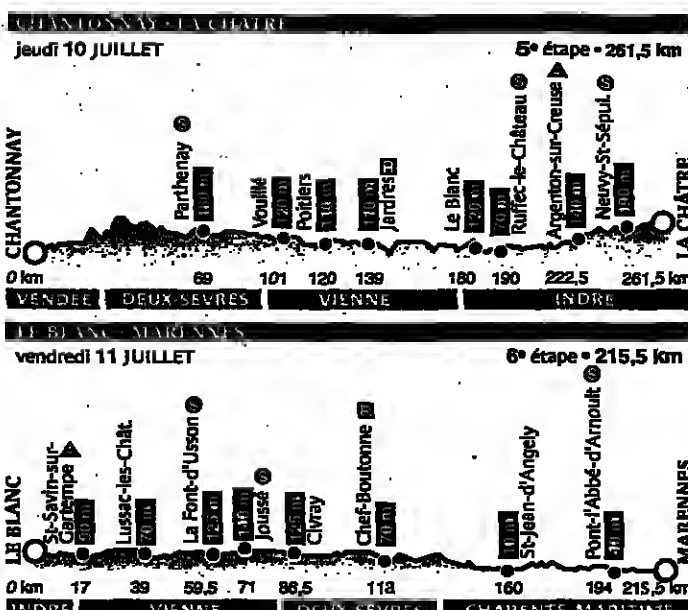
■ **LOTTO.** Les résultats des tirages n° 55 du Loto effectués mercredi 9 juillet sont les suivants. Premier tirage : 2, 22, 27, 29, 37, 47 ; numéro complémentaire : 46. Les rapports sont pour cinq bons numéros et le complémentaire : 8 231 970 F ; pour cinq numéros : 8 795 F ; pour quatre numéros :

le passage de la 4^e étape du Tour de France, sur la largeur du pont de Saint-Nazaire (Loire-Atlantique), pour recouvrir chacun des joints de dilatation - en forme de peigne - dans lesquels auraient pu se glisser les roues des coureurs, entraînant de nouvelles chutes.

■ Le passage du Tour de France permet de manifester son mécontentement. « L'argent n'a pas d'odeur », ont ainsi fait remarquer les habitants de La Butte-du-Mené (Morbihan), où doit être installée une grande décharge de 50 000 tonnes de déchets par an, qui doit rapporter de 1 à 2 millions de francs à la municipalité.

■ Bernard Hinault est monté sur un podium, mardi 8 juillet, à Pumelec (Morbihan), ville d'arrivée de la 3^e étape, pour rendre hommage à ce bourg qui l'avait accueilli lors du prologue de 1985. Devant des centaines d'amoureux du vélo, le quintuple vainqueur du Tour de France a assisté dans un grand pré en bordure de la salle des fêtes à un concours de mangeurs d'huîtres organisé autour d'un hanquet géant pour les 1500 bénévoles qui ont participé à l'accueil de la Grande Boucle.

181 F ; pour trois numéros : 17 F.
Second tirage : 1, 9, 21, 23, 30, 46 ;
 numéro complémentaire : 17. Les
 rapports sont pour six numéros :
 15 365 580 F ; pour 5 numéros et le
 complémentaire : 48 110 F ; pour
 cinq numéros : 6 035 F ; pour
 quatre numéros : 141 F ; pour trois
 numéros : 15 F.



Réputée pour son « réalisme », l'équipe italienne, en tête du classement mondial, compte cette fois sur des jeunes coureurs

La hiérarchie, qui avait fait la réputation de Mapel, est devenue, d'un coup, démodée. Aux côtés du Flamand Steels, vingt-cinq ans: le prodige wallon (ce n'est pas sans poser quelques problèmes) Franck Vanden-

auparavant. Il y a trois mois, Belges et Italiens s'étrépaient dans l'approche des classiques. Mercredi 9 juillet en soirée, c'est au contraire l'écho d'éclats de rire qui montait de leur hôtel: Mapei-GB avait déjà, d'une certaine façon, réussi son Tour de France.

Nicolas Guillon

Un compteur pour la moyenne

Au mois de juillet, une seule chose intéresse les Français : la moyenne. Pas question de traîner sur l'autoroute et de perdre les premières heures de la location de vacances. Et bien, les champions cyclistes ont le même souci. Pas question de ventiler les minutes ou les coups de pédale, sinon c'est l'arrivée hors délais, la voiture-balai. Pour prévenir le danger, les coureurs utilisent donc, depuis quelques années, des compteurs de vitesse, alimentés par pile, fixés sur le cintre (le guidon). L'accessoire, fabriqué par une quinzaine de firmes, est également très en vogue chez les amateurs de tout niveau. Il en existe plusieurs variantes, du plus simple (à fil) au plus sophistiqué (transmission par émetteur), du plus sommaire (indication unique de la vitesse réelle et moyenne) au plus complet (vitesse réelle, moyenne et maximale, kilométrage total et partiel, cadence de pédalage, horloge, chronomètre, lumière). Les leaders du marché sont l'allemand Sigma, le japonais Cateye et l'italien Vetta.

M. Do.

★ Le modèle présenté ici est le Sigma 800, adapté notamment par Bjarne Riis (Telekom). Son prix public est de 145 francs.

Une spectatrice a été blessée en faisant chuter deux coureurs, provoquant leur abandon.

LE PUY-DU-FOU
Le tour enroyé spécial
 Le Tour de France a une nouvelle fois été victime de son immense popularité, mercredi 9 juillet, à mi-chemin de l'étape entre Plumelec et le Puy-du-Fou. Pour une raison encore indéterminée dans la soirée, une spectatrice âgée d'une quarantaine d'années s'est retrouvée en travers de la route du peloton, avenue des Sablons, à Saint-Brevin-les-Pins (Loire-Atlantique).
 Après avoir provoqué un choc qui a mis deux coureurs à terre et hors course — Vicente Garcia Astucia (Banesto) souffrant d'une fracture de la clavicule gauche et Fabio Fontana (MG-Techno) d'une fracture de la clavicule droite —, la spectatrice a été hospitalisée à Saint-Barthé (Loire-Atlantique). Souffrant d'un traumatisme crânien qualifié d'« important » par les médecins du Tour, elle se trouve toujours dans un coma qualifié de « réaction » dans la matinée de jeudi.

Sur la base des témoignages recueillis sur le lieu de l'accident, les gendarmes chargés de l'enquête privilégient quatre hypothèses : la spectatrice se serait légèrement avancée pour prendre une photo des coureurs ; elle aurait effectué un geste maladroit avec son sac à main ; elle aurait été prise d'un malaise dû à la chaleur et à la foule ; elle aurait été victime

de la « poussette » d'un spectateur qui voulait dégrader son horizon.

Dimanche 6 juillet, lors de la première étape en ligne du Tour 1997, le conducteur d'un véhicule de la caravane publicitaire avait déjà perdu le contrôle de son engin pour terminer sa course contre une voiture d'enfant. L'affaire s'est heureusement terminée par quelques égratignures pour le hainien et par le retrait définitif du véhicule incriminé, jugé trop dangereux par les autorités du Tour.

« ENCORE PLUS DE MONDE »
« Les mêmes problèmes de sécurité se reposent année après année, mais, cette fois, il y a encore plus de monde au bord des routes, constate Christophe Dotmael, le maréchal des logis-chef responsable de la permanence gendarmière du Tour de France. Mais nous ne pouvions absolument rien faire face à une foule aussi dense, surtout lorsqu'elle est gagnée par l'euphorie. »

Chef d'un escadron de 44 motocyclistes de la garde républicaine, spécialisée dans l'escorte des grandes personnalités et des grandes épreuves sportives, le maréchal des logis-chef est convaincu que le Tour de France, « la grande mission annuelle de l'escadron », est « la seule grande manifestation capable de générer de tels mouvements de foule. Pour faire face, nous ne pouvons tout de même

pas mettre un gendarme tous les dix mètres », poursuit-il. Les représentants de la force publique sont pourtant massivement présents sur le Tour de France : on en dénombre deux à trois au kilomètre, soit un total de 13 000 sur l'ensemble de l'épreuve.

« Il est également impossible de traverser deux fois 3 950 kilomètres de barrières métalliques pour protéger l'intégralité du parcours des coureurs », ajoute Jean-Louis Pagès, commissaire général du Tour de France. « Nous avons tenu 37 réunions départementales et 22 réunions avec les villes-étapes pour organiser la sécurité de l'épreuve, mais nous ne pouvons pas empêcher l'incident du jour. Nous avons ensuite envoyé des courriers aux 750 communes visitées par le Tour, pour leur demander de protéger les endroits sensibles de la course, comme les passages de cols, les zones de ravitaillement, de sprints ou d'arrivée. Mais certaines petites municipalités ne disposent pas de barrières et il nous est impossible de leur imposer un barrage. » De fait, grâce à leurs moyens supérieurs, « les grandes villes protègent beaucoup mieux à cheval les foules », rappelle Christophe Dormael.

Pour le maréchal des logis-chef, il s'agit avant tout d'une prise de conscience. Les parents oublient de montrer l'exemple : lorsqu'un enfant voit ses parents se jeter au milieu de

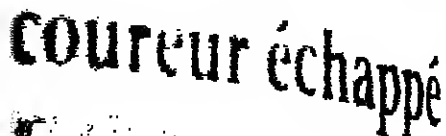
lo route pour récupérer un abjet lancé par la caravane publicitaire, il fait la même chose ». Placés à l'avant de la caravane, les occupants des véhicules siglés AGF, la société d'assurances qui parraine le Tour, sont pourtant chargés de diffuser des messages

de prudence à l'attention des spectateurs. L'initiative se révèle malheureusement insuffisante pour calmer les esprits échauffés par les animations de la caravane.

« Dans ces situations de grande euphorie, les problèmes de sécurité passent au second plan, s'indigne Christophe Dormael. Mardi, des gendarmes ont vu une mère de famille aller au-devant des voitures de la caravane avec son bébé sur les bras. Par deux fois, la tête de Perjanf est passée à quelques centimètres des phénixvases. »

Mercredi, au soir de l'accident de Saint-Brevin-les-Pins, la direction du Tour de France a publié une communiqué de «rappel des mesures de sécurité». Elle a notamment décidé de compléter son dispositif habituel de prévention par des nouvelles mesures de «sensibilisation des spectateurs», par «une intensification des messages de sécurité» et par «une surveillance accrue des véhicules suiveurs». La magie du Tour ne devrait pas souffrir de cette prise de conscience réclamée par les organisateurs.

Eric Collier



Au Salon de Florence, 770 exposants ont présenté leurs collections pour le printemps-été 1998. De nombreuses PME familiales et quelques « super-grands » ont notamment montré de nouvelles matières

Robert Wilson de mettre en scène son défilé de l'été dernier à Milan, Gianni Versace ne pouvait faire moins qu'investir les jardins Boboli pour y présenter sa collection, sur un ballet de Maurice Béjart, dans un curieux télescopage de danseurs en

Loïn d'investir le fastueux palais Pitti, celui-ci dispersait ses 770 expositions dans les communs d'un vieux fort, la Fortezza da Basso, qui dans la podérà, et dans l'annurecche, c. « Nous n'avons pas pensé le Pitti en Salom, son directeur Raffaele Napoleone, son directeur géneral, mais en média segment en rubriques... » A l'image, sans doute, des multiples « niches » de la confection transalpine, industrie reposant sur un réseau compact de

De fait, le salon florentin n'a pas manqué de présenter des fibres étranges. Allegrì est fort réputé en Italie pour ses imperméables, qui allient une coupe parfaite à des matières étonnantes: un blouson de « daim » poids plume réalisé en microfibre; un imperméable « gabardine » veloutée qui n'est autre qu'un polyester broché... Cette année, le Toscan s'offre même le luxe de sortir en « *edizione limitata* » 150 imperméables faits main, dûment numérotés.

Cette parade de la belle ouvrage

Jacques Brunel

Jean-Michel Normand

**ESCAPADES DANS L'EMPIRE
DE LA DANSE DANS LE PAYSAN**

- Week-end Festivals :
Marcia, Saint Céré, Gervaise...
- Week-end dans le Ciel
découverte de l'aéronautique,
de la Cité de l'Espace à Toulouse,
Festival du Ciel et de l'Espace...
- A partir de 650 F
hébergement 2 nuits, spectacles, visites.

COFRATOUR "Avec Plaisir"
Tél. : 05.61.62.90.90
Fax : 05.61.62.95.96
(horaires 071 9871016)

**PROFESSIONNELS
DU TOURISME,
Invitez nos lecteurs
aux voyages.
RUBRIQUE "EVASION"
Tél. 01.42.17.39.40
Fax : 01.42.17.39.25**

ANTILLES vol régulier quotidien
+ 7 nuits sur place
GUADELOUPE appart. 3* : 3 810 F
MARTINIQUE Hôtel 4* : 4 720 F
SAINT MARTIN Hôtel 4* : 4 370 F
SAINT BARTHELEMY Hôtel 4* Luxe : 6 720 F
séjour enfants gratuit
Départ province :+ 480 F
Autres destinations : Tunisie, Baléares, Malte
Toute notre production sur le
Minitel 3615 Directeurs (1, 23 Fims)

Insolent, les japonais allaient, comme à leur habitude, à l'essentiel. En guise d'épébès, Yobiji Yamamoto recruta des grands, des gros, et même des jumeaux, pour démontrer qu'un vêtement de raïle unique chance avec les indi-

Si l'on excepte la collection happening que Naoki Takizawa dessina pour Issey Miyaké, sur une inspiration proche de la musique techno, le japonais le plus applaudi fut Kenzo : ses sarongs précintés emmanchés de tuniques pastels, ses costumes bavane rebassés de bijoux africains ouvraient les portes de l'Orient à la sensualité ambiante.

Jean-Michel Normand

**ESCAPADES DANS L'EMPIRE
DE LA DANSE DANS LE PAYSAN**

- Week-end Festivals :
Marcia, Saint Céré, Gervaise...
- Week-end dans le Ciel
découverte de l'aéronautique,
de la Cité de l'Espace à Toulouse,
Festival du Ciel et de l'Espace...
- A partir de 650 F
hébergement 2 nuits, spectacles, visites.

COFRATOUR "Avec Plaisir"
Tél. : 05.61.62.90.90
Fax : 05.61.62.95.96
(horaires 071 9871016)

**PROFESSIONNELS
DU TOURISME,
Invitez nos lecteurs
aux voyages.
RUBRIQUE "EVASION"
Tél. 01.42.17.39.40
Fax : 01.42.17.39.25**



6

1

2 3

Petites ondées

LES HAUTES PRESSIONS sur la moitié nord vont légèrement faiblir et laisseront remonter des ondées en provenance du Sud-Ouest vers les régions du Centre. Les températures restent estivales et sont partout 2 à 3 degrés au-dessus des normales.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. - Un passage d'ondées parfois orageuses se produira à la mi-journée. Le beau temps reviendra ensuite dans l'après-midi. Il fera 20 à 22 près de la Manche et 24 à 26 ailleurs.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - Le temps sera généralement bien ensoleillé. Des ondées pourront se produire sur le Centre dans l'après-midi. Il fera doux le matin, entre 13 et 15 degrés, et 25 à 27 l'après-midi. Ces valeurs sont 2 à 3 degrés au-dessus des valeurs de saison.

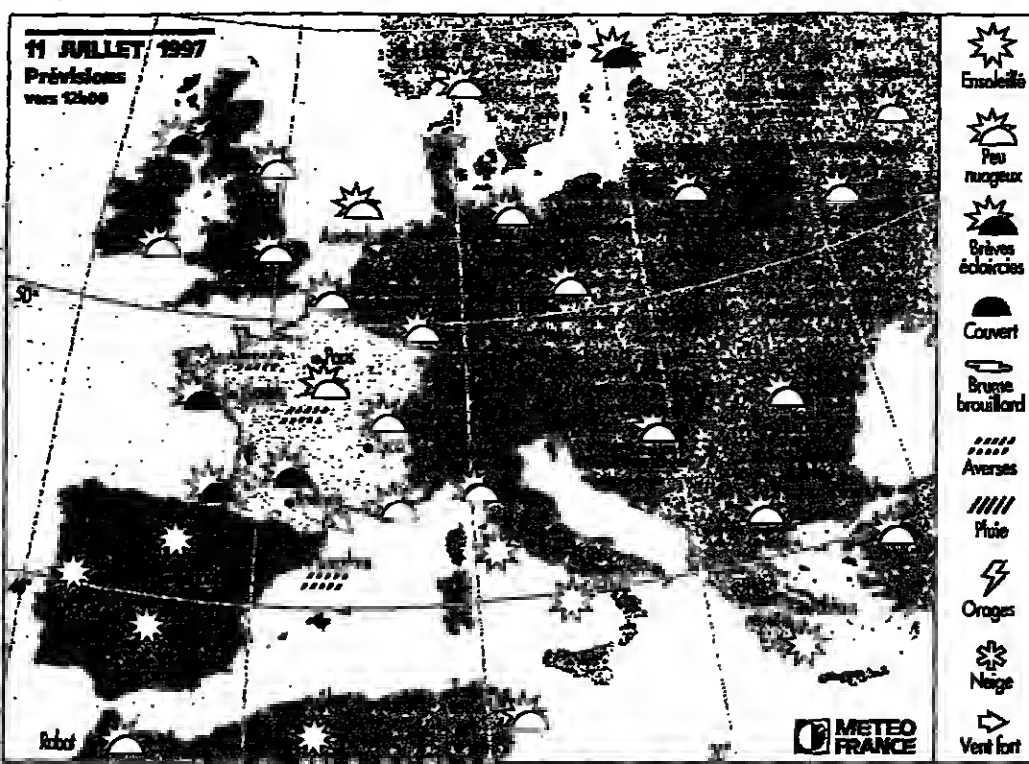
Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. - Le soleil brillera malgré quelques nuages. Sur la Bourgogne et le Jura,

quelques ondées parfois orageuses peuvent se produire. Les températures seront élevées pour la saison, entre 25 et 27 degrés l'après-midi.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - Quelques ondées pourront encore se produire sur le Poitou-Charentes en début de matinée, puis le temps redeviendra ensoleillé malgré la présence de quelques nuages. Les températures seront agréables, entre 23 et 26 degrés l'après-midi.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. - Le soleil brillera par moments, mais le temps lourd dominera avec des ondées ou des orages sur le relief. Le thermomètre montera jusqu'à 25 à 27 degrés dans l'après-midi.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. - Le soleil brillera largement. Il y aura seulement des passages de nuages élevés. Attention aux orages qui pourraient se produire en Corse. Le thermomètre indiquera 15 à 18 degrés le matin et 26 à 30 l'après-midi.



LE CARNET DU VOYAGEUR

FRANCE. De 7 heures à 21 heures, 7 jours sur 7, les cars Air France assurent toutes les demi-heures une liaison directe (en 45 minutes) entre la gare de Lyon (arrêt boulevard Diderot, au pied du parvis de la gare) et l'aéroport Charles-de-Gaulle dans le cadre de leur liaison Paris-Montparnasse/CDG. Prix du billet : 65 F l'aller simple, 110 F l'aller, 59 F pour les enfants de cinq à douze ans. Informations en cinq langues au 01-41-56-89-00.

EUROPE/MOYEN-ORIENT/AFRIQUE. Jusqu'au 7 septembre, Holiday Inn applique des forfaits d'été ou « summer special » sur le prix des chambres dans 207 établissements situés en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique (numéro vert : 0800-90-59-99).

EUROPE. Choisissez un itinéraire routier, à travers l'Europe, sur le site Internet de Michelin (<http://www.michelin-travel.com>) coûte 15 F pour obtenir le détail avec le trajet le plus court, ou le plus rapide, ou le moins cher.

PRÉVISIONS POUR LE 11 JUILLET 1997

Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; N : neige.

FRANCE métropole	NANCY	14/26 S
ALPES	NANTES	15/22 S
BIARRITZ	NICE	17/25 S
BORDEAUX	PARIS	16/25 N
BOURGES	PAU	14/26 N
BREST	PERPIGNAN	17/26 S
CAEN	RENNES	15/22 N
CHERBOURG	ST-ETIENNE	15/22 N
CLERMONT-F.	STRASBOURG	15/26 S
DIJON	TOULOUSE	14/26 N
GRENOBLE	TOURS	15/28 N
LILLE	FRANCE outre-mer	23/31 S
LIMOGES	LA REUNION	26/30 S
LYON	FORT-DE-FR.	26/30 S
MARSEILLE	NOUMEA	18/28 S

PAPETE	23/29 N
POINTE-A-P.	25/31 S
ST-DENIS-RE.	18/23 N
EUROPE	15/24 N
AMSTERDAM	14/22 S
ATHENES	19/26 P
BARCELONE	14/19 N
BELFAST	17/27 S
BELGRADE	13/22 N
BERLIN	13/23 S
BERNE	15/23 N
BRUXELLES	15/23 N
BUCAREST	15/26 S
BUDAPEST	15/25 N
COPENHAGUE	14/25 N
DUBLIN	13/19 S
FRANCFORT	15/24 N
HELSINKI	10/19 N
ISTANBUL	22/28 N

13/21 N	VENISE	20/27 S
17/21 P	VIENNE	17/21 P
13/21 N	AMSTERDAM	13/25 S
13/25 N	BRASILIA	19/23 N
19/23 N	BUENOS AIR.	25/29 W
18/20 S	CARACAS	14/27 S
20/29 N	CHICAGO	18/24 N
11/21 S	LIUNA	15/21 S
13/21 N	LOS ANGELES	13/27 S
13/21 N	MADRID	15/25 S
13/21 N	MONTREAL	20/30 S
19/28 S	NEW YORK	12/20 S
14/19 S	SAN FRANCISCO	7/13 S
13/25 N	SARAGOSSA	17/33 S
13/25 N	SEVILLE	13/25 N
13/25 N	SOFIA	17/30 S
15/24 N	ST-PETERSBURG	15/21 N
15/21 N	STOCKHOLM	14/28 S
15/21 N	TENEFERIE	25/29 C
13/19 S	VARSOVIE	15/31 S

22/23 S	LE CAIRE	22/23 S
17/21 P	MARRAKECH	17/21 P
13/19 C	NAIROBI	13/19 C
4/20 S	PRETORIA	4/20 S
17/24 N	RABAT	17/24 N
22/29 S	TUNIS	22/29 S
25/35 C	ASIE-OCEANIE	25/35 C
26/29 P	BOMBAY	26/29 P
25/31 S	DIARAKATA	25/31 S
30/38 S	DUBAI	30/38 S
27/30 P	HANOI	27/30 P
26/28 C	HONGKONG	26/28 C
22/31 S	JERUSALEM	22/31 S
28/33 P	NEW DELHI	28/33 P
27/34 S	PEKIN	27/34 S
21/25 C	SEOUL	21/25 C
27/31 S	SINGAPOUR	27/31 S
9/14 C	SYDNEY	9/14 C
25/29 P	TOKYO	25/29 P



VENTES

La mémoire du style « paquebot »

DÈS LA FIN du XVIII^e siècle, les premiers navires conçus pour le transport des passagers relient Saint-Malo à l'Amérique du Nord. Au cours du XIX^e, les bateaux à roue et à voile, éclairés par des lampes à huile, sont ensuite remplacés par des navires à vapeur, équipés au gaz en 1870, puis à l'électricité en 1883. La sécurité s'améliore peu à peu, et l'accent est mis sur l'élégance et le confort, qui permettent aux voyageurs d'oublier l'aspect encore précaire de ces longs déplacements.

Le style « paquebot » s'affirme peu à peu, et atteint son plein épanouissement au tournant du siècle : de 1900 aux années 60, les différentes compagnies rivalisent d'ingéniosité dans la recherche du luxe et construisent ces fameux palaces flottants, dont les décors et les accessoires ont été confiés aux meilleurs artistes.

Meubles, vaisselle, affiches et souvenirs de toutes sortes constituent maintenant un marché soutenu par de nombreux collectionneurs. Ils se retrouveront, le dimanche 13 juillet à Concarneau, où près de 400 lots passeront aux enchères dans le cadre du Salon du livre maritime. Une documentation importante regroupe cartes postales, menus, pho-

tographies, brochures, albums, listes de passagers, dossiers techniques (500 F à 1 500 F).

Des objets divers évoquent la vie à bord : boîte à biscuits du *Normandie* (1935) en tôle peinte en forme de maquette (1 500 F), couvre-livre en cuir repoussé à décor de l'*Albatros* (1931, 600 F à 800 F), vase à fleurs en métal chromé lesté de l'*Ile-de-France* (1949, 1 000 F à 1 300 F), deux jeux de cartes du *Liber* (1950, à l'effigie du paquebot, 500 F), éventail du premier *France* (1912, dans sa boîte argentée, 1 200 F à 1 500 F), un cendrier du deuxième *France* (1962, en verre moulé, 600 F à 800 F).

VAISSELLE DE BORD

L'orfèvrerie en métal argenté, principalement de la maison Christofle, tient une place prépondérante dans la vaisselle de bord. On peut

trouver des couverts à partir de 1 500 F pour 18 pièces, jusqu'à 6 500 F à 7 500 F pour une cinquantaine de pièces. Théières et cafetières se négocient entre 1 500 F et 3 000 F. Bols à potage, rince-doigts, coupes à glace, se vendent entre 3 500 F et 5 000 F pour des suites de six, les pots à eau entre 1 000 F et 2 500 F. Des plats de toutes formes, plats, creux, ronds ou ovales, sont annoncés de 1 000 F à 2 000 F, des

légumiers couverts à 4 000 F. Les sièges marquent particulièrement bien le style d'une époque. Un des plus anciens est un fauteuil de la salle à manger de deuxième classe du *France* de 1912, aux lignes encore Art nouveau (6 000 F à 8 000 F). Les modèles Art déco, période qui correspond à l'apogée du style paquebot, portent souvent des signatures connues.

Un fauteuil de coiffeuse de Dominique, provenant d'une cabine de première classe du mythique *Normandie*, qui assurait entre les deux guerres la liaison Paris-New York, est estimé 6 000 F à 8 000 F. Une paire de fauteuils bords du décorateur Alavoine vient du salon de la classe touristes du *Liberté* (2 500 F à 3 000 F), une autre en acier et skai de celle du dernier *France* (6 000 F à 8 000 F).

CALENDRIER

ANTIQUITES

● FAYENCE (Var), le Grand Jardin, 65 expositions, entrée 25 F du 10 au 14 juillet, de 10 heures à 19 heures.

● LA BAULE (Loire-Atlantique), Palais Atlantique, 35 expositions, entrée 25 F, du 12 au 20 juillet, de 15 heures à 21 heures, nocturne les samedis 12 et 19 juillet jusqu'à 22 heures.

● GUERANDE (Loire-Atlantique), Ecole Saint-Jean-Baptiste, 45 expositions, entrée 25 F, du 12 au 20 juillet, de 11 heures à 20 heures.

● LE TEICH (Gironde), salle polyvalente, 50 expositions, entrée 25 F, du 11 au 15 juillet, de 10 heures à 19 heures, nocturne le samedi 12 jusqu'à 22 heures.

BROCANTES

● SAINT-QUAY-PORTRIEUX (Côtes-d'Armor), quai Richet, 40 expositions, du 11 au 13 juillet.

● MEUNIER-LES-MONTIEUX (Var), parc de la Mairie, 50 expositions, du 11 au 15 juillet.

● LANGRUNE-SUR-MER (Calvados), place du 6-Juin, 110 expositions, du 12 au 13 juillet.

● SAINT-PALAIS-SUR-MER (Charente-Maritime), salle des fêtes, 30 expositions, du 12 au 13 juillet.

● VARZAY (Charente-Maritime), Parc, 60 expositions, du 12 au 14 juillet.

● CHATEAU-MEILLAND (Cher), place de la Résistance, 80 expositions, du 12 au 13 juillet.

● DINAN (Côtes-d'Armor), petit

fossé au pied du château, du 12 au 14 juillet.

● PERTEUIS (Vaucluse), cours République, 100 expositions, du 12 au 14 juillet.

● BONDOULE (Essonne), parc Saint-Eutrope, 100 expositions, du 12 au 13 juillet.

COLLECTIONS

● SAINT-VALIER-DE-THIERY (Alpes-Maritimes), marché autos et motos anciennes, Grand Pré, 40 expositions, du 11 au 14 juillet.

● MOUGINS (Alpes-Maritimes), bourse et brocante auto-moto, Musée de l'automobile, 120 expositions, du 12 au 13 juillet.

● MIREPOIX (Ardèche), Salon du modèleisme, du 12 au 14 juillet.

DÉPÊCHES

OBJETS DE MARINE. Un ensemble d'instruments de navigation anciens, des peintures, des curiosités et du mobilier de bord seront vendus à Arcachon le 13 juillet. On trouvera des sextants XIX^e (7 000 F à 10 000 F), des octants XVIII^e (8 000 F à 10 000 F), des chronomètres de marine (13 000 F à 15 000 F), des compas et des lampes de cabine à partir de 1 500 F. Petits coffres et écritures sont accessibles de 2 000 F à 3 000 F. Parmi les curiosités figure un casque de scaphandrier en cuivre et bronze du milieu du XIX^e siècle (13 000 F).

★ Hôtel des ventes d'Arcachon, dimanche 13 juillet, Etude Toledano, tél. : 05-56-79-24-05.

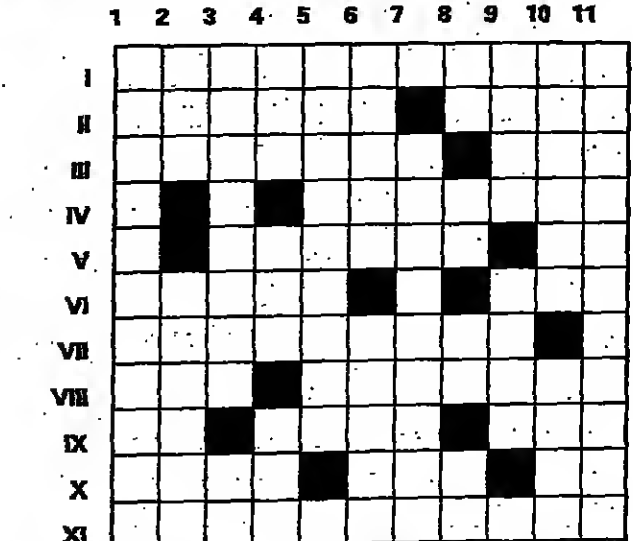
SALON DES ANTIQUAIRES DE CANNES. Parmi les pièces offertes par 50 antiquaires dont la marchandise est contrôlée par 3 experts, on trouvera un dragonnier en vermeil de l'orfèvre Merice (Paris, 1820, Patrick Berna), un grand plat en faïence de Moutiers de Pierre Clérissy (vers 1910), d'après une gravure de Tompesta (galerie des couts), un rare bonheur-du-jour en marqueterie de Boule d'époque Régence. Des tableaux anciens et modernes, des bijoux, des sculptures d'Extrême-Orient, des tapis et du linge ancien seront également proposés.

★ Salon des antiquaires de Cannes, du 12 au 28 juillet, Palm Beach, de 15 heures à 22 heures, entrée 50 F.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 9744

3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).



HORIZONTALEMENT

1. Sont incapables de garder leurs mains dans leurs poches. - II. Pousse la tyrolienne. Difficile à suivre. - III. Une octave au-dessus du nasard. Corneille lui fit vivre une folle journée. - IV. Etat difficile à contrôler. - V. Se met à table. Proposition. - VI. Se met à table. Levée quotidienne. - VII. De quoi se mettre à table. - VIII. Métaux. Tragédie du pouvoir et de l'absurde. - IX. En route et en déroute. Pour les apprentis constructeurs. En vingt-

VERTICALEMENT

1. Donne chaud, mais ne fait pas grossir. - 2. Lettres de louanges. Anges du second chœur. - 3. Sources de chaleur au lit. En liquidation. - 4. Pris par habitude. Prépare aux métiers. Se tient par la queue. - 5. Sa vie ne tient qu'à un fil.

- 6. Voisine de la gesse. Se remplissent au théâtre. - 7. Agitateurs publics. - 8. L'américain. Fin de verbe. Article étranger. Fleuve. - 9. Sait le mariage. - 10. Pourrait être les Dieux guerriers du Nord. - 11. Qui est à peu près sûr de rester en place.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 9743

HORIZONTALEMENT

I. Désargentée. - II. Edifias. Ion. - III. Vu. PCI. Veld. - IV. Ace. Ontario. - V. Lacet. Orsec. - VI. Ut. Stéra. NT. - VII. Aigman. PC. - VIII. Tora. Lape. - IX. INA. Biberon. - X. Nurse. Eve. - XI. Naturaliser.

VERTICALEMENT

1. Dévaluation. - 2. Education. - 3. St. Ec. Grant. - 4. AFE. Esna (anse). Uu. - 5. Ricotta. Brr. - 6. Galp. Enlisa. - 7. Es. Tor. Abel. - 8. Varapre. - 9. Tiers. Cérés. - 10. Eollen. Ove. - 11. Endocrinier.

L'ART EN QUESTION N° 22

En collaboration avec

Des flèches pour saint Sébastien

LE JEU de tir à l'arc fut particulièrement en faveur jusqu'à la Révolution française. Il est encore pratiqué dans quelques régions du nord de la France, et est devenu sport olympique en 1896.

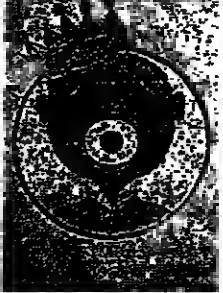
Le tir au beursault est l'un des modes de tir à l'arc horizontal. La cible est placée à cinquante mètres, sur une butte, à l'abri d'un toit et au fond d'une allée d'arbres. La butte était primitivement en osier et on l'appelait berceau, mot dont est dérivé celui de beursault. Un véritable cérémonial est associé à cette pratique. Les joueurs sont groupés en sociétés, à l'organisation et aux rites précis.

Le 20 janvier, fête de la Saint-Sébastien, patron des archers, a lieu une grande fête lors de laquelle voisinent rites religieux et rites sociaux. Dans l'iconographie traditionnelle, saint Sébas-

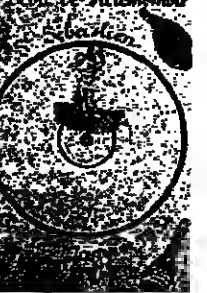
tien est représenté nu, debout, ligoté à un élément vertical (colonne, arbre...) et le corps criblé de flèches. Parfois figure à ses côtés une femme occupée à le soigner, il s'agit de :

- Sainte Blandine ?
- Sainte Cécile ?
- Sainte Irène ?

Réponse dans *Le Monde* du 18 juillet.



Villemomble (Seine-Saint-Denis), 1934 et 1935 : « Cibles de tir au beursault » (photographies). Paris, Musée des arts et traditions populaires. PHOTO RMN



SOLUTION DU JEU N° 21 (Le Monde du 4 juillet)

La partie inférieure du tableau de Sébastien Bourdon *Le Martyre de saint André* appartient au Musée des Augustins de Toulouse.

Les jeux dans « Le Monde »

Dans cinq de ses numéros de la semaine, *Le Monde* publie, en plus des mots croisés, un jeu. Le lundi, dans le journal daté mardi, un problème mathématique. Le mardi, dans le journal daté mercredi, une grille de Scrabble. Le mercredi, dans le journal daté jeudi, une chronique de bridge. Le jeudi, dans le journal daté vendredi, une question sur l'art. Le samedi, dans le journal daté dimanche-mat, les échecs.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration, ISSN 0035-2007.

Imprimerie du Monde
12, rue M. Gurebourg
94002 Ivry cedex

Publicité
21 bis, rue Claude-Bernard - BP 218
75226 PARIS CEDEX 06
Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-05

PRINTED IN FRANCE

L'ÉTÉ FESTIVAL

La Rochelle toujours à la une de l'actualité festivalière de l'été. Après le Festival de cinéma, voici les Francofolies, grand rassemblement de la chanson francophone qui réunit des dizaines de milliers de spectateurs et plus d'une centaine de chanteurs et de groupes qui représentent toutes les tendances d'aujourd'hui. C'est l'occasion pour les directeurs artistiques de faire une revue d'effectifs. La profession évolue, et ceux qui furent d'authentiques découvreurs d'artistes pour les compagnies discographiques, à l'image de Jacques Canetti, laissent de plus en plus la place au diktat du marketing. A Lyon, la Biennale propose sur le thème de « l'autre », quatre-vingt-six artistes contemporains de toutes origines, en mettant l'accent sur les œuvres vidéo qui peuvent susciter l'enthousiasme mais aussi faire surgir quelques réserves.

LA PHOTOGRAPHIE DE GÉRARD RONDEAU

Avignon
Les techniciens chargés d'installer les décors de « Nathan le sage » dans le palais des Papes se souviendront de cette 51^e édition du Festival comme d'une année froide et pluvieuse. Après Denis Marleau, la Cour d'honneur accueillera Olivier Py avec « Le Visage d'Orphée » et Philippe Genty avec « Dédale ».



Les Francofolies, rendez-vous obligé des chasseurs de talents

La Rochelle/Chanson. Les directeurs artistiques sont aussi à la treizième édition de ce grand rassemblement de la chanson francophone

LA CHANSON a eu ses Ambruses Volard, ses Aimé Macgilt, marchands de tableaux et « fol-seurs » d'artistes. Comme eux, les directeurs artistiques qui hâtent la réputation du music-hall français n'ont pas craint d'aller à l'encontre des goûts communs. Le plus célèbre d'entre eux, Jacques Canetti, est mort le 7 juin. Dans son cabaret, les Trois Baudets, ouvert en 1948, il avait accueilli Jacques Brel, Georges Brassens, Barbara, Bobby Lapointe, Jacques Higelin, et tous les autres. Directeur artistique (DA) chez Philips, il leur avait permis d'enregistrer leurs premiers albums.

« A l'époque, tout était plus facile, explique Max Amphoux, éditeur

musical, et manager d'Enzo Enzo. Il y avait trois maisons de disques, une poignée de radios et des cabarets. » Aujourd'hui, le marché s'est concentré au sein des multinationales. Quelle marge de manœuvre, quelle longévité, pourrait avoir en 1997 un éditeur comme Raoul Breton, et sa femme, « la marquise », qui ont tenu la main de Charles Trénet, Edith Piaf ou Yves Montand ? « Dans quatre ans, prédit Didier Varod, « directeur des productions locales » (le catalogue francophone) chez Columbia, les DA auront disparu des majors. » Au profit des directeurs de marketing.

Les grands festivals, tels le Printemps de Bourges ou les Francofolies de La Rochelle - cent trente groupes et artistes pour sa treizième édition -, offrent une programmation souvent soufflée par les maisons de disques. Il y a les DA de l'ancienne école, hommes de l'ombre, metteurs en scène, sachant flairer le talent. Max Amphoux, qui fut l'éditeur d'Alain Bashung, Jean-Patrick Capdevielle, Demis Roussos ou Marie-Paule Belle, définit ainsi son rôle : « Le directeur artistique doit pouvoir dire non à l'artiste, au risque de le perdre. Lui dire, par exemple, qu'il doit en finir avec le complexe de l'outre-compositeur-interprète, et accepter les chansons des autres, parce que les siennes sont mouillées, quitte à gagner un peu moins d'argent en droits d'auteur. »

Celui-là crée des tendances, des phénomènes, il lui faut être à la hauteur d'un Jacques Charles qui, en 1925, repéra Joséphine Baker, quinzisième figurante dans une mauvaise troupe américaine, et eut l'idée, géniale à l'époque, de lui faire faire « l'Africaine ». Il lui faut le courage de Raymond Asso, futur mentor d'Edith Piaf, découvrant la chanteuse au début de sa gloire : « Pas mal, pas mal. Mais elle n'articule pas, et elle devrait écouter du jazz. Si elle veut, je peux lui faire travailler. »

LES SENS DE L'ANTICIPATION

Personnages à la poigne de fer, les DA légendaires avaient le sens de l'anticipation et de la provocation. Dans les années 80, Philippe Constantin, mort en janvier 1996, sut pressentir, et façonner, la world music et les mélanges urbains. Il imposa Mory Kanté (et le planétaire Yéle Yéle), Khaled, mais aussi Etienne Daho, les Rita Mitsouko ou Stephan Eicher. « Le plus difficile est de saisir intuitivement cette chose inconnue qui s'appelle l'insouciant collectif », poursuit Max Amphoux, heureux protecteur en 1985 de Sabine Paturel (Les Crayons A, près de 800 000 albums vendus) et de Bihi (Tout doucement, la même année), ce qui ramène au commerce, dont Canetti possédait un sens aigu, tout comme Emmanuel de Buretel, aujourd'hui patron de Virgin, qui a bâti l'histoire

discographique du rap français en éditant au début des années 90 les compilations Rapattitude, où figuraient IAM, Assassin ou NTM. Les choses vont vite. Max Amphoux doute que le scénario qu'il a vécu avec Alain Bashung puisse se renouveler en 1997. « Jeté de part, enfin accepté par PolyGram, il fait un flop avec le premier album. Mais, grâce au soutien du directeur artistique d'Europe 1, il obtient, in extremis, un tout petit budget pour enregistrer un 45 tours, une chanson de dernière chance. C'était Gaby. »

La radio fut importante. En 1954, Lucien Morisse (Europe 1) s'appuya sur Eddy Barclay (le disque) et Bruno Coquatrix (l'Olympia) pour bâtir un nouveau modèle de star (Dalida). Le premier 45 tours de Serge Reggiani fut lancé par France-Inter. Aujourd'hui, les radios « vendues » se contentent de négocier les produits avec les responsables du marketing des maisons de disques. Beaucoup de jeunes chanteurs sont prêts à renoncer à leur personnalité pour « faire un rock FM ». Ils sont perdus.

Les DA jouent le rôle de gestionnaires de carrière, de propagateurs d'images préfabriquées : comment vendre le mariage de Roch Voisine, le nouveau look de Gérard Lenormand, comment clouer le boys bands du voisin, etc. « La notion de DA est onomatopéique avec l'esprit des majors, explique Didier Varod, qui a signé Marka, Lili Margot, Stony Buggy, et pour le label Yelen, Mass Hysteria. On demande à un DA d'avoir des convictions, mais tout est mis en place pour les obtenir. Chaque jour apporte un nouvel outil de sappe : le lundi, les classements radio ; le mardi, le résultat du Top ; le mercredi, le rapport des commerciaux, etc. On devient schizophrène. »

DES AFFECTIFS, DES JOUEURS
Pour affiner des choix artistiques, des majors ont créé des petits labels, tel Tôt ou tard, né il y a un an chez WEA, et que dirige Vincent Frérebaud. Au catalogue, Thomas Persen, Dick Annegarn, Joseph Racaille, les Têtes raides ou Jacques Higelin, qui a quitté EMI après vingt ans de bons et loyaux services, et « qui avait besoin, dit Vincent Frérebaud, de conseils pour changer. Ce que je fais, et il joue le jeu ». D'autres ont fuit le rôle de pantins que les majors désignent à leur DA, en créant leur label, tel Vincent Chavrier, inventeur de Lithium. « J'ai commencé par un groupe naïf-pap, Lucie Vierge, pour prendre le contre-pied de la pop française BCBG. Puis, j'ai accueilli Dominique A. » Il produit aujourd'hui Dlahologum, Bertrand Betsch ou François Breut, mais avoue être passé à côté de Miossec. « Enervé par le soutien inconditionnel que lui apportait les Inrockuptibles avant toute sortie

d'album » et parce qu'il trouvait les textes « variés », « il a travaillé, et c'est devenu bien. » Les bons DA sont des inquisiteurs, des bizarres, des affectifs, des joueurs.

Dernier dinosaure de la direction artistique, Pierre Barouh a créé Saravah en 1966 avec les royalties de la bande originale du film de Claude Lelouch *Un homme et une femme*. Il y révéla *Comme d'habitude* de Brigitte Fontaine (et Higelin, et Areski, et l'Art Ensemble of Chicago), Baden Powell, Nana Vasconcelos, Pierre Akendégué, David Mac Neil ou Maurane. Saravah, dont la devise, « les rois du slow-bizz », signifie à tous que la rentabilité ne devrait pas être la motivation première du travail humain, est toujours un peu fauchée. Mais la maison a du style.

Le label fête ses trente ans à La Rochelle, avec le même goût du paradoxe, et de nouveaux artistes (Fred Poutet, François Kuchelida, Bia). « J'ai produit, explique Pierre Barouh, des gens qui étaient imprégnés d'obsessions profondes. J'ai passé mon temps à les perverser, car j'ai horreur des choses lisses, j'aime bien qu'il y ait des aspérités, c'est ce que j'appelle le goût des choses penchées. » Toutes notions que l'industrie et la grande majorité des médias - radios et festivals confondus -, abhorrent aujourd'hui.

Véronique Mortaigne

Les Neg'Marrons, rue Case-Nègres, Garges-lès-Gonesse

RUE CASE-NÈGRES fut d'abord un film de l'Antillaise Euzhan Palcy, adapté du roman de Joseph Zobel (éd. Présence, 1984). C'est aussi le nom officieux d'une rue de Garges-lès-Gonesse où se concentre une partie de l'importante communauté noire de cette ville du Val-d'Oise, qui, avec sa voisine Sarcelles, rassemble soixante nationalités et plus de cent ethnies. Grandis dans ce quartier, les trois chanteurs des Neg'Marrons Ben-J (d'origine congolaise), Djamatik (Martiniquais) et Jacky (Cap-Verdien) - lui ont rendu hommage, en baptisant du même nom leur premier album. « La rue Case-Nègres explique Ben-J, c'est le chœur d'une rue habitée par 95 % de Noirs. Tout le monde se connaît. Aucune plaque ne le signale, elle est dans nos cœurs. »

Garges-Sarcelles est aussi devenue un des centres nerveux de la création rap. A la suite des sulfu-

reux pionniers de Ministère AMER (inquiétés par le ministère de l'intérieur pour les chansons *Brigitte*, *femme de flic* et *Sacrifice de poulx*), une myriade de tchatcheurs a essayé ses rimes. D'abord, en solo, les membres de Ministère, Stony Buggy (aux Francofolies, luodi 14 juillet), Hamed Arsenik, DJ Desh, Moda & Dan... Puis, la bande s'est regroupée sous la bannière de Secteur A, une structure créée par Frédéric et Kenzy (porte-parole et mentor sarcellois), qui gère édition, production et management.

Membres de ce collectif, les Neg'Marrons (le 16 à La Rochelle) - vingt et un ans en moyenne - ont d'abord écouté les grands frères rapper sur l'Afrique-Nova. Le mimétisme les a poussés vers le hip-hop jusqu'à ce que les enlèves de mélodies tropicales les aiguisent vers l'école du reggae. « Nous avons eu la chance d'avoir, tous les mercredis,

une salle à notre disposition, se souvient Ben-J. Nos profs étaient les Français MC Janik et Metal Sound, mais aussi Yellowman, Buju Banton, Steel Pulse et le grand, Bob Marley qui était un peu notre proviseur. » Après des travaux pratiques dans les sound systems parisiens - ces discothèques itinérantes qui permettent aux chanteurs d'improviser sur les faces instrumentales de disques jamaïcains -, le trio a décroché un disque.

PARFUM DE RÉVOLTE

Un premier titre a beaucoup flirté avec les ondes. Sur la bande originale du film *Roi, La Mannaie* constatait : « Nous vivons dans une société où l'argent est roi / Et dans ce pays si l'os pas de collasse / C'est comme si tu n'existoies pas. » Un nouveau single, *Lève-toi, bats-toi*, se taille aujourd'hui un joli succès en délivrant un message d'encouragement à la jeunesse des cités :

« Jeune homme lève-toi, bats-toi l'avenir appartient / A celui qui s'impose et qui ne boisse pas les bras / Même si l'en as assez plus tu dors sur toi-même / Et plus il est difficile de se relever. » Verra-t-on dans ce positivisme une antithèse de la barge pessimiste de NTM, et dans les activités de Secteur A, une victoire du libéralisme ? Ce serait oublier que le oom même de Neg'Marrons a un parfum de révolte.

« Les Neg'Marrons étaient des esclaves en fuite, rappelle Djamatik. En chahutant ce nom historique, nous nous affranchissons. Certes, on constate que l'argent est indispensable, qu'il faut se bouger pour réussir mais « lève-toi, bats-toi », inspiré de Get Up Stand Up de Morley, est une formule qui peut aller très loin... » Pas forcément synonyme d'intégration fataliste.

« Nous devons d'abord nous intégrer nous-mêmes, précise Jacky.

Créer nos propres structures, nos commerces, nos journaux, nos maisons de disques, nos studios. » Nous, les Noirs ? « Les gens de mon peuple, de la diaspora », martèle Djamatik. D'où l'importance de Secteur A dans cette façon de réinvestir dans la communauté l'argent payé par les maisons de disques les plus importantes. On mesurera aussi la résonance du discours politique de Kenzy, porte-parole de Ministère AMER reconverti en businessman militant. Pour Djamatik, « Kenzy, on est fier de lui. C'est notre Malcom X. A Garges-Sarcelles, Kenzy, c'est le Noir qu'on n'a jamais eu, qui se lève, se bat, réussit ». Le concert des Neg'Marrons clôturera la programmation des Hip-hop-folies. Cet été le trio devrait s'envoler vers les Antilles. Avant de peut-être de réaliser un autre rêve : jouer au Afrique.

Stéphane Davet

* Renseignements, tél. : 05-46-50-55-77 ; Minitel 3615, code Francofolies. De 40 F à 160 F.

À L'AFFICHE

Festival des arènes de Dax. On retrouvera à Dax certaines des vedettes des festivals rock de l'été - Asian Dub Foundation, Miossec, No One Is Innocent -, mais aussi des artistes moins exposés comme l'irlandaise Sinéad O'Connor ou le groupe d'Américains d'Hawaii, Shôkôbore.

Mstislav Rostropovitch à Nîmes. « C'est pour honorer la mémoire de mon ami Louis Aragon, qui m'avait accueilli chez lui à Paris, parce que j'avais écrit *Solennelle* chez moi à Moscou, que je joue, le 19 juillet, à Aragon et non pour clarifier le passé. Aragon m'avait dit à l'époque qu'il souhaitait ainsi protester contre ce qui se passait en Union soviétique. Ma participation à cet hommage ne peut en aucun cas être tenue pour un témoignage d'amour envers les communistes. Je pense que le centenaire d'Aragon doit être célébré par tous, et c'est pour cela que j'ai accepté de jouer. »

ET SUR INTERNET
* Le Journal des Festivals, nbs photographies et républications : www.lemonde.fr/festivals

Une révolution dans les jambes de Carmen

Salvador Tavora invente le flamenco politiquement correct

IL Y A comme ça des critiques, surtout de théâtre, qui ont le génie de ne pas parler du spectacle, par courtoisie, par gentillesse, ou parce que qui les intéresse en définitive c'est le sujet même de la pièce, pas tellement la façon dont les comédiens s'agitent autour, qu'ils expédient en trois phrases en fin de papier. Pour beaucoup de spectateurs, qui finalement s'en fichent un peu des pensées du critique, de savoir s'ils sont ou non d'accord avec lui, c'est une bonne méthode qui évite d'avaler le programme à la va-vite comme les sandwichs collants des buffets d'opéra.

Quelques fois aussi, les artistes se vengent. C'était le cas mardi 8 et mercredi 9 juillet à Montpellier, au Printemps des comédiens, qui ne portait pas trop mal son nom, pour une fois, cet été. Montpellier a retrouvé sa chaleur ordinaire. Des jeunes gens plus bronzés que ne l'aura permis le ciel exhibent des torsos glabres, musclés mais filiformes de danseurs de flamenco rapides à lever le talon (période « *off* ») et les jeunes femmes arborent des sortes de pulls boléro très rétrécis, favorables à la contemplation du nombril, au rêve espagnol. Dans la cour Molière du Château d'Or, on joue *Carmen*, pas celle fantasme, mais celle de Mérimée ou de Bizet, la vraie *Carmen*, retrouvée par la Cia de Sevilla, produite de cet « opéra aragonais de comédiens et tambours » écrit par Salvador Tavora, « selon la légende originaire racontée par de vieilles cigarières de Triana ».

Écoutons encore Tavora qui remet l'écriture à sa place :

« Lorsque Prosper Mérimée écrit *Carmen*, en 1845, quinze ans après avoir écrit cette légende des livres de la comtesse de Montijo, il est fort probable que les personnages, les paysages, les usages et les coutumes de ce peuple à la culture différente qu'il découvre lors d'un voyage en 1830 se mêlent à la légende dans ses souvenirs, et son imagination de romancier ajoute les ingrédients nécessaires pour en faire les protagonistes d'une histoire romancée. Cependant, jamais les épisodes de cette histoire ne présentent les aspects typiques et topiques que l'on voit, ils

Les jeunes femmes arborent des sortes de pulls boléro très rétrécis, favorables à la contemplation du nombril

étaient plutôt austères et insolites. A tel point que leurs caractères inhabituels provoquent une commotion dans la société de l'époque... » Et voilà pourquoi votre fille est musette.

La vérité, ce ne seraient pas les amours orchestrées par Bizet, qui, soit dit en passant, fit tant pour la célérité de la *Carmen* de Mérimée qu'il en fit oublier son modèle linéaire. Non, la vérité, c'est une affaire de comédiens et tambours, un « spectacle qui revendique la figure d'une femme libre, pauvre, ouvrière et gitane ». Donc, la gitane était cigarière, une de ces femmes qui, comme sur la scène, roulaient sur leurs coiffes les capes embrassées des cigares. Ce doit être ça aussi l'origine de l'événement général, cette

de Mérimée, celui de Bizet, celui de Tavora et celui du spectacle caracolant que nous aura servi Montpellier.

Ici, on ne joue pas impunément avec la fierté de la femme, surtout lorsqu'elle est viciée par Tavora. La cuisine doit être politiquement correcte. Aussi, les cigares mis à part, est-elle soumise deux heures durant aux vibrations du flamenco. Tout le monde frappe du pied en mesure, hommes, femmes et même chevaux.

Dans une lettre à Stendhal en 1835, Mérimée raconte qu'une

piastre « vous procure une fille de quinze ans très jolie. J'ai passé vingt et un jours à Valence sans m'ennuyer, mais j'y ai tiré une trentaine de coups. J'avais quatre filles en activité de service appelées toutes les quatre *Vincencia*... Et, plus ouvert au public, dans ses *Lettres d'Espagne* : « Ah, Monsieur, cette journée-là et l'évocation des jambes de *Carmen* ! Et comme *Basilio*, l'héroïne de *Calderón*, la gitane de Séville était pleine de péchés mortels entre la taille et les reins. » Dire qu'on fête cette année le bicentenaire de Schubert qui payait à la même époque la facture sanitaire d'une peccadille singulièrement plus sage.

Frédéric Edelmann

HORS CHAMP

■ Le groupe portugais *Madredeus*, popularisé par le cinéaste allemand Wim Wenders dans *Lisbonne Story* (1994), enregistrera, fin juillet, un nouvel album à Venise (Italie) avec Teresa Salgueiro. Après le départ de Francisco Ribeiro (violoncelle) et de Gabriel Gomes (accordéon) on avait craint la disparition du groupe. Cette mauvaise période surmontée, le groupe est retourné en studio sous la houlette de son auteur et compositeur Pedro Ayres de Magalhães, renforcé par la venue de Fernando Judice (basse acoustique). *Madredeus* devrait se produire le 18 août à Pamplune (Espagne), puis à Madrid le 17 septembre et aux États-Unis fin septembre.

■ « *Le Sous-Marin ne doit pas mourir* », a déclaré, aux Eurockéennes de Belfort, Bertrand Cantat, chanteur du groupe de rock Noir Désir, président d'honneur du comité de soutien à ce Café-musique de Vitrolles, dont les subventions ont été supprimées, le 19 juin, par la mairie Front national. Même ton chez No One Is Innocent, et chez FFF qui se déclarent prêts d'aller jouer à Vitrolles « pour épauler la résistance ». Enfin, le jeune trio punk-rock Nada Surf a exhorté les spectateurs des Eurockéennes de Belfort, à aller « voter contre le Front national, même si on n'a pas envie de voter pour un parti ».

■ Juliette Gréco devrait enregistrer en septembre une douzaine de nouvelles chansons, écrites par Jean-Claude Carrière. Les thèmes en seront « l'amour, la sensualité, la terre en danger, le racisme », a déclaré la chanteuse. Ces chansons seront mises en musique par Gérard Jouannest.

Juliette Gréco projette aussi, en collaboration avec Gérard Jouannest, d'interpréter les textes de la poétesse Louise Labé.

■ Le chef d'orchestre Myung Whun Chung (notre photographie), qui vient d'abandonner la citoyenneté américaine pour redevenir coréen, a renouvelé son contrat d'exclusivité avec Deutsche Grammophon. Parmi ses projets, l'enregistrement du *Triple Concerto*, de Beethoven avec ses deux sœurs - la violoniste Kyung Wha et la violoncelliste Myung Wha -, et l'Orchestre



Philharmonia de Londres... ainsi qu'un disque de musique religieuse qu'il enregistre actuellement avec la mezzo-soprano Cecilia Bartoli, l'Orchestre et les chœurs de l'Académie Sainte-Cécile de Rome dont il vient d'être nommé directeur musical. Sortie prévue pour la venue du pape Jean-Paul II, en France, le 23 août. Chung et un orchestre constitué de musiciens issus des rangs des formations parisiennes donneront un concert gratuit à cette occasion à l'Hippodrome de Longchamp.

seurs de talents

Lyon/Arts. La 4^e Biennale réunit quatre-vingt-six artistes contemporains de toutes origines dans une diversité papillonnante de pratiques, de réflexions, de matériaux et de significations

Halle Tony-Garnier, 20, place Antonin-Pérard, 69007, Lyon. Tél. : 04-72-40-26-26. De 12 heures à 19 heures ; vendredi jusqu'à 22 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 24 septembre.

Il y a les certitudes tranchées : l'architecture de la Halle Garnier séduit toujours autant par ses dimensions et sa légèreté et la lumière y est admirablement modulée par la structure des voûtes. Il y a les évidences : la variété des œuvres, le grand plaisir des juxtapositions incongrues, la confiance généreuse accordée aux artistes quand le commissaire - ici, Harald Szeemann - les laisse libres, respecte leurs travaux et les met en valeur.

Il y a une référence : dans un tel lieu, il est malheureux de juxtaposer des chambres aux murs blancs et de trop jouer de la fragmentation. Les moments les plus réussis sont ceux où l'espace s'élargit : à l'entrée autour d'une sculpture de Serra ; puis, plus loin, presque au fond de la Halle, autour de la gigantesque troyenne transparente que l'artiste américain Serge Spitzer a entourée autour des colonnes.

Là, pour des raisons d'échelle, il a fallu aménager des places sur lesquelles s'ouvrent quelques cubes blancs. On s'y arrête, on y cherche des perspectives. Des œuvres se trouvent réunies dans le même regard, elles peuvent se parler - essayer en tout cas. Ces esquisses de conversations valent mieux que des monologues qui s'ignorent. Elles se développent quand l'accrochage rassemble sans considération de dates Bacon, Ming, Messerschmidt, Nucleux et les actionnistes viennois. Hors ces exceptions, le soliloque l'emporte. Pour une biennale qui annonce pour thème fédérateur « L'Autre » (Le Monde du 6-7 juillet), c'est étrange.

Au reste, il est prudent de ne pas s'inquiéter trop longtemps de ce thème et de ne pas chercher à déchiffrer les éléments d'une analyse qui justifierait chaque présence et le parcours. Harald Szeemann, commissaire de la biennale, a réuni deux expositions en une seule. La première suggère une étude historique de l'art dit « autre », celui des illuminés, des mystiques, des visionnaires et des fous. Elle révèle Engelbrecht von Brünchenheim, un Américain qui se disait possédé par des « forces inconnues » et photographia des centaines de fois sa femme en allégorie, en divinité, en Eve, en Minerve, en Salomé, en

reine de Saba, Emery Blagdon, fermier du Nebraska, construisait des assemblages à base de débris de toutes sortes et leur prêtait des vertus curatives. Emma Kunz était suisse, guérisseuse et déterminait le schéma de ses dessins à l'aide d'un pendule. Elzár Burden était aussi suisse et cultivait dans les années 20 un symbolisme pictural voué à l'éloge de l'androgyne et de la communion des âmes. Quant au Facteur Cheval, chacun sait qu'il était.

Il s'agit ici lieu d'emblèmes pour tout ce qui serait l'art des indigènes, loin de l'art des artistes. D'autres nous pourraient s'ajouter à l'énumération, à commencer par Wolff. Mais le problème est moins celui de l'exhaustivité que des volutes. Ces œuvres, qui exigent un long décodage fondé sur des textes et des systèmes ésotériques, se trouvent dispersées à l'intérieur de la seconde exposition, de loin la plus nombreuse et la plus visible, qui rassemble les artistes contemporains que Szeemann estime aujourd'hui les plus dignes d'intérêt. Il n'est plus alors question d'art « autre », mais d'une diversité papillonnante de pratiques, de réflexions, de matériaux et de significations. C'est encore l'autre, si l'on veut, parce que tout est altérité et différence, tout et pas seulement l'art. Cette sélection repose sur un

savoir très large de ce qui se crée en Europe et en Chine, aux États-Unis et en Corée.

Le mieux informé des visiteurs devra avouer qu'il ne connaissait pas encore tel ou tel des invités : Bul Lee par exemple, Coréenne qui assemble des fleurs, des ornements perdus et des poisons pour un Christian Jankowski qui, quinze jours durant, a vécu comme s'il avait été métamorphosé en oiseau ; ou Fu Jie et Wang Jingwei, peintres chinois tconoclastes ; ou Gabriel Orozco et sa merveilleuse DS divisée en deux.

Des œuvres se trouvent réunies dans le même regard, elles peuvent se parler - essayer en tout cas

Tendance générale : la vidéo l'emporte de loin, elle qui exige des équipements compliqués et des salles obscures, donc closes. Il y a la plupart des créateurs les plus

connus, Gary Hill, James Coleman, Douglas Gordon, Paul Mac Carthy, Fabrice Hybert - de quoi susciter des embouscades et des réserves (lire ci-dessous). Du côté des installations se détache un certain penchant pour le monumental et le spectaculaire. Chris Burden a placé en lévitation un rouleau compressé. Katharina Pitsch a fait fabriquer d'énormes rats noirs dont les queues s'enroulent en une très grosse pelote. Hamme Darbaven a recouvert de hauts et longs murs de 10 525 feuilles où s'inscrivent des chiffres et des initiales énigmatiques.

Ce gigantisme tourne à la redondance quand il n'est pas corrigé par le tragique amer de la *Red Room* de Louise Bourgeois - culture pour la souffrance et le crime -, la décision insolente de la fausse chambre d'enfant de Pipilotti Rist ou par l'ombrisme burlesque à la Jason Rhoades, dont le laboratoire déglingue fume, clignote et chante. Dans le même genre, les bricolages de Ute Schröder et de Jessica Stockholder sont moins efficaces parce que bien trop jolis. Du côté de la peinture, ne se distinguent que les Chinois acrobates déjà nommés et une salle parfaitement réussie pour les dessins et toiles pornographiques de Vincent Corpet.

Philippe Dagen

La vidéo et les dangers de l'utilisation de techniques parfois vaines

LA BIENNALE fait la part belle à l'image qui bouge et, par voie de conséquence, aux techniques qui la produisent et la diffusent. Sans affirmer positivement que là serait la vraie nouveauté, là les moyens les plus incisifs, elle le suggère avec une insistance qui ne peut être fortuite. Mais elle permet d'observer aussi combien le plaisir de jouer avec des procédés très savants entraîne certains à multiplier vainement les exercices de style.

Dans *La Chambre* de Pipilotti Rist, un téléviseur diffuse dix vidéos entre lesquelles le visiteur choisit et zappe. Elles sont très bien faites, avec superpositions, découpages, très gros plans, flous, vues sous-marines, décadences et basculements. Tant de virtuosité finit par vider les images de leur efficacité. Elles défilent, elles s'enchaînent, elles se mélangent. Pour-

quoi pas ? Pourquoi ? Pourquoi, dans l'installation vidéo de Douglas Gordon, multiplier les écrans droits ou en biais et faire s'entre-croiser les projections ? Pour signaler que tout n'est qu'interférences et mixages. Une fois la thèse exprimée, ne reste que sa mise en scène, compliquée, complaisante.

EFFETS SPÉCIAUX
Complaisance, en effet : la fascination technologique prend le pas sur l'usage critique, et il ne reste plus qu'à admirer l'exploit formel, parce que l'idée qui le sous-tend n'est qu'illustrée de manière allégorique et superficielle. Ainsi de la call-girl enchaînée aux rares sourires filmée par Richard Hoeck ou de Marko Moit se déguisant en héroïne de dessin animé japonais et jouant interminablement avec

une boule de verre. Ces abondances d'effets spéciaux ne rendent que plus précieuses les œuvres qui ne sacrifient pas à ces facilités ou les dénoncent à demi-mot. Gary Hill, que l'on a connu moins sobre, projette l'image presque fixe d'une file de suspects disposés là pour une identification judiciaire.

Stan Douglas joue adroitement du déphasage des images et des sons. Quant à Marie-Ange Guilleminot, elle s'ingénie à placer le spectateur dans une situation inconfortable, juché sur un siège vacillant, la tête dans une cage. On ne dira pas ce qu'il verra alors, s'il parvient à se maintenir dans cette position. On dira seulement que c'est une image entre beauté et évanescence.

Ph. D.

Périlleux mariage

Arles/Photographie. Juliette Gréco et Lluis Llach ont chanté sur fond d'images projetées

LE MAGIQUE Théâtre antique d'Arles est l'âme des Rencontres photographiques, qui accueillent des projections et trois mille personnes, une fois la nuit tombée. Le lieu est périlleux, un soir balayé par un mistral glaçant, un autre baigné d'une douceur merveilleuse. Il y a eu, eo près de trente ans, des triomphes, mais aussi des échecs cuisants, avec sifflets, projectiles, injures, et même un écran qui a pris feu.

Le théâtre antique, c'est le Juge de paix. Comment en effet conclure photographiquement et spectacle ? L'exercice s'annonçait particulièrement difficile cette année, avec un programme dominé par la représentation du pouvoir et qui ne prête pas à la gaucherie : gueres, génocides, intolérance, souffrance, mort.

Le directeur artistique Christian Cayjolle a mis en avant pour deux soirées images et chanteurs engagés : le groupe Casse Pipe puis Juliette Gréco, le 6 juillet ; le Catalan Lluis Llach, le 8 juillet. Ce mariage images-concert a fonctionné à merveille quand, il y a quelques années, le quartette de jazz emmené par Michel Portal et Louis Scavis improvisa sur des photographies de Guy Le Querrec. Mais ce dernier avait conçu un projet avec des musiciens dont il est le complice.

TROIS CHOSES À LA FOIS

L'exercice a ses charmes et ses limites. Il est en effet impossible pour le spectateur - au risque de se gâcher la soirée - de faire trois choses à la fois : regarder les images, écouter un chanteur et faire le lien entre les deux. Avant d'entrer en scène, Juliette Gréco se demandait d'ailleurs si elle n'allait pas être « bouffée » par les photographies. C'est le contraire qui s'est produit. Luttant contre le mistral dans sa robe noire sculptée par le vent, elle n'a pas une seule fois regardé l'écran. Elle a oublié les photographies, les spectateurs aussi, fascinés par cette grande dame qui reléguait la projection à de l'anecdote.

Les projecteurs ont-il est vrai altéré la visibilité des images. Mais le choix des photographies était également lourd, voire déplacé, comme les mannequins de jeunes garçons de Bernard Faucon pour illustrer *Les Pingouins* (« pingouins »). Faucon se disait lui-même pas franchement convaincu.

Pour Lluis Llach, ce fut dif-

férent. Ce combattant infatigable du franquisme a été associé à une projection d'images de l'Espagne au temps de la dictature. Le projet est déjà plus cohérent. Lluis Llach chante en catalan, ce qui évite au public de rêver sur les mots. Sa présence au piano, de biais - un œil sur l'écran, l'autre sur la salle -, une voix chaodé qui portait haot dans les gradins, une déclaration liminaire pour dire combien la proximité des images le touchait, le fait d'ouvrir et clore ses chansons en fixant longuement l'écran pour commémorer avec un passé qui le pnuirait, tout cela a débouché sur une très belle soirée.

MÉLANGE DE DOCUMENTS

Lluis Llach était formidable - Catherine Trautmann n'était pas la dernière à applaudir -, mais on se demande ce que le public a retenu des images réduites à de l'illustration d'un concert. Les images ? Un mélange de documents et d'auteurs qui ont su déjouer la censure. Et quelques merveilleuses, comme Joan Colom, qui, en cachant son Leica dans la manche, a surpris les prostituées dans la rue. Le problème est que ces centaines d'images fournissent d'informations, d'indices, et prennent du sens quand on en donne le contexte. Ce fut le cas, il y a un an, quand elles ont été présentées dans une exposition remarquable à la Caixa de Barcelone (*Le Monde* du 8 mai 1996). Ici, le décalage avec la projection était vertigineux.

En fin de soirée, Lluis Llach a évoqué les images du Catalan Pere Formiguera représentant un gamin nu, censurées par le maire de Reims (*Le Monde* du 2 juillet). Mais sans mentionner le contexte de pédophilie. D'un coup, l'attention a quitté la scène pour l'écran, et toute l'absurdité de cette censure due à Jean Falala (RPR) - « *Fa La La, ça sonne bien mais c'est ici désaccordé* », a dit Lluis Llach en jouant les nntes au piano - a surgi. Le maire a « *renié son identité physique* », a commenté le chanteur. Les images ont alors repris tout leur sens dans ce festival très politique.

Michel Guerrin

★ 28^e Rencontres Internationales de la photographie, 10, rond-point des Arènes, 13000 Arles. Tél. : 04-90-96-76-06. Expositions jusqu'au 17 août.

Depuis le commencement, le polar s'écrit aussi au féminin

On « découvre » les femmes auteurs de romans policiers, et même de romans noirs. Elles sont de plus en plus nombreuses et leur succès étonne. « Le Monde » publie donc chaque semaine, à compter de l'édition datée 12 juillet, huit nouvelles d'auteurs féminins contemporains

Aujourd'hui les femmes ont investi tout le champ de la littérature policière, notamment celui du roman noir. Jusque-là presque exclusivement masculin. Elles remportent, partout, un grand succès : elles

battent des records de vente, raflent les prix littéraires... Le Monde, après avoir publié l'été dernier huit nouvelles policières écrites par des hommes, laisse cette année la parole aux femmes. A partir du numéro

daté samedi 12 juillet, paraîtra, chaque semaine jusqu'au samedi 30 août, un texte inédit en français, dans un cahier au quart du format du Monde. Les huit auteurs choisis donnent la mesure de la diversité des

thèmes et des styles caractéristiques du polar contemporain : noir, énigme, suspense psychologique. Cette série de nouvelles, qui s'ouvrira avec L'Age d'or de Ruth Rendell, rassemble trois Françaises,

Fred Vargas, Brigitte Aubert, Andrea H. Japp ; deux Anglaises, Ruth Rendell et Frances Fyfield ; une Japonaise, Shizuko Natsuki ; et deux Américaines, Elizabeth George et Sara Paretsky.

AINSI, après une période mâle dominant, le territoire du polar se serait aujourd'hui investi par les femmes. Depuis quelques mois, de débats en gazettes, c'est la tarte à la crème. Rompant avec les années noires des héros machos, les filles auraient fait la « conquête » du roman policier. Et c'est vrai qu'elles ont tendance actuellement à envahir les librairies, à rafler tous les prix, à pulvériser les records de vente. Bravo, les filles ! Le seul problème, et le rappelle redrait l'hommage moins ambigu, c'est qu'elles étaient là dès l'origine. Un rien provocateur, Renaud Bombard, directeur littéraire des Presses de la Cité, voit même dans cette « domination » masculine une sorte d'« accident » dans l'histoire du roman policier.

« Le phénomène concerne essentiellement la France et se circonscrit à une période très précise. De l'imédiat après-guerre aux années 70. La plupart des auteurs sont alors masculins à l'instar de leurs héros. C'est la grande époque des « durs à cuire » hérités des États-Unis. Celle de la « Série noire », de la collection « Un Mystère ». C'est la vague du Fleuve noir qui s'adresse à l'évidence plus aux lecteurs qu'aux lectrices. »

Le fait est donc indéniable. Au commencement, les pionniers du genre policier étaient aussi des pionnières. « Le premier auteur important après Edgar Poe, c'est une femme », raconte François Rivière, journaliste littéraire et écrivain. « L'Américaine Anne Katherine Green écrit, dès la fin du XIX^e siècle, des romans qui se passent dans les milieux judiciaires et crée les premiers personnages de femmes détectives. Puis vient Mary Roberts Rinehart, dont Mary Higgins Clark est la descendante lointaine. Avec L'Escalier en colimaçon qu'elle publie en 1908, elle invente le suspense : l'histoire d'une jeune fille en péril dans une vieille maison. »

Les Anglaises, beaucoup plus connues aujourd'hui, n'entrent en scène que dans les années 20. C'est l'âge d'or du roman d'énigme et la floraison des limiers en tout genre. Margery Allingham imagine Albert Campion, un détective amateur, Patricia Wentworth sa fameuse Miss Silver, aux allures de vieille gouvernante, Josephine Tey son inspecteur Grant. Dorothy L. Sayers, la plus intéressante sur le plan littéraire, crée le séduisant et très aristocratique Lord Peter Wimsey. Et c'est bien sûr Agatha Christie, la reine du crime, créatrice d'Hercule Poirot et de Miss Marple, championne toutes catégories pour l'invention des combinaisons du « Qui a tué ? ». « Christie, c'est de la mythologie », ajoute François Rivière. « Elle a ouvert le roman poli-

Parle-t-on, « de Zola à Le Clézio, de littérature au masculin ? »

Du côté des Françaises, les noms sont pour la plupart tombés dans l'oubli. Ce qui ne les empêche pas, à l'instar de leurs confrères anglo-saxons, d'avoir toujours été présents dans le roman policier. Une Américaine a même publié une thèse sur le sujet en 1994. Depuis les origines du genre, il y aurait eu 200 Françaises auteurs de polars et pas moins de 1 750 titres ! Pour Hélène Amalric, cette « disparition » est pour le moins étonnante. « Dans les années 40, des auteurs comme Odette Sorensen ou Antoinette Soulas sont loin d'être négligeables. Et plus près de nous, dans les années 60-70, des femmes comme Catherine Arley ou Hélène de Monaghan ont connu d'immenses succès, ont été adaptées au cinéma, ont toutes deux reçu le Prix du roman d'aventures ! Quant à Noëlle Lurion, c'est véritablement d'une œuvre qu'il s'agit ! »

Pourquoi, alors, semble-t-on « découvrir » aujourd'hui les femmes dans le polar ? Parce qu'elles sont de plus en plus nombreuses et qu'elles ont investi l'en-

semble du champ de la littérature policière. Les Anglo-Saxons continuent de dominer leurs genres de prédilection. R.D. James poursuit la tradition du roman criminel. Ruth Rendell a pris la succession de Patricia Highsmith. Elizabeth George, Frances Fyfield et Minette Walters poussent de plus en plus loin les limites de l'investigation psychologique. Mais la grande nouveauté, c'est l'arrivée

des femmes dans l'univers du roman noir. Dégoûtant avec gourmandise codes et stéréotypes machistes. Remplaçant les héros par des héroïnes. Avec Marcia Muller, l'Américaine Sara Paretsky ouvre la voie en créant au début des années 80 son fameux personnage de privé femme. Vic Warshawski. Bien sûr suivie par la Kinsey Millhone de Sue Grafton. Une héroïne bien dans la vie et dans l'époque,

autonome et déterminée. A mille lieues des stéréotypes d'antan.

Au fond, rien de très stupéfiant à tout cela. Le polar ne fait que refléter l'évolution de la société. En France, quoique plus récent, le phénomène est le même. Les auteurs féminins se multiplient. Fred Vargas, Andrea H. Japp, Virginie Despentes, Brigitte Aubert, Maud Tabachnik obtiennent un succès grandissant. Et c'est là, sans doute,

la seconde raison de « l'intérêt » suscité par « l'arrivée » des femmes dans le polar. Leurs performances en librairie. Les records de vente d'une Patricia Cornwell, par exemple, dont les livres s'attachent systématiquement à plus de 100 000 exemplaires en France et à plus de 1 million aux États-Unis. Ce qui a valu à la créatrice du Dr Kay Scarpetta, médecin légiste de choc évoluant dans l'univers de la morgue et des meurs en série, de signer un contrat historique de 20 millions de dollars pour trois romans.

« Aujourd'hui, il semble que les lectrices préfèrent clairement les héroïnes », avance Hélène Amalric. « Elles sont passées d'une époque où cela leur était égal à une autre où elles choisissent de lire des histoires qui mettent en scène des femmes qui leur ressemblent ou auxquelles elles souhaitent s'identifier. » Or il faut savoir, ajoute Renaud Bombard, que « le lectorat du roman est aujourd'hui composé, selon les sources, entre 70 et 80 % de lectrices. »

Reste la question même de « polar au féminin » qui commence à se agacer plus d'une. Certaines veulent bien admettre que les femmes se différencient peut-être par les sujets qu'elles abordent. A l'instar d'Andrea H. Japp, auteur d'un livre au titre emblématique, *La Femme de l'espèce* : « Les femmes sont encore considérées comme les gardiennes du couple, de la famille, de l'enfant. Elles réfléchissent encore en fonction de ces données-là, que les hommes n'évoquent que rarement. Le regard qu'elles portent sur le meurtre, la guerre, le chômage, la société en général, en gorgent forcément la trace... Leur rapport à la violence est également différent. Les auteurs féminins n'hésitent plus aujourd'hui à montrer la violence des femmes qui reste un tabou très fort... Cela dit, je ne crois pas que le « polar féminin » veuille dire grand-chose. Ou alors, il y a autant de « polars féminins » qu'il y a d'écrivains femmes ! »

« On peut constater le fait du nombre croissant d'auteurs féminins », surechiffrent Brigitte Aubert, Grand Prix de littérature policière 1996, « mais en aucun cas l'émergence d'un mouvement ou d'une école. Viendrait-il d'ailleurs à l'esprit de quelconque de porter, de Zola à Le Clézio, de littérature au masculin ? » Bref, les femmes auront définitivement « conquis » le roman policier, le jour où l'on voudra bien d'abord les considérer comme des auteurs dans toute la diversité de leurs talents dont les huit nouvelles que *Le Monde* s'approprie à publier cet été donnent un bel aperçu.

Michel Abescat

BIOGRAPHIES

Brigitte Aubert

● NÉE en 1956, élevée à l'Olympia, le cinéma qu'exploient ses parents à Cannes, productrice de courts métrages et auteure de nombreux scénarios, Brigitte Aubert écrit des romans policiers depuis 1992 (publiés au Seuil). Douée d'une forte imagination, d'un goût inépuisable pour les histoires et d'une grande liberté de plume, elle défie avec brio une littérature de divertissement. Et n'hésite pas à aborder les genres les plus variés : la terreur (*Ténébres sur Jacksonville*), le huis clos (*La Mort des bois*) ou le polar à grand spectacle (*Requiem caribéen*). Auteure de cinq romans, Brigitte Aubert a reçu, en 1996, le Grand Prix de littérature policière et le prix Michel-Lebrun de la ville de Mans pour *La Mort des bois*.

Ruth Rendell

● NÉE à Londres en 1930, Ruth Rendell a travaillé quelques années comme journaliste avant de se consacrer à l'écriture de fiction. Depuis 1964, date de publication de son premier roman, *Un amour importun*, elle explore une double veine de la littérature criminelle : la

procédure policière, avec les enquêtes de son célèbre inspecteur Wexford, et la suspense psychologique, où l'intrigue compte moins que l'analyse minutieuse de ces mouvements imperceptibles qui conduisent les êtres les plus ordinaires aux pires dérangements. Auteure d'une cinquantaine de romans (*L'Anaphorète*, *L'Homme à la torche*, *Le Journal d'Asia*, *L'Oiseau-Crocodile*), traduite dans 25 langues – en français, chez Calmann-Lévy –, Ruth Rendell a reçu de nombreuses distinctions, parmi lesquelles le Diamond Dagger Award, décerné par ses confrères britanniques, et le Grand Master Award, hommage suprême des Mystery Writers of America.

Fred Vargas

● FRED, c'est son vrai prénom, diminutif de Frédéric. Vargas, elle l'a emprunté au personnage incarné par Ava Gardner dans *Lo Comtesse aux pieds nus*. Double oom, double vie. En apparence seulement. Car c'est sans doute à son métier d'archéologue que cette Parisienne, née en 1957, tient cet art de faire surgir un monde d'une vieille pierre ou d'un petit bout d'os de rien du tout. Son premier titre, *Les Jeux de l'Amour et de la mort* (1986), annonce d'emblée la

couleur Vargas. Un ton très singulier. Le goût du jeu et des mots. Un regard plus poétique que réaliste. Une manière subtile d'ébranler le réel et l'ordre établi. Auteure de cinq romans, Fred Vargas a reçu le Prix du Festival de Cognac pour son premier livre, celui du Festival de Saint-Nazaire pour *L'Homme aux cercles bleus* (1992), le Prix de la ville de Mans et le prix Mystère de la critique pour *Debout les morts* (1995) (elle publie aux éditions Viviane Hamy).

Frances Fyfield

● CETTE Londonienne d'une quarantaine d'années connaît bien l'univers de la justice, qu'elle met en scène dans ses romans. Elle fut substitut du procureur et continue d'exercer ses fonctions à temps partiel. C'est donc forte d'une longue expérience que Frances Fyfield publie, en 1988, son premier livre, *Blanc comme neige*, où apparaît le procureur Helen West. L'année suivante, *Ombres sur le miroir* introduit son second personnage fétiche, l'avocate Sarah Fortune. L'œuvre de Frances Fyfield – en français aux Presses de la Cité – relève moins du roman d'énigme classique que du suspense psychologique, où elle se singularise par la violence de son tempérament, son

réalisme ravageur et la force de son écriture. Auteure de huit romans policiers, Frances Fyfield a également publié trois livres sous son véritable nom, Frances Hegarty. Elle est lauréate d'un Silver Dagger Award pour *Sommeil de mort* (1991).

Elizabeth George

● LES ANGLAIS l'appellent la reine Elizabeth. Miss George, pourtant, est née il y a quarante-huit ans dans une famille modeste de l'Ohio et vit aujourd'hui à Los Angeles. A des lieues de l'Angleterre, où elle situe l'action de tous ses romans. Ses personnages, ses décors sont plus british que mexicains ; ses intrigues, en apparence, puisées aux sources de la plus pure tradition du polar britannique. Depuis 1988, Elizabeth George s'emploie pourtant, méthodique et perverse, à mettre à nu une société anglaise profondément malade, en proie à une sorte de chaos social, mental et psychologique. En huit romans (*Une douce vengeance*, *Cérémonies barbares*, *Un goût de cendres*, *Le Visage de l'ennemi*), Elizabeth George s'est imposée dans le monde entier. Son premier livre, *Enquête dans le brouillard*, a reçu, en France, le Grand Prix de littérature policière (on trouve ses livres, en poche, chez Pocket).

Shizuko Natsuki

● A L'ÂGE de vingt-quatre ans, elle a failli abandonner l'écriture, à la demande de son mari, un industriel du pétrole. Auteure de plus de quatre-vingts romans, traduite dans une dizaine de langues, Shizuko Natsuki, née à Tokyo en 1938, est aujourd'hui une star de l'édition japonaise. *Mourir au mont Fuji* s'est vendu dans son pays à 800 000 exemplaires. Comparable par sa subtilité psychologique et ses atmosphères envoûtantes à une Ruth Rendell, Shizuko Natsuki a reçu, au Japon, le prix Edogawa-Rampo en 1973 et, en France, en 1989, le Grand Prix du roman d'aventures pour *La Promesse de l'aube* (Librairie des Champs-Élysées).

Sara Paretsky

● NÉE en 1948, diplômée de gestion, Sara Paretsky s'installe assez vite à Chicago, où elle trouve un emploi de responsable de marketing dans une société d'assurances. Avant de se lancer, dix ans plus tard, dans l'écriture. Son premier roman, publié en 1982, *Indemnity Only*, marque une date dans l'histoire du roman noir. Car Sara Paretsky est une des toutes

premières, avec Marcia Muller et Sue Grafton, à oser un « privé » féminin. Vic Warshawski, incarnée à l'écran par Kathleen Turner, est aujourd'hui une des héroïnes les plus populaires de la littérature policière américaine. Sara Paretsky a reçu, de ses confrères britanniques, un Silver Dagger Award en 1988 (Librairie des Champs-Élysées).

Andrea H. Japp

● COMME son nom et ses livres qui se passent tous aux États-Unis ne l'indiquent pas, Andrea H. Japp est française. Née à Paris en 1957, docteur en biochimie, toxicologue de profession, expert auprès de la NASA, elle se lance dans l'écriture de romans policiers en 1990. Très à l'aise dans la comédie, elle s'affirme aujourd'hui, par la densité de ses intrigues et l'efficacité de son style, dans le thriller (*La Femme de l'espèce*, *Lo Parabole du tueur*, *Le Sacrifice du papillon*, Librairie des Champs-Élysées). Andrea H. Japp est l'auteur de sept romans, dont le premier, *La Bostonienne*, a reçu le Prix du Festival de Cognac en 1991. Elle a également publié sous son vrai nom, Lionel Nugon-Baudon, *Toxic bouffe*, aux éditions Lattès.

ART

Le monde de l'art est en ébullition. Les ventes de l'été ont été record. Les artistes sont de plus en plus nombreux à se faire connaître. Les œuvres sont de plus en plus variées. Les prix sont de plus en plus élevés. Les collectionneurs sont de plus en plus nombreux. Les galeries sont de plus en plus nombreuses. Les musées sont de plus en plus nombreux. Les ventes sont de plus en plus nombreuses. Les artistes sont de plus en plus nombreux. Les œuvres sont de plus en plus variées. Les prix sont de plus en plus élevés. Les collectionneurs sont de plus en plus nombreux. Les galeries sont de plus en plus nombreuses. Les musées sont de plus en plus nombreux. Les ventes sont de plus en plus nombreuses. Les artistes sont de plus en plus nombreux. Les œuvres sont de plus en plus variées. Les prix sont de plus en plus élevés. Les collectionneurs sont de plus en plus nombreux. Les galeries sont de plus en plus nombreuses. Les musées sont de plus en plus nombreux. Les ventes sont de plus en plus nombreuses. Les artistes sont de plus en plus nombreux. Les œuvres sont de plus en plus variées. Les prix sont de plus en plus élevés. Les collectionneurs sont de plus en plus nombreux. Les galeries sont de plus en plus nombreuses. Les musées sont de plus en plus nombreux. Les ventes sont de plus en plus nombreuses. Les artistes sont de plus en plus nombreux. Les œuvres sont de plus en plus variées. Les prix sont de plus en plus élevés. Les collectionneurs sont de plus en plus nombreux. Les galeries sont de plus en plus nombreuses. Les musées sont de plus en plus nombreux. Les ventes sont de plus en plus nombreuses. Les artistes sont de plus en plus nombreux. Les œuvres sont de plus en plus variées. Les prix sont de plus en plus élevés. Les collectionneurs sont de plus en plus nombreux. Les galeries sont de plus en plus nombreuses. Les musées sont de plus en plus nombreux. Les ventes sont de plus en plus nombreuses. Les artistes sont de plus en plus nombreux. Les œuvres sont de plus en plus variées. Les prix sont de plus en plus élevés. Les collectionneurs sont de plus en plus nombreux. Les galeries sont de plus en plus nombreuses. Les musées sont de plus en plus nombreux. Les ventes sont de plus en plus nombreuses. Les artistes sont de plus en plus nombreux. Les œuvres sont de plus en plus variées. Les prix sont de plus en plus élevés. Les collectionneurs sont de plus en plus nombreux. Les galeries sont de plus en plus nombreuses. Les musées sont de plus en plus nombreux. Les ventes sont de plus en plus nombreuses. Les artistes sont de plus en plus nombreux. Les œuvres sont de plus en plus variées. Les prix sont de plus en plus élevés. Les collectionneurs sont de plus en plus nombreux. Les galeries sont de plus en plus nombreuses. Les musées sont de plus en plus nombreux. Les ventes sont de plus en plus nombreuses. Les artistes sont de plus en plus nombreux. Les œuvres sont de plus en plus variées. Les prix sont de plus en plus élevés. Les collectionneurs sont de plus en plus nombreux. Les galeries sont de plus en plus nombreuses. Les musées sont de plus en plus nombreux. Les ventes sont de plus en plus nombreuses. Les artistes sont de plus en plus nombreux. Les œuvres sont de plus en plus variées. Les prix sont de plus en plus élevés. Les collectionneurs sont de plus en plus nombreux. Les galeries sont de plus en plus nombreuses. Les musées sont de plus en plus nombreux. Les ventes sont de plus en plus nombreuses. Les artistes sont de plus en plus nombreux. Les œuvres sont de plus en plus variées. Les prix sont de plus en plus élevés. Les collectionneurs sont de plus en plus nombreux. Les galeries sont de plus en plus nombreuses. Les musées sont de plus en plus nombreux. Les ventes sont de plus en plus nombreuses. Les artistes sont de plus en plus nombreux. Les œuvres sont de plus en plus variées. Les prix sont de plus en plus élevés. Les collectionneurs sont de plus en plus nombreux. Les galeries sont de plus en plus nombreuses. Les musées sont de plus en plus nombreux. Les ventes sont de plus en plus nombreuses. Les artistes sont de plus en plus nombreux. Les œuvres sont de plus en plus variées. Les prix sont de plus en plus élevés. Les collectionneurs sont de plus en plus nombreux. Les galeries sont de plus en plus nombreuses. Les musées sont de plus en plus nombreux. Les ventes sont de plus en plus nombreuses. Les artistes sont de plus en plus nombreux. Les œuvres sont de plus en plus variées. Les prix sont de plus en plus élevés. Les collectionneurs sont de plus en plus nombreux. Les galeries sont de plus en plus nombreuses. Les musées sont de plus en plus nombreux. Les ventes sont de plus en plus nombreuses. Les artistes sont de plus en plus nombreux. Les œuvres sont de plus en plus variées. Les prix sont de plus en plus élevés. Les collectionneurs sont de plus en plus nombreux. Les galeries sont de plus en plus nombreuses. Les musées sont de plus en plus nombreux. Les ventes sont de plus en plus nombreuses. Les artistes sont de plus en plus nombreux. Les œuvres sont de plus en plus variées. Les prix sont de plus en plus élevés. Les collectionneurs sont de plus en plus nombreux. Les galeries sont de plus en plus nombreuses. Les musées sont de plus en plus nombreux. Les ventes sont de plus en plus nombreuses. Les artistes sont de plus en plus nombreux. Les œuvres sont de plus en plus variées. Les prix sont de plus en plus élevés. Les collectionneurs sont de plus en plus nombreux. Les galeries sont de plus en plus nombreuses. Les musées sont de plus en plus nombreux. Les ventes sont de plus en plus nombreuses. Les artistes sont de plus en plus nombreux. Les œuvres sont de plus en plus variées. Les prix sont de plus en plus élevés. Les collectionneurs sont de plus en plus nombreux. Les galeries sont de plus en plus nombreuses. Les musées sont de plus en plus nombreux. Les ventes sont de plus en plus nombreuses. Les artistes sont de plus en plus nombreux. Les œuvres sont de plus en plus variées. Les prix sont de plus en plus élevés. Les collectionneurs sont de plus en plus nombreux. Les galeries sont de plus en plus nombreuses. Les musées sont de plus en plus nombreux. Les ventes sont de plus en plus nombreuses. Les artistes sont de plus en plus nombreux. Les œuvres sont de plus en plus variées. Les prix sont de plus en plus élevés. Les collectionneurs sont de plus en plus nombreux. Les galeries sont de plus en plus nombreuses. Les musées sont de plus en plus nombreux. Les ventes sont de plus en plus nombreuses. Les artistes sont de plus en plus nombreux. Les œuvres sont de plus en plus variées. Les prix sont de plus en plus élevés. Les collectionneurs sont de plus en plus nombreux. Les galeries sont de plus en plus nombreuses. Les musées sont de plus en plus nombreux. Les ventes sont de plus en plus nombreuses. Les artistes sont de plus en plus nombreux. Les œuvres sont de plus en plus variées. Les prix sont de plus en plus élevés. Les collectionneurs sont de plus en plus nombreux. Les galeries sont de plus en plus nombreuses. Les musées sont de plus en plus nombreux. Les ventes sont de plus en plus nombreuses. Les artistes sont de plus en plus nombreux. Les œuvres sont de plus en plus variées. Les prix sont de plus en plus élevés. Les collectionneurs sont de plus en plus nombreux. Les galeries sont de plus en plus nombreuses. Les musées sont de plus en plus nombreux. Les ventes sont de plus en plus nombreuses. Les artistes sont de plus en plus nombreux. Les œuvres sont de plus en plus variées. Les prix sont de plus en plus élevés. Les collectionneurs sont de plus en plus nombreux. Les galeries sont de plus en plus nombreuses. Les musées sont de plus en plus nombreux. Les ventes sont de plus en plus nombreuses. Les artistes sont de plus en plus nombreux. Les œuvres sont de plus en plus variées. Les prix sont de plus en plus élevés. Les collectionneurs sont de plus en plus nombreux. Les galeries sont de plus en plus nombreuses. Les musées sont de plus en plus nombreux. Les ventes sont de plus en plus nombreuses. Les artistes sont de plus en plus nombreux. Les œuvres sont de plus en plus variées. Les prix sont de plus en plus élevés. Les collectionneurs sont de plus en plus nombreux. Les galeries sont de plus en plus nombreuses. Les musées sont de plus en plus nombreux. Les ventes sont de plus en plus nombreuses. Les artistes sont de plus en plus nombreux. Les œuvres sont de plus en plus variées. Les prix sont de plus en plus élevés. Les collectionneurs sont de plus en plus nombreux. Les galeries sont de plus en plus nombreuses. Les musées sont de plus en plus nombreux. Les ventes sont de plus en plus nombreuses. Les artistes sont de plus en plus nombreux. Les œuvres sont de plus en plus variées. Les prix sont de plus en plus élevés. Les collectionneurs sont de plus en plus nombreux. Les galeries sont de plus en plus nombreuses. Les musées sont de plus en plus nombreux. Les ventes sont de plus en plus nombreuses. Les artistes sont de plus en plus nombreux. Les œuvres sont de plus en plus variées. Les prix sont de plus en plus élevés. Les collectionneurs sont de plus en plus nombreux. Les galeries sont de plus en plus nombreuses. Les musées sont de plus en plus nombreux. Les ventes sont de plus en plus nombreuses. Les artistes sont de plus en plus nombreux. Les œuvres sont de plus en plus variées. Les prix sont de plus en plus élevés. Les collectionneurs sont de plus en plus nombreux. Les galeries sont de plus en plus nombreuses. Les musées sont de plus en plus nombreux. Les ventes sont de plus en plus nombreuses. Les artistes sont de plus en plus nombreux. Les œuvres sont de plus en plus variées. Les prix sont de plus en plus élevés. Les collectionneurs sont de plus en plus nombreux. Les galeries sont de plus en plus nombreuses. Les musées sont de plus en plus nombreux. Les ventes sont de plus en plus nombreuses. Les artistes sont de plus en plus nombreux. Les œuvres sont de plus en plus variées. Les prix sont de plus en plus élevés. Les collectionneurs sont de plus en plus nombreux. Les galeries sont de plus en plus nombreuses. Les musées sont de plus en plus nombreux. Les ventes sont de plus en plus nombreuses. Les artistes sont de plus en plus nombreux. Les œuvres sont de plus en plus variées. Les prix sont de plus en plus élevés. Les collectionneurs sont de plus en plus nombreux. Les galeries sont de plus en plus nombreuses. Les musées sont de plus en plus nombreux. Les ventes sont de plus en plus nombreuses. Les artistes sont de plus en plus nombreux. Les œuvres sont de plus en plus variées. Les prix sont de plus en plus élevés. Les collectionneurs sont de plus en plus nombreux. Les galeries sont de plus en plus nombreuses. Les musées sont de plus en plus nombreux. Les ventes sont de plus en plus nombreuses. Les artistes sont de plus en plus nombreux. Les œuvres sont de plus en plus variées. Les prix sont de plus en plus élevés. Les collectionneurs sont de plus en plus nombreux. Les galeries sont de plus en plus nombreuses. Les musées sont de plus en plus nombreux. Les ventes sont de plus en plus nombreuses. Les artistes sont de plus en plus nombreux. Les œuvres sont de plus en plus variées. Les prix sont de plus en plus élevés. Les collectionneurs sont de plus en plus nombreux. Les galeries sont de plus en plus nombreuses. Les musées sont de plus en plus nombreux. Les ventes sont de plus en plus nombreuses. Les artistes sont de plus en plus nombreux. Les œuvres sont de plus en plus variées. Les prix sont de plus en plus élevés. Les collectionneurs sont de plus en plus nombreux. Les galeries sont de plus en plus nombreuses. Les musées sont de plus en plus nombreux. Les ventes sont de plus en plus nombreuses. Les artistes sont de plus en plus nombreux. Les œuvres sont de plus en plus variées. Les prix sont de plus en plus élevés. Les collectionneurs sont de plus en plus nombreux. Les galeries sont de plus en plus nombreuses. Les musées sont de plus en plus nombreux. Les ventes sont de plus en plus nombreuses. Les artistes sont de plus en plus nombreux. Les œuvres sont de plus en plus variées. Les prix sont de plus en plus élevés. Les collectionneurs sont de plus en plus nombreux. Les galeries sont de plus en plus nombreuses. Les musées sont de plus en plus nombreux. Les ventes sont de plus en plus nombreuses. Les artistes sont de plus en plus nombreux. Les œuvres sont de plus en plus variées. Les prix sont de plus en plus élevés. Les collectionneurs sont de plus en plus nombreux. Les galeries sont de plus en plus nombreuses. Les musées sont de plus en plus nombreux. Les ventes sont de plus en plus nombreuses. Les artistes sont de plus en plus nombreux. Les œuvres sont de plus en plus variées. Les prix sont de plus en plus élevés. Les collectionneurs sont de plus en plus nombreux. Les galeries sont de plus en plus nombreuses. Les musées sont de plus en plus nombreux. Les ventes sont de plus en plus nombreuses. Les artistes sont de plus en plus nombreux. Les œuvres sont de plus en plus variées. Les prix sont de plus en plus élevés. Les collectionneurs sont de plus en plus nombreux. Les galeries sont de plus en plus nombreuses. Les musées sont de plus en plus nombreux. Les ventes sont de plus en plus nombreuses. Les artistes sont de plus en plus nombreux. Les œuvres sont de plus en plus variées. Les prix sont de plus en plus élevés. Les collectionneurs sont de plus en plus nombreux. Les galeries sont de plus en plus nombreuses. Les musées sont de plus en plus nombreux. Les ventes sont de plus en plus nombreuses. Les artistes sont de plus en plus nombreux. Les œuvres sont de plus en plus variées. Les prix sont de plus en plus élevés. Les collectionneurs sont de plus en plus nombreux. Les galeries sont de plus en plus nombreuses. Les musées sont de plus en plus nombreux. Les ventes sont de plus en plus nombreuses. Les artistes sont de plus en plus nombreux. Les œuvres sont de plus en plus variées. Les prix sont de plus en plus élevés. Les collectionneurs sont de plus en plus nombreux. Les galeries sont de plus en plus nombreuses. Les musées sont de plus en plus nombreux. Les ventes sont de plus en plus nombreuses. Les artistes sont de plus en plus nombreux. Les œuvres sont de plus en plus variées. Les prix sont de plus en plus élevés. Les collectionneurs sont de plus en plus nombreux. Les galeries sont de plus en plus nombreuses. Les musées sont de plus en plus nombreux. Les ventes sont de plus en plus nombreuses. Les artistes sont de plus en plus nombreux. Les œuvres sont de plus en plus variées. Les prix sont de plus en plus élevés. Les collectionneurs sont de plus en plus nombreux. Les galeries sont de plus en plus nombreuses. Les musées sont de plus en plus nombreux. Les ventes sont de plus en plus nombreuses. Les artistes sont de plus en plus nombreux. Les œuvres sont de plus en plus variées. Les prix sont de plus en plus élevés. Les collectionneurs sont de plus en plus nombreux. Les galeries sont de plus en plus nombreuses. Les musées sont de plus en plus nombreux. Les ventes sont de plus en plus nombreuses. Les artistes sont de plus en plus nombreux. Les œuvres sont de plus en plus variées. Les prix sont de plus en plus élevés. Les collectionneurs sont de plus en plus nombreux. Les galeries sont de plus en plus nombreuses. Les musées sont de plus en plus nombreux. Les ventes sont de plus en plus nombreuses. Les artistes sont de plus en plus nombreux. Les œuvres sont de plus en plus variées. Les prix sont de plus en plus élevés. Les collectionneurs sont de plus en plus nombreux. Les galeries sont de plus en plus nombreuses. Les musées sont de plus en plus nombreux. Les ventes sont de plus en plus nombreuses. Les artistes sont de plus en plus nombreux. Les œuvres sont de plus en plus variées. Les prix sont de plus en plus élevés. Les collectionneurs sont de plus en plus nombreux. Les galeries sont de plus en plus nombreuses. Les musées sont de plus en plus nombreux. Les ventes sont de plus en plus nombreuses. Les artistes sont de plus en plus nombreux. Les œuvres sont de plus en plus variées. Les prix sont de plus en plus élevés. Les collectionneurs sont de plus en plus nombreux. Les galeries sont de plus en plus nombreuses. Les musées sont de plus en plus nombreux. Les ventes sont de plus en plus nombreuses. Les artistes sont de plus en plus nombreux. Les œuvres sont de plus en plus variées. Les prix sont de plus en plus élevés. Les collectionneurs sont de plus en plus nombreux. Les galeries sont de plus en plus nombreuses. Les musées sont de plus en plus nombreux. Les ventes sont de plus en plus nombreuses. Les artistes sont de plus en plus nombreux. Les œuvres sont de plus en plus variées. Les prix sont de plus en plus élevés. Les collectionneurs sont de plus en plus nombreux. Les galeries sont de plus en plus nombreuses. Les musées sont de plus en plus nombreux. Les ventes sont de plus en plus nombreuses. Les artistes sont de plus en plus nombreux. Les œuvres sont de plus en plus variées. Les prix sont de plus en plus élevés. Les collectionneurs sont de plus en plus nombreux. Les galeries sont de plus en plus nombreuses. Les musées sont de plus en plus nombreux. Les ventes sont de plus en plus nombreuses. Les artistes sont de plus en plus nombreux. Les œuvres sont de plus en plus variées. Les prix sont de plus en plus élevés. Les collectionneurs sont de plus en plus nombreux. Les galeries sont de plus en plus nombreuses. Les musées sont de plus en plus nombreux. Les ventes sont de plus en plus nombreuses. Les artistes sont de plus en plus nombreux. Les œuvres sont de plus en plus variées. Les prix sont de plus en plus élevés. Les collectionneurs sont de plus en plus nombreux. Les galeries sont de plus en plus nombreuses. Les musées sont de plus en plus nombreux. Les ventes sont de plus en plus nombreuses. Les artistes sont de plus en plus nombreux. Les œuvres sont de plus en plus variées. Les prix sont de plus en plus élevés. Les collectionneurs sont de plus en plus nombreux. Les galeries sont de plus en plus nombreuses. Les musées sont de plus en plus nombreux. Les ventes sont de plus en plus nombreuses. Les artistes sont de plus en plus nombreux. Les œuvres sont de plus en plus variées. Les prix sont de plus en plus élevés. Les collectionneurs sont de plus en plus nombreux. Les galeries sont de plus en plus nombreuses. Les musées sont de plus en plus nombreux. Les ventes sont de plus en plus nombreuses. Les artistes sont de plus en plus nombreux. Les œuvres sont de plus en plus variées. Les prix sont de plus en plus élevés. Les collectionneurs sont de plus en plus nombreux. Les galeries sont de plus en plus nombreuses. Les musées sont de plus en plus nombreux. Les ventes sont de plus en plus nombreuses. Les artistes sont de plus en plus nombreux. Les œuvres sont de plus en plus variées. Les prix sont de plus en plus élevés. Les collectionneurs sont de plus en plus nombreux. Les galeries sont de plus en plus nombreuses. Les musées sont de plus en plus nombreux. Les ventes sont de plus en plus nombreuses. Les artistes sont de plus en plus nombreux. Les œuvres sont de plus en plus variées. Les prix sont de plus en plus élevés. Les collectionneurs sont de plus en plus nombreux. Les galeries sont de plus en plus nombreuses. Les musées sont de plus en plus nombreux. Les ventes sont de plus en plus nombreuses. Les artistes sont de plus en plus nombreux. Les œuvres sont de plus en plus variées. Les prix sont de plus en plus élevés. Les collectionneurs sont de plus en plus nombreux. Les galeries sont de plus en plus nombreuses. Les musées sont de plus en plus nombreux. Les ventes sont de plus en plus nombreuses. Les artistes sont de plus en plus nombreux. Les œuvres sont de plus en plus variées. Les prix sont de plus en plus élevés. Les collectionneurs sont de plus en plus nombreux. Les galeries sont de plus en plus nombreuses. Les musées sont de plus en plus nombreux. Les ventes sont de plus en plus nombreuses. Les artistes sont de plus en plus nombreux. Les œuvres sont de plus en plus variées. Les prix sont de plus en plus élevés. Les collectionneurs sont de plus en plus nombreux. Les galeries sont de plus en plus nombreuses. Les musées sont de plus en plus nombreux. Les ventes sont de plus en plus nombreuses. Les artistes sont de plus en plus nombreux. Les œuvres sont de plus en plus variées. Les prix sont de plus en plus élevés. Les collectionneurs sont de plus en plus nombreux. Les galeries sont de plus en plus nombreuses. Les musées sont de plus en plus nombreux. Les ventes sont de plus en plus nombreuses. Les artistes sont de plus en plus nombreux. Les œuvres sont de plus en plus variées. Les prix sont de plus en plus élevés. Les collectionneurs sont de plus en plus nombreux. Les galeries sont de plus en plus nombreuses. Les musées sont de plus en plus nombreux. Les ventes sont de plus en plus nombreuses. Les artistes sont de plus en plus nombreux. Les œuvres sont de plus en plus variées. Les prix sont de plus en plus élevés. Les collectionneurs sont de plus en plus nombreux. Les galeries sont de plus en plus nombreuses. Les musées sont de plus en plus nombreux. Les ventes sont de plus en plus nombreuses. Les artistes sont de plus en plus nombreux. Les œuvres sont de plus en plus variées. Les prix sont de plus en plus élevés. Les collectionneurs sont de plus en plus nombreux. Les galeries sont de plus en plus nombreuses. Les musées sont de plus en plus nombreux. Les ventes sont de plus en plus nombreuses. Les artistes sont de plus en plus nombreux. Les œuvres sont de plus en plus variées. Les prix sont de plus en plus élevés. Les collectionneurs sont de plus en plus nombreux. Les galeries sont de plus en plus nombreuses. Les musées sont de plus en plus nombreux. Les ventes sont de plus en plus nombreuses. Les artistes sont de plus en plus nombreux. Les œuvres sont de plus en plus variées. Les prix sont de plus en plus élevés. Les collectionneurs sont de plus en plus nombreux. Les galeries sont de plus en plus nombreuses. Les musées sont de plus en plus nombreux. Les ventes sont de plus en plus nombreuses. Les artistes sont de plus en plus nombreux. Les œuvres sont de plus en plus variées. Les prix sont de plus en plus élevés. Les collectionneurs sont de plus en plus nombreux. Les galeries sont de plus en plus nombreuses. Les musées sont de plus en plus nombreux. Les ventes sont de plus en plus nombreuses. Les artistes sont de plus en plus nombreux. Les œuvres sont de plus en plus variées. Les prix sont de plus en plus élevés. Les collectionneurs sont de plus en plus nombreux. Les galeries sont de plus en plus nombreuses. Les musées sont de plus en plus nombreux. Les ventes sont de plus en plus nombreuses. Les artistes sont de plus en plus nombreux. Les œuvres sont de plus en plus variées. Les prix sont de plus en plus élevés. Les collectionneurs sont de plus en plus nombreux. Les galeries sont de plus en plus nombreuses. Les musées sont de plus en plus nombreux. Les ventes sont de plus en plus nombreuses. Les artistes sont de plus en plus nombreux. Les œuvres sont de plus en plus variées. Les prix sont de plus en plus élevés. Les collectionneurs sont de plus en plus nombreux. Les galeries sont de plus en plus nombreuses. Les musées sont de plus en plus nombreux. Les ventes sont de plus en plus nombreuses. Les artistes sont de plus en plus nombreux. Les œuvres sont de plus en plus variées. Les prix sont de plus en plus élevés. Les collectionneurs sont de plus en plus nombreux. Les galeries sont de plus en plus nombreuses. Les musées sont de plus en plus nombreux. Les ventes sont de plus en plus nombreuses. Les artistes sont de plus en plus nombreux. Les œuvres sont de plus en plus variées. Les prix sont de plus en plus élevés. Les collectionneurs sont de plus en plus nombreux. Les galeries sont de plus en plus nombreuses. Les musées sont de plus en plus nombreux. Les ventes sont de plus en plus nombreuses. Les artistes sont de plus en plus nombreux. Les œuvres sont de plus en plus variées. Les prix sont de plus en plus élevés. Les collectionneurs sont de plus en plus nombreux. Les galeries sont de plus en plus nombreuses. Les musées sont de plus en plus nombreux. Les ventes sont de plus en plus nombreuses. Les artistes sont de plus en plus nombreux. Les œuvres sont de plus en plus variées. Les prix sont de plus en plus élevés. Les collectionneurs sont de plus en plus nombreux. Les galeries sont de plus en plus nombreuses. Les musées sont de plus en plus nombreux. Les ventes sont de plus en plus nombreuses. Les artistes sont de plus en plus nombreux. Les œuvres sont de plus en plus variées. Les prix sont de plus en plus élevés. Les collectionneurs sont de plus en plus nombreux. Les galeries sont de plus en plus nombreuses. Les musées sont de plus en plus nombreux. Les ventes sont de plus en plus nombreuses. Les artistes sont de plus en plus nombreux. Les œuvres sont de plus en plus variées. Les prix sont de plus en plus élevés. Les collectionneurs sont de plus en plus nombreux. Les galeries sont de plus en plus nombreuses. Les musées sont de plus en plus nombreux. Les ventes sont de plus en plus nombreuses. Les artistes sont de plus en plus nombreux. Les œuvres sont de plus en plus variées. Les prix sont de plus en plus élevés. Les collectionneurs sont de plus en plus nombreux. Les galeries sont de plus en plus nombreuses. Les musées sont de plus en plus nombreux. Les ventes sont de plus en plus nombreuses. Les artistes sont de plus en plus nombreux. Les œuvres sont de plus en plus variées. Les prix sont de plus en plus élevés. Les collectionneurs sont de plus en plus nombreux. Les galeries sont de plus en plus nombreuses. Les musées sont de plus en plus nombreux. Les ventes sont de plus en plus nombreuses. Les artistes sont de plus en plus nombreux. Les œuvres sont de plus en plus variées. Les prix sont de plus en plus élevés. Les collectionneurs sont de plus en plus nombreux. Les galeries sont de plus en plus nombreuses. Les musées sont de plus en plus nombreux. Les ventes sont de plus en plus nombreuses. Les artistes sont de plus en plus nombreux. Les œuvres sont de plus en plus variées. Les prix sont de plus en plus élevés. Les collectionneurs sont de plus en plus nombreux. Les galeries sont de plus en plus nombreuses. Les musées sont de plus en plus nombreux. Les ventes sont de plus en plus nombreuses. Les artistes sont de plus en plus nombreux. Les œuvres sont de plus en plus variées. Les prix sont de plus en plus élevés. Les collectionneurs sont de plus en plus nombreux. Les galeries sont de plus en plus nombreuses. Les musées sont de plus en plus nombreux. Les ventes sont de plus en plus nombreuses. Les artistes sont de plus en plus nombreux. Les œuvres sont de plus en plus variées. Les prix sont de plus en plus élevés. Les collectionneurs sont de plus en plus nombreux. Les galeries sont de plus en plus nombreuses. Les musées sont de plus en plus nombreux. Les ventes sont de plus en plus nombreuses. Les artistes sont de plus en plus nombreux. Les œuvres sont de plus en plus variées. Les prix sont de plus en plus élevés. Les collectionneurs sont de plus en plus nombreux. Les galeries sont de plus en plus nombreuses. Les musées sont de plus en plus nombreux. Les ventes sont de plus en plus nombreuses. Les artistes sont de plus en plus nombreux. Les œuvres sont de plus en plus variées. Les prix sont de plus en plus élevés. Les collectionneurs sont de plus en plus nombreux. Les galeries sont de plus en plus nombreuses. Les musées sont de plus en plus nombreux. Les ventes sont de plus en plus nombreuses. Les artistes sont de plus en plus nombreux. Les œuvres sont de plus en plus variées. Les prix sont de plus en plus élevés. Les collectionneurs sont de plus en plus nombreux. Les galeries sont de plus en plus nombreuses. Les musées sont de plus en plus nombreux. Les ventes sont de plus en plus nombreuses. Les artistes sont de plus en plus nombreux. Les œuvres sont de plus en plus variées. Les prix sont de plus en plus élevés. Les collectionneurs sont de plus en plus nombreux. Les galeries sont de plus en plus nombreuses. Les musées sont de plus en plus nombreux. Les ventes sont de plus en plus nombreuses. Les artistes sont de plus en plus nombreux. Les œuvres sont de plus en plus variées. Les prix sont de plus en plus élevés. Les collectionneurs sont de plus en plus

Sur la corde raide

Les acrobates, funambules et trapézistes ? De merveilleux motifs pour les artistes



QUEL SUJET réunit Calder, Chagall, Klee, Picasso, Miro, Zadkine, Léger, Man Ray, Mapplethorpe ? L'acrobate, celui qui danse sur la corde, celui qui se contorsionne et bondit. Degas et Lautrec aimaient les spectacles de cirque, qu'ils dessinaient. Au XX^e siècle, la tradition s'est développée. Les peintres l'ont enrichie de leurs variations sur les corps noués et dénoués, les figures en lévitation, les métamorphoses. Les photographes ont cherché comment suggérer l'envol et la fluidité du geste dans la lumière. Des sculpteurs ont tenté à leur tour de représenter les exercices des funambules et des trapézistes.

De cette constatation est née une exposition à la fois judicieuse et séduisante, parsemée d'œuvres irrésistibles, certaines historiques, et parmi les plus récentes celles de Nancy Spero, de Jonathan Borofsky ou de Marie-Ange Guilleminot. C'est très simple, très instructif sous un air de blague et très réussi.

* « Acrobate mime parfait, l'artiste en figure libre », Musée Zadkine, 100 bis, rue d'Assas, Paris 6^e. M^e Notre-Dame-des-Champs ou Valin. Tél. : 01-43-26-91-99. De 10 heures à 17 h 30. Fermé lundi. Jusqu'au 14 septembre. 19 F et 27 F.

ART

Une sélection des vernissages et des expositions à Paris et en Ile-de-France

VERNISSAGES

Agustin Cardenas
Couvent des Cordeliers, 15, rue de l'École-de-Médecine, Paris 6^e. M^e Odéon. Tél. : 01-43-29-39-64. De 11 heures à 18 h 30. Fermé lundi. Du 11 juillet au 31 août. Dossiers et les parlementaires, de 1830 à 1875.

Musée d'art et d'histoire, 22 bis, rue Gabriel-Péri, 93 Saint-Denis. Tél. : 01-42-43-05-10. De 10 heures à 17 h 30 ; dimanche de 14 heures à 18 h 30. Fermé mardi. Du 11 juillet au 3 novembre. 20 F.

EXPOSITIONS PARIS

Alighiero e Boetti
Galerie Liliane & Michel Durand-Darst, 28, rue de Lepe, Paris 11^e. M^e Bastille. Tél. : 01-48-06-92-23. De 11 heures à 19 heures et de 14 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 27 juillet. Entrée libre.

Rondinelli Carlini, 261, boulevard Raspail, Paris 14^e. M^e Raspail. Tél. : 01-42-18-56-50. De 10 heures à 20 heures ; dimanche de 10 heures à 19 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 27 juillet. Entrée libre.

Musée national des arts d'Afrique et d'Océanie, 293, avenue Daumesnil, Paris 12^e. M^e Porte-Dorée. Tél. : 01-44-74-85-00. De 10 heures à 17 h 30 ; samedi, dimanche et fêtes de 10 heures à 19 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 18 août. 38 F.

Jean-Michel Basquiat
Musée Maitellot-Fondation Dira-Viery, 61, rue de Grenelle, Paris 7^e. M^e Rue-de-Bec. Tél. : 01-42-22-59-58. De 10 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 29 septembre. 40 F.

Beuytwerk : fictions urbaines
Institut du monde arabe, salle d'actualité, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard, Paris 5^e. M^e Jussieu. Tél. : 01-40-51-38-10. De 10 heures à 18 heures. Fermé lundi. Du 9 juillet au 31 août. Entrée libre.

Louise Bourgeois
Galerie Karsten Greve, 5, rue Debellemme, Paris 3^e. M^e Saint-Sébastien-Froissart. Tél. : 01-42-77-19-37. De 11 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 1^{er} septembre. Entrée libre.

Galerie nationale du Jeu de paume, 1, place de la Concorde, Paris 8^e. M^e Concorde. Tél. : 01-47-73-19-37. De 12 heures à 19 heures ; samedi et dimanche de 10 heures à 19 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 21 h 30. Fermé lundi. Jusqu'au 19 octobre. 38 F.

Philippe Esposito
Galerie Laage-Solomon, 57, rue du Temple, Paris 3^e. M^e Hôtel-de-Ville. Tél. : 01-42-78-11-71. De 14 heures à 19 heures ; le matin sur rendez-vous. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 25 juillet. Entrée libre.

Eugène Cavallini (1837-1900).
Photographie de la forêt de Fontainebleau
Musée d'Orsay, salle 68, 62, rue de Lille, Paris 7^e. M^e Solferino. Tél. : 01-40-48-14-14. De 9 heures à 18 heures ; nocturne jeudi jusqu'à 21 h 45. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 31 août. 35 F.

Charles Long
Galerie Nathalie Obadia, 5, rue du Grenier-Saint-Lazare, Paris 3^e. M^e Filles-du-Calvaire. Tél. : 01-42-74-67-08. De 11 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 25 juillet. Entrée libre.

David Mach
Galerie Jérôme de Nalmon, 38, avenue Matignon, Paris 8^e. M^e Franklin-D.-Roosevelt. Tél. : 01-42-89-89-00. De 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Fermé dimanche. Jusqu'au 26 juillet. Entrée libre.

Made in France : 1947-1997, cinquante ans de création en France
Centre Georges-Pompidou, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. M^e Rambuteau. Tél. : 01-44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et fêtes de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 29 septembre. 38 F.

Centre Georges-Pompidou, 3^e étage, collections contemporaines, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. M^e Rambuteau. Tél. : 01-44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et fêtes de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 29 septembre. 38 F.

Centre Georges-Pompidou, 3^e étage, collections contemporaines, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. M^e Rambuteau. Tél. : 01-44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et fêtes de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 29 septembre. 38 F.

Centre Georges-Pompidou, 3^e étage, collections contemporaines, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. M^e Rambuteau. Tél. : 01-44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et fêtes de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 29 septembre. 38 F.

Centre Georges-Pompidou, 3^e étage, collections contemporaines, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. M^e Rambuteau. Tél. : 01-44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et fêtes de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 29 septembre. 38 F.

Centre Georges-Pompidou, 3^e étage, collections contemporaines, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. M^e Rambuteau. Tél. : 01-44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et fêtes de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 29 septembre. 38 F.

Centre Georges-Pompidou, 3^e étage, collections contemporaines, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. M^e Rambuteau. Tél. : 01-44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et fêtes de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 29 septembre. 38 F.

Centre Georges-Pompidou, 3^e étage, collections contemporaines, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. M^e Rambuteau. Tél. : 01-44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et fêtes de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 29 septembre. 38 F.

Centre Georges-Pompidou, 3^e étage, collections contemporaines, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. M^e Rambuteau. Tél. : 01-44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et fêtes de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 29 septembre. 38 F.

Centre Georges-Pompidou, 3^e étage, collections contemporaines, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. M^e Rambuteau. Tél. : 01-44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et fêtes de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 29 septembre. 38 F.

Centre Georges-Pompidou, 3^e étage, collections contemporaines, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. M^e Rambuteau. Tél. : 01-44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et fêtes de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 29 septembre. 38 F.

Centre Georges-Pompidou, 3^e étage, collections contemporaines, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. M^e Rambuteau. Tél. : 01-44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et fêtes de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 29 septembre. 38 F.

Centre Georges-Pompidou, 3^e étage, collections contemporaines, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. M^e Rambuteau. Tél. : 01-44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et fêtes de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 29 septembre. 38 F.

Centre Georges-Pompidou, 3^e étage, collections contemporaines, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. M^e Rambuteau. Tél. : 01-44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et fêtes de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 29 septembre. 38 F.

Centre Georges-Pompidou, 3^e étage, collections contemporaines, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. M^e Rambuteau. Tél. : 01-44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et fêtes de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 29 septembre. 38 F.

Centre Georges-Pompidou, 3^e étage, collections contemporaines, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. M^e Rambuteau. Tél. : 01-44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et fêtes de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 29 septembre. 38 F.

Centre Georges-Pompidou, 3^e étage, collections contemporaines, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. M^e Rambuteau. Tél. : 01-44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et fêtes de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 29 septembre. 38 F.

Centre Georges-Pompidou, 3^e étage, collections contemporaines, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. M^e Rambuteau. Tél. : 01-44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et fêtes de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 29 septembre. 38 F.

Centre Georges-Pompidou, 3^e étage, collections contemporaines, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. M^e Rambuteau. Tél. : 01-44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et fêtes de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 29 septembre. 38 F.

Centre Georges-Pompidou, 3^e étage, collections contemporaines, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. M^e Rambuteau. Tél. : 01-44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et fêtes de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 29 septembre. 38 F.

Centre Georges-Pompidou, 3^e étage, collections contemporaines, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. M^e Rambuteau. Tél. : 01-44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et fêtes de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 29 septembre. 38 F.

Centre Georges-Pompidou, 3^e étage, collections contemporaines, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. M^e Rambuteau. Tél. : 01-44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et fêtes de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 29 septembre. 38 F.

Centre Georges-Pompidou, 3^e étage, collections contemporaines, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. M^e Rambuteau. Tél. : 01-44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et fêtes de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 29 septembre. 38 F.

Centre Georges-Pompidou, 3^e étage, collections contemporaines, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. M^e Rambuteau. Tél. : 01-44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et fêtes de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 29 septembre. 38 F.

Centre Georges-Pompidou, 3^e étage, collections contemporaines, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. M^e Rambuteau. Tél. : 01-44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et fêtes de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 29 septembre. 38 F.

Centre Georges-Pompidou, 3^e étage, collections contemporaines, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. M^e Rambuteau. Tél. : 01-44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et fêtes de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 29 septembre. 38 F.

Centre Georges-Pompidou, 3^e étage, collections contemporaines, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. M^e Rambuteau. Tél. : 01-44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et fêtes de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 29 septembre. 38 F.

Centre Georges-Pompidou, 3^e étage, collections contemporaines, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. M^e Rambuteau. Tél. : 01-44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et fêtes de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 29 septembre. 38 F.

Centre Georges-Pompidou, 3^e étage, collections contemporaines, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. M^e Rambuteau. Tél. : 01-44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et fêtes de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 29 septembre. 38 F.

Centre Georges-Pompidou, 3^e étage, collections contemporaines, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. M^e Rambuteau. Tél. : 01-44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et fêtes de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 29 septembre. 38 F.

Centre Georges-Pompidou, 3^e étage, collections contemporaines, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. M^e Rambuteau. Tél. : 01-44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et fêtes de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 29 septembre. 38 F.

Centre Georges-Pompidou, 3^e étage, collections contemporaines, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. M^e Rambuteau. Tél. : 01-44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et fêtes de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 29 septembre. 38 F.

Centre Georges-Pompidou, 3^e étage, collections contemporaines, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. M^e Rambuteau. Tél. : 01-44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et fêtes de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 29 septembre. 38 F.

Centre Georges-Pompidou, 3^e étage, collections contemporaines, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. M^e Rambuteau. Tél. : 01-44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et fêtes de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 29 septembre. 38 F.

Centre Georges-Pompidou, 3^e étage, collections contemporaines, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. M^e Rambuteau. Tél. : 01-44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et fêtes de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 29 septembre. 38 F.

Centre Georges-Pompidou, 3^e étage, collections contemporaines, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. M^e Rambuteau. Tél. : 01-44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et fêtes de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 29 septembre. 38 F.

Centre Georges-Pompidou, 3^e étage, collections contemporaines, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. M^e Rambuteau. Tél. : 01-44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et fêtes de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 29 septembre. 38 F.

Centre Georges-Pompidou, 3^e étage, collections contemporaines, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. M^e Rambuteau. Tél. : 01-44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et fêtes de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 29 septembre. 38 F.

Centre Georges-Pompidou, 3^e étage, collections contemporaines, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. M^e Rambuteau. Tél. : 01-44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et fêtes de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 29 septembre. 38 F.

Centre Georges-Pompidou, 3^e étage, collections contemporaines, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. M^e Rambuteau. Tél. : 01-44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et fêtes de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 29 septembre. 38 F.

Centre Georges-Pompidou, 3^e étage, collections contemporaines, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. M^e Rambuteau. Tél. : 01-44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et fêtes de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 29 septembre. 38 F.

Centre Georges-Pompidou, 3^e étage, collections contemporaines, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. M^e Rambuteau. Tél. : 01-44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et fêtes de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 29 septembre. 38 F.

Centre Georges-Pompidou, 3^e étage, collections contemporaines, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. M^e Rambuteau. Tél. : 01-44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et fêtes de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 29 septembre. 38 F.

UNE SOIRÉE À PARIS

David Lively
Elève de Claudio Arrau, le pianiste David Lively propose un récital dont le programme est celui d'un marathonien : jouer Petrouchtka et la Sonate de Liszt le même soir exige, en effet, de savoir ménager ses forces. Entre les deux, trois nocturnes caractéristiques du dernier style de Fauré.

Bach : Fantaisie et Fugue BWV 944. Liszt : Sonate pour piano. Fauré : Nocturnes op. 104, 107 et 119. Stravinsky : Petrouchtka, extraits. Schola Cantorum, 269, rue Saint-Jacques, Paris 5^e. M^e Port-Royal, Luxembourg, 20 h 30. Le 10, 10 F. ; Le 11, 10 F. ; Le 12, 10 F. ; Le 13, 10 F. ; Le 14, 10 F. ; Le 15, 10 F. ; Le 16, 10 F. ; Le 17, 10 F. ; Le 18, 10 F. ; Le 19, 10 F. ; Le 20, 10 F. ; Le 21, 10 F. ; Le 22, 10 F. ; Le 23, 10 F. ; Le 24, 10 F. ; Le 25, 10 F. ; Le 26, 10 F. ; Le 27, 10 F. ; Le 28, 10 F. ; Le 29, 10 F. ; Le 30, 10 F. ; Le 31, 10 F. ; Le 1^{er}, 10 F. ; Le 2^e, 10 F. ; Le 3^e, 10 F. ; Le 4^e, 10 F. ; Le 5^e, 10 F. ; Le 6^e, 10 F. ; Le 7^e, 10 F. ; Le 8^e, 10 F. ; Le 9^e, 10 F. ; Le 10^e, 10 F. ; Le 11^e, 10 F. ; Le 12^e, 10 F. ; Le 13^e, 10 F. ; Le 14^e, 10 F. ; Le 15^e, 10 F. ; Le 16^e, 10 F. ; Le 17^e, 10 F. ; Le 18^e, 10 F. ; Le 19^e, 10 F. ; Le 20^e, 10 F. ; Le 21^e, 10 F. ; Le 22^e, 10 F. ; Le 23^e, 10 F. ; Le 24^e, 10 F. ; Le 25^e, 10 F. ; Le 26^e, 10 F. ; Le 27^e, 10 F. ; Le 28^e, 10 F. ; Le 29^e, 10 F. ; Le 30^e, 10 F. ; Le 31^e, 10 F. ; Le 1^{er}, 10 F. ; Le 2^e, 10 F. ; Le 3^e, 10 F. ; Le 4^e, 10 F. ; Le 5^e, 10 F. ; Le 6^e, 10 F. ; Le 7^e, 10 F. ; Le 8^e, 10 F. ; Le 9^e, 10 F. ; Le 10^e, 10 F. ; Le 11^e, 10 F. ; Le 12^e, 10 F. ; Le 13^e, 10 F. ; Le 14^e, 10 F. ; Le 15^e, 10 F. ; Le 16^e, 10 F. ; Le 17^e, 10 F. ; Le 18^e, 10 F. ; Le 19^e, 10 F. ; Le 20^e, 10 F. ; Le 21^e, 10 F. ; Le 22^e, 10 F. ; Le 23^e, 10 F. ; Le 24^e, 10 F. ; Le 25^e, 10 F. ; Le 26^e, 10 F. ; Le 27^e, 10 F. ; Le 28^e, 10 F. ; Le 29^e, 10 F. ; Le 30^e, 10 F. ; Le 31^e, 10 F. ; Le 1^{er}, 10 F. ; Le 2^e, 10 F. ; Le 3^e, 10 F. ; Le 4^e, 10 F. ; Le 5^e, 10 F. ; Le 6^e, 10 F. ; Le 7^e, 10 F. ; Le 8^e, 10 F. ; Le 9^e, 10 F. ; Le 10^e, 10 F. ; Le 11^e, 10 F. ; Le 12^e, 10 F. ; Le 13^e, 10 F. ; Le 14^e, 10 F. ; Le 15^e, 10 F. ; Le 16^e, 10 F. ; Le 17^e, 10 F. ; Le 18^e, 10 F. ; Le 19^e, 10 F. ; Le 20^e, 10 F. ; Le 21^e, 10 F. ; Le 22^e, 10 F. ; Le 23^e, 10 F. ; Le 24^e, 10 F. ; Le 25^e, 10 F. ; Le 26^e, 10 F. ; Le 27^e, 10 F. ; Le 28^e, 10 F. ; Le 29^e, 10 F. ; Le 30^e, 10 F. ; Le 31^e, 10 F. ; Le 1^{er}, 10 F. ; Le 2^e, 10 F. ; Le 3^e, 10 F. ; Le 4^e, 10 F. ; Le 5^e, 10 F. ; Le 6^e, 10 F. ; Le 7^e, 10 F. ; Le 8^e, 10 F. ; Le 9^e, 10 F. ; Le 10^e, 10 F. ; Le 11^e, 10 F. ; Le 12^e, 10 F. ; Le 13^e, 10 F. ; Le 14^e, 10 F. ; Le 15^e, 10 F. ; Le 16^e, 10 F. ; Le 17^e, 10 F. ; Le 18^e, 10 F. ; Le 19^e, 10 F. ; Le 20^e, 10 F. ; Le 21^e, 10 F. ; Le 22^e, 10 F. ; Le 23^e, 10 F. ; Le 24^e, 10 F. ; Le 25^e, 10 F. ; Le 26^e, 10 F. ; Le 27^e, 10 F. ; Le 28^e, 10 F. ; Le 29^e, 10 F. ; Le 30^e, 10 F. ; Le 31^e, 10 F. ; Le 1^{er}, 10 F. ; Le 2^e, 10 F. ; Le 3^e, 10 F. ; Le 4^e, 10 F. ; Le 5^e, 10 F. ; Le 6^e, 10 F. ; Le 7^e, 10 F. ; Le 8^e, 10 F. ; Le 9^e, 10 F. ; Le 10^e, 10 F. ; Le 11^e, 10 F. ; Le 12^e, 10 F. ; Le 13^e, 10 F. ; Le 14^e, 10 F. ; Le 15^e, 10 F. ; Le 16^e, 10 F. ; Le 17^e, 10 F. ; Le 18^e, 10 F. ; Le 19^e, 10 F. ; Le 20^e, 10 F. ; Le 21^e, 10 F. ; Le 22^e, 10 F. ; Le 23^e, 10 F. ; Le 24^e, 10 F. ; Le 25^e, 10 F. ; Le 26^e, 10 F. ; Le 27^e, 10 F. ; Le 28^e, 10 F. ; Le 29^e, 10 F. ; Le 30^e, 10 F. ; Le 31^e, 10 F. ; Le 1^{er}, 10 F. ; Le 2^e, 10 F. ; Le 3^e, 10 F. ; Le 4^e, 10 F. ; Le 5^e, 10 F. ; Le 6^e, 10 F. ; Le 7^e, 10 F. ; Le 8^e, 10 F. ; Le 9^e, 10 F. ; Le 10^e, 10 F. ; Le 11^e, 10 F. ; Le 12^e, 10 F. ; Le 13^e, 10 F. ; Le 14^e, 10 F. ;



FICHE PRATIQUE DES NOTAIRES

Le Recours aux services et aux conseils de son notaire est-il opportun ?

CHAMBRE DES NOTAIRES DE PARIS

Les clients sont-ils conscients de la valeur ajoutée qu'est l'intervention du notaire lors d'une transaction immobilière ? Pour mettre en vente un appartement ou une maison, beaucoup préfèrent agir seuls sans faire appel à un notaire.

Mieux vaut s'interroger avant et recourir le plus souvent aux services d'un professionnel, à qui l'Etat confie une mission particulière compte tenu de sa compétence reconnue.

Il existe DEUX manières de mettre en vente un bien immobilier : la vente aux enchères (souvent appelée « adjudication »). La négociation.

Vente aux enchères

La vente aux enchères ou adjudication est peu connue. Elle peut offrir de réels services : rapidité et clarté.

- Rapidité puisque dans un délai très court votre bien immobilier sera vendu au meilleur prix.

- Meilleur prix car des publicités chacun peut participer librement aux enchères sans frais, et déterminer son juste prix.

Négociation notariale

Compte tenu des références de vente dont il a informatiquement connaissance avec plus de 800.000 ventes référencées, le notaire est le mieux placé pour vérifier et déterminer l'adéquation du prix de vente au Marché Immobilier.

De plus, professionnel responsable, il assure la protection du client, et négocie son bien pour lequel il a été mandaté. Réunis en groupements (+ de 80 notaires à PARIS), les notaires allient sécurité, efficacité et modicité des frais (émolument égal à 2,5 % H.T. de la transaction d'un montant supérieur à 300.000 Fns).

Chambre des Notaires de Paris - Place du Châtelet - Paris 1er

Téléphone : 01.44.82.24.00

E-mail : chambre@paris.notaires.fr



VENTES

APPARTEMENTS

Paris 3^e

Part. Rue Commines
2 p., 56 m², calme, poutres
3^e ét., asc., cuis. américaine
Rangements, parfait état.
960 000 F - 01-42-78-78-86

Paris 4^e

2 p., 45 m², volume,
caractère,
M^e Rambuteau, 630 000 F
ppaire 01-40-08-05-50

Paris 4^e

Marais Archéves,
100 m², 3^e ét., dble séj.,
2 chbres, gde cuis., t. ch.,
px : 2,3 MF, urg. part.
Tél. : 01-42-71-59-51

Paris 5^e

ÉCOLES-ST-MICHEL
3 p., 60 m², 3^e ét., solail,
pièce de l. - 01-43-59-14-05

SORBONNE, asc., vue,
beau 2^e p., 96 m², 2 550 000 F.
Tél. : 01-43-25-32-56

M^e Jussieu, récent, p. de l.
3 p., dble séj., cuis. eq., calme,
solail - 01-43-55-18-36

Paris 6^e

St-Placide, pdt., 5 p., t. ch.,
103 m², parf. état, prof.
possible - 01-43-55-18-36

ST-SULPICE Beau 3^e p.,
85 m², parfait état, poutres,
parquet, 5^e asc., imm. Dircloire
2 750 000 F - 01-42-66-35-53

Paris 8^e

Prox. Opéra, pdt., 10^e p.,
HSP 4.10 m, 4 p., 119 m², chf.
ind., belle allure - 01-43-55-18-36

Proximité pl. St-Augustin, quartier
affaires, 6 p., 157 m² env., 5^e ét.,
immeuble p. de l. proche toutes
commodités, clair, réception
onisée S/E. 4 200 000 F

Paris 9^e

R. d'Athènes, 3 p., 78 m².
A rénover, asc., bel imm.
1 250 000 F - 01-53-02-25-39

AV. TRUDAINE

GD 6 P. 2 650 000 F
URGENT 01-40-25-07-05

Paris 10^e

ST-VINCENT-DE-PAUL
Immeuble de standing
A PARTIR DE :

13 000 F/m²
01-48-76-12-94

Paris 11^e

R. ST-BERNARD
Immeuble neuf de standing.
Livraison 4^e trimestre 98.

Avantages fiscaux,
studio, 2 p., 3 p., à partir
de 400 000 F + parking
UFG : 01-44-56-10-60

PPTAIRE vd beaux appls
REFAITS A NEUF
- 2 p., 56 m², 767 000 F
- 2 p., 57 m², 799 000 F
- 2 p., 54 m², 805 000 F
- 3 p., 65 m², 943 000 F

53, av. PARMENTIER
Visites mercredi et jeudi
de 11 à 13 h et de 14 à 19 h
SEFIMEG 01-48-06-22-06

Paris 12^e

PROPRIÉTAIRE VEND
34, R. CLAUDE-DECAEN
TRÈS BEAUX 5 P.
de 94 à 110 m²

Bureau de vente s'place :
du lundi au samedi 11 h/19 h
Tél. : 01-43-43-89-88

Paris 13^e

Prox. parc Montsouris, rec. dem.
4^e séj., dble, 4 chb., 120 m², calme,
solail, 2 park. - 01-43-55-18-36

Paris 14^e

Mairie 14^e. Immeuble pierre de
taille, 5 p., à rénover.
1 890 000 F - 01-43-22-91-35

Paris 15^e

MONTMARTRE imm. 80,
saj., 2 chbres, 74 m² à
rafraîchir, park, poss., urg. -
01-43-35-18-36

Paris 16^e

M^e BIR-HAKEM,
2 p., 48 m², imm. pierre de l.,
2^e ét., asc., sur jard.
bon ét., cuis. équipée.
890 000 F - 06-09-48-89-83

Paris 17^e

Prox. métro
Porte-de-Versailles, dans
imm. pierre et brique, duplex
au 1^e et 2^e ét. sans asc.,
appart. de caractère de 8 p.,
chauff. indiv., 2 550 000 F

Paris 18^e

Prox. métro
Porte-de-Versailles, dans
imm. pierre et brique, duplex
au 1^e et 2^e ét. sans asc.,
appart. de caractère de 8 p.,
chauff. indiv., 2 550 000 F

Paris 19^e

85 m², 3 p., dble séj., cuis.
équipée, box fermé, cave,
6^e ét., vue dégagée,
près de Cité des sciences.
Px : 1,2 MF. T. : 01-38-80-28-55.

Le Monde
"Immobilier"

2 rendez-vous dans la semaine

♦ le lundi (daté mardi),

♦ le mercredi (daté jeudi)

Vous vendez ou vous louez

votre appartement ou votre maison

Forfaits Particuliers

495 F TTC - 2 parutions en 8 jours

685 F TTC - 4 parutions en 15 jours

5 lignes - 112 F TTC la ligne suppl.

Tél. 01.42.17.39.80

Fax 01.42.17.21.36

YVELINES (78)

CHATOU

Commerces, transports
Studio, 2 et 3 P.
A partir de :
415 000 F
01-94-80-65-53

ESSONNE (91)

Palaiseau, 200 m RER
Dans imm. calme, bon stand.
3 p., 64 m², dble séj.,
cave et park., t.-de-jard.
plein sud sans vis-à-vis
Prof. lib. ou handicapé.
Px : 730 000 F
Tél. : 01-45-86-48-20 (6 à 10 h).

HAUTS-DE-SEINE (92)

LEVALLOIS

Commerces, transports,
OEUX

PIÈCES-BALCONS

de 49 à 53 m²
01-34-80-65-53

GO 2 P. TERRASSE

NEUILLY. Superbe DUPLEX,
2 P., 89 m², terrasse 60 m²,
5^e asc., vue jardin.
2 450 000 F - 01-42-66-36-53

VAL-DE-MARNE (94)

ST-MANDÉ

Bois, 200, imm. anc.,
2^e ét., 3 p., 50 m²,
parquet, cheminée,
790 000 F.
02-38-36-72-46 ou
06-08-32-17-73

VINCENNES

Mairie et RER
derniers appartements
A PARTIR DE :
450 000 F
01-43-74-85-58

PROVINCE (06)

VIEL ANTIRES

63 m², de imm. Dircloire,
port à 100 m, plage à 200 m.
Vue arborée, px : 945 000 F
Tél. : 04-93-34-12-21

MAISONS

80 km Paris, 10 km, NE
Charente, agréable ensemble
immobilier : maison, piscine-
120 m² habitables, dont
séjour avec cheminée, 3 ch.,
dont une grande sous
comble aménagée avec
poutres, s.d.b., dépendances
avec 2 garages, sur 5 100 m²,
vue très dégagée. Prix :
1 200 000 F. 01-43-57-35-33

Canters-Polisy (78550). Lignes

A RER et SNCF St-Lazare. Sur
terrain arboré de 500 m². Maison
1900 : 3 chbres, dressing, 1 salle de
bains, 1 dble, 2 WC, cuisine
aménagée style rustique. Sous-sol
total (dont garage 2 voit.).
1 250 000 F.

Urgent Franconville. Prestations de

qualité à 45 m², 115 m² hab., 2 gar. sur
225 m² de terrain arboré. Gd salon,
salle à manger avec cheminée, très
récent. Châss. équipés, 3 chbres, 2 bains
et 2 WC, ch. électrique
et réfrigérateur. Proche les
commodités. A saisir prix net :
1 250 000 F. Tél. : 01-43-72-04-16 -
33-89-34-29 06-07-08-61-88

CAVALAIRE (MAR). Maison

provençale, 300 m² plage, comp.
2 app. indép. T. g. séj., 62 m²,
2 bcs, 5 chbres, 1 salle de bains,
3 salles d'eau, 4 WC, quartier
résid., jard. arboré, env. 1 650 m².
Poss. piscine. G. 2 voit.
2 500 000 F. Tél. : 01-39-76-26-52

100 km Paris (28) 1 heure par

autoroute. Ferme restaurée
200 m². Sur jardin, 3 000 m²,
700 000 F. 01-47-45-72-46
01-47-45-33-68

Lisière forêt Brocard, maison

120 m², beau parc, 1 ba, terrasse,
gd séj., cheminée, cuisine,
accès auto, Sud Brez.
700 KE. Tél. : 04-78-93-94-34

VOUS CHERCHEZ
À ACHETER
VENDRE OU LOUER ?RETROUVEZ LA
RUBRIQUE
"IMMOBILIER"

☐ Mercredi 16 juillet

(daté jeudi 17 juillet)

dans

Le Monde

BON DE COMMANDE

Valable jusqu'au 31 octobre 1997 et dans la limite des stocks disponibles.

Articles	Réf	Qté	R.U.	P. total
- Cartable à tourniquets	S3004N	290 F		
- Cartable à cli	S3004B	290 F		
- Triopen	S326N	290 F		
- Portamine	S326B	290 F		
- Roller	PO2711	295 F		
- Stylo plume	PO2712	295 F		
- Casquette	PO1821	195 F		
- Carnet mètreur	PO1822	195 F		
- L'ensemble	P33010	180 F		
	P33015	180 F		
	P33052	225 F		
	P33062	225 F		
	CASQ1	80 F		
	CARNB	25 F		
	CARNN	25 F		
	LOTS1	25 F		

Montant total des articles

Frais de port : ☐ normal* 30,00 F

☐ collissimo** 45,00 F

Montant total à régler

* Délais de livraison : 2 à 3 semaines

** Délais de livraison : 7 à 8 semaines

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Ville : _____

n° de téléphone : _____

(facultatif)

MODE DE RÈGLEMENT : MBC 001

☐ Par chèque à l'ordre du Monde

Ce bon de commande est à renvoyer à :

LE MONDE BOUTIQUE

21 bis, rue Claude-Bernard

75242 PARIS Cedex 05

Tous ces objets sont en vente à la Boutique du MONDE

Pour tout renseignement, vous pouvez appeler le :

01-42-17-25-87

Tarifs valables uniquement pour la France métropolitaine,

nous consulter pour l'étranger.

COM

Canal Plus compte lancer sa

l'histoire sera diffusée en exclusivité

ance 2 a enregistré

un lourd déficit en 1996

COMMUNICATION

LE MONDE / VENDREDI 11 JUILLET 1997

AUDIOVISUEL Pour Pierre Lescure, PDG de Canal Plus, la sortie du tour de table de Première correspond à une volonté de capitaliser et de réinvestir les sommes tirées de la

cession de la chaîne allemande. ● LE MARCHÉ allemand, explique-t-il dans un entretien au Monde, « n'aura jamais le même appétit pour la télévision payante que les autres

pays d'Europe ». ● EN ESPAGNE, le PDG de Canal Plus juge les méthodes du gouvernement Aznar « excessives », estimant qu'il y aura « à un moment ou à un autre des

discussions entre opérateurs ». ● EN FRANCE, M. Lescure déclare que, malgré le bon lancement du bouquet numérique concurrent TPS, « jamais CanalSatellite ne s'est trou-

vé au-dessous de ses objectifs ». Pour compléter l'offre aux abonnés, il a décidé de lancer une chaîne d'information en continu « au plus tard au printemps 1998 ».

Canal Plus compte lancer sa chaîne « tout-info » au printemps 1998

Pierre Lescure explique, dans un entretien au « Monde », la nécessité de l'information en continu dans l'offre aux abonnés et commente son retrait du marché allemand qui « n'aura jamais le même appétit pour la télévision payante que les autres pays d'Europe »

« Votre retrait du marché allemand, après celui de Murdoch, est-il un échec ou un changement de stratégie ?

— Notre retrait de la chaîne Première en Allemagne est l'aboutissement d'un arbitrage et d'une vision stratégique que Canal Plus a commencée à cultiver il y a un an. Nous avons estimé que nous approchions de la valeur maximale de notre investissement dans Première. Désormais, la chaîne va être une force d'entraînement sur le marché allemand de la télévision à péage, mais Canal Plus n'a plus le même intérêt qu'autrefois à être à son tour de table. Canal Plus fonctionne dans la conquête et le développement des marchés. C'était l'heure de capitaliser et réinvestir. Or, à notre avis, le marché allemand n'aura jamais la même santé, la même tonicité, le même appétit pour la télévision payante que d'autres pays d'Europe comme la Grande-Bretagne, et les pays latins. Enfin, je fais le pari que même à trois, la CLT-UFA, Kirch et Deutsche Telekom vont prendre beaucoup de temps à s'organiser. Pour Canal Plus, la plus value de cession de la participation dans Première va s'établir à près de trois milliards de francs.

— Après l'échange entre Première et Telepiù, Canal Plus détient 90 % du capital de la chaîne italienne. Combien allez-vous en revendre à d'autres investisseurs ?

— Il existe un consensus entre la classe politique italienne, la Stet, opérateur du téléphone, la RAI et Mediaset, contrôlée par Berlusconi, pour que tout le monde ait

une part d'une plate-forme numérique unique. Il est évident que la Stet et la RAI auront une participation significative. Mais Mediaset et Canal Plus souhaitent aussi la présence, dans une moindre proportion, d'autres industriels italiens. Canal Plus ne tient pas forcément à conserver 51 % du capital de Telepiù. Certains pourraient même y voir quelque chose de symboliquement provocateur. En revanche, nous revendiquons le management et le contrôle exécutif de Telepiù.

— En Espagne, le consensus semble loin. Le contentieux avec le gouvernement de José María Aznar, qui se traduit sur le plan judiciaire, bloque votre développement. Quelle issue envisagez-vous à ce conflit ?

— À l'évidence, il existe une volonté marquée, qui se manifeste de façon exorbitante, du gouvernement espagnol de damer le pion, non pas à Canal Plus Espagne mais au groupe. Frisa dirigé par Jesús de Polanco. Alors qu'une plainte a été déposée, aucun expert n'a relevé d'anomalies dans la gestion des dépôts de garantie des décodeurs. Pendant la bagarre politique, la vente continue : Canal Satellite Digital a déjà 100 000 abonnés. Les méthodes de José María Aznar, premier ministre espagnol, sont, pour l'heure, excessives, mais il y aura, à un moment ou à un autre, des discussions entre opérateurs. Telepiù est sûrement plus mobilisé par les développements des télécommunications que par la construction d'une plate-forme numérique. En ce qui concerne

les décodeurs, il est ainsi possible d'imaginer une cohabitation des systèmes de contrôle d'accès, avec demain, pourquoi pas, le symulcrypt. Je suis persuadé qu'au-delà des obstacles politiques la réalité du commerce et l'objectivité des forces en présence l'emporteront. D'ailleurs, la signature d'un contrat à long terme entre le studio américain Warner et la Sogescab, qui contrôle Canal Plus Espagne et Canal Satellite Digital, est la reconnaissance du travail de Canal Plus Espagne et de notre position de leader sur le marché.

« Canal Plus fonctionne dans la conquête et le développement des marchés. C'était l'heure de capitaliser et réinvestir »

— En France, le lancement de TPS a-t-il perturbé la progression de Canal Plus et du bouquet CanalSatellite ?

— Premier constat : CanalSatellite est au-dessus des prévisions. Nous avons dépassé les 400 000 abonnés numériques et nous serons largement au-dessus des 500 000 à la fin de l'année. Il est indéniable que le bon lancement de TPS a fouetté nos équipes commerciales qui n'avaient pas jusqu'ici connu la concurrence. Au-delà de cette

adaptation à l'environnement, jamais CanalSatellite ne s'est trouvé un moment en-dessous de ses objectifs. Nous continuons de lancer une chaîne nouvelle par mois. Au cours de la même période, en revanche, Canal Plus a connu une légère augmentation des délabements par rapport à nos prévisions. Il y a eu un décalage de performances en février, mars et début avril. Nous sommes en train de rattraper ce retard. En 1996, le taux était de 7,5 %, il devait s'établir autour de 8,5 % à la fin de 1997 et rejoindre les scores des années 93 et 94 par exemple. Il est exceptionnel que Canal Plus ait pu conserver ce taux une année qui a vu l'apparition d'un concurrent sur le marché de la télévision à péage. D'autant plus que TPS est soutenu par ceux qui représentent 85 % de la télévision en clair. À la fin de 1997, Canal Plus sera dans ses objectifs et aura gagné, comme prévu, près de 100 000 abonnés.

— Craignez-vous comme certains analystes le prétendent, une cannibalisation de Canal Plus par CanalSatellite ?

— Dès lors que nous nous lançons dans CanalSatellite, analogique d'abord, numérique ensuite, il était évident que nous provoquions nous-mêmes une interrogation parmi nos abonnés. Elle se fait plus nourrie avec l'apparition d'un concurrent. L'entrée absolue aurait été, en fait, de ne pas se lancer dans cette aventure. Canal Plus reste la maison mère, là où sont les exclusivités en sport comme en cinéma. En 1996, le coût des programmes de Canal

Plus s'est établi à 3,6 milliards de francs contre environ 700 millions de francs pour CanalSatellite numérique. A nous de faire en sorte que ces 3,6 milliards se voient toujours à l'antenne. Les exclusivités en matière de sport, de cinéma, de documentaires devront rester incontournables pour 9,5 abonnés sur 10 à Canal Plus.

— Pour certains téléspectateurs, CanalSatellite est devenu un concurrent de Canal Plus alors qu'au départ il était un bouquet de complément.

— Non. Canal Plus est le cœur de l'offre, CanalSatellite l'ouverture et la diversification. Si vous aimez le football, les grands matchs sont toujours sur Canal Plus. Les deux dernières journées du championnat de France de football de division un en multiplex en sont le symbole. En plus, il y avait un suspense phénoménal ! L'abonné qui paie 175 francs par mois n'a pas loupé les morceaux de choix.

— Entre Canal Plus, CanalSatellite et TPS, les abonnés arbitrent toujours en faveur de Canal Plus qui offrira toujours les exclusivités. Avec le numérique, au contraire, nous exerçons de plus en plus le métier de distributeur. C'est pour cela que je trouve naturel et sain qu'il y ait de la concurrence. Mais seulement si TPS se donne les moyens de la mener sans agir uniquement au travers du lobbying ou des pressions politiques pour faire passer des réglementations oiseuses. Aux États-Unis et au Canada, les plate-formes numériques essaient d'avoir le maximum de

programmes et de services, y compris les accès directs à Internet, comme Canal Plus le proposera dans quelques mois, mais HBO et Showtime ne se sont jamais aussi bien portées grâce à leurs exclusivités. Pour TPS, le grand rendez-vous commercial se situera à la fin de 1997 ou au début de 1998, lors des réabonnements.

— À cette occasion, il devra décider combien il voudra remettre au pot. Maintenant TPS s'est lancé, comment imaginer qu'il s'arrête ? En ce qui nous concerne, je maintiens l'objectif fixé à deux tiers des abonnés pour CanalSatellite et un tiers pour d'autres opérateurs. Pour nous, c'est une prévision confortable.

— Où en est votre réflexion concernant une chaîne d'information en continu produite par Canal Plus ?

— Le projet est activement mené. Il y a encore un ou deux arbitrages à rendre. Non pas sur la création de la chaîne mais sur le format et l'approche éditoriale. Ce sera chose faite à la fin de l'été, pour une mise en route au plus tard au printemps de 1998. Nous travaillons sur cette chaîne depuis huit mois car le développement du numérique fait qu'un service d'information en continu sera demain indispensable dans la panoplie des programmes proposés aux abonnés.

Propos recueillis par Jean-Jacques Bozonnet, Guy Duthell et Alain Giraudo

La chaîne Histoire sera diffusée en exclusivité sur TPS

ENFIN ! Après des mois d'attentismes, la chaîne Histoire voit le jour. Elle sera diffusée sur les réseaux câblés de Paris de la Lyonnaise Câble dès le 12 juillet, puis à partir de septembre elle sera reprise sur les réseaux de France Télécom et en province. Outre le câble, Histoire sera retransmise en exclusivité au sein du bouquet de programmes numériques Télévision par satellite (TPS). En effet, selon Cyrille du Peloux, directeur général de TPS, le probable retrait de l'exclusivité de France 2 et France 3,

diffusées uniquement sur TPS pour le moment, « ne devrait pas être étendu aux chaînes thématiques de France Télévision ».

La chaîne thématique est contrôlée à 60 % par une holding répartie entre l'Institut national de l'audiovisuel (INA) (10 %), la Sep/Arte (25 %) et France Télévision (25 %). D'autres actionnaires publics et privés sont aussi présents dans le tour de table d'Histoire : France Télécom Multimédias (10 %), Lyonnaise Câble (10 %) et Archimédia, fond d'investissement

ménis du Cam (20 %). Présidé par Gérard Worms, la nouvelle chaîne annonce un budget prévisionnel de 38 millions de francs pour 1998, dont « 25,5 millions de francs seront consacrés aux programmes », et compte atteindre l'équilibre en 2001.

Histoire prévoit d'émettre douze heures par jour, de 13 heures à 1 heure du matin. À l'instar d'autres télévisions thématiques, la grille de la chaîne reprend le principe de la multidiffusion. À l'antenne, chaque programme sera retransmis six fois en quinze jours. Histoire proposera quotidiennement « deux heures de programmes frais ». Dans un premier temps, la chaîne thématique produira seulement deux magazines : « De l'actualité à l'Histoire », présenté par l'historien Marc Ferro, réalisé en collaboration avec Le Monde, et « Le Magazine de l'Histoire », présenté par Patricia Martin. Pour sa programmation, Histoire ne prévoit « pas de limites de genre ». À l'écran, documentaires mais aussi fictions et films devraient se succéder dès lors que le thème de l'Histoire est abordé.

PREMIER PAS

Pour ses premiers pas, la chaîne devrait ainsi programmer un ancien feuilleton « Thibault et les croisades », une série fameuse « Le Pain noir » et des longs-métrages comme Les Guichets du Louvre ou La Prise du pouvoir par Louis XIV. Histoire proposera aussi « des fictions plus récentes », mais ne programmera « aucun direct ». Malgré la présence de l'INA dans son actionariat, Histoire ne devrait pas bénéficier d'un accès privilégié aux archives de l'Institut. « Pour ne pas se rendre coupable de pratiques anticoncurrentielles, Histoire sera traitée comme toutes les autres chaînes thématiques du câble et du satellite », fait savoir l'INA. Cette précision devrait rassurer Planète et d'autres chaînes thématiques du câble et du satellite qui vont se retrouver en concurrence avec Histoire.

Guy Duthell

Des militants du Livre CGT affrontent les forces de l'ordre

DES AFFRONTEMENTS entre des forces de gendarmerie et quelque 250 ouvriers du Livre CGT, pour la plupart ouvriers des Nouvelles messageries de la presse parisienne (NMPP), ont eu lieu en fin d'après-midi, mercredi 9 juillet, à proximité d'une « plate-forme de secours » installée à Poncey (Seine-et-Marne) par les NMPP. Ces affrontements, avec jets de pierres et de fumigènes selon la gendarmerie, se sont soldés par une demi-douzaine de blessés.

La gendarmerie a dénombré trois blessés dans ses rangs — dont un par un coup de couteau —, qui ont été soignés à l'hôpital de Fontainebleau. Les manifestants nient avoir utilisé une arme blanche : « Nous avons été provoqués. Des coups de poing ont été échangés, et nous nous sommes battus au corps à corps. Trois d'entre nous ont été blessés », a indiqué un porte-parole du Livre CGT. Après ces affrontements, des camions transportant quantité d'exemplaires d'hebdomadaires ont pu quitter les lieux.

Les militants du Livre CGT soutiennent les salariés des NMPP en conflit, depuis le 17 juin, avec la direction de l'entreprise de messageries qui a décidé de modifier l'organisation du travail dans deux centres de tri et d'expédition des journaux en Ile-de-France, Rungis et Saint-Denis. Ces deux centres étant bloqués, les NMPP ont mis en place dans la région parisienne des « plate-formes de secours » (camions ou hangars) comme celle de Poncey.

C'est notamment la modification de leurs horaires de travail à l'occasion de cette nouvelle organisation, fixée par la direction au lundi 7 juillet, qui a incité les salariés des NMPP à mener depuis trois semaines de nombreuses « actions commandos », notamment chez des prestataires de presse, détruisant des centaines de milliers d'exemplaires de magazines, ou bloquant la parution des quotidiens nationaux comme cela fut le cas mardi 8 juillet (Le Monde du 10 juillet). Le conseil de

gestion des NMPP qui rappelle qu'il représente « 800 éditeurs et 2 500 titres », a condamné fermement, mercredi 9 juillet, « les agissements, destructions de journaux et de matériels, actes de violence et occupations de locaux, commis depuis trois semaines par un groupe d'ouvriers du Livre CGT ». Dans un communiqué, il demande « que soit rétabli, dans les plus brefs délais, par voie de justice si nécessaire, le respect de la liberté de travail ».

« NE PAS CÉDER AU CHANTAGE »
« Pleinement solidaires de la direction générale des NMPP », les représentants des éditeurs rappellent « la nécessité d'appliquer le plan de modernisation des NMPP ».

signé par le CGT en 1993 et encore confirmé le 9 janvier dernier » et indiquent avoir saisi le ministre de la culture et de la communication « pour demander aux pouvoirs publics de veiller au respect de l'état de droit ».

De son côté, le Syndicat de la presse magazine et d'information (SPMI), regroupant les éditeurs de magazines, a affirmé son opposition « à toute forme d'intimidation et de chantage ». Le SPMI précise que les « éditeurs les plus durement touchés par ces "expéditions" ont décidé de porter plainte » devant le tribunal de grande instance de Paris, « afin de montrer leur détermination à ne pas céder, par fourniture interposée, au chantage ».

France 2 a enregistré un lourd déficit en 1996

LES COMPTES de France 2, publiés mercredi 9 juillet, accusent un déficit net de 199,3 millions de francs, malgré des recettes nettes de 4,489 milliards de francs en légère hausse (2,6 %). L'exercice 1995 s'était conclu par un bénéfice de 60,7 millions de francs. La chaîne explique ce déficit par « le poids de deux événements sportifs exceptionnels » (Euro 96 de football et Jeux olympiques), et surtout par des provisions importantes (supérieures de 225 millions de francs à celles de 1995) « pour une dépréciation des stocks de programmes constatée à l'issue d'un examen rigoureux et systématique » et pour « les projets de développement », en particulier la participation au bouquet numérique TPS.

■ **TÉLÉVISION** : LA CLT-UFA a annoncé, mercredi 9 juillet, la signature d'une licence d'exploitation de MTV2, chaîne hertzienne hongroise, récemment privatisée. Magyar RTL Televisio, consortium contrôlé par la CLT-UFA (49 %), Matav, opérateur hongrois du téléphone (25 %), le groupe Pearson (20 %) et Unik Bank (6 %), exploitera MTV2, rebaptisée RTL Klub, contre une redevance annuelle d'environ 26 millions de francs.

■ **Jean-Baptiste Jouy** est nommé directeur général de l'antenne et des programmes de Paris Première. Jusque-là directeur adjoint en charge de la programmation musicale de M 6, il remplace Alexandre Michelin nommé directeur des programmes numériques de Canal-Satellite.

■ **PRESSE** : Anne-Marie Condorc, ancien ministre (RPR) délégué pour l'emploi du gouvernement d'Alain Juppé, a été nommée, mercredi 9 juillet, directrice générale du groupe Hachette Filipacchi Media, dont elle avait déjà occupé des fonctions de direction entre 1982 et 1995. Elle assurera la présidence de la SNC Edil Sept, société qui réunit les magazines, et prendra ses fonctions le 15 septembre.

■ **Thierry Verret**, directeur de L'Événement du Jeudi, nous précise, à propos des tensions qui ont secoué la rédaction de son hebdomadaire la semaine dernière (Le Monde du 8 juillet) que « la vente ou numéro de l'EDJ est en progression de 20 % sur le mois de juin 1997 par rapport à juin 1996 » et que « sur le premier trimestre la pagination publicitaire est en hausse de 28 % ».

36 15 Blitz

LA PASSION DES ÉCHECS POUR TOUS SAVOIR

- JOUEZ EN DIRECT OU EN DIFFÉRÉ
- Contre l'ordinateur ou un joueur
- SUIVEZ EN DIRECT TOUS LES TOURNOIS
- Consultez l'ACTUALITÉ MONDIALE
- ÉCRIVEZ-NOUS
- EXPRIMEZ-VOUS SUR NOTRE TRIBUNE

36 15 Blitz

UN GRAND MAÎTRE À DOMICILE

2,23 Fin S&A

...the ...
...the ...
...the ...

L'âge d'or des internautes

Les auteurs d'un dossier de science-fiction économique, publié dans la revue américaine « Wired », consacrée aux technologies de pointe, anticipent avec optimisme les vingt-cinq années à venir

L'IMAGE est explicite : un globe terrestre - centré sur les États-Unis - se fend d'un large sillon, la fleur aux dents. A la « une » du dernier numéro du mensuel américain *Wired* (« branché », en français), dédié à la technologie numérique, la planète est optimiste, puisqu'elle est entrée dans une phase d'expansion économique durable. Dans une saga d'une quinzaine de pages de science-fiction économique, Peter Schwartz et Peter Leyden expliquent très sérieusement que nous entrions dans les premières années du meilleur des mondes. Quand, en 2020, la date-butoir de leur anticipation, les historiens se pencheront sur l'expansionnel quart de siècle qui viendra de s'achever, ils relèveront qu'un commencement de cette « abondance nouvelle » était... l'ordinateur et Internet.

Selon Schwartz et Leyden, ces outils modernes alliés au triomphe du libre-échange ont donné un mélange explosif, à la base de ce boom économique, « en alimentant la croissance de façon classique par la création d'emplois, mais aussi par d'autres biais moins directs », comme, à titre d'exemple, la télévision numérique et le commerce électronique naissants.

Mais la révolution, qui, d'après Louis Rossetto et Jane Metcalfe, les deux créateurs de *Wired*, sera technologique ou ne sera pas, ne s'arrêtera pas là. D'autres inventions pousseront et nourriront la croissance : les biotechnologies, avec notamment les organismes génétiquement modifiés et les recherches sur le génome humain, donneront un coup de fouet à l'agriculture et à la médecine. « Aux environs de 2005, les animaux seront utilisés pour développer des organes qui pourront être

greffés sur des humains ». Et, à partir de 2015, viendra l'heure des nanotechnologies, ces minuscules machines qui iront réparer, sans même qu'on s'en aperçoive, les cellules défectueuses de notre corps.

L'avantage de ces industries de pointe est qu'elles ne dégradent pas l'environnement, contrairement aux techniques



polluantes qui les ont précédées. Le XXI^e siècle verra la fin programmée des énergies fossiles, remplacées par un carburant propre et peu coûteux puisqu'il s'agit de l'atome le plus abondant dans l'univers : l'hydrogène. Déjà utilisé pour les moteurs des fusées, il modifiera de fond en comble l'industrie de l'automobile qui devra de toute façon, ajoutent les auteurs du dossier, se réorganiser pour absorber la demande de... deux milliards de Chinois. Grâce à cette manne asiatique, la croissance atteindra le score inédit de 6 % par an et la richesse mondiale, à ce rythme fou, doublera en douze ans. Et, on peut rêver, l'intégration de nouvelles technologies mettra fin au cercle vicieux de la pauvreté, de la haine et du repli sur soi.

En 2008, les Américains éliront leur président de chez eux, grâce au vote électronique. En 2020, la

plupart des gens vivront cent ans et quatre astronautes - soyons précis - représentant la planète Terre mettront le pied sur Mars devant les yeux ébahis de onze milliards de télespectateurs et internautes. A l'instar des plus belles constructions de l'esprit, tout s'enchaîne à merveille.

Où, tout cela se réalisera, le règne d'*Homo superior* sur la Terre est annoncé... Si un refroidissement entre les États-Unis et la Chine n'a pas lieu, si la Russie ne tombe pas sous la coupe de la mafia, si l'Union européenne tient ses promesses, si les technologies sont vraiment au rendez-vous et, enfin, si les hommes choisissent cette voie optimiste du progrès. Mais, comme le font remarquer Schwartz et Leyden, « il se pourrait juste qu'ils ne le fassent pas... »

Pierre Barthélémy

EN VUE

■ Christopher, trente-quatre ans, fils de Robert et d'Ethel Kennedy, précise, dans une interview à l'hebdomadaire *Vanity Fair* : « Dans la période la plus sombre - les années 1970-1980 - nous étions au moins huit ou neuf - frères, cousins, épouses Kennedy - à s'embrasser dans la maison. C'était alors plus facile d'organiser entre nous une rencontre d'alcooliques anonymes qu'une partie de foot. »

■ Le maire d'Oxford, la ville du Mississippi où vécut pendant cinquante-sept ans William Faulkner, vient de faire scier la magnolia du jardin public, orgueil des habitants, pour élever à sa place une statue du grand homme. La fille de l'écrivain est la première à protester. D'après Jill Faulkner, qui aimait les arbres et provoquait en leur compagnie les gens d'Oxford - il lui arrivait de s'asseoir ivre et un sous un cèdre de la grande-place -, « d'aurait pas admis cette « atteinte à son intimité ».

Quant à Murray, la nièce, elle menace purement et simplement de dynamiter le monument.

■ Dans le port de Cartagena, en Colombie, des enfants de dix ans s'entraînent au combat de rue en se faisant la main sur des ânes et de vieux chevaux. Depuis un mois, ils ont poignardé un bandet, aspergé d'acide une mule, cassé les jambes d'une haridelle, tuant de leurs mains une vingtaine de bêtes. Dans l'Ouest parisien, trois garçons, âgés de dix à douze ans, assommaient à coups de gourdin les chiens de garde pour cambrioler des pavillons aux Andelys (Eure). Après s'être emparés de six oiseaux dans une cage, ils ont obligé une vieille dame qui aimait leur chant à les racheter au prix de 20 francs l'unité.

DANS LA PRESSE

BFM
Philippe Alexandre
■ Le lien entre les magistrats du parquet et le gouvernement est maintenu. On change les mots. Mais il existe dans notre pays, depuis le régime de Vichy, une si tenace tradition d'obéissance des magistrats au pouvoir qu'on ne l'effacera pas d'un trait de plume, au demeurant légal. Il n'y a pas de texte qui puisse obliger des personnes, des fonctionnaires, à l'indépendance et au courage. Une

fois de plus, hélas !, c'est la liberté ou plutôt le pouvoir de la presse qui va subir des limitations. Or dans toutes les « affaires » qui ont submergé l'actualité judiciaire depuis une dizaine d'années, la presse - et l'on me permettra de préciser - la presse écrite a joué le rôle de détonateur.

RIT
Michèle Cotta
■ Sans doute ses amis politiques, aujourd'hui dans l'opposition, ressentent-ils une frustration particulière en voyant leur président

sourire au côté de Lionel Jospin, déjeuner dans un pub américain avec Hubert Védrine ou échanger des regards complices avec Martine Aubry. On aurait tort, pourtant, de penser que la concorde, le consensus se sont installés durablement au sommet de l'État. D'abord parce que franchement, on voit mal quelle autre attitude Jacques Chirac pourrait adopter alors que la cohabitation commence à peine. Faire la tête aux nouveaux gouvernements ? Outre cela serait discourtois, ce serait sans doute mal compris par les Français qui seraient les pre-

miers à le trouver mauvais joueur. Autant faire, au moins en apparence, contre mauvaise fortune bon cœur. Mais sur le fond, l'idylle est loin d'être consommée.

LIBÉRATION
Pierre Briant
■ Il ne faut pas gratter beaucoup le vernis précostruit du langage obligatoire pour discerner, chez Claude Allègre, comme une petite mosaïque qui pourrait nous changer agréablement des ronrons longtemporeux du corporatisme et de l'immobilisme. Dans tout ce

que dit Allègre, on discerne en effet les prémices d'un bon sens assuré et d'un authentique esprit révolutionnaire (d'abord parce qu'il affirme avec un grand calme qu'il peut changer l'éducation sans exiger une augmentation de son budget). C'est peut-être ici d'ailleurs le bon sens qui est révolutionnaire, avec cette certitude affichée entre les lignes que c'est par l'éducation qu'on lutte le plus efficacement contre les inégalités, et qu'un système éducatif, quel qu'il soit, se juge d'abord à ses résultats. Il faut espérer qu'Allègre dure.

TF 1

13.50 Les Feux de l'Amour.
14.40 Hooker. Série.
15.35 Côte Ouest. Feuilleton.
16.30 21 Jump Street. Série.
17.25 Extrême limite. Série.
18.00 Les Années folles. Série.
18.25 All About. Jeu.
19.00 Moksha. Feuilleton.
19.50 et 20.40 Météo.
20.00 Journal.
L'image du jour.

20.44

1, 2, 3, SÉRIES

20.45 Walker Texas Ranger.
L'enfant sacré.
21.30 Les Dessous de Palm Beach. O 20.
Paroles de cœur.
22.25 La Ville du grand secret. O.
Cupidon.

DE PLUS EN PLUS

Magazine.
Invité : Marc Joffe.
0.45 et 1.55, 3.00, 4.05, 4.45 TF1 nuit.
0.55 Histoires naturelles.
Drôles d'animaux.
(60 min.) 9117305

2.30 Histoires naturelles. Documentaire. 4.35 Musique. Concert (20 min.).

France 2

13.45 En attendant le Tour.
(75 min.) 1856184
15.00 Le Tour de France.
En direct (87 épreuves).
« Le Blanc » Marianne.
(145 min.) 5121888
17.25 Vélô club. Magazine.
18.45 Passe à ton voisin. Jeu.
19.20 Qui est qui ? Jeu.
19.55 Au nom du sport.
20.00 Journal. Météo.

20.55

SUSPECT NUMÉRO 1

Opération Nalae.
Téléfilm O de John Strickland.
avec Helen Mirren.
Cécile Sorel.
(120 min.) 7203988
7203989
Le corps d'une femme non identifiée est découvert dans un jardin du quartier japonais de Londres. L'inspectrice en chef Tennison est chargée de l'enquête, rendue difficile par l'hostilité des habitants envers une police « blanche » et jugée raciste. Les pressions se multiplient, les interrogatoires se succèdent, un homme s'occupe. Mais l'enquête n'a-t-elle pas été menée trop vite et dans un climat trop passionnel ?

0.45 Journal. Météo.
0.40 Les Routiers. Série.
1.30 Le Tour de France. Rediffusion de l'épisode du jour : Le Blanc-Mantonnat.
2.40 Les Gachets. Téléfilm de Franco Rossi, avec Massimo Ranieri, Stéphane Bernasconi, 2001 (75 min.) 548024
3.55 Zen. Documentaire. (12) La voie de l'éveil. 4.55 Zen. Documentaire. (20) L'art et le zen. 5.30 Cocodrilles. Documentaire (20 min.).

1.30 Le Tour de France. Rediffusion de l'épisode du jour : Le Blanc-Mantonnat.
2.40 Les Gachets. Téléfilm de Franco Rossi, avec Massimo Ranieri, Stéphane Bernasconi, 2001 (75 min.) 548024
3.55 Zen. Documentaire. (12) La voie de l'éveil. 4.55 Zen. Documentaire. (20) L'art et le zen. 5.30 Cocodrilles. Documentaire (20 min.).

1.30 Le Tour de France. Rediffusion de l'épisode du jour : Le Blanc-Mantonnat.
2.40 Les Gachets. Téléfilm de Franco Rossi, avec Massimo Ranieri, Stéphane Bernasconi, 2001 (75 min.) 548024
3.55 Zen. Documentaire. (12) La voie de l'éveil. 4.55 Zen. Documentaire. (20) L'art et le zen. 5.30 Cocodrilles. Documentaire (20 min.).

1.30 Le Tour de France. Rediffusion de l'épisode du jour : Le Blanc-Mantonnat.
2.40 Les Gachets. Téléfilm de Franco Rossi, avec Massimo Ranieri, Stéphane Bernasconi, 2001 (75 min.) 548024
3.55 Zen. Documentaire. (12) La voie de l'éveil. 4.55 Zen. Documentaire. (20) L'art et le zen. 5.30 Cocodrilles. Documentaire (20 min.).

1.30 Le Tour de France. Rediffusion de l'épisode du jour : Le Blanc-Mantonnat.
2.40 Les Gachets. Téléfilm de Franco Rossi, avec Massimo Ranieri, Stéphane Bernasconi, 2001 (75 min.) 548024
3.55 Zen. Documentaire. (12) La voie de l'éveil. 4.55 Zen. Documentaire. (20) L'art et le zen. 5.30 Cocodrilles. Documentaire (20 min.).

1.30 Le Tour de France. Rediffusion de l'épisode du jour : Le Blanc-Mantonnat.
2.40 Les Gachets. Téléfilm de Franco Rossi, avec Massimo Ranieri, Stéphane Bernasconi, 2001 (75 min.) 548024
3.55 Zen. Documentaire. (12) La voie de l'éveil. 4.55 Zen. Documentaire. (20) L'art et le zen. 5.30 Cocodrilles. Documentaire (20 min.).

1.30 Le Tour de France. Rediffusion de l'épisode du jour : Le Blanc-Mantonnat.
2.40 Les Gachets. Téléfilm de Franco Rossi, avec Massimo Ranieri, Stéphane Bernasconi, 2001 (75 min.) 548024
3.55 Zen. Documentaire. (12) La voie de l'éveil. 4.55 Zen. Documentaire. (20) L'art et le zen. 5.30 Cocodrilles. Documentaire (20 min.).

1.30 Le Tour de France. Rediffusion de l'épisode du jour : Le Blanc-Mantonnat.
2.40 Les Gachets. Téléfilm de Franco Rossi, avec Massimo Ranieri, Stéphane Bernasconi, 2001 (75 min.) 548024
3.55 Zen. Documentaire. (12) La voie de l'éveil. 4.55 Zen. Documentaire. (20) L'art et le zen. 5.30 Cocodrilles. Documentaire (20 min.).

1.30 Le Tour de France. Rediffusion de l'épisode du jour : Le Blanc-Mantonnat.
2.40 Les Gachets. Téléfilm de Franco Rossi, avec Massimo Ranieri, Stéphane Bernasconi, 2001 (75 min.) 548024
3.55 Zen. Documentaire. (12) La voie de l'éveil. 4.55 Zen. Documentaire. (20) L'art et le zen. 5.30 Cocodrilles. Documentaire (20 min.).

1.30 Le Tour de France. Rediffusion de l'épisode du jour : Le Blanc-Mantonnat.
2.40 Les Gachets. Téléfilm de Franco Rossi, avec Massimo Ranieri, Stéphane Bernasconi, 2001 (75 min.) 548024
3.55 Zen. Documentaire. (12) La voie de l'éveil. 4.55 Zen. Documentaire. (20) L'art et le zen. 5.30 Cocodrilles. Documentaire (20 min.).

1.30 Le Tour de France. Rediffusion de l'épisode du jour : Le Blanc-Mantonnat.
2.40 Les Gachets. Téléfilm de Franco Rossi, avec Massimo Ranieri, Stéphane Bernasconi, 2001 (75 min.) 548024
3.55 Zen. Documentaire. (12) La voie de l'éveil. 4.55 Zen. Documentaire. (20) L'art et le zen. 5.30 Cocodrilles. Documentaire (20 min.).

1.30 Le Tour de France. Rediffusion de l'épisode du jour : Le Blanc-Mantonnat.
2.40 Les Gachets. Téléfilm de Franco Rossi, avec Massimo Ranieri, Stéphane Bernasconi, 2001 (75 min.) 548024
3.55 Zen. Documentaire. (12) La voie de l'éveil. 4.55 Zen. Documentaire. (20) L'art et le zen. 5.30 Cocodrilles. Documentaire (20 min.).

1.30 Le Tour de France. Rediffusion de l'épisode du jour : Le Blanc-Mantonnat.
2.40 Les Gachets. Téléfilm de Franco Rossi, avec Massimo Ranieri, Stéphane Bernasconi, 2001 (75 min.) 548024
3.55 Zen. Documentaire. (12) La voie de l'éveil. 4.55 Zen. Documentaire. (20) L'art et le zen. 5.30 Cocodrilles. Documentaire (20 min.).

1.30 Le Tour de France. Rediffusion de l'épisode du jour : Le Blanc-Mantonnat.
2.40 Les Gachets. Téléfilm de Franco Rossi, avec Massimo Ranieri, Stéphane Bernasconi, 2001 (75 min.) 548024
3.55 Zen. Documentaire. (12) La voie de l'éveil. 4.55 Zen. Documentaire. (20) L'art et le zen. 5.30 Cocodrilles. Documentaire (20 min.).

1.30 Le Tour de France. Rediffusion de l'épisode du jour : Le Blanc-Mantonnat.
2.40 Les Gachets. Téléfilm de Franco Rossi, avec Massimo Ranieri, Stéphane Bernasconi, 2001 (75 min.) 548024
3.55 Zen. Documentaire. (12) La voie de l'éveil. 4.55 Zen. Documentaire. (20) L'art et le zen. 5.30 Cocodrilles. Documentaire (20 min.).

1.30 Le Tour de France. Rediffusion de l'épisode du jour : Le Blanc-Mantonnat.
2.40 Les Gachets. Téléfilm de Franco Rossi, avec Massimo Ranieri, Stéphane Bernasconi, 2001 (75 min.) 548024
3.55 Zen. Documentaire. (12) La voie de l'éveil. 4.55 Zen. Documentaire. (20) L'art et le zen. 5.30 Cocodrilles. Documentaire (20 min.).

1.30 Le Tour de France. Rediffusion de l'épisode du jour : Le Blanc-Mantonnat.
2.40 Les Gachets. Téléfilm de Franco Rossi, avec Massimo Ranieri, Stéphane Bernasconi, 2001 (75 min.) 548024
3.55 Zen. Documentaire. (12) La voie de l'éveil. 4.55 Zen. Documentaire. (20) L'art et le zen. 5.30 Cocodrilles. Documentaire (20 min.).

1.30 Le Tour de France. Rediffusion de l'épisode du jour : Le Blanc-Mantonnat.
2.40 Les Gachets. Téléfilm de Franco Rossi, avec Massimo Ranieri, Stéphane Bernasconi, 2001 (75 min.) 548024
3.55 Zen. Documentaire. (12) La voie de l'éveil. 4.55 Zen. Documentaire. (20) L'art et le zen. 5.30 Cocodrilles. Documentaire (20 min.).

1.30 Le Tour de France. Rediffusion de l'épisode du jour : Le Blanc-Mantonnat.
2.40 Les Gachets. Téléfilm de Franco Rossi, avec Massimo Ranieri, Stéphane Bernasconi, 2001 (75 min.) 548024
3.55 Zen. Documentaire. (12) La voie de l'éveil. 4.55 Zen. Documentaire. (20) L'art et le zen. 5.30 Cocodrilles. Documentaire (20 min.).

1.30 Le Tour de France. Rediffusion de l'épisode du jour : Le Blanc-Mantonnat.
2.40 Les Gachets. Téléfilm de Franco Rossi, avec Massimo Ranieri, Stéphane Bernasconi, 2001 (75 min.) 548024
3.55 Zen. Documentaire. (12) La voie de l'éveil. 4.55 Zen. Documentaire. (20) L'art et le zen. 5.30 Cocodrilles. Documentaire (20 min.).

1.30 Le Tour de France. Rediffusion de l'épisode du jour : Le Blanc-Mantonnat.
2.40 Les Gachets. Téléfilm de Franco Rossi, avec Massimo Ranieri, Stéphane Bernasconi, 2001 (75 min.) 548024
3.55 Zen. Documentaire. (12) La voie de l'éveil. 4.55 Zen. Documentaire. (20) L'art et le zen. 5.30 Cocodrilles. Documentaire (20 min.).

1.30 Le Tour de France. Rediffusion de l'épisode du jour : Le Blanc-Mantonnat.
2.40 Les Gachets. Téléfilm de Franco Rossi, avec Massimo Ranieri, Stéphane Bernasconi, 2001 (75 min.) 548024
3.55 Zen. Documentaire. (12) La voie de l'éveil. 4.55 Zen. Documentaire. (20) L'art et le zen. 5.30 Cocodrilles. Documentaire (20 min.).

1.30 Le Tour de France. Rediffusion de l'épisode du jour : Le Blanc-Mantonnat.
2.40 Les Gachets. Téléfilm de Franco Rossi, avec Massimo Ranieri, Stéphane Bernasconi, 2001 (75 min.) 548024
3.55 Zen. Documentaire. (12) La voie de l'éveil. 4.55 Zen. Documentaire. (20) L'art et le zen. 5.30 Cocodrilles. Documentaire (20 min.).

1.30 Le Tour de France. Rediffusion de l'épisode du jour : Le Blanc-Mantonnat.
2.40 Les Gachets. Téléfilm de Franco Rossi, avec Massimo Ranieri, Stéphane Bernasconi, 2001 (75 min.) 548024
3.55 Zen. Documentaire. (12) La voie de l'éveil. 4.55 Zen. Documentaire. (20) L'art et le zen. 5.30 Cocodrilles. Documentaire (20 min.).

1.30 Le Tour de France. Rediffusion de l'épisode du jour : Le Blanc-Mantonnat.
2.40 Les Gachets. Téléfilm de Franco Rossi, avec Massimo Ranieri, Stéphane Bernasconi, 2001 (75 min.) 548024
3.55 Zen. Documentaire. (12) La voie de l'éveil. 4.55 Zen. Documentaire. (20) L'art et le zen. 5.30 Cocodrilles. Documentaire (20 min.).

1.30 Le Tour de France. Rediffusion de l'épisode du jour : Le Blanc-Mantonnat.
2.40 Les Gachets. Téléfilm de Franco Rossi, avec Massimo Ranieri, Stéphane Bernasconi, 2001 (75 min.) 548024
3.55 Zen. Documentaire. (12) La voie de l'éveil. 4.55 Zen. Documentaire. (20) L'art et le zen. 5.30 Cocodrilles. Documentaire (20 min.).

1.30 Le Tour de France. Rediffusion de l'épisode du jour : Le Blanc-Mantonnat.
2.40 Les Gachets. Téléfilm de Franco Rossi, avec Massimo Ranieri, Stéphane Bernasconi, 2001 (75 min.) 548024
3.55 Zen. Documentaire. (12) La voie de l'éveil. 4.55 Zen. Documentaire. (20) L'art et le zen. 5.30 Cocodrilles. Documentaire (20 min.).

1.30 Le Tour de France. Rediffusion de l'épisode du jour : Le Blanc-Mantonnat.
2.40 Les Gachets. Téléfilm de Franco Rossi, avec Massimo Ranieri, Stéphane Bernasconi, 2001 (75 min.) 548024
3.55 Zen. Documentaire. (12) La voie de l'éveil. 4.55 Zen. Documentaire. (20) L'art et le zen. 5.30 Cocodrilles. Documentaire (20 min.).

1.30 Le Tour de France. Rediffusion de l'épisode du jour : Le Blanc-Mantonnat.
2.40 Les Gachets. Téléfilm de Franco Rossi, avec Massimo Ranieri, Stéphane Bernasconi, 2001 (75 min.) 548024
3.55 Zen. Documentaire. (12) La voie de l'éveil. 4.55 Zen. Documentaire. (20) L'art et le zen. 5.30 Cocodrilles. Documentaire (20 min.).

1.30 Le Tour de France. Rediffusion de l'épisode du jour : Le Blanc-Mantonnat.
2.40 Les Gachets. Téléfilm de Franco Rossi, avec Massimo Ranieri, Stéphane Bernasconi, 2001 (75 min.) 548024
3.55 Zen. Documentaire. (12) La voie de l'éveil. 4.55 Zen. Documentaire. (20) L'art et le zen. 5.30 Cocodrilles. Documentaire (20 min.).

1.30 Le Tour de France. Rediffusion de l'épisode du jour : Le Blanc-Mantonnat.
2.40 Les Gachets. Téléfilm de Franco Rossi, avec Massimo Ranieri, Stéphane Bernasconi, 2001 (75 min.) 548024
3.55 Zen. Documentaire. (12) La voie de l'éveil. 4.55 Zen. Documentaire. (20) L'art et le zen. 5.30 Cocodrilles. Documentaire (20 min.).

1.30 Le Tour de France. Rediffusion de l'épisode du jour : Le Blanc-Mantonnat.
2.40 Les Gachets. Téléfilm de Franco Rossi, avec Massimo Ranieri, Stéphane Bernasconi, 2001 (75 min.) 548024
3.55 Zen. Documentaire. (12) La voie de l'éveil. 4.55 Zen. Documentaire. (20) L'art et le zen. 5.30 Cocodrilles. Documentaire (20 min.).

1.30 Le Tour de France. Rediffusion de l'épisode du jour : Le Blanc-Mantonnat.
2.40 Les Gachets. Téléfilm de Franco Rossi, avec Massimo Ranieri, Stéphane Bernasconi, 2001 (75 min.) 548024
3.55 Zen. Documentaire. (12) La voie de l'éveil. 4.55 Zen. Documentaire. (20) L'art et le zen. 5.30 Cocodrilles. Documentaire (20 min.).

1.30 Le Tour de France. Rediffusion de l'épisode du jour : Le Blanc-Mantonnat.
2.40 Les Gachets. Téléfilm de Franco Rossi, avec Massimo Ranieri, Stéphane Bernasconi, 2001 (75 min.) 548024
3.55 Zen. Documentaire. (12) La voie de l'éveil. 4.55 Zen. Documentaire. (20) L'art et le zen. 5.30 Cocodrilles. Documentaire (20 min.).

1.30 Le Tour de France. Rediffusion de l'épisode du jour : Le Blanc-Mantonnat.
2.40 Les Gachets. Téléfilm de Franco Rossi, avec Massimo Ranieri, Stéphane Bernasconi, 2001 (75 min.) 548024
3.55 Zen. Documentaire. (12) La voie de l'éveil. 4.55 Zen. Documentaire. (20) L'art et le zen. 5.30 Cocodrilles. Documentaire (20 min.).

1.30 Le Tour de France. Rediffusion de l'épisode du jour : Le Blanc-Mantonnat.
2.40 Les Gachets. Téléfilm de Franco Rossi, avec Massimo Ranieri, Stéphane Bernasconi, 2001 (75 min.) 548024
3.55 Zen. Documentaire. (12) La voie de l'éveil. 4.55 Zen. Documentaire. (20) L'art et le zen. 5.30 Cocodrilles. Documentaire (20 min.).

1.30 Le Tour de France. Rediffusion de l'épisode du jour : Le Blanc-Mantonnat.
2.40 Les Gachets. Téléfilm de Franco Rossi, avec Massimo Ranieri, Stéphane Bernasconi, 2001 (75 min.) 548024
3.55 Zen. Documentaire. (12) La voie de l'éveil. 4.55 Zen. Documentaire. (20) L'art et le zen. 5.30 Cocodrilles. Documentaire (20 min.).

1.30 Le Tour de France. Rediffusion de l'épisode du jour : Le Blanc-Mantonnat.
2.40 Les Gachets. Téléfilm de Franco Rossi, avec Massimo Ranieri, Stéphane Bernasconi, 2001 (75 min.) 548024
3.55 Zen. Documentaire. (12) La voie de l'éveil. 4.55 Zen. Documentaire. (20) L'art et le zen. 5.30 Cocodrilles. Documentaire (20 min.).

1.30 Le Tour de France. Rediffusion de l'épisode du jour : Le Blanc-Mantonnat.
2.40 Les Gachets. Téléfilm de Franco Rossi, avec Massimo Ranieri, Stéphane Bernasconi, 2001 (75 min.) 548024
3.55 Zen. Documentaire. (12) La voie de l'éveil. 4.55 Zen. Documentaire. (20) L'art et le zen. 5.30 Cocodrilles. Documentaire (20 min.).

1.30 Le Tour de France. Rediffusion de l'épisode du jour : Le Blanc-Mantonnat.
2.40 Les Gachets. Téléfilm de Franco Rossi, avec Massimo Ranieri, Stéphane Bernasconi, 2001 (75 min.) 548024
3.55 Zen. Documentaire. (12) La voie de l'éveil. 4.55 Zen. Documentaire. (20) L'art et le zen. 5.30 Cocodrilles. Documentaire (20 min.).

1.30 Le Tour de France. Rediffusion de l'épisode du jour : Le Blanc-Mantonnat.
2.40 Les Gachets. Téléfilm de Franco Rossi, avec Massimo Ranieri, Stéphane Bernasconi, 2001 (75 min.) 548024
3.55 Zen. Documentaire. (12) La voie de l'éveil. 4.55 Zen. Documentaire. (20) L'art et le zen. 5.30 Cocodrilles. Documentaire (20 min.).

1.30 Le Tour de France. Rediffusion de l'épisode du jour : Le Blanc-Mantonnat.
2.40 Les Gachets. Téléfilm de Franco Rossi, avec Massimo Ranieri, Stéphane Bernasconi, 2001 (75 min.) 548024
3.55 Zen. Documentaire. (12) La voie de l'éveil. 4.55 Zen. Documentaire. (20) L'art et le zen. 5.30 Cocodrilles. Documentaire (20 min.).

1.30 Le Tour de France. Rediffusion de l'épisode du jour : Le Blanc-Mantonnat.
2.40 Les Gachets. Téléfilm de Franco Rossi, avec Massimo Ranieri, Stéphane Bernasconi, 2001 (75 min.) 548024
3.55 Zen. Documentaire. (12) La voie de l'éveil. 4.55 Zen. Documentaire. (20) L'art et le zen. 5.30 Cocodrilles. Documentaire (20 min.).

1.30 Le Tour de France. Rediffusion de l'épisode du jour : Le Blanc-Mantonnat.
2.40 Les Gachets. Téléfilm de Franco Rossi, avec Massimo Ranieri, Stéphane Bernasconi, 2001 (75 min.) 548024
3.55 Zen. Documentaire. (12) La voie de l'éveil. 4.55 Zen. Documentaire. (20) L'art et le zen. 5.30 Cocodrilles. Documentaire (20 min.).

1.30 Le Tour de France. Rediffusion de l'épisode du jour : Le Blanc-Mantonnat.
2.40 Les Gachets. Téléfilm de Franco Rossi, avec Massimo Ranieri, Stéphane Bernasconi, 2001 (75 min.) 548024
3.55 Zen. Documentaire. (12) La voie de l'éveil. 4.55 Zen. Documentaire. (20) L'art et le zen. 5.30 Cocodrilles. Documentaire (20 min.).

1.30 Le Tour de France. Rediffusion de l'épisode du jour : Le Blanc-Mantonnat.
2.40 Les Gachets. Téléfilm de Franco Rossi, avec Massimo Ranieri, Stéphane Bernasconi, 2001 (75 min.) 548024
3.55 Zen. Documentaire. (12) La voie de l'éveil. 4.55 Zen. Documentaire. (20) L'art et le zen. 5.30 Cocodrilles. Documentaire (20 min.).

1.30 Le Tour de France. Rediffusion de l'épisode du jour : Le Blanc-Mantonnat.
2.40 Les Gachets. Téléfilm de Franco Rossi, avec Massimo Ranieri, Stéphane Bernasconi, 2001 (75 min.) 548024
3.55 Zen. Documentaire. (12) La voie de l'éveil. 4.55 Zen. Documentaire. (20) L'art et le zen. 5.30 Cocodrilles. Documentaire (20 min.).

1.30 Le Tour de France. Rediffusion de l'épisode du jour : Le Blanc-Mantonnat.
2.40 Les Gachets. Téléfilm de Franco Rossi, avec Massimo Ranieri, Stéphane Bernasconi, 2001 (75 min.) 548024
3.55 Zen. Documentaire. (12) La voie de l'éveil. 4.55 Zen. Documentaire. (20) L'art et le zen. 5.30 Cocodrilles. Documentaire (20 min.).

France 3

18.20 Questions pour un champion. Jeu.
18.5

هكذا من الأهل

Le Monde

VENDREDI 11 JUILLET 1997

Et, dans le rôle de Iago...

par Pierre Georges

IL FAUT, dans toute dramaturgie qui se respecte, qu'un acteur se dévoue pour le rôle de Iago. Un petit génie du mal, de la domination et de la trahison. Nicolas Sarkozy, à son corps défendant, fait un assez joli Iago.

Le traître, l'affreux, le vilain pas beau, le fossoyeur de la campagne des Compagnons, l'âme damnée de l'« étranger ottoman », qu'est-ce qu'il préside, le député et maître de Neuilly ? Parfois, animé par de médiocres jalousies, on dit de quelquel'un « qu'il n'y en a que pour lui ! » De Nicolas Sarkozy, le théâtre aux armées RPR nous ferait plutôt penser qu'il n'y en a que contre lui !

Quelle ire, quelle haine, quelle exquise représentation ! Entre chaque organisée et bafées à répétitions. Qui a perdu les élections ? Qui a organisé la sédition ? Qui a attenté à la réputation de la reine mère ? Qui a voulu tuer le père ? Qui a fomenté les plus folles complots, cultivé les plus noirs desseins, soutenu les plus torves manœuvres ? Lui ! Lui ! Lui !

Que pour et contre lui, on vous dit ! Si le compagnonnage n'est plus ce qu'il était, c'est la faute à Sarkozy ! Si le RPR, en ses assises, se sa cour d'assises, s'empale et règle ses comptes, c'est la faute à Sarkozy ! Si le nouvel élan s'est fracassé, dans un grand bruit de bois brisés, c'est la faute à Sarkozy ! Si la dissolution, si la défaite, si juppé, si les électeurs, si l'Élysée, si la gauche, tout, ou presque, ou cherchez plus, c'est Sarkozy. C'est formidable un Iago de cet envergure. Le Sisyphe du coup tordu. Voué à porter tous les chapeaux, à assumer toutes les turpitudes. Le fourbe universel, le perfide parfait, le scélérat idéal, le félo admirable, le judas d'élite, le renégat absolu,

le parjure total. Bref, l'embarras du choix, car la langue française est prodigieuse, pour qualifier le bouc émissaire tout-terrain.

Si Nicolas Sarkozy d'existait pas, le RPR se le serait inventé. Il se l'est inventé d'ailleurs, y compris sur ses banderoles : « Petit salaud » de Sarkozy ! Il faut bien trouver à ses échecs une responsabilité, un responsable. Tous battus, lui seul coupable ! A y biao réfléchir, le plus balladur des balladuriers, le plus sarkozyste des sarkozystes est devenu d'utilité publique et partisane, la défaite ayant pris, enfin, une manière de visage et d'explication.

Pour un peu, et sans trop se forcer, ils lui trouveraient, ils lui ont trouvé, après les Guignols de l'Info, comme les Guignols de l'Info, la physique et la tête de l'emploi. Le joli traître que voilà, c'est comme inscrit en devanure, écrit dessus, P'tit Nicolas, farces et fourberies.

Les amis de Nicolas Sarkozy ont beau faire et dire, se liguer, pétitionner, dénoncer cette machine RPR dévouée « machine à exclure », rien ne lui sera épargné puisque tout lui est attribué. C'est injuste, indigne, et même un peu « dégueulasse », comme eût dit eo d'autres temps Charles Pasqua. C'est ainsi.

La politique, ou du moins la vie de parti, excelle dans cet art d'esquiver ses responsabilités en se trouvant des responsables. Toujours. A droite comme à gauche. Avec la défaite pour régisseur se distribuent les rôles. Tous bons, sauf celui du mauvais. Le RPR n'échappe pas à cette règle du règlement de comptes. Et l'illustre Compagnon des Compagnons, en ses représentations furieuses, s'est trouvée un sociétaire de choix. Voilà bien qui finirait par nous le rendre sympathique !

M. Juppé avait lui-même évalué à 4 % la tendance des déficits pour 1998

« Le Monde » publie la note confidentielle de l'ancien premier ministre

ALORS que le gouvernement attend le verdict de l'audit des finances publiques conduit par deux magistrats de la Cour des comptes, qui doit être publié le 21 juillet, il sait déjà à présent que ses conclusions seront préoccupantes. Il eo est d'autant plus convaincu qu'Alain Juppé a lui-même averti Lionel Jospin que les comptes publics sont dégradés. C'est la principale mise en garde que contient la « note sur la situation économique et financière » que l'ancien premier ministre a remise à son successeur lors de la passation des pouvoirs, le 2 juin.

Initialement, cette note, signée de la main de M. Juppé, avait vocation à rester confidentielle. Pourtant, au cours des dernières semaines, quelques fuites avaient laissé entendre que, selon M. Juppé, la situation économique de la France est globalement satisfaisante. De fait, cette note, dont *Le Monde* révèle les principaux extraits, souligne que la conjoncture s'améliore. Se montrant très sévère à l'égard de la gestion précédente d'Edouard Balladur — ce qui ne sera pas de nature à resserrer les liens au sein de la famille néogaulliste —, M. Juppé souligne que son action a « créé les conditions d'un redressement durable et sain de l'activité ».

Après s'être décerné cet auto-satisfaction, l'ancien premier ministre n'en admet pas moins que la situa-

tion des comptes de l'Etat et de la Sécurité sociale est mauvaise. C'est la grande surprise qu'apporte cette note : elle constitue une sorte d'audit avant l'heure. Plus que cela : le bilan que dresse M. Juppé de sa propre gestion recoupe sans doute très largement celui que devraient faire les deux magistrats de la Cour des comptes.

DÉRAPAGES POSSIBLES

Le premier constat porte sur 1997. Alors que, de sources gouvernementales officielles, on craint que les déficits publics soient sur une pente comprise entre 3,5 % et 3,8 % du produit intérieur brut, soit très au-delà des 3 % exigés par Maastricht, M. Juppé valide, à peu de choses près, cette estimation, puisqu'il parle d'un écart entre les prévisions de recettes et l'exécution « de l'ordre de 35 milliards de francs », ce qui correspond à une dérive un peu supérieure à 0,4 point de PIB. Il évoque aussi quelques dérapages possibles sur les dépenses, à hauteur de 8 milliards de francs (soit 0,1 point de PIB) et un manque à gagner de 0,1 point de PIB du fait de l'accord sur le salaire entre les partenaires sociaux dans le cas de l'assurance-chômage. Enfin, il admet — ce que le gouvernement précédent avait toujours nié — que le plafond des avances légalement autorisées par la Caisse des dépôts et consignations en faveur de la

Sécurité sociale pourrait être déplacé dès le mois de septembre.

Pour 1998, M. Juppé se montre encore plus pessimiste puisqu'il reconnaît que selon les estimations de la direction du budget, les déficits publics pourraient dériver au-delà de 4 % du PIB. Le ton de l'ancien premier ministre n'est certes pas alarmiste puisqu'il souligne qu'il y a encore tout, il sera possible de ramener les déficits sous la barre des 3 %. Mais, tout aussi, il attire l'attention de son successeur sur le fait qu'il y a « pas de tendance spontanée à la réduction des déficits ». Autrement dit, le retour de la croissance ne suffira pas à rétablir les comptes publics. Il faudra aussi « un engagement fort » du nouveau gouvernement. Sous-entendu : un plan de rigueur.

Étonnante, cette note l'est donc pour plusieurs raisons. D'abord, elle confirme que l'ancien gouvernement a largement caché la situation préoccupante des finances publiques, avant les élections, et qu'il avait l'intention de prendre des mesures éconòmiques de redressement. En second lieu, elle souligne ce que l'on pressentait depuis plusieurs mois : le dossier des comptes de l'Etat et de la Sécurité sociale est l'un des plus difficiles que M. Jospin aura à traiter.

Laurent Mauduit

M. Clinton critique l'accord avec l'industrie du tabac

WASHINGTON

de notre correspondant

Au lendemain d'un accord qui imposait une « punition » de 368,5 milliards de dollars (environ 2 200 milliards de francs) sur vingt-cinq ans à l'industrie du tabac, la Maison Blanche, tout en participant à la satisfaction générale, avait souligné qu'une commission ad hoc allait étudier de près les clauses de ce compromis « historique », coché avec les représentants de quarante Etats. Or son premier verdict, rendu public mercredi 9 juillet, remet en cause une disposition essentielle de l'accord. Celui-ci prévoit notamment d'interdire à la Food and Drug Administration (FDA) de réglementer — pendant une période de douze ans — la teneur en nicotine des cigarettes.

A l'issue de ce délai, l'administration retrouverait la liberté d'imposer des cigarettes moins nocives. Pour faire bonne mesure, la FDA était obligée de se conformer à des normes légales plus strictes pour justifier une action visant à faire baisser le taux de nicotine. En échange, l'industrie acceptait de financer des campagnes antitabac et des fonds d'indemnisation des fumeurs, de respecter une quasi-interdiction de toute publicité en faveur de ses produits, et elle s'engageait à réduire le nombre de jeunes fumeurs, sous peine d'amendes.

SANTÉ PUBLIQUE

De Madrid, où il participait au sommet sur l'élargissement de l'OTAN, Bill Clinton a estimé que l'accord imposé à la FDA des « restrictions totalement déraisonnables ». Ces dispositions, a-t-il insisté, doivent être modifiées. Les commentaires du président américain font écho à ceux qui se sont élevés depuis la conclusion d'un accord généralement considéré comme faisant la part belle à l'industrie du tabac, au détriment de la santé publique. Le docteur David Kessler, ancien chef de la FDA, qui fait autorité sur ces questions, n'avait pas ménagé ses critiques, qualifiant le compromis de « profondément imparfait ».

La mise au point de M. Clinton signifie que l'accord — qui doit se traduire par des dispositions nécessitant l'approbation du Congrès — n'a aucune chance de voir le jour en l'état. D'autant que cette réaction officielle risque de ne pas être la dernière. Différents groupes de travail du département de la santé continuent leur examen, et on sait que l'administration souhaite des pénalités financières beaucoup plus lourdes à l'encontre des fabricants. Parallèlement, une commission présidée par le docteur Kessler vient de proposer des solutions alternatives nettement plus favorables à la santé publique.

A priori, l'un des aspects les plus significatifs du compromis passé avec les Etats — l'extinction des actions judiciaires — n'est pas remis en cause, bien que les spécialistes soient de plus en plus nombreux à souligner que les actions collectives devant les tribunaux ont le mérite d'accroître la prise de conscience du public quant aux dangers du tabac. Les négociations vont se poursuivre jusqu'en septembre. Tout se jouera ensuite devant le Congrès, où l'industrie du tabac constitue — de très loin — le plus important lobby.

Laurent Zechin

« Le respect des objectifs fixés pour 1997 nécessitera des mesures de rééquilibrage »

LA « NOTE sur la situation économique et financière », datée du 2 juin et signée d'Alain Juppé, qui l'a remise le même jour à Lionel Jospin, souligne d'abord que

l'ancien premier ministre avait hérité d'une situation difficile : « Le gouvernement désigné après l'élection présidentielle de mai 1995 a dû faire face à un contexte économique et financier marqué par trois difficultés majeures. Les déficits publics avaient atteint en 1993 et 1994 avec 3,6 % du PIB leur niveau le plus élevé depuis plus de vingt-cinq ans ; le manque de confiance dans notre économie entraîné par cette dérive des comptes publics et le choix de ne pas utiliser les marges élargies de fluctuation au sein du SME, contraignant à une politique monétaire restrictive (...) ».

La note observe ensuite que, depuis 1995, un redressement a commencé à s'opérer : « Les déficits publics sont revenus au voisinage de 4 % en 1996 et sont (...) clairement orientés à la baisse (...) ». L'amélioration progressive des soldes budgétaires a permis (...) la baisse des taux d'intérêt à un niveau qui est parmi les plus bas du G7 (...) ». Les perspectives de croissance et d'emploi sont bonnes.

M. Juppé convie que des difficultés s'annoncent pour respecter l'objectif de réduction à 3 % des déficits publics en 1997 : « Le respect des objectifs fixés pour 1997 sera un enjeu important pour le gouvernement issu des élections. Il n'est pas définitivement acquis et nécessitera des mesures de rééquilibrage, comme cela avait été le cas en 1996 ».

En ce qui concerne les dépenses publiques, M. Juppé souligne que pour l'état des besoins nouveaux pourraient apparaître, mais que des économies sont attendues. « L'écart théorique est donc de 8 milliards », venant s'ajouter aux déficits. La note ajoute : « Pour la Sécurité sociale, il faut attendre la réunion — en principe à la fin juin — de la commission des comptes de la Sécurité sociale pour connaître les projections d'exécution (...) ». L'écart par rapport à la prévision sur le régime général ne devrait pas excéder sensiblement celui de 5 milliards (...) ». Il faut cependant ajouter que parallèlement la question de la

dette accumulée en 1996 et au cours des premiers mois de 1997 devra être réglée avant l'automne pour éviter la saturation ». Des avances que la Caisse des dépôts et consignations peut faire à la Sécurité sociale.

Pour 1998, la note souligne que les travaux budgétaires s'étaient qu'à peine esquissés. M. Juppé ajoute : « Les premiers travaux dits de « perspectives budgétaires » menés par la direction du budget évaluent la tendance des déficits publics à un chiffre supérieur à 4 % du PIB, sur la base, il est vrai, de prévisions de recettes spontanées particulièrement basses. Ce chiffre peut être ramené à 3 % après prise en compte de mesures d'économie sur les dépenses budgétaires et de mobilisation de recettes exceptionnelles à caractère non fiscal (...) ». Ces travaux mettent en évidence le fait que malgré les progrès accomplis il n'y a pas aussi longtemps que la croissance retrouvée n'a pas fortement affecté le rythme d'évolution des recettes de l'Etat et de la Sécurité sociale, de tendance spontanée à la réduction des déficits ».

Il est donc certain, poursuit M. Juppé, que la présentation de manière crédible, en septembre prochain, d'un projet de loi de finances et d'un projet de loi de financement de la Sécurité sociale faisant apparaître un déficit cumulé de 3 % exigera un engagement politique très fort du gouvernement dans son ensemble sur la limitation de la charge que les dépenses publiques font peser sur notre pays. Un exercice indispensable s'imposera lors des choix budgétaires et des arbitrages sur les comptes sociaux au cours de l'été pour manifester la capacité de la France à tenir les engagements pris (...) ».

BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LE MONDE

Cours relevés le jeudi 10 juillet, à 10 h 15 (Paris)

PERMUTURE DES PLACES ASIATIQUES
Tokyo Nikkei 19697,17 - 0,29 +1,72
Hong Kong Hang Seng 10703,79 - 0,60 +9,31

TOURNOI NIKKEI SUR 3 MOIS



OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES

	Cours au 10/07	Var. en %	Var. en %
Paris CAC 40	2951,32	+0,03	+2,45
Londres FT 100	4766,80	+0,11	+1,54
Zurich	1561,58	+0,11	+4,47
Milan MIB 30	21251	+1,30	+3,33
Frankfurt Dax 30	4056,58	+1,25	+4,43
Bruxelles	17940	+1,21	+3,87
Suisse SMI	2775,92	+0,11	+4,14
Madrid Iboex 35	7186,79	+0,67	+3,92
Amsterdam CDS	693,10	+1,33	+4,47

Tirage du Monde daté jeudi 10 juillet 1997 : 482 917 exemplaires



au Festival de Radio-France et Montpellier 1997 en collaboration avec

Le Monde

XII^e RENCONTRES DE PÉTRARQUE
LE PROGRÈS, UNE IDÉE MORTE ?

Jardin de Pétrarque, rue de la Monnaie, à Montpellier
de 17 h 30 à 19 h 30

Entrée libre

Mardi 15 juillet

Peut-on faire confiance à la science ?

Débat animé par Jean Lebrun,
avec Claude Allègre, Marie-Angèle Hermite,
Jean-Marc Lévy-Leblond, Benoît Massin.

Mercredi 16 juillet

Sommes-nous plus instruits et mieux informés ?

Débat animé par Jean-Pierre Langellier,
avec Chantal Delsol, Thomas Ferenczi,
Alain Finkelkraut, Alain Renaud.

Jeudi 17 juillet

Qu'est-ce qu'être moderne ?

Débat animé par Thomas Ferenczi,
avec Jean Clair, Françoise Gaillard, Pierre Manent,
Heinz Wisman.

Vendredi 18 juillet

La gauche est-elle progressiste ?

Débat animé par Marc Riglet,
avec Georges Frêche, Jacques Julliard,
Alain-Gérard Slama, Henri Vacquin.

Samedi 19 juillet

Pent-on être optimiste ?

Débat animé par Alain Finkelkraut,
avec Jean Chesneaux, Viviane Forrester,
Erik Izraelwicz, Monette Vacquin.

Ces rencontres seront diffusées du lundi 4 au vendredi 8 août 1997,
sur France-Culture, de 21 h 10 à 22 h 30.